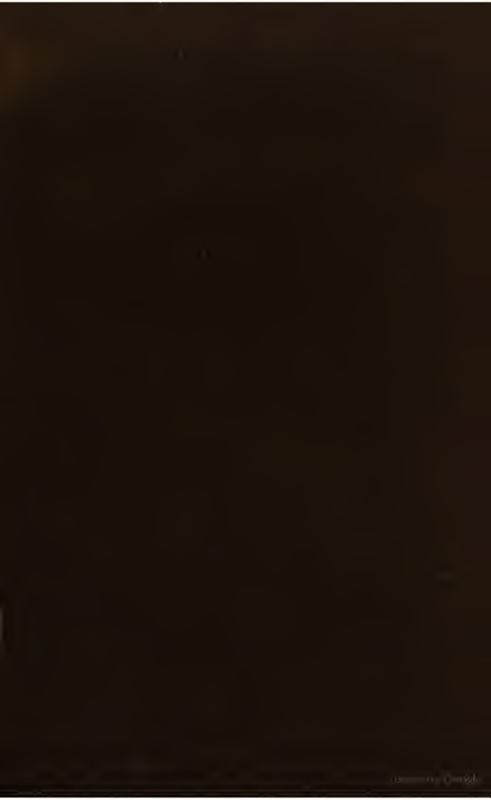




CHARLES DE MOÜY

GRANDS

SEIGNEURS

ET

GRANDES DAMES

DU TEMPS PASSÉ



PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

Palais-Royal, 13 et 17, galerie d'Orléans

—

1862



GRANDS SEIGNEURS

ET

GRANDES DAMES

DU TEMPS PASSÉ

DU MÊME AUTEUR

ET A LA MÊME LIBRAIRIE :

Raymond, étude, 1 vol., grand in-18 jésus . . . . . . 3 fr.

Sous presse :

Don Carlos et Philippe II, étude historique, 1 vol. in 8°.

Paris. — Imprimerie VALLÉE et Ce, 15, rue Breda.

CHARLES DE MOÜY

GRANDS SEIGNEURS

ET

GRANDES DAMES

DU TEMPS PASSÉ





PARIS
E. DENTU, ÉDITEUR
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES
Palais-Royal, 13 et 17, galerie d'Orléans.

1862

Il n'existe aucun lien entre les divers fragments dont est formé ce volume. Ce sont des portraits ou des études qui ont paru pour la plupart dans diverses revues, et que j'aurais pu réunir sous le nom d'Essais d'histoire et de littérature, si je n'avais été autorisé à leur donner le titre que j'ai adopté, par la situation sociale des personnages que j'ai essayé de peindre.

On comprend aisément que les seuls hasards de la critique aient décidé le choix des sujets. J'ai dû, pour presque tous, acceptant les convenances des revues où j'ai eu l'honneur d'écrire, prendre occasion de publications récentes dont les recueils périodiques ont été nécessairement préoccupés, pour étudier rapidement quelques types historiques ou littéraires.

Tous ces fragments ont été écrits durant ces trois dernières années, où j'ai rencontré parfois, comme tous ceux qui ont l'ambition de la publicité, bien des ennuis et des obstacles. Maintenant que, grâce à des hasards heureux et à des sympathies flatteuses, je vois devant moi des routes plus faciles, je dois exprimer ici ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont soutenu par leur intervention personnelle, encouragé par leurs bonnes paroles, éclairé par leurs conseils, et c'est à eux collectivement que je dédie ces pages, comme une faible marque d'affectueux souvenir.

CHARLES DE MOÜY.

21 mars 1862.

UN AMBASSADEUR FRANÇAIS

A LA COUR DE PHILIPPE II

1565 — 1572

Dépêches manuscrites du sieur de Forquevaulx, ambassadeur de S. M. Très-Chrétienne auprès de S. M. Catholique. (Bibl. imp., Mss. fr. n° 223, 2 vol. in-fol.)

Au mois de juillet 1565, une de ces entrevues qui sont rarement étrangères à la politique réunissait à Bayonne d'une part Élisabeth de Valois, reine d'Espagne, accompagnée du duc d'Albe, d'autre part Catherine de Médicis et Charles IX. Philippe II s'abstint d'y paraître. Il savait qu'à Bayonne sa position serait délicate, que Catherine, gouvernant sans contrôle depuis la mort d'Antoine de Bourbon et de François de Guise, n'était pas venue jusqu'à la frontière espagnole uniquement pour voir sa fille Élisabeth, et qu'elle prétendait affermir sa propre autorité par une alliance intime avec la redoutable puissance de la maison d'Autriche. Or, si Philippe vou-

lait bien paraître couvrir le jeune roi et sa mère de sa protection, si ce rôle convenait à sa vanité et à ses prétentions politiques, il n'entendait cependant pas contribuer à établir son beau-frère si solidement, que les troubles dont la France avait tant souffert fussent complétement apaisés. Il y avait donc bien des questions sur lesquelles il désirait ne pas se prononcer, certains engagements qu'il était décidé à ne pas prendre, certaines hésitations qu'il lui répugnait de laisser voir. Envoyer la reine et s'abstenir de paraître, donner cependant par la présence officielle du duc d'Albe un témoignage de ses bonnes intentions et un caractère diplomatique à l'entrevue, c'était tout ensemble resserrer le cercle de l'entretien, éviter l'action séductrice des hommages adroits et des paroles émouvantes, laisser s'avancer l'adversaire sans lui répondre, conserver enfin toute sa liberté à une politique désormais mieux éclairée.

Ce qu'il avait prévu arriva. L'entrevue de Bayonne fut d'abord un échange de politesses: le duc d'Albe apportait à Catherine et à son fils l'expression des affectueux sentiments de son maître ; il reçut de leur part, pour Philippe II, les mêmes assurances. Catherine, faute de pouvoir parler à son gendre, entretint le ministre de divers projets qu'elle avait formés. Ce dernier, avec une froideur calculée, dut se borner à promettre de faire connaître ces plans à son souverain. Élisabeth et Catherine se séparèrent bientôt, et Philippe garda, ce dont il était jaloux, la supériorité de l'homme dont les résolutions sont inconnues.

Mais Catherine, qui avait formé diverses combinaisons

pour lesquelles l'appui de son gendre lui était nécessaire, ne renonça pas à poursuivre ses desseins. Son ambassadeur en Espagne, le marquis de Saint-Sulpice, fut rappelé, et elle le remplaça par un homme que plusieurs négociations avaient mis en lumière, M. de Forquevaulx, gouverneur de Narbonne.

Ce gentilhomme avait alors près de soixante ans, mais ni les fatigues de la guerre, où il avait servi avec honneur, ni les travaux du cabinet ne l'avaient affaibli. Né avec le siècle dont il avait suivi, mêlé aux principaux événements, toutes les luttes et tous les drames, il avait acquis en particulier une certaine connaissance de la diplomatie espagnole qu'il avait pu étudier de près en deux rencontres. Henri II l'envoya à Augsbourg en août 1550, lorsque Charles-Quint prétendit faire assurer à Philippe la succession de Ferdinand au titre de roi des Romains. Forquevaulx, chargé d'une mission secrète que je m'étonne de ne pas voir mentionnée dans Prescott, l'historien fidèle de ces négociations d'Augsbourg, devait lutter contre l'influence du vieil empereur sur Ferdinand et le jeune Maximilien. Forquevaulx vit là Philippe pour la première fois, et obtint en somme le résultat désiré, puisqu'en dépit de l'acte arraché à Ferdinand par les obsessions de Charles-Quint, Maximilien n'en conserva pas moins des prétentions qui furent depuis justifiées par les événements. L'année suivante, Forquevaulx fut envoyé à Parme. La France insistait auprès d'Octave Farnèse pour qu'il mît son duché sous sa protection, et offrait en retour de le lui garantir contre le pape et contre l'empereur. Forquevaulx réus-

sit au moins temporairement, car ce fut seulement quelques années plus tard que Charles-Quint, qui avait donné en mariage à Octave Farnèse sa fille naturelle Marguerite, pour établir solidement dans le duché son influence et celle de ses successeurs, parvint à ménager un traité de paix, signé après son abdication, entre le duc de Parme et la monarchie espagnole. A la suite de ces deux ambassades, Forquevaulx avait successivement reçu les titres de grand-panetier du roi et de gentilhomme de la chambre, le gouvernement de Narbonne et le collier de Saint-Michel. Tel était le diplomate que Catherine envoya en Espagne exposer les plans vaguement indiqués au duc d'Albe et à la reine Élisabeth dans l'entrevue de Bayonne.

Je voudrais essayer de raconter cette négociation importante, mêlée aux plus curieux événements contemporains, d'après les dépêches pour la plupart autographes de l'ambassadeur lui-même, scellées de ses armes, et d'après la copie des dépêches inédites que Catherine de Médicis et Charles IX lui ont prodiguées.

I

« M. de Forquevaulx, écrit le 7 juillet 1565, Catherine de Médicis, la connoissance que j'ay de vos mérites et des bonnes et louables qualités qui sont en vous, me faict vous choisir et eslire pour vous envoyer ambassadeur en Espagne. D'autant qu'estant la principale négociation qui se présente pour le jourd'huy, il me semble estre

bien requis et nécessaire d'y employer personnage de sens, de jugement et expérience, pour aussi dignement et dextrement manier ceste charge-là comme il me semble estre requis pour le bien du service du roy, monsieur mon fils, et l'entretenement de la paix et bonne intelligence qui est entre ces deux royaumes, de laquelle despend tout le repos de la chrestienté. »

Après avoir longuement entretenu Catherine à la Rochelle, où il rencontra la cour revenant de Bayonne, Forquevaulx partit pour l'Espagne le 18 septembre, et le 4 octobre arriva à Ségovie où se trouvait Philippe II. Celui-ci était venu au-devant de sa jeune épouse, et lui avait fait, dit l'envoyé de France, « un très-bon et très-amiable accueil [1]; » il reçut aussi avec beaucoup de grâce le nouvel ambassadeur. Peu de temps après, Forquevaulx alla saluer la reine, et d'après les instructions orales qu'il avait reçues de Catherine à la Rochelle, lui fit une communication qui justifie pleinement le mystère dont Philippe II, même dans son intérieur, enveloppait les combinaisons de sa politique.

« Après quelques propos, je n'ay failli de remonstrer à la dicte dame royne qu'elle doibt donner à connoistre au roy son mary par les plus convenables moyens dont elle se pourra adviser comment elle est soigneuse et desireuse de participer à ses travaux et soucis par la communication de ses affaires... et par ce moyen pénétrer et sonder si rien se brasseroit dont le roy son frère pust estre intéressé, l'estimant si bonne sœur et fille de Vos

[1] Dépêche du 20 oct. 1565.

Majestés, qu'elle feroit tout debvoir à elle licite et possible de l'empescher [1]. » Catherine prétendait spéculer ainsi sur les sentiments de sa fille, et avoir en elle un espion auprès de son gendre. Élisabeth comprit combien, en présence d'une telle exigence, sa situation était difficile, et qu'il lui faudrait nécessairement, si elle était informée des affaires de l'État, manquer en bien des circonstances soit à ses devoirs envers sa mère, soit à ses devoirs envers son mari. Aussi ne semble-t-elle pas avoir jamais cherché à s'immiscer dans la politique. Du reste la curiosité des secrets d'État n'eût été pour elle qu'une source de déceptions : elle eût fatigué, sans la briser jamais, la résistance de Philippe II qui connaissait trop sa belle-mère, sans l'avoir vue, pour ne point se défier de quelque plan, et qui eût pris soin d'être d'autant plus discret que l'insistance eût été plus vive. Il fallait que Catherine eût peu étudié dans les relations diplomatiques le caractère de son gendre, pour espérer être informée par cette voie des secrètes résolutions du cabinet espagnol, et il fallait que Forquevaulx ignorât les rouages mystérieux de la chancellerie qu'il allait avoir à solliciter ou à combattre, pour transmettre sérieusement à la reine Catholique des insinuations aussi vaines. Mais il arrivait de la Rochelle et n'avait pas encore l'expérience du conseil d'État de Madrid. Élisabeth montra du reste beaucoup de présence d'esprit ; elle savait bien que ses paroles seraient textuellement rapportées à sa mère, et ne voulut ni s'engager vis-à-vis d'elle, ni re-

[1] Dépêche du 3 nov. 1565.

pousser sa proposition ; elle mit cependant un certain amour-propre de femme et de reine à ne paraître point, comme elle l'était, complétement privée de la confiance politique de son mari, et se borna à répondre vaguement « que jamais l'affection et amour qu'elle doit avoir et porter à sa mère et à ses frères ne se refroidiroit pour chose qui advienne. » Elle fit des vœux pour la paix et l'union entre les deux couronnes, et garda sur le fond même de la question un silence habile qui pouvait également passer pour un acquiescement et pour un refus. Catherine prit néanmoins en bonne part les paroles de sa fille, ou feignit de les prendre ainsi, pour ne point paraître déçue, et elle écrivit bientôt à son ambassadeur : « J'ay esté très ayse d'entendre que vous n'avez rien omis de dire et faire entendre à la royne, Madame ma fille, de ce dont je vous ay chargé à vostre partement, ayant assez d'assurance qu'elle ne sçauroit pour chose qui advienne rien oublier de ce qui appartient au sang dont elle est sortie. » Dans cette mesure, il lui était permis de se féliciter.

Forquevaulx commença immédiatement à traiter dans des entrevues successives avec la jeune reine, le roi et les principaux membres du conseil, l'importante négociation, relative à la fois à des intérêts de famille et à des intérêts politiques, dont il avait été vaguement question à Bayonne, entre Catherine et le duc d'Albe.

A l'époque où nous sommes, la puissance matérielle de Philippe II et son autorité morale étaient immenses. Nul souverain ne régnait sur des États si étendus et n'y dominait avec un égal despotisme. Grâce à l'inquisition,

devenue entre ses mains un rouage de gouvernement beaucoup plus qu'une institution religieuse, il était le maître absolu des consciences, et considéré en Europe comme le champion armé du catholicisme, il empruntait à cette solidarité avec l'Église un caractère spécial, une autorité *sui generis*, à la fois ecclésiastique et laïque, que je ne vois nulle part si fortement accusée dans l'histoire moderne. Par ses domaines d'Espagne, d'Italie, de Franche-Comté, de Luxembourg, des Pays-Bas, il enserrait la France comme dans un cercle et apparaissait sur presque toute la ligne de ses frontières. Par ses domaines des Indes, il était le plus riche souverain de la chrétienté ; par ses relations d'étroite parenté avec la famille impériale, il était investi de la confiance de Maximilien et de l'Impératrice; le pape, qui voyait en lui le plus ferme soutien de la foi et le chef futur d'une croisade contre les Turcs, ne traitait qu'avec déférence le plus puissant prince catholique et le plus inflexible ennemi de l'hérésie. L'éclat de la gloire paternelle rejaillissait sur son nom, et les victoires de Gravelines et de Saint-Quentin qui avaient inauguré son règne demeuraient devant tous les yeux comme un redoutable souvenir.

Catherine de Médicis comprenait bien cette situation : elle sentait combien était fort l'établissement politique de son gendre, et combien cette alliance était précieuse. Lorsqu'elle reportait ses regards de ce grand corps dont toutes les parties semblaient si solidement soudées entre elles, sur la France affaiblie par le traité de Vervins, divisée en partis religieux et politiques, ruinée par les guerres civiles, ouverte de toutes parts aux entreprises

du protestantisme et de l'étranger, elle ne pouvait pas se faire illusion sur sa faiblesse relative. Les difficultés de son rôle étaient grandes, et vis-à-vis de son gendre et vis-à-vis des huguenots : entretenir l'alliance de l'un sans bassesses, intimider les autres sans les exaspérer, tel était son but, et c'est pour y parvenir que sa remarquable intelligence diplomatique se traça une ligne de conduite qu'elle suivit avec une rare constance et dont Forquevaulx devait être l'interprète. De là une série de manœuvres habiles que l'on comprend mal si l'on ne songe qu'elle voulait tout ensemble se fortifier contre les partis, par l'alliance d'un voisin justement redouté, et cependant, en face de l'orgueil de la maison d'Autriche, conserver une fière attitude sous peine d'être méprisée. Il y avait sur ce dernier point une mesure qu'il était malaisé de garder : laisser voir assez de sa faiblesse pour ne pas exciter chez Philippe II une jalousie qui eût compromis la sincérité de l'alliance, laisser voir assez de sa force pour éviter le dédain et donner du prix à son amitié. C'est pourquoi on la voit tour à tour dans la correspondance de Forquevaulx, jouer un jeu délicat, dont l'arrogance et la raideur de son gendre compliquent tous les jours les combinaisons; passionnément désireuse au fond de conserver un point d'appui en Espagne, mais évitant un excès de complaisance qui eût éveillé à bon droit l'indignation des huguenots et dont Philippe, d'ailleurs, n'eût pas manqué d'abuser, elle manie les questions avec dextérité ou leur échappe avec une rare souplesse. Elle sauve toujours sa dignité lorsqu'elle cède, diminue graduellement l'importance de

ses réclamations ou de ses demandes à mesure qu'elle sent la résistance plus forte, fait parade envers le roi d'Espagne de ces sentiments affectueux qui servent de prétexte à beaucoup de condescendance, exalte avec soin les ressources et la puissance de la nation française dans les instants les plus critiques, essaye, dès que faire se peut, de confondre les intérêts des deux cours dans une sollicitude qui réclame implicitement la réciprocité, et s'efforce toujours d'obtenir pour Charles IX, soit par une humilité, soit par un orgueil également calculés, les plus grands et les plus solides avantages. Toutes ces manœuvres très-ingénieuses, très-subtiles, auraient réussi à provoquer les faits comme elles réussissaient à sauver les apparences, si Catherine avait eu affaire à un souverain moins profond que Philippe II. Mais le roi d'Espagne n'est jamais sa dupe; il ne poursuit que son intérêt, ne se départ jamais de son calme, de sa politesse affectueuse, de sa lenteur, ne se laisse pas détourner de ses projets, garde son attitude énigmatique, et les phrases emmiellées, les propositions séduisantes, les réclamations vives, les colères, les discours superbes, les témoignages de confiance, tout cet attirail de diplomatie qu'une femme seule pouvait mettre en œuvre avec tant d'à-propos, d'esprit et de finesse, viennent également se briser devant la froide impassibilité de ses résolutions.

Catherine, qui me semble s'être un peu exagéré l'importance des mariages entre les familles souveraines, avait conçu un plan qui devait resserrer les liens de parenté entre la maison de Valois et la maison d'Au-

triche, et en même temps placer une couronne sur la tête de son fils bien-aimé le duc d'Anjou. Dans sa pensée, Charles IX aurait épousé Anne de Bohême, la fille aînée de l'empereur; don Carlos, prince d'Espagne, Marguerite de Valois, et le duc d'Anjou la propre sœur de Philippe II, la veuve du prince de Portugal. Le roi Catholique, en faveur de ce dernier mariage, aurait donné au duc d'Anjou un petit État, le duché de Gênes, par exemple. Catherine, dissimulant son ambition maternelle, couvrit cette combinaison du magnifique prétexte d'une ligue générale des plus puissants princes chrétiens contre les progrès des Ottomans. Elle espérait rallier de la sorte à un plan si avantageux pour ses intérêts en Europe et en France, d'une part le pape, désireux de former contre les Turcs une nouvelle croisade, de l'autre l'Empire sans cesse menacé sur le Danube par les successeurs de Mahomet II, enfin, Philippe, que son importance politique appelait naturellement à la tête de la ligue et aux yeux duquel Catherine faisait briller la perspective de lointaines conquêtes. Ajoutons que pour prouver la sincérité de son zèle religieux, elle rappelait que personnellement elle n'avait aucun intérêt à vaincre les Turcs, qu'elle était en paix avec le sultan, que l'invasion ottomane n'était pas à craindre pour les frontières françaises, et que par conséquent sa seule passion purement désintéressée, était « le bien et la conservation de la chrestienté [1]. »

J'ai dit que dans l'entrevue de Bayonne il avait été

[1] Lettre de la reine, déc. 1565.

question de quelques-uns des articles de ce plan; à Madrid, le marquis de Saint-Sulpice, prédécesseur de Forquevaulx, avait déjà sondé l'opinion du roi; le nouvel ambassadeur fut chargé d'insister. Dans une audience du 13 décembre 1565, il en parla d'abord à la reine. Il lui représenta « que ne falloit y aller froidement, ains considérer que c'est pour entreprendre contre le Turc ou lui résister, lequel est en bonne paix avec Sa Majesté, estant d'ailleurs la France bornée tellement que les forces turques n'y sont beaucoup à craindre[1]. » Il conclut en disant qu'en présence d'une telle abnégation, Philippe doit accéder à toutes les demandes de Catherine. Élisabeth, qu'on s'obstinait ainsi à considérer comme une puissance politique, ne put que donner son sentiment personnel: d'un côté elle savait que le prince d'Espagne, don Carlos, était depuis longtemps fiancé à la princesse Anne de Bohême, d'un autre côté, que la princesse de Portugal ne voulait point se remarier : « Il luy sembloit impossible qu'on pust persuader la dicte princesse d'y entendre, sinon par adventure du roy (Charles IX), tant elle a le cœur haut. » Ces derniers mots, que la reine laissa tomber sans paraître y attacher d'importance, firent dresser l'oreille à l'ambassadeur. Était-ce une supposition gratuite d'Élisabeth ? était-ce une insinuation venue du roi ? Philippe songeait-il à marier sa sœur en France, et à contre-balancer ainsi l'influence de Ca-

[1] Dépêche du 25 déc. 1565.

therine par la sienne? Quoi qu'il en soit, Forquevaulx se hâta d'étouffer jusqu'à la moindre espérance d'une telle union : il savait que Charles IX, qui n'avait guère alors plus de quinze ans, ne pouvait épouser une femme qui aurait pu être sa mère. Il répondit donc assez rudement à la reine : « Il ne fault que la princesse s'attende d'avoir le roy, car il s'est voué en Allemagne, et jamais la France ne trouveroit bon ni sortable qu'il prist femme tant advancée d'asge plus que Sa Majesté, et l'exemple du roy catholique qui l'a choisie, elle, de prime jeunesse, afin de la mettre à son pli et l'habituer à l'Espagnole, sert au roy son frère d'enseignement d'en vouloir aussi une jeune pour l'accoustumer à la françoise. » On aurait pu répondre à Forquevaulx que le duc d'Anjou était encore plus jeune que son frère, mais l'ambassadeur, qui prévoit l'objection, se hâte de s'en faire une arme : la jeunesse du prince doit être considérée comme un avantage pour la princesse de Portugal : « elle s'en va contre le soir, et il vient vers son jour, et elle pourroit se vanter dans quatre ans d'avoir un des plus beaux et accomplis princes de l'Europe pour mary. » Il va plus loin, et sans penser qu'il prévoyait juste, il ajoute : « Il pourroit advenir (ce que Dieu ne veuille), que de duchesse elle pourroit estre royne, ou leurs enfants parvenir avec le temps à la couronne. » A tous ces raisonnements, Élisabeth n'a point qualité pour répondre : elle se borne à soutenir qu'elle croit la princesse « résolue de ne se marier; » puis, avec un sourire, « il fault, dit-elle, qu'il (le duc d'Anjou) attende que Dieu m'aist donné une fille, comme je luy ay dict à Bayonne, et je

la luy donneray pour estre sa femme [1]. » Forquevaulx, devant une telle hypothèse, n'avait plus qu'à se retirer.

Le lendemain, il vit le roi, et auprès de lui, insista surtout sur la question politique, sur la ligue des trois couronnes d'Allemagne, d'Espagne et de France, et sur les avantages matériels d'une si belle combinaison. Il laissa entendre que, par cette alliance, les confédérés pourraient non-seulement « résister aux entreprises du Turc et de tout ennemy, » non-seulement « donner la loi au surplus des chrestiens, » (ce qui était une allusion évidente aux princes protestants d'Allemagne, aux huguenots de France et à l'Angleterre), mais encore « seroient assez puissants pour entreprendre contre tout le monde [1].» Il y avait là certes de quoi tenter un souverain ; c'était implicitement offrir à Philippe II la direction des affaires temporelles du monde catholique. Mais ces dehors séduisants cachaient des difficultés d'exécution qui rendaient ce plan irréalisable : Philippe ne pouvait attendre de l'empereur et du roi de France une soumission de lieutenants ; de là des discussions sans nombre et une inévitable rupture. Il est à croire que Catherine s'en doutait bien, mais une fois les avantages qu'elle convoitait obtenus, que lui importait l'avenir ? Philippe vit le piége : il répondit « qu'il ne sçauroit assez louer le tant sainct desir » de la reine, sa belle-mère, mais que « pour que ce sont négoces de grande importance, il y falloit bien adviser. » Il promit enfin à l'ambassadeur de

[1] Dépêche du 25 déc. 1565.

lui faire connaître prochainement par le duc d'Albe sa résolution définitive.

Le 17, Forquevaulx envoya chez le duc savoir si l'on avait pris un parti ; message inutile ; celui-ci fit dire que rien n'était décidé. Le 18, l'ambassadeur essaya d'attirer Ruy Gomez à sa cause. Mais le ministre, tout en protestant de son zèle pour les intérêts de la France, laissa pressentir vaguement un refus : ce qui, croyait-il, arrêtait surtout les choses, c'était le projet de mariage entre le duc d'Anjou et la princesse de Portugal. Dans une entrevue que Forquevaulx eut le soir du même jour avec le duc d'Albe, la même objection fut encore présentée. Le duc n'avait pas mission encore pour donner une réponse officielle, mais il voulait savoir si c'était là une condition *sine quá non* du projet de ligue. Forquevaulx déclara avec une parfaite franchise que, si Philippe n'était pas décidé à satisfaire aux demandes de Catherine pour son fils, celle-ci assurément « ne vouldroit mettre le Roy ni son royaume en guerre sans bonne occasion. » Peut-être Philippe aurait-il couru la chance de cette ligue, en présence des avantages qui lui étaient offerts, et qu'il pourrait en obtenir à l'origine quelle qu'en fût l'issue ; mais il était évidemment très-décidé à ne se dessaisir, dans cette espérance, d'aucun de ses États. Esprit très-positif, il ne se souciait pas de céder un bien réel pour la chance de conquêtes problématiques. D'ailleurs, il avait depuis longtemps fermé quant au mariage de son fils et des filles de l'Empereur un plan contraire à celui de Catherine : Don Carlos devait épouser la princesse Anne de Bohême, et le jeune roi de Portugal la princesse

Élisabeth, sœur de la fiancée de Don Carlos. Enfin, comme il ne désirait nullement remarier sa sœur, il n'était disposé à faire aucun sacrifice pour la doter. Quant à satisfaire la cour de France, ce n'était pas alors pour lui une sérieuse considération politique.

Tout cela était dans son esprit arrêté d'avance, et s'il fit attendre quatre jours encore sa réponse, c'était pour ne point déroger à ces habitudes de majestueuse lenteur, si chères au cabinet de l'Escurial. Le 22 décembre, il fit remettre à Forquevaulx un écrit espagnol où il déclarait sa décision : d'une part, il ne pouvait entendre au mariage du duc d'Anjou et de sa sœur la princesse de Portugal, car celle-ci ne se voulait point remarier. (Il ajouta, faisant allusion sans doute aux paroles qui étaient échappées à la reine, et aux expressions un peu vives de l'ambassadeur) : « Elle ne se veut remarier, quand ce serait au plus grand roi du monde. » D'autre part, il aurait accueilli avec satisfaction le projet de marier son fils Don Carlos avec Marguerite de Valois, mais il n'était pas libre de négocier sur ce point, étant engagé avec l'Empereur. Il ne refusait pas de s'entremettre, si sa belle-mère le désirait, pour obtenir à Charles IX la seconde princesse de Bohême, Élisabeth. « Quant à la ligue, disait-il en terminant, je ne peux que louer la reine et le roi Très-Chrétien d'une telle proposition. Il est digne de princes si catholiques d'être émus des maux que font subir à l'Église les hérétiques et les infidèles; mais cette affaire est importante, beaucoup de points restent à résoudre, et il ne faut rien proposer à l'Empereur qui ne soit parfaitement clair. » Il indiqua quelques difficultés,

puis ajouta. « Il y a encore beaucoup d'autres articles qui donneront lieu à discussion quand le moment sera venu. »

Il va sans dire qu'en présence d'une aussi complète opposition aux projets de mariage qui formaient la base de la négociation, Catherine ne pouvait plus songer à une ligue qui eût été entièrement à l'avantage de son puissant voisin. L'ambassadeur est indigné : « Je suis tant marri, dit-il, que le cœur m'en crève, et voudrois voir advenir telles choses dans le monde, qu'on eust cause de repentance du peu d'estime qu'ils font en Espaigne de contenter vos désirs. » Il n'était pas dupe de la proposition que faisait Philippe, de demander pour Charles IX la seconde fille de l'empereur; il savait de bon lieu qu'en ce moment-là même, on méditait à Madrid, malgré ces belles protestations, de marier cette même princesse Élisabeth au jeune roi de Portugal. Lorsque le duc d'Albe vint essayer d'adoucir, par des phrases habilement concertées, l'impression qu'un tel refus avait laissé dans l'esprit de l'ambassadeur, Forquevaulx lui déclara qu'il connaissait le bon vouloir de son maître et ne lui céla point qu'il était au courant de cette négociation : « le duc a rougi, » écrit-il; ce dernier n'osa point nier toutefois, et allégua pour disculper son souverain dont il voyait le jeu découvert, les liens étroits de parenté qui unissaient l'Empereur, le roi Catholique, l'Impératrice, le roi de Portugal, et ce qu'on n'eût guère attendu de lui, devenant soudain très-sentimental, prétendit que les deux princesses de Bohême s'aimaient de telle sorte « qu'elles

vouloient venir en mesmes païs pour estre voisines[1]. » C'était faire trop de fonds sur la naïveté de l'ambassadeur. Forquevaulx ne pouvait plus écouter d'une oreille crédule ces ingénieuses puérilités. Il leva la séance, et telle fut la fin de cette négociation; mais il y avait encore à craindre que l'Espagne ne fît connaître à Constantinople le projet de ligue formé par Catherine assez peu loyalement contre la Turquie, et n'excitât entre le Grand Seigneur et le cabinet du Louvre quelque difficulté sérieuse. Aussi Forquevaulx conseille-t-il à la reine « d'envoyer vers le Turc pour luy desguiser le propos qui a esté tenu de la ligue, car je ne fais doubte que de ce costé l'on en fasse courre le bruit jusques à ses oreilles et ne disent pas pourquoi ils l'ont refusé, mais raconteront le faict à leur désavantage pour l'indigner contre les Français[2] ». Voilà à quelles dissimulations, à quelles perfidies, avaient recours vis-à vis des Ottomans en 1565 les plus grands princes catholiques. L'issue de cette affaire laissa subsister beaucoup d'aigreur dans les relations des deux cours. L'Espagne comprit l'adroit égoïsme de Catherine, et celle-ci garda rancune à son gendre de ses plans déjoués. Du reste, si la question fut définitivement écartée quant à la France du moins, on la retrouve plus tard soulevée de nouveau entre l'Espagne, le Pape et les Vénitiens et résolue de façon à conduire les forces catholiques à Lépante : la question des mariages reparaîtra souvent et ne sera pas une des moindres préoccupations de l'ambassadeur.

[1] Dépêche du 25 déc., déjà citée.
[2] Dépêche du 25 déc. 1565.

II

On ne saurait croire, à s'en tenir aux apparences, combien les rapports entre les deux cours furent tendus pendant les années qui suivirent. Les phrases de sentiment sont toujours les mêmes de part et d'autre : la cour de Madrid se préoccupe, il est vrai, de moins en moins de satisfaire la cour de France ; mais les politesses, en paroles, ne lui coûtent pas. La cour de France est au fond indignée contre les procédés de son allié ; mais comme elle tient vis-à-vis des huguenots à rester unie étroitement avec le roi Catholique, dont elle espère, à l'occasion, un utile secours, elle plie sans cesse devant ce voisin redoutable, lui envoie les plus douces expressions d'amitié, sans se dissimuler cependant, avec une colère secrète, qu'elle n'a pu obtenir la moindre influence sur son esprit. Chaque jour, et à chaque circonstance nouvelle, cette vérité devient plus évidente sous quelque forme qu'elle se présente, et l'histoire diplomatique de cette période n'est guère que l'histoire des déceptions politiques du cabinet du Louvre. Il y a là de quoi donner à réfléchir sur l'utilité des mariages entre les familles souveraines.

L'affaire de la ligue avait été l'un des premiers indices de la situation réciproque que les événements avaient faite au fils de Charles-Quint et au petit-fils de François Ier. La plupart des négociations suivantes nous offrent le même tableau.

Le pape Pie IV venait de mourir. La France désirait l'élection du cardinal de Ferrare, et sans prétendre influencer directement la décision du conclave, agissait de telle sorte que sa préférence fût connue et que son candidat eût chance de réussir. Forquevaulx eut ordre de supplier Philippe de ne se pas du moins opposer à cette élection, et demanda aussitôt une audience au duc d'Albe. Ce dernier devina le but de l'entrevue : il allait expédier un courrier à Rome, et il était évident que l'ambassadeur de France voulait l'entretenir avant le départ du courrier. Ce fut une raison pour lui d'envoyer immédiatement ses dépêches, et lorsqu'il reçut Forquevaulx, le courrier était parti. L'ambassadeur exprima son regret de cette circonstance, qu'il eut l'air de croire fortuite, et exposa au duc d'Albe que le roi de France « trouveroit fort mauvais que le cardinal de Ferrare fust exclu ni empesché de parvenir à ceste dignité, si Dieu et l'assemblée l'y appeloient [1]. » Le duc soutint que sa dépêche n'avait point rapport à cette élection, et il fallait assurément bien de l'audace pour prononcer de telles paroles quand le départ précipité du courrier témoignait clairement du contraire. Il ajouta que du reste le roi désirait seulement « qu'au Saint-Siége fust eslu un successeur homme de bonne vie et de bon exemple, sans partialité ni passion, lequel entretienne la chrestienté en paix, » et que quant au cardinal de Ferrare, « il n'avoit point escript ni vouloit escripre contre luy et contre nul

[1] Dépêche du 6 janvier 1566.

autre [1]. » Que répondre à de telles paroles quand on ne peut pas ouvertement les démentir? L'ambassadeur, bien qu'il sût que les agents espagnols à Rome intriguaient contre le candidat français, dut se contenter de ce verbiage, et alla aussitôt trouver la reine, qui n'avait pas eu le temps de s'entendre avec le duc d'Albe. Elle lui avoua sans détour, mais « en grand secret » que Philippe tenait le cardinal de Ferrare « pour suspect, s'il estoit pape, qu'il mettroit desbat en Italie, au moyen de quoy ce roy ne vouloit le voir parvenir à ceste dignité. » Il y avait là de quoi édifier Forquevaulx, s'il eût été nécessaire, sur la véracité du duc d'Albe, et malheureusement, le lendemain, il n'eut pas sujet d'être beaucoup plus satisfait de la véracité du roi. Philippe, à son audience, soutint « qu'il n'avoit jamais desiré et ne desiroit pas qu'un des cardinaux fust plus tost pape qu'un autre, » il déclara n'avoir jamais donné à ses ministres d'ordres contraires à la candidature du cardinal de Ferrare, et termina son discours en disant qu'il voulait seulement un pape « qui ayme l'honneur de Dieu, l'advancement de son Eglise, la défense de la chrestienté contre le Turc, la paix et repos d'icelle et semblablement la tranquillité d'Italie [2]. » Sur ce terrain, il était inattaquable; comment critiquer des vœux aussi sages et des dispositions si pieuses? Catherine insista et écrivit : « Il faut disposer le roy catholique à favoriser et trouver bon le desir que le roy mon fils et moy avons

[1] Dépêche du 6 janvier 1566.
[2] Dépêche du 6 janvier, déjà citée.

que le cardinal de Ferrare parvienne à ceste dignité [1]. » Philippe se renferma une seconde fois dans les même réponses; la reine Élisabeth elle-même ne put obtenir davantage, et le cardinal de Ferrare ne fut pas élu : « Dieu a voulu, écrit noblement Charles IX, que ce que je luy desirois et dont je l'estime digne soit tombé en d'autres mains [2]. »

Une affaire moins importante, mais qui fut avec raison prise à cœur par le gouvernement français, se traitait en même temps. Il s'agissait, il est vrai, de peu de chose, d'une langue de terre que se disputaient dans les colonies américaines, en Floride, des aventuriers français et espagnols. Catherine estimait que ce territoire, appelé terre des Bretons, appartenait à la France. Le cabinet de l'Escurial repoussait cette prétention et soutenait que, d'ailleurs, les aventuriers français se livraient à des invasions et à des brigandages sur le territoire voisin appartenant sans conteste à l'Espagne. Catherine, sur ce point, offrit de les admonester et de les punir, mais l'ambassadeur de Philippe II à Paris, don Francès d'Alava, un bizarre personnage dont nous aurons occasion d'étudier plus loin la physionomie, parut peu satisfait de cette réponse, et, écrit Catherine, « en vinst à dire que son maistre ne pouvoit tolérer telles façons de faire sans s'en ressentir, avec quelques paroles que j'ai prises pour menaces. » En présence d'une telle provocation, l'orgueil de la femme se redressa et la reine tint

[1] Lettre de la reine, du 9 janvier 1566.
[2] Lettre du roi, 7 février 1566.

un langage vraiment digne de la nation qu'elle gouvernait : « Je luy dis qu'il se souvinst que les roys de France n'ont pas accoustumé de se laisser menacer, que le mien estoit bien jeune, mais non pas si peu connoissant ce qu'il est, qu'il n'y ait toujours plus à faire à le retenir qu'à le provoquer. A quoi j'estime que son maistre ne gaigneroit rien, duquel je voulois croyre aussi que ceste menace ne venoit pas. Ceste response qui est d'une mère qui connoît bien son fils et qu'il ne voudroit pour rien qu'il eust moins de cœur ni d'honneur que ses prédécesseurs, a ramené le dict ambassadeur à de plus douces paroles [1]. » L'affaire n'était cependant qu'assoupie ; mais Philippe était décidé à ne point céder, des armes et des renforts furent envoyés à Pierre Mélendez, le chef des Espagnols établi en Floride, et les Français furent massacrés : « Ceste cour, écrit Forquevaulx, s'est plus resjouie de ceste nouvelle que si ce fust pour une victoire obtenue contre le Turc [2]. » Bientôt après, la Floride était érigée en marquisat, et on annonça que Mélendez en recevrait bientôt le titre. Le cabinet de l'Escurial, une fois le terrain libre, voulut étouffer la discussion, et déclara que « puisque les Français avoient esté desfaicts, la question estoit vuidée [3]. » La cour de France ne put se résoudre, en dépit de sa patience ordinaire, à subir silencieusement un tel affront. De vives réclamations furent envoyées de Paris : le mot de réparation fut prononcé.

[1] Lettre de la reine du 20 janvier 1566.
[2] Dépêche du 18 février 1566.
[3] Dépêche du 18 février 1566.

La chancellerie espagnole, en présence de cette difficulté, usa d'artifice. Elle prétendit, pour se donner une complète liberté d'action, écarter de la discussion le gouvernement de Charles IX, soutint que, seul, l'amiral Coligny avait envoyé ces aventuriers, et que, par conséquent, l'honneur du roi n'était pas intéressé à les défendre; Don Francès d'Alava, suivant cette politique, poussa l'audace jusqu'à venir, dans une audience, demander justice de l'amiral. Catherine, avec raison, ne crut pas devoir accepter ce détour : elle revendiqua la responsabilité des actes de Coligny, ministre de Charles IX, et, comprenant qu'au fond il y avait là pour le roi une question de dignité et d'indépendance, elle s'emporta jusqu'à dire qu'il lui semblait « que l'on voulust brider le Roy son fils, l'enfermer en ce royaume et luy rogner les ailes, choses qu'il ne pourroit et ne seroit aussi conseillé de souffrir ». Puis, repoussant victorieusement les nuages dont la diplomatie espagnole prétendait obscurcir cette affaire, déjouant cette évolution soudaine qui transformait l'offenseur en offensé, elle rétablit les choses dans leur vrai jour, et réclama de nouveau « la réparation que demande un si énorme outrage[1] ».

Une double pensée lui inspirait cette insistance contraire à sa politique prudente. Comme mère, elle craignait (ce sont ses propres paroles dans la belle lettre que je cite), que le roi son fils « ne luy reprochast un jour que, tandis qu'il s'est reposé sur elle de ses affaires, elle a laissé faire une telle escorne à sa réputation; »

[1] Lettre de la reine, 17 mars 1566.

comme reine d'un État divisé par la guerre civile, ses appréhensions étaient vives : « Je crois, dit-elle encore, que les huguenots n'eussent sçeu demander une meilleure nouvelle, connoissant par là que l'amitié que nous nous promettons du côté de delà est fort mal asseurée, puisque l'on traite ainsy nos subjects. » En présence de ces éloquentes plaintes, une vraie amitié se fût émue : Philippe garda son impassible attitude; la reine Élisabeth, l'ambassadeur, revinrent l'un et l'autre plusieurs fois à la charge sans rien obtenir. Le roi renvoyait Forquevaulx au duc d'Albe : le duc d'Albe traitait avec mépris les victimes de pirates; or ces *pirates* avaient patente du roi de France, et la cour d'Espagne ne l'ignorait pas. Charles IX ne fut pas découragé; avec une ténacité dont il faut lui savoir gré, il écrit encore[1] : « Ma volonté est que vous renouvelliez vostre plainte... je sçais bien qu'ils ne faudront de vous faire tousjours mesme response et vous ne cesserez aussi de leur dire qu'il ne fault espérer que je sois jamais satisfaict que je ne voye une réparation telle que requiert nostre amitié. » Forquevaulx obéit, mais en vain. Nul ne fut puni, et quant à l'instigateur du massacre, Mélendez, il fut bien réellement nommé par le roi marquis de la Floride. Il n'y avait plus rien à dire : il fallait, sur ce fait, ou déclarer la guerre à l'Espagne et ajouter aux embarras de la situation intérieure les périls d'une lutte avec un formidable ennemi, ou bien courber la tête en silence devant une insolence qu'on ne pouvait châtier. C'est ce

[1] Lettre du roi, 12 mai 1566.

que fit le cabinet du Louvre ; il avait réclamé avec assez d'énergie et de noblesse pour que son honneur fût sauf. Il dut subir la loi imposée au plus faible, céder, mais ce ne fut pas sans une indignation d'autant plus violente qu'elle demeura secrète et qu'il sentit là, non pas seulement une politique brutale et provocatrice, mais une politique dédaigneuse. Forquevaulx ne le cacha point à Charles IX, et, dans sa dépêche du 18 août 1566, il dit en propres termes : « ils (les Espagnols) méprisent, comme ils sont les plus présomptueux et superbes du monde, vos forces et vos moyens de leur nuire, s'estant persuadés que vostre royaume est si divisé qu'il ne pourroit atteindre ses voisins quand il voudroit. Ceste mal fondée opinion, accompagnée de la naturelle insolence de ceste nation, fait que l'on donnera de jour en jour nouvelles occasions à Vostre Majesté de se plaindre. »

La cour de France le savait bien, et plus d'une fois encore elle devait en faire l'épreuve. Toutefois, comme on était alors dans cette trêve entre les huguenots et la couronne, qui dura depuis l'édit d'Amboise (19 mars 1563), jusqu'à l'attentat de Meaux (25 septembre 1567), Charles IX et sa mère en profitent pour relever la tête avec une fierté qui n'est pas sans noblesse vis-à-vis de l'étranger. Les félicitations que le gouvernement s'adresse sembleraient vraiment trop multipliées et un peu emphatiques si l'on ne comprenait que c'était là, non pas un vain triomphe d'amour-propre, mais une manœuvre politique pour intimider, s'il était possible, le souverain qu'il paraissait affectueusement convier à par-

tager sa joie. Malheureusement Philippe ne croit guère à ces bravades; il avait en France des agents qui l'instruisaient exactement de l'état des choses. On disait publiquement à la cour d'Espagne, et Forquevaulx en avait dès longtemps informé le roi, qu'il y aurait certainement en France « de la sédition derechef et qu'on s'y remuoit en divers endroits[1].» Charles IX lui-même n'ignore pas qu'on se plaît en Espagne à le croire sans cesse menacé : « Il y a, écrit-il, des esprits si chatouilleux, que souvent ils interprètent toutes choses comme ils voudraient qu'elles fussent». « Vos voisins, en effet, lui répond l'ambassadeur, pensent que vos subjects sont amis comme chiens et chats ». C'était trop vrai, en dépit de la paix dont la France paraissait jouir; mais le roi fait bonne contenance : « Dieu mercy, écrit-il le 12 mai 1566, les affaires de mon royaume se portent bien et y sont toutes choses en telle pacification que je puis désirer, car non-seulement l'obéissance de mes subjects est telle qu'elle estoit auparavant les troubles, mais les querelles des grands estant pacifiées, elles ont apporté partout une telle union qu'il n'est plus question que d'entretenir mes édits, et d'une part et d'autre regarder à m'obéir, lesquelles nouvelles je vous veux bien mander parce que je m'asseure qu'elles vous seront aussi agréables comme peut-estre le seront-elles peu à d'autres qui voudraient bien que les choses fussent autrement. » Le langage de Catherine n'est ni moins ferme à ce point de vue, ni moins amer à l'égard de la cour d'Espagne :

[1] Dépêche du 24 décembre 1565.

« Il y en a, dit-elle, qui sont bien marris de voir la pacification qu'il y a dans ce royaume. L'obéissance de tous les subjects du roy mon fils est assurée, et il la veult tant maintenir qu'il est malaisé qu'elle puisse estre troublée[1]. »

Malgré ces discours optimistes et que l'avenir devait démentir si vite, l'attitude du cabinet de l'Escurial n'était point modifiée. En présence des réclamations venues de Paris soit à propos de l'incomplète exécution de certains articles du traité de Cateau-Cambrésis, soit à propos de nombreuses violences dont les sujets français avaient été récemment victimes en Espagne même, de la part des autorités, on demeurait à Madrid systématiquement insensible. Le roi demanda pendant deux années consécutives, sans l'obtenir, la liberté de soixante-dix de ses sujets que l'Inquisition avait fait condamner aux galères. On lui donnait de belles promesses dont on retardait l'exécution sous divers prétextes; ou bien, prenant à son tour l'offensive, la chancellerie de Madrid accumulait les plaintes contre le gouvernement français, et il ne se commettait pas en France un acte de brigandage sur un sujet espagnol dont le duc d'Albe ne prétendît faire une affaire diplomatique. C'était là un jeu habile : outre qu'on distrayait ainsi le cabinet du Louvre de ses propres griefs, on essayait de constater une sorte de réciprocité d'injustices qui absolvait la cour de Madrid de mauvais procédés dont la cour de France paraissait prendre sa revanche.

[1] Lettre de la reine, 12 mai 1566.

Du reste, Philippe II était admirablement servi dans ce manége par son ambassadeur à Paris, don Francès d'Alava. J'ai déjà nommé ce personnage, dont le caractère intrigant et arbitraire, les allures violentes, la susceptibilité chagrine, étaient si parfaitement en harmonie avec le rôle politique qu'il avait à remplir. On redoutait à Madrid l'adresse fascinatrice de Catherine de Médicis, et Philippe voulait avoir à Paris, non pas un complaisant de sa belle-mère, mais un ministre âpre et véhément, pétri de ruses, au langage acerbe, à l'œil défiant, qui pût tour à tour, et au besoin, ourdir quelque trame subtile, intimider et dominer l'esprit d'une femme, et ne rien laisser passer de suspect sans une réclamation impérieuse. Don Francès était cet homme-là, et Philippe était sûr que nulle politesse intéressée ne pourrait séduire ce gentilhomme raide, soupçonneux et superbe. Il aimait paraître le blâmer, lorsque le ministre s'était emporté au delà des bornes, mais au moins il avait fait, dit, ou laissé entendre par son moyen ce qu'il jugeait opportun, quitte à se poser au dernier moment en pacificateur. Cette façon d'agir en sens inverse dans un même but était l'idéal de la politique de Philippe II, cette combinaison formidable des deux grandes forces du despotisme, la violence sans scrupule et la modération fallacieuse. Dans le conseil d'État, Ruy Gomez et Espinosa représentaient cette dernière forme de la pensée du maître, le duc d'Albe, la première. Don Francès d'Alava était de l'école du duc d'Albe; mais Philippe réunissait ces deux moyens d'agir en sa personne, les mettait en œuvre, et, lorsqu'il n'était pas do-

miné, comme dans la révolte des Pays-Bas, par une vive colère, les contre-balançait avec une persistance rare, une étonnante science des lois de leur équilibre et une étrange sagacité.

On a vu plus haut avec quelle arrogance don Francès parlait souvent à la reine, et sur quel ton de dignité blessée Catherine était forcée de lui répondre. Cette indignation ne lui imposa guère, et, le 26 juin 1567, Charles IX écrivit à Forquevaulx : « Je ne sçais quelle mouche a piqué l'ambassadeur d'Espaigne qui, avant-hier, de belle colère, envoya devers la reyne, Madame ma mère, se plaindre extrêmement qu'on ne lui faisoit point justice de mille choses qu'il avoit proposées, et qu'il s'en plaindroit au roy son maistre, avec une infinité d'autres paroles assez mal à propos, et hors des termes dont il avoit accoustumé d'user. » Catherine n'est pas moins irritée et elle ajoute : « Je trouve merveilleusement estrange ceste façon de faire du dict ambassadeur, et je soupçonne qu'il a envie de nous brouiller. » C'était aller trop loin. Don Francès n'avait pas d'inspiration personnelle, et Philippe ne désirait nullement alors une rupture. Vivement préoccupé à cette époque par les affaires des Flandres, il aurait redouté d'ajouter aux embarras de la guerre civile les complications d'une guerre étrangère. Ce qu'il voulait seulement, c'était effrayer le cabinet du Louvre, obtenir, par l'attitude menaçante de son envoyé, les avantages nécessaires à sa politique, et surtout se montrant toujours mal satisfait des concessions incomplètes de Charles IX

et de sa mère, autoriser ses propres injustices en des circonstances plus graves.

III

L'histoire voit ces choses : les contemporains ne pouvaient que difficilement sonder les profondeurs de cette politique. Quelquefois, cependant, un incident instructif éclairait les esprits. J'en ai déjà cité plusieurs, et fait voir comment peu à peu Forquevaulx apprend à connaître Philippe II. Sa science était cependant encore imparfaite, les faits qui suivent vont le démontrer.

Les Pays-Bas étaient en pleine révolte : des récits de jour en jour plus sinistres parvenaient à Madrid. Ce fut alors qu'un bruit singulier, vague encore, commença de circuler à la cour. On ne savait au juste de qui venait cette nouvelle, mais dans toutes les conversations particulières, on répétait que le roi lui-même partirait pour les Pays-Bas. Forquevaulx ajouta foi un peu légèrement à ces discours, et laissa entendre, de son chef, que son gouvernement accorderait volontiers à Philippe et aux troupes espagnoles le passage sur le territoire français. C'était là une parole imprudente. Catherine comprit sur-le-champ, à la fois, l'importance d'un passage de troupes étrangères à travers la France, et la faute que commettait Forquevaulx en offrant ce bon office avant même qu'il eût été sollicité. Aussi lui envoya-t-elle aussitôt l'expression d'un blâme sévère : « Vous estes un peu trop avant entré ès ouvertures dont vous m'escrivez, desquelles vous n'aviez charge ni com-

mandement. Vous estes en lieu où il faut bien avoir recordé sa leçon avant que d'entrer en jeu [1]. » Forquevaulx se le tint pour dit; dans ses dépêches suivantes, il multiplie les excuses, s'efforce d'atténuer la signification de ses paroles, et désormais se garde de prononcer de lui-même un seul mot à la cour sur ce point délicat.

Ces bruits n'étaient encore qu'une rumeur, mais ils prirent bientôt plus de consistance et alors commença l'étrange comédie du projet de voyage que pendant deux années jouèrent devant l'Europe Philippe II et ses ministres. Au reste, la façon de vivre toute mystérieuse que le roi avait adoptée se prêtait à merveille à l'accomplissement d'une telle supercherie. On sait combien il était malaisé d'obtenir de lui une audience; il habitait peu Madrid, passait son temps d'ordinaire dans les châteaux qui environnaient la capitale, et quand même il était à Madrid, il évitait les regards. « En neuf jours qu'il a esté dans ceste ville, écrit Forquevaulx, il ne s'est point laissé voir sinon à l'entrée de son palais quand il vinst, ne mesme il n'est sorti pour ouÿr la messe, ains l'a toujours ouïe de la salle, par des treillis qui voyent en la chapelle. » Le pape, à ce qu'il paraît, lui reprochait cette conduite, « l'admonestant de se tenir plus souvent en ses bonnes villes et non en ses chasteaux et lieux esloignés des gens [2]. » Mais la société des hommes déplai sait à un souverain pour qui la politique n'était qu'une

[1] Lettre de la reine, 9 février 1566.
[2] Advis secret du 2 novembre 1566.

complication de ruses et tous les témoins des espions.

Bientôt on parla plus ouvertement de ce voyage, et Forquevaulx, espérant être mieux informé en s'adressant au roi lui-même, lui insinua dans une audience que « S. M. remedieroit facilement en bref temps aux désordres des Pays-Bas par sa présence [1]. » Mais il fut singulièrement déçu, car Philippe trouva moyen de répondre en des termes si ambigus, que son intention demeurait inconnue, et Forquevaulx est forcé de s'avouer que « c'est icy un lieu mal à propos pour avoir lumière d'aucuns desseings [2]. » Il pense bien toutefois que le roi « a petite dévotion de passer en Flandre, » et le 17 septembre, il écrit : « Oncques puis il ne s'en est parlé. » Cependant la révolte, favorisée par ces lenteurs, prenait des forces : on disait qu'elle enrôlait des partisans en France, en Allemagne, en Angleterre. Don Francès d'Alava s'en plaignit aigrement auprès de Charles IX ; il soutint que le comte de Montgomery faisait uue levée de six cents hommes en Normandie pour les envoyer à Anvers. Que ce fût vrai ou non, le roi le nia en s'appuyant sur ce principe incontestable « qu'une levée de six cents hommes n'est pas une chose qui se puisse faire sans qu'on en aist connoissance, » et déclara que « les hommes ne pourroient se mettre ensemble que de vingt endroits par ses lieutenants et ministres il n'en aist advertissement [3]. » Don Francès ne parut que médiocrement convaincu, non pas du principe en lui-même, mais de la

[1] Dépêche du 18 août 1566.
[2] Dépêche du 28 août 1566.
[3] Lettre du roi, du 30 juin 1566.

sincérité de Charles IX; celui-ci néanmoins soutenait hautement « que si aucun de ses sujets s'oublioit tant que de participer en rien à la rébellion, soit d'effect, soit de parole, ce seroit chose qui ne luy seroit jamais pardonnée [1]; » il autorisait hautement la duchesse de Parme « à faire arrester ceux de leurs subjects qui seroient trouvés fesant chose contraire au repos et service du roy catholique. » La situation des Pays-Bas n'en était pas moins très-grave, et l'on continuait à s'entretenir dans toute l'Europe du prochain voyage de Philippe II.

Nul ne voyait toutefois le fond de sa pensée. Au moment où l'on s'attendait à apprendre le jour de son départ, on sut que peut-être le duc d'Albe le précéderait « pour aller dresser les affaires, » et qu'il « s'en estoit parlé en conseil [2]. » Bientôt cette nouvelle fut officiellement annoncée, et en même temps (on était au mois de novembre) le voyage du roi fut déclaré remis au printemps. Le duc d'Albe lui-même prit soin d'informer Forquevaulx de la prétendue résolution de son maître. Le roi, décidé à réprimer enfin l'insurrection, devait, lui dit-il, « aller luy mesme en personne en Flandres et y mener forces si raisonnables qu'il n'aura à craindre des rebelles... ains il pourra parler et procéder en leur seigneur souverain et naturel comme il est, car plustost que S. M. l'endure autrement, il veult demeurer sans Estat et sans vie [3]. » Le duc exposait là en deux mots le programme de la politique qui devait coûter à l'Espagne

[1] Lettre de la reine, du 13 mai 1566.
[2] Dépêche du 22 septembre 1566.
[3] Dépêche du 3 décembre 1566.

tant de provinces des Pays-Bas, mais c'est lui et non son maître qui était appelé à le remplir. Il avait été question un instant, paraît-il, d'envoyer Ruy Gomès qui personnifiait dans le conseil la douceur hypocrite, « afin de voir à pacifier les troubles sans armes [1]. » La politique violente l'emporta. Le duc d'Albe quitta Madrid.

Le voyage du roi fut fixé au mois de février 1567. En janvier chacun fut frappé de la lenteur des préparatifs, et l'on ne sut plus que croire : « cette froideur donne à penser, écrit l'ambassadeur, qu'il s'excuseroit volontiers de n'y aller ni tost ni tard [2] ». Bientôt on annonça son départ pour le 25 juillet, et dans les mois d'intervalle le roi fit en effet tout disposer pour un voyage prochain. Il déclara, il est vrai, ne vouloir autour de lui qu'une « petite cour, » insista pour qu'on fît peu de dépense et n'accepta point les offres de plusieurs gentilshommes crédules qui lui demandèrent l'honneur de l'accompagner. Mais il désigna ceux qui devaient le suivre, fit prévenir les ambassadeurs qu'il les avertirait la veille de son départ, que ceux qui voudraient aller à Bruxelles trouveraient des navires préparés, et dit lui-même au nonce du pape qu'il partirait avant septembre « afin d'esviter les tempestes de ce mois [3]. » L'ambassadeur de l'empereur, confiant en ces paroles, eut la naïveté de faire vendre ses meubles à Tolède. Comment

[1] Advis secret, décembre 1566.
[2] Dépêche du 18 janvier 1567.
[3] Dépêche du 16 juillet 1567.

se défier en effet de ce manége ? Philippe II commandait le 16 juillet au prince d'Espagne « de se mettre en ordre pour le voyage au plus tost qu'il luy seroit possible, » on annonçait que Ruy Gomès et la reine devaient le suivre, ordre fut donné à la garde de se tenir prête pour le 8 août, on envoya « vitrer le logis du roi sur le navire, » et tous les chevaux du grand chemin de Madrid à Bayonne furent retenus et détournés sur la route de la Corogne où Philippe devait s'embarquer [1]. On disait que Pierre Mélendez, le fameux chef des Espagnols en Floride, était venu d'Amérique tout exprès pour conduire le vaisseau royal, et le roi réunit cinquante docteurs et théologiens pour les emmener en Flandres où ils devaient installer l'Inquisition espagnole [2]. Catherine de Médicis, persuadée cette fois avec toute l'Europe de la sincérité de son gendre, envoya au prince d'Espagne et à don Juan d'Autriche un passe-port que ces princes lui avaient fait demander pour cent chevaux, et ordonna au vicomte d'Orthe, gouverneur de Bayonne, de fournir des gentilshommes et des guides pour accompagner « les trains et chevaulx du roy, du prince son fils, des princes de Bohême et de don Juan d'Autriche, de telle sorte qu'il n'y ait faulte de toute la courtoisie, faveur et commodité dont on se pourra adviser [3]. » Cependant, le 21 août, Philippe n'était pas encore parti. La reine Élisabeth et don Carlos avouaient qu'ils ignoraient sa résolution et même « n'estoient pas assurés

[1] Dépêche du 16 juillet 1567.
[2] Dépêche du 2 août 1567.
[3] Lettre de la reine du 31 juillet 1567.

qu'il aille en Flandre [1]. » Forquevaulx n'ose plus rien affirmer : ces préparatifs démentis sans cesse par l'événement, ces manœuvres en sens inverse dont le but final demeurait inconnu le jettent dans une complète incertitude : « tout homme s'esbahit, écrit-il, que le roy catholique ne déclare son intention d'aller en Flandres ou de demeurer [2]. On traina si bien en longueur qu'arriva le mois de septembre, redouté, disait-on, pour les tempêtes. Ruy Gomès, qui, seul peut-être avec Espinosa, était à la cour dans le secret de Philippe II, commença à dire que sans doute « le voyage seroit différé, que les meilleurs mariniers font difficulté de le conseiller au roy son maistre, ains luy desconseillent de prendre la mer [3], » et il ajouta que ce serait vraisemblablement pour octobre, ou du moins pour le printemps. Ce dernier mot, lancé comme par hasard, disposait les esprits à voir sans trop de surprise un retard nouveau : néanmoins les préparatifs n'étaient pas interrompus; on achetait des bannières « de damas cramoisy avec la croix de Saint-André pour les navires du roy catholique, du prince son fils et des princes de Bohesme; » le roi avertissait ses chapelains « par un billet de sa main » de se tenir prêts au départ, et enfin, dit Forquevaulx « fesoit tout ce qu'il pouvoit pour faire croire qu'il vouloit aller en Flandre [4] ». En dépit de ces démonstrations, peu de jours après, Ruy Gomès décla-

[1] Dépêche du 23 août 1567.
[2] Dépêche du 21 août 1567.
[3] Dépêche du 23 septembre 1567.
[4] Dépêche du 23 septembre 1567.

rait définitivement à Forquevaulx que la saison « estoit incommode et trop tardive pour naviguer. » Philippe soutint, il est vrai, à un grand personnage que l'ambassadeur ne nomme pas, en lui avouant n'avoir pas eu jusqu'à présent l'intention réelle de partir, qu'il irait en Flandre au printemps de 1568 [1]. Cette parole n'était pas plus véridique que les précédentes. Au mois de juin 1568, le voyage était définitivement rompu, et Philippe après avoir tenu pendant deux années la chrétienté en suspens, se moqua fort agréablement, en causant avec la reine, de cette naïve crédulité. Je veux citer le mot qui lui échappa alors, et qui peint l'homme. Forquevaulx le tenait d'Élisabeth elle-même : le roi avait dit « qu'on pouvoit assez aisément deviner qu'il n'iroit pas en Flandres, ces deux années passées, par cela mesme qu'il en fesoit si grande ostentation [2] ». L'Europe avait été sa dupe, mais le connaissait mieux désormais ; on savait que s'il disait ouvertement « devoir faire quelque chose concernant son service, c'estoit en intention de ne la point faire [3]». Philippe avait bien joué sans doute, mais il avait détruit d'un coup le peu de confiance que l'Europe conservait en sa parole : il avait trompé il est vrai les autres cours, mais celles-ci gagnaient à cette leçon une défiance utile, lui-même n'avait obtenu de cette ruse aucun résultat sérieux et avait livré aux puissances rivales le secret de sa politique.

Or dans quel but avait-il simulé ce projet de voyage ?

[1] Dépêche du 23 septembre 1567.
[2] Dépêche du 25 juin 1568.
[3] Dépêche du 25 juin 1568.

Les lettres de Forquevaulx vont nous l'apprendre, et les faits démontrent ici l'exactitude de ce qu'il suppose. Disons d'abord quelle cause Philippe voulut bien avouer : dans une conversation avec un grand seigneur, conversation dont j'ai parlé plus haut, il daigna dire « qu'il avoit été constrainct d'en user ainsi, pour assurer le passage du duc d'Albe avec les troupes espaignolles, pour raison duquel il a eu à traicter et faire négocier avec la France, la Savoie, la Lorraine et les Suysses, à persuader tous lesquels du dict passage et ne l'empescher point ; il n'a sceu trouver meilleur expédient que de donner à entendre, au pape et aux autres roys et potentats, que les forces qu'il feroit advancer estoient pour seureté de sa personne quand il seroit en ses Pays-Bas, lequel voyage il estoit résolu de faire [1]. » Si ces renseignements étaient exacts, il faudrait avouer que de la part d'un souverain si habile, c'était montrer peu de ressources d'imagination : mais, quant à la France du moins, il est certain d'après le récit de la négociation de don Francès d'Alava avec Catherine pour obtenir le passage des troupes espagnoles de Fréjus en Lorraine, récit que j'ai sous les yeux, il est certain que l'ambassadeur ne fait pas valoir une seule fois l'argument dont parle Philippe II. Catherine, qui connaissait trop bien l'état du midi de la France à cette époque pour accorder le passage de nombreuses troupes catholiques à travers des populations où le protestantisme était puissant, refusa sous divers prétextes, et loin d'ordonner à don

[1] Dépêche du 23 septembre 1567.

Francès de présenter le fameux argument de son maître, le duc d'Albe désavoue très-nettement l'ambassadeur, et déclare n'avoir jamais songé à un pareil itinéraire.

Ce n'était donc pas pour tromper la France que Philippe avait inventé cette ruse. Était-ce pour gagner à sa cause les sympathies de la Savoie, de la Lorraine et de la Suisse ? Mais la Savoie était trop favorable à la cause catholique pour refuser le passage aux troupes espagnoles, la Lorraine était trop faible pour résister, l'eût-elle voulu, au chef de la maison d'Autriche. Quant à la Suisse, c'était à peine si l'on devait effleurer ses frontières. Voici quel fut, d'après la dépêche de l'ambassadeur datée du 24 mars 1567, l'itinéraire du duc d'Albe : il devait, une fois en Lombardie, prendre à Suze le mont Cenis, pousser droit jusqu'à Montmélian, puis passer à Chambéry, traverser le lac du Bourget, franchir le Rhône à Yenne, gagner de là Beslay, Saint-Rambert, Argillet, Arbois, Besançon, les limites de la Franche-Comté, et arriver dans les Pays-Bas par la Lorraine et le Luxembourg. Ce n'était donc pas là le véritable but de Philippe II ; ces considérations n'étaient qu'accessoires, et si l'on utilisa de ce côté la ruse que le cabinet de l'Escurial avait imaginée, on ne peut croire que ces négociations secondaires eussent provoqué une dissimulation si prolongée.

Restent deux hypothèses dont Philippe ne parle pas, parce que ce double plan a échoué : on craignait d'abord, je crois, le mécontentement de la duchesse de Parme voyant venir le duc d'Albe comme lieutenant-gé-

néral [1] ; ensuite et surtout, l'on espérait épouvanter les Flamands par la perspective de l'arrivée prochaine du souverain. Or ce fut en vain que le duc d'Albe représenta à la régente sa mission comme provisoire, celle-ci prit cette nomination pour un affront personnel ; son mari et son fils, Alexandre Farnèse, partagèrent son avis ; ce dernier partit même d'Italie pour aller chercher sa mère, et la duchesse envoya à Madrid son secrétaire pour demander au roi, de sa part, l'autorisation de partir. Philippe fut vivement ému de cette résolution : la présence de la duchesse qui avait si longtemps représenté la douceur et la modération dans les Pays-Bas, servait de contre-poids à la violence du duc d'Albe. Son départ rompait l'équilibre savant de la politique espagnole. Il fut cependant obligé d'y consentir. Quant à l'effroi que ce projet de voyage, suspendu comme une épée de Damoclès, devait inspirer aux Flamands, on sait combien peu ils en furent émus. D'ailleurs, sous « la verge de fer sanglante [2] » maniée par le duc d'Albe, pour employer l'énergique expression de Forquevaulx, ils ne pouvaient guère redouter un pire traitement. Ils savaient bien, au contraire, que les souverains sont toujours tenus à certains ménagements qu'un lieutenant peut paraître dédaigner.

Philippe n'atteignit donc aucun des résultats qu'il

[1] « Ces beaux semblants ont esté à mon advis pour favoriser le passage du duc d'Albe et tenir Madame de Parme en bonne espérance que le roy iroit en personne sur les lieux, afin qu'elle ne s'offense point du pouvoir que le dict duc porte de lieutenant-général. » (Dépêche du 21 août 1567.)

[2] Dépêche du 30 septembre 1567.

attendait de sa dissimulation. On est étonné de lui voir commettre une telle faute, et l'on serait vraiment tenté de croire qu'il eut, un instant au moins, la pensée de se rendre dans les Pays-Bas, si la correspondance de l'ambassadeur de France ne nous fournissait d'abord son mot à la reine que j'ai cité, puis le fragment d'une lettre envoyée par Philippe à la duchesse de Parme et qui fait bien comprendre par suite de quelles considérations politiques le roi n'a jamais pu songer à aller en Flandres : « Si le duc d'Albe, dit-il, a faict saisir les sieurs d'Egmont et de Hornes sans l'avoir communiqué à Votre Altesse, ça a esté à bonne fin et pour laisser la haine et male satisfaction des Flamands sur le dict duc, et qu'elle demeure en leur grace et amour comme auparavant [1].» Il est bien évident, par ce passage, que, par une habile combinaison, le duc devait paraître agir d'après sa propre inspiration et accumuler uniquement sur sa tête les malédictions des Flandres. Si le roi veut préserver avec tant de soin la popularité de la duchesse, à plus forte raison n'aurait-il jamais exposé directement la sienne, et ne se fût-il pas volontairement chargé d'un rôle odieux. Il savait bien d'ailleurs que se présenter dans les Pays-Bas, exercer lui-même un pouvoir qui n'admet ni restriction ni démenti, c'était entrer dans une voie où il ne pourrait plus reculer, donner à tous ses actes une signification absolue et aux résolutions de ses ennemis un caractère plus violemment révolutionnaire; enfin, prendre sous les yeux de l'Europe attentive

[1] Dépêche du 19 octobre 1567.

et malveillante, la responsabilité d'une lutte où se pouvait diminuer le prestige de sa couronne et de son nom. Pour agir de la sorte il connaissait trop ce grand principe monarchique que les rois ne doivent jamais risquer personnellement, soit en diplomatie, soit en guerre, que les entreprises où ils sont certains de réussir.

IV

A peine cette affaire eut-elle cessé d'attirer la curiosité des cabinets, que deux tragiques événements vinrent émouvoir profondément l'opinion publique de l'Europe, je veux parler de la mort de don Carlos et de la reine Élisabeth. On sait à combien de commentaires plus ou moins véridiques ces deux faits ont donné lieu. Sur le second, l'opinion de l'histoire est désormais fixée, mais le premier est encore l'objet de vives controverses. Bien que j'aie entre les mains à peu près tous les documents imprimés ou manuscrits qui concernent le malheureux prince, je ne puis songer à traiter aujourd'hui complétement cette question, ce serait sortir de mon sujet ; je dois seulement résumer les divers passages de la correspondance de Forquevaulx, où il parle de don Carlos; c'est un récit discutable parfois, il est vrai, mais qui a sa valeur historique.

C'est dans sa dépêche du 3 novembre 1565, que Forquevaulx pour la première fois parle du prince. Dans une conversation avec la reine, où, conformément à ses instructions, l'ambassadeur dit quelques mots « du langage qui estoit quelquefois eschappé au prince d'Espai-

gne touchant le partage des royaumes du roy son père, avec ses frères, s'il en avoit », Élisabeth, fidèle à sa prudence ordinaire, répond simplement que don Carlos est « le plus honneste et obéissant du monde. » A ces paroles, Forquevaulx ajoute ce commentaire : « bien qu'il resprouve et mesprise communément toutes les actions du roy son père, et qu'il n'aie agréable chose que la princesse de Portugal, ni que les petits princes de Hongrie fassent ou disent, il faict néanmoins semblant [1], de trouver bon tout ce que la reyne vostre fille faict ou dict, et il n'y a personne qui dispose de luy comme elle, et c'est sans artifice ni feincte, car il ne sçaict feindre ni dissimuler. » En dépit de ces expressions, il est évident que la première impression de l'ambassadeur n'avait pas été favorable à don Carlos, car en parlant dans la même dépêche de l'archiduc Rodolphe de Bohême, qui était à la cour, il écrit : « C'est un beau jeune prince, très-gentil, et sans comparaison d'autre espérance que n'est le prince d'Espaigne. »

Quelques mois après, son opinion est restée la même. Les rapports du père et du fils qu'il avait déjà signalés ne sont point devenus meilleurs. Philippe se défie à la fois de la capacité politique et des sentiments de don Carlos; il sent combien est redoutable chez ce jeune homme une ambition violente que nulle grande qualité ne justifie, et une violence d'imagination qui touche à

[1] *Faire semblant* n'a pas ici le sens qu'on attache aujourd'hui à ce mot. Il signifie simplement montrer, faire voir, et n'implique aucune accusation d'hypocrisie contre don Carlos. La fin de la phrase de l'ambassadeur le démontre suffisamment.

la démence. Aussi, lorsque la révolte des Flandres éclate et que don Carlos manifeste le désir d'aller en personne apaiser l'insurrection, est-il parfaitement décidé à ne jamais autoriser une telle fantaisie. Forquevaulx ne l'ignore pas, et, résumant à la fois le bruit public et ses propres observations : « C'est un jeune personnage sujet à la teste, dit-il, et facilement feroit-il telles choses avec les Italiens [1] et les Flamands, dont l'un et l'autre se repentiroient. Mesme l'on s'aperçoit qu'il s'ennuie de n'avoir desjà quelques grands Estats en son pouvoir pour y commander. » Du reste, le prince, s'il était ambitieux, ne semble pas avoir été fort brave, car il ne parut point au tournoi de février 1566, où ses cousins de Bohême, en vrais chevaliers allemands, obtinrent tous les honneurs de la journée, « tant à souffrir du commencement à la fin, la salade en teste, qu'au combat de la pique et de l'estoc. » Le courrier de l'Empereur, présent alors à Madrid, fut très-étonné de la conduite de don Carlos qu'il avait pour mission, sans doute, d'observer attentivement, puisque la fille de son maître était destinée à l'héritier de Philippe II : « Il s'en va, écrit Forquevaulx, mal esdifié des contenances qu'il a vu tenir au prince d'Espaigne, en table et hors d'icelle, et m'a dict qu'il ne les célera point à son maistre, estant bien marry qu'il faille que Madame la princesse Anne de Bohesme espouse un prince si mal composé de personne et de mœurs, comme il

[1] Forquevaulx nomme à bon droit ici les Italiens, puisque les troupes espagnoles allant en Flandres devaient passer et passèrent en effet par la Lombardie.

est [1]. » Voilà quel était, d'après un témoignage qui n'est certes pas suspect, le jeune homme que plusieurs historiens romanesques, anciens et modernes, représentent comme aimable et charmant, et dont récemment un écrivain espagnol a tracé avec beaucoup d'imagination, un portrait si flatteur [2].

Pendant tout le temps que durèrent les hésitations apparentes de Philippe II, au sujet de son voyage en Flandre, le désir de l'accompagner semble avoir absorbé dans l'esprit de l'infant toute autre préoccupation. Il envoya en Andalousie un écuyer avec douze mille écus pour acheter des chevaux de service, exhorta les membres du Conseil d'État à presser le départ du roi, et, ayant appris que les Cortes avaient intention de le demander comme régent pendant l'absence de Philippe, il déclara aux députés, avec une violence extravagante, qu'une telle proposition lui déplaisait et qu'il la considérerait, si l'on y donnait suite, comme une offense personnelle. Le roi, quelques mois plus tard, soit qu'il ait voulu essayer de le prendre par la douceur, soit qu'il ait songé à le calmer par le travail, parut décidé à lui donner quelque part dans le gouvernement. Il lui promit de le mener avec lui en Flandres, augmenta ses revenus de 60,000 écus [3], enfin donna ordre que les conseils d'État et de la guerre tinssent désormais séance dans le cabinet de son fils. Mais le mois suivant,

[1] Dépêche du 8 février 1566.
[2] Adolfo de Castro, *Historia de los protestantes Españoles.*
[3] Le prince en avait 40,000 auparavant.
[4] Dépêche du 21 mai 1567.

Forquevaulx écrit : « Il y a eu quelque prise entre le roi catholique et le prince, pour les désordres qu'il continue à faire assez mal à propos [1] ». Les signes de démence qui s'étaient manifestés déjà chez don Carlos, apparaissaient plus fréquents et plus graves. En outre, le malheureux prince était aussi faible, paraît-il, de corps que d'esprit. Le médecin de la reine dit à Forquevaulx « que nonobstant, les receptes que ses trois médecins lui ont fait user pour le rendre habile d'espouser femme, c'est temps perdu d'en espérer lignée, car jamais il n'aura d'enfants[2]. On crut cependant un instant que le traitement réussirait, et le roi accorda mille écus de rente à chacun des médecins; de plus, le cerveau du prince parut calmé : « il est à présent le bon fils, écrit l'ambassadeur, de sorte qu'il a de son père tout ce qu'il veut. Il commande absolument en beaucoup de choses et veut estre obéi sans réplique [3]. »

Ces paroles si nettes démontrent jusqu'à l'évidence que Philippe, en dépit du mécontentement que lui causait souvent la conduite du prince, n'était nullement disposé à la rigueur. Malheureusement la maladive agitation d'esprit de don Carlos ne lui permettait pas le repos : il fut profondément déçu quand il comprit que Philippe, en dépit de ses discours, ne comptait pas aller en Flandres. Ce fut alors que commença à germer dans sa tête le projet de s'échapper d'Espagne. Ses rêveries bizarres et ses actes violents étonnaient de plus

[1] Dépêche du 30 juin 1567.
[2] Dépêche du 30 juin 1567.
[3] Dépêche du 18 juillet 1567.

en plus la cour : on disait partout qu'il « estoit homme pour remuer un jour quelque mesnage, veu que c'est un esprit inquiet, bizarre et encore très-mal satisfaict du roy son père [1] » Forquevaulx prévoit de graves événements : « si Dieu n'y remédie, écrit-il en septembre 1567, il en pourra survenir un grand malheur. Mais de taut que le fils hait son père, de tant augmente son affection vers la reyne sa belle-mère, car c'est à elle qu'il a tout son recours, et Sa Majesté est si sage qu'elle se gouverne discrètement, au gré du mary et du beau-fils. » Ce rôle était fort difficile à tenir et exigeait toutes les ressources de cette gracieuse diplomatie des femmes qu'Élisabeth semble avoir bien connue, mais elle ne pouvait rien sur le fond des choses. Le dénoûment était inévitable et les événements se précipitaient. Le 19 janvier 1568, Forquevaulx apprit que « le roy avait ordonné le 13 aux églises et monastères de ceste ville qu'ils fissent prière en toutes les heures canonielles et aux messes, qu'il pleust à Dieu l'inspirer et conseiller sur certaines délibérations et desseing qu'il avoit en son cœur ». L'angoisse du roi était à son comble. Don Carlos avait tout préparé pour quitter le royaume, et il fallait se hâter si l'on ne voulait donner au monde le spectacle d'un infant d'Espagne allant étaler de cour en cour la faiblesse ou les égarements de sa raison, et devenant peut-être un instrument ou un otage entre les mains des révoltés dans les Pays-Bas.

Le 22 janvier 1568, Forquevaulx écrit à Catherine de

[1] Dépêche, août 1567.

Médicis : « Madame, sur le poinct que j'estois prest, lundy dernier, 19e du présent de faire partir ma dépesche, qu'il ne restoit sinon d'avoir les lettres de la reyne, elle m'a mandé de sa main que le roy l'avoit priée de différer pour encore et m'advertir que je retinsse mon courrier jusques à ce qu'il me le feroit sçavoir, car luy importoit beaucoup que l'arrestation du prince ne se divulguast sitost. » Dans la nuit précédente en effet un grand coup avait été frappé. Philippe s'était assuré de la personne de son fils, avait saisi les papiers de l'infant, et l'avait confié à la garde du duc de Féria. La dépêche de l'ambassadeur retardée par l'ordre du roi est du 19 janvier. La voici :

« Madame, il vous plaira avoir souvenance de ce que je vous ay escript longtemps a, que si n'estoit pour le parler du monde, le roy catholique logeroit son fils en une prison pour les désordres qu'il faisoit et ne pouvant estre maistre de luy. V. M. voit que le temps en est venu, car le prince est prisonnier dans sa chambre, les fers aux pieds, les fenestres condamnées, grosses gardes aux portes, et parlent de le transduire à Médine ou en aultre fort chasteau près de Valladolid, ayant dict le roi de sa bouche au dict prince qu'il le traictera en roy et non en père. Je mettray peine à sçavoir au vray l'occasion de sa prise, bien que le bruit commun est qu'il vouloit tuer son père ou s'eslever avec quelqu'un de ses royaumes... Il est vray que longtemps devant qu'il soit parti pour l'Escurial, S. M. ne parloit point à luy, ains y avoit très-mauvaise satisfaction entre eux, comme j'ay quelques foys escript à V. M. et ne sçavoit ce prince

couvrir la rancueur qu'il porte à son père... On sçait bien qu'il n'a pas fait ses pasques à Noël, ni gagné le jubilé à cause de la dicte rancueur, pour ce qu'il n'a voulu pardonner, ny son confesseur luy donner absolution, à la dénégation duquel il s'est adressé à d'aultres docteurs en théologie qui ont faict le mesme refus de l'absoudre... L'occasion (de l'arrestation) ne se peut encore sçavoir ; ils ne sont pas six qui la sachent, ny la reyne mesme qui s'en passionne toutesfois, en pleure pour l'amour du roi, vu qu'aussi le prince l'aime merveilleusement. »

Le 22 janvier, Forquevaulx, qui s'était trompé en un point, rectifie sa première narration : « Le prince n'a point les fers, comme l'on disoit, ains est servi comme par avant, mais il est bien gardé par le duc de Féria ; » puis il ajoute : « Le roy dict qu'il monstrera quarante causes et raisons qui l'ont constrainct d'en user ainsi, et a saisi ses papiers et escriptures [1], et ont esté trouvés environ 36,000 escuts dans ses coffres, un diamant et aultres bagues. On dict qu'il s'entendoit avec les Flamands, nommément avec le sieur de Montigny, et qu'il vouloit tuer son père, et tant de diverses choses s'en racontent que je n'en puis croyre le dixiesme. »

Le 5 février, il écrit encore :

[1] Forquevaulx ne donne pas de renseignements sur les papiers saisis chez don Carlos. C'est dans la correspondance diplomatique manuscrite du nonce qu'on trouve le résumé des lettres séditieuses que l'infant, conspirateur malhabile, écrivait aux seigneurs, aux communes, aux souverains de l'Europe.

« Sire, desirant le roy catholique qu'il ne soit donné à entendre à V. M. que la vérité de ce qui est advenu sur le prince son fils, il m'a faict dire par Ruy Gomès le 27 du moys passé qu'il y a plus de trois ans que ce roy s'apercevoit bien que ledict prince estoit encore plus mal composé de son cerveau que de sa personne et qu'il n'auroit jamais l'entendement bien rassis, ainsi que ses actions depuis ençà journellement l'ont donné à entendre par expérience, ce que S. M. a longtemps dissimulé, espérant que les ans lui amèneroient sens et discrétion, ce qui a succédé au contraire, car il est allé tous les jours en empirant. De manière qu'ayant perdu entièrement l'espérance que son fils devinst sage ny digne de la succession de ses royaumes et Estats, lesquels luy laissant seroit vouloir la dissipation et ruyne manifeste d'iceulx et de ses subjects, S. M., par longue et bien considérée délibération et avec un regret si extresme qu'il se peut exprimer, a advisé de prendre une aultre voye, qui est de loger le dict prince en une bonne chambre de ce palais de Madrid et proprement soubs la chambre où la princesse (de Portugal) loge, où il sera servi d'ores en avant et traicté en prince de bonne maison, touchant sa personne. »

Non-seulement, en effet, don Carlos, ainsi que je l'ai dit plus haut, avait médité de s'échapper d'Espagne, mais encore, et comme dernière preuve de démence, la veille même de son arrestation, il avait tenté d'assassiner son oncle don Juan d'Autriche. L'ambassadeur raconte ce fait avec des détails précis, et ceci étonne peu lorsqu'on sait que l'infant, dans un transport de colère,

deux ans auparavant, s'était jeté sur le duc d'Albe, un poignard à la main.

La surprise de Charles IX et de sa mère fut grande, lorsqu'ils reçurent ces tristes nouvelles. Tous deux écrivirent le 13 février : le roi d'abord, en ces termes :

« Monsieur de Forquevaulx, j'ai trouvé le faict que vous m'avez escript de l'emprisonnement du prince d'Espagne aussi estrange que chose que j'aie jamais entendue, ne pouvant croyre qu'il ayt pu tomber en entendement d'homme ce que vous m'avez mandé qui s'en dict, qui est cause que je désire estre esclaircy de la vérité, et que je vous fais ceste dépesche pour vous prier m'en mander incontinent des nouvelles. » Catherine ajoute :

« Je ne puis vous escripre du faict de l'emprisonnement du prince d'Espaigne aultre chose que ce que le Roy mon fils vous en mande maintenant, vous assurant que j'en suis autant marrie que je sçay que le Roy mon beau-fils en sera travaillé, et que le faict est estrange. »

L'ambassadeur don Francès, à cette occasion, montra une froideur et une réserve presque insolente. Aux questions que lui adressa Charles IX, dont la curiosité était vivement excitée, il se contenta de répondre comme pour écarter toute interrogation subséquente : « que c'estoient choses entre le père et le fils lesquelles ne passeront outre et qui estoient bien aisées à apaiser. » Don Francès qui avait reçu des dépêches mentait manifestement, et Charles IX s'en plaignit à la reine sa sœur. L'ambassadeur, assura-t-on au roi, serait réprimandé, et

Philippe promit de lui écrire « combien il avait trouvé mauvais ce qu'il a dict, estant fasché extresmement de son arrogance, » Charles IX n'en fut que plus empressé de savoir la vérité : le 23 et le 27 février, sa mère et lui envoyèrent à Forquevaulx des dépêches qui se terminent par la demande de nouvelles précises.

L'ambassadeur était fort embarrassé de satisfaire à leur désir. Il n'apprenait que peu de chose, car le prince était au secret. Il sut toutefois successivement que, le 26 janvier, la maison de don Carlos avait été cassée, que ceux qui le servaient ne devaient porter ni épée ni dague, qu'on les changeait souvent, qu'on ne portait au prince que de la viande coupée, « qu'il n'avait pas seulement un petit couteau pour couper son pain, » que « les garçons de cuisine portoient les plats jusques à la porte de sa chambre où ceux qui le servent les reçoivent, et n'a pour tout son logis que la dicte chambre, et la fenestre est bien grillée de fer. » Le 8 février, il écrit : « il sera procédé contre le prince d'Espagne pour le faire déclarer inhabile à succéder »... et plus loin ; « il (Philippe II) envoie Luis Vanegues à l'Empereur pour lui dire et faire trouver bon la détermination qu'il a prise, de faire enfermer son fils dans une tour. » Le 18 février, il sait quelques détails nouveaux : « le prince d'Espaigne est toujours enclos et gardé dans une chambre; il mange bien peu et à regret, et dort moins que rien, ce qui n'est pas pour lui amender son entendement. Il devient maigre et sec à vue d'œil, et les yeux enfoncés en la teste. On lui donne parfois quelques bouillons substantieux, du chapon avec de l'ambre et

aultres poudres cordiales détrempées parmi, afin qu'il ne s'affaiblisse et dessèche du tout ; il ne peut sortir ni seulement mettre la teste à la fenestre. » Philippe craignit alors qu'une telle rigueur ne portât son fils au désespoir : l'infant refusait toute nourriture. Forquevaulx raconte, le 7 mars, que deux heures avant le jour, le roi se transporta dans la chambre de don Carlos et l'exhorta vivement à se soutenir. Mais le 26, il dément le récit de cette visite : « j'ai su depuis, dit-il, qu'il ne passa point oultre la chambre du prince d'Eboli (Ruy Gomès). » Quoi qu'il en soit, on permit au prince d'ouvrir ses fenêtres « et de voir la campagne et les passants. » Les médecins le visitaient souvent, aussi bien que le confesseur : « il est devenu, dit l'ambassadeur très-circonspect comme on peut en juger par ces rectifications, il est devenu plus traictable et patient qu'il n'estoit au commencement. » Quelques jours après, les nouvelles sont moins rassurantes : « il a la couleur jaune et très-malade de contentement et desconfié de liberté, sans qu'il se puisse tenir de faire tousjours et de dire des folies, et de mal parler du roy son père. » Philippe était de plus en plus décidé à étouffer le bruit de cette malheureuse affaire, car il fit alors défendre « à tous prescheurs de nommer aucunement le prince, ny en faire mention dans leurs prédications et ainsi s'en va estre en oubli, qu'il ne s'en parle quasi plus comme s'il n'estoit jamais né. » Le 6 avril, autre dépêche : « l'estat du prince va s'empirant pour sa délivrance... le pauvre jeune homme devient plus insensé de jour en jour. » Le 8 mai la santé de l'infant était meilleure : « Je suis

adverti qu'il s'est du tout sanctifié ceste semaine saincte, tellement que ses amis disent que Dieu y a mis la main, car depuis s'estre confessé en caresme jusques au jour de Pasques, et qu'il pensait recevoir le corps de N.-S., il a faict le devoir de bon chrétien par abstinence, s'estant resconcilié quatre fois avec grande contrition et repentance. » On avait hésité à lui donner la communion malgré ses instances; l'état de sa raison faisait douter qu'il pût la recevoir ; des théologiens furent consultés, et comme la démence du prince était intermittente, ils furent d'avis qu'il pouvait communier dans un moment lucide, ce qu'il fit quelque temps après Pâques. Mais cette amélioration fut de courte durée. Le 21 juillet Forquevaulx prévoit un dénoûment funeste: « Sire, le prince d'Espaigne a porté sa patience le plus qu'il a pu, mais voyant qu'en sa captivité n'y a nulle fin, s'est opiniastré de ne vouloir point manger, et y a huit jours qu'il n'a mangé que quelques prunes, et dessert-on la viande toute entière de devant luy. » Enfin, le 26, il apprend à Charles IX la mort de don Carlos : « il trespassa hier matin à une heure après-minuit, ayant faict une fin de fort bon chrétien catholique. Je luy ay veu le visage quand on despositoit son corps aux religieuses de Saint-Dominique le Réal, lequel n'estoit aucunement desfaict de la maladie, sinon qu'il estoit un peu jaune, mais j'entends qu'il n'avoit que les ossemens par le surplus du corps. »

Philippe resta retiré depuis le jour de l'enterrement, jusqu'au 13 août, au monastère de Saint-Jérôme. Le 13, Forquevaulx eut audience et fit son compliment de con-

doléance : le roi répondit : « qu'il ne pouvoit nier qu'il ne luy eust esté fort aigre comme père d'avoir perdu son fils, néanmoins qu'il s'estoit résolu de longtemps d'accepter le bien et le mal qu'il plairoit à Dieu de luy envoyer. » Paroles de simple convenance qui n'indiquent pas sa vraie pensée. Du reste, quels qu'aient été lessentiments de Philippe à cette époque, il fut bientôt distrait par une autre mort prématurée, moins mystérieuse et plus imprévue, celle de la jeune et charmante reine d'Espagne, Élisabeth de Valois.

Elle était enceinte depuis quelques mois, et sa santé donnait quelques inquiétudes, mais on était loin de penser que sa vie fût en péril. Vers la mi-septembre 1568, on craignit une fausse couche : « elle s'est trouvée mal ces jours passés, écrit l'ambassadeur, d'une colique et d'une douleur au bras gauche qui lui est descendue sur la jambe, le tout de froid pour s'estre vestue à la légère durant quelques jours de ce mois, et a eu des vomissements infinis avec telles tranchées qu'on a esté en crainte que S. M. dust mal accoucher ». Au commencement d'octobre ces symptômes devinrent plus graves, et le 3, au matin, ce fut comme un coup de foudre; on apprit que la reine se mourait après avoir accouché avant terme. Les lettres de Forquevaulx sur cet événement sont très-belles et trés-émues; je citerai seulement une partie de celle qu'il écrivit à Catherine de Médicis :

« Le roy son mary l'avoit visitée ce matin devant jour, auquel la dicte dame parlant en très-sage et très-chrestienne princesse, et prenant congé de luy pour jamais en ceste vie, en langage que royne ne parla onc de meil-

leur sens, ni plus sainement, lui recorda Mesdames ses filles [1], l'amitié de Vos Majestés, la paix de vos royaumes et ses dames, avec aultres paroles dignes d'admiration, et pour faire fendre le cœur d'un bon mary comme estoit le dict seigneur roy, lequel respondit de mesme constance, ne pouvant croire qu'elle fust si près de sa fin, et lui accorda et promit toutes ses requestes et demandes. Puis s'est retiré dans sa chambre fort angoisseux et triste. »

Forquevaulx, ayant appris ces lugubres nouvelles, courut au palais. Philippe venait de quitter la reine ; celle-ci avait reçu les derniers sacrements : elle accueilit avec de douces et mélancoliques paroles le fidèle serviteur de sa famille, le vieux soldat de son aïeul et de son père :

« La royne me reconnut et me dit : « Monsieur de » Forquevaulx, vous me voyez en chemin de desloger » bientost de ce misérable monde pour aller à un autre » royaume plus agréable, où j'espère d'estre auprès de » mon Dieu en gloire qui n'aura jamais fin... Je vous » prie de dire à la Royne ma mère et au Roy mon frère, » que je les supplie prendre patiemment ma fin. Je » prierai pour eux et pour mes frères et pour qu'il les » garde et maintienne très longuement en sa très saincte » protection. » Forquevaulx, vivement touché, essaya de rassurer la mourante, lui dit qu'elle s'exagérait le danger, qu'elle vivrait sans doute, et voulut commencer

[1] Élisabeth avait deux filles, l'infante Isabelle-Clara-Eugénie, née en août 1566, et l'infante Catherine, née en 1568.

ces discours consolateurs, dont la piété, même sans espérance, est prodigue au chevet de ceux dont elle veille les angoisses suprêmes. Mais Élisabeth acceptait d'un cœur ferme la mort qu'elle sentait venir. Elle interrompit ce vieillard qui assistait en contenant ses larmes à cette fin prématurée : « Non, non, monsieur l'ambassadeur, lui dit-elle d'une voix affaiblie, j'ayme trop mieux aller voir ce que j'espère et croy de voir bientost. » Et moins d'une heure après, elle mourut si doucement « que l'on n'a sceu juger, écrit Forquevaulx, du moment qu'elle a rendu son esprit, excepté qu'elle a ouvert ses deux yeux clairs et luisants, et me sembloit qu'ils me commandoient encore quelque chose, car ils estoient tournés droict à moy. Nous nous sommes retirés bientost, laissant tout le palais en pleurs [1]. »

Le lendemain matin, le corps fut porté par les plus grands seigneurs de l'Espagne dans une église où il devait demeurer jusqu'au 18, jour fixé pour la cérémonie funèbre. Le roi se retira, pendant tout ce mois, comme après la mort de son fils, au monastère de Saint-Jérôme. La cour prit le deuil, et Forquevaulx nous donne encore ici un détail curieux. « Il fut crié publiquement dans Madrid que hommes et femmes tant de la cour que de la ville eussent à charger le deuil, selon leur estat et puissance, et défense de porter habillement de couleur à peine de 10,000 maravédis (pour les classes aisées), et de prison pour les pauvres. Le 5 du mois a été défendu de porter soie en chapeaux, pourpoints, bas-

[1] Dépêche du 3 octobre 1568.

quines, robes, ny aultres vestements désormais soit d'hommes, soit de femmes [1]. »

Et tandis que les gens de Madrid pleuraient « la meilleure reyne, dit l'ambassadeur, qu'ils eussent jamais ny sçauroient avoir », dans les hautes régions politiques, on ne perdait pas le temps à des regrets stériles. Le 8 octobre, quatre jours après la mort d'Élisabeth, dix jours avant l'enterrement solennel, et tandis que le corps était dans la chapelle ardente, Ruy Gomès entretenait déjà Fôrquevaulx de la princesse Anne de Bohême, qui devait, disait-il, remplacer la reine morte. De sorte que l'ambassadeur, encore tout ému par le récent souvenir des derniers instants d'Élisabeth, et qui venait de supplier Charles IX de le rappeler d'une cour où il ne devait plus trouver de joie après une telle douleur, dut faire effort sur lui-même et discuter froidement le nom de l'épouse qui allait prendre le rang de cette fille de France, de cette souveraine adulée la veille et dont les courtisans empressés donnaient le trône avant qu'elle fût dans le tombeau.

V

Je reviens aux affaires politiques. Aussi bien les circonstances sont graves : l'insurrection des Flandres prend le caractère d'une révolution ; les partis, un instant apaisés, en France ont recommencé la lutte. On sait combien les cabinets de l'Escurial et du Louvre,

[1] Advis secret, octobre 1568.

quelles que fussent les formes affectueuses de leurs rapports diplomatiques, étaient au fond mécontents l'un de l'autre et divisés : la mort de la reine, rompant les liens de parenté qui unissaient les souverains, devait singulièrement modifier ce verbiage sentimental, et désormais les intérêts contraires ne devaient plus chercher d'autre expression que la correcte politesse des cours. Vainement Philippe assurait qu'il considérerait toujours Catherine comme sa mère et Charles IX comme son frère : c'étaient là de ces paroles de haute convenance dont tout le monde savait le prix. Le temps n'était plus où Ruy Gomès, le caressant diplomate du conseil, dépassant, dans un élan de tendre sympathie, toutes les idées subséquentes de pacte de famille, espérait voir le jour où les deux souverains « s'entrevisiteroient tous les ans sans desfiance ny soupçon, comme si Paris estoit Madrid et que Madrid fust Paris[1]. » Ces touchants témoignages d'amitié, qui n'engageaient à rien, il est vrai, la politique des cabinets, mais qui flattaient la vanité et les espérances de la cour de France, n'avaient plus de raison d'être. Catherine le sentait bien, et tel était à cette époque l'ascendant de la maison d'Autriche, que loin d'avoir reconnu, par expérience, le peu de fonds qu'il y avait à faire sur une alliance de famille avec Philippe II, elle conçut, aussitôt sa fille morte, un nouveau plan qu'elle communiqua, avec d'étranges commentaires, à son ambassadeur.

Voici à quelle combinaison elle s'était arrêtée : Mar-

1 Dépêche du 12 juin 1567.

guerite de Valois, sa fille, succéderait à Élisabeth en épousant le roi d'Espagne ; Charles IX, remplaçant don Carlos, épouserait l'aînée des princesses de Bohême, et la seconde, selon le projet depuis longtemps nourri par Philippe II, serait pour le roi de Portugal. Cette dernière clause convenait bien au cabinet de Madrid, mais les premières, tout à l'avantage de la cour de France, n'avaient pas chance de réussir auprès de lui. Si prompte qu'eût été Catherine, elle avait été devancée : Philippe avait formé un autre plan. Déjà il avait résolu de demander pour lui-même la princesse Anne, autrefois fiancée à son fils : il laissait à Charles IX la seconde des filles de l'empereur, la princesse Élisabeth, et proposait vaguement le roi de Portugal pour Marguerite. Catherine n'en maintint pas moins son projet, ajoutant dans sa lettre à Forquevaulx des instructions secrètes que celui-ci a conservées, bien qu'elle ait écrit de sa main au bas de la dépêche, « bruslez ceste lettre. » Voici quelles étaient ces instructions.

Catherine pensait que trois personnes surtout avaient de l'influence sur l'esprit de Philippe, le cardinal Espinosa, président du conseil d'État, Ruy Gomès, et l'évêque de Cuença, confesseur du roi. Il fallait donc les séduire, et, pour la première fois, elle a recours à la corruption. « N'espargnez rien, écrit-elle à Forquevaulx le 15 novembre 1568, en ce que les pouvez gaigner, soit par présens ou promesses. » Huit jours après, nouvelle dépêche, plus précise encore : « Il vous fauldroit tascher de gaigner l'un ou l'autre de ces trois auxquels vous représenterez l'appuy que ce leur seroit d'avoir là une

aultre mienne fille, oultre les biens qu'ils recevroient de nous; car, en nous mandant les promesses que vous leur aurez faictes, nous les tiendrons; n'y espargnez rien, car j'ay ouï dire qu'ils prennent volontiers. » Elle ajouta encore: « Bruslez la présente[1]. »

Au reçu de ces missives, Forquevaulx entama ces négociations délicates. Il se rendit d'abord chez le cardinal Espinosa, mais celui-ci, dès les premiers mots, parut si ferme partisan du mariage de son maître avec la princesse Anne, que l'ambassadeur n'osa pas même lui parler de Marguerite, encore moins essaya-t-il de le corrompre. Il alla ensuite trouver Ruy Gomès, et commença par lui vanter le beau rôle qu'un ministre tel que lui pourrait jouer en « obligeant trois grands rois. » Le prince d'Eboli, avec cette éloquence mielleuse qui lui était familière, protesta comme toujours de son attachement à la cour de France, mais soutint que le plan de son maître était excellent, et que « quant à luy, il ne sçauroit voir ny imaginer meilleur moyen pour les contenter tous. » Forquevaulx exposa alors tout au long le projet de Catherine, mais comme s'il venait seulement de lui. Ruy Gomès répondit en termes ambigus « qu'il s'emploieroit de tout son esprit afin que les trois roys et V. M. se contentent. » C'était toujours la même méthode: de belles paroles et pas d'engagements. Forquevaulx, qui avait donné le plan comme « de sa teste, » ne pouvait faire encore à Ruy Gomès d'offres positives sans découvrir sa ruse; il se contenta de lui dire vaguement

[1] Dépêche du 23 décembre 1568.

» qu'il ne pourroit jamais faire œuvre dont il dust espérer plus grand gré et récompense, » et n'osa pas s'avancer davantage. Auprès du confesseur, évêque de Cuença, il n'obtint pas un meilleur succès. Celui-ci écouta d'un air pieux les ouvertures de Forquevaulx et se borna à répondre avec une onctión édifiante « qu'il espéroit en Dieu qu'il vous éclaireroit à tous pour choisir les expédiens de confirmer vostre amitié[1]. » Ainsi, sous trois formes diverses, la réponse était la même. La résolution de Philippe était prise, et leur eût-on offert un pont d'or, aucun de ces personnages comblés d'honneurs et de richesses n'eût voulu les risquer en se laissant corrompre. Il fallait en prendre son parti, laisser Philippe épouser la princesse Anne et s'assurer du moins pour Charles IX, la seconde fille de l'empereur, pour Marguerite, le roi de Portugal.

Ces négociations étaient retardées alors par de graves événements : l'insurrection des Pays-Bas et des Morisques d'une part, de l'autre, la guerre civile de France. Les grands intérêts débattus dans ces luttes absorbaient l'attention générale. Or, si Philippe II était singulièrement troublé par les révoltes qui s'agitaient aux deux extrémités de son empire, la guerre des Huguenots, bien qu'elle eût également pour cause un principe odieux à son esprit, la liberté de conscience, servait trop efficacement sa politique pour qu'il désirât la voir apaisée. Forquevaulx le soupçonnait et, dès 1566, en félicitant Catherine du repos dont la France jouissait alors, il ne lui cachait

[1] Dépêche du 23 décembre 1568.

pas combien on était peu satisfait en Espagne de cette tranquillité si grande. Plusieurs fois, depuis, il exprime les mêmes doutes, et, lorsqu'enfin la lutte fut commencée entre les protestants et Charles IX, l'attitude de l'Espagne vint confirmer ses soupçons. Philippe annonçait, il est vrai, sans cesse des secours à son beau-père, mais il ne se mettait guère en peine d'accomplir ses promesses; le duc d'Albe, mis en demeure d'envoyer des troupes, usait de divers prétextes pour retarder leur départ, sans oser les refuser ouvertement; le vicomte d'Orthe attendit pendant six mois à Bayonne quatre mille Espagnols que le roi, disait-on, avait donné ordre de lever dans son royaume et qui n'arrivèrent jamais [1]. Il est évident que Philippe ne se souciait nullement d'employer ses troupes à réprimer une insurrection qui abaissait une puissance rivale; il voulait bien promettre à Charles IX son amitié, pourvu qu'on n'exigeât de lui aucun sacrifice; les intérêts du catholicisme, dont il prétendait être le champion, passaient, pour lui, bien après ceux de son royaume, et il donnait constamment des ordres contraires aux sentiments exprimés par ses discours. Forquevaulx écrit donc avec un grand sens le 28 février 1569 : « J'ay opinion qu'il n'y a sinon finesse et mauvaise intention en ces gens icy et vous veulent mener par paroles, s'ils peuvent, pour assurer leurs affaires à vos dépens... ils font compte que vostre guerre civile les tient en repos, et s'appauvrissant vostre

[1] Dépêche du 28 février 1569.—Lettre de la reine, du 13 juin 1569. *Ibid.* du 5 août 1569. — Dépêche du 18 janvier 1570.

royaume d'hommes et de finances, c'est establir le leur comme il n'est que trop vray à le bien considérer. »

Quoi qu'il en fût, la cour de France continuait à solliciter avec instance le secours de l'Espagne, mais Philippe n'était prodigue que de conseils. Son opinion invariable, et que ni les succès ni les revers des troupes catholiques en France ne pouvaient modifier, c'était la loi rigoureuse, la guerre inflexible, la lutte jusqu'à extermination. Il n'avait pas du reste attendu les derniers événements, l'attentat de Meaux et la bataille de Saint-Denis, pour parler de la sorte : j'ai retrouvé dans les papiers diplomatiques de l'évêque de Limoges, ambassadeur en Espagne cinq ans avant Forquevaulx, une lettre confidentielle de Philippe II à Catherine, lettre écrite en espagnol et datée du 28 novembre 1561 : « Il arrivera sans cesse de nouveaux troubles, dit-il, si V. M. ne prend la voie que tant de fois je lui ai conseillé de prendre, ne sépare complétement d'elle les esprits enclins aux nouveautés, et ne s'approche de ceux qui, soit pour le spirituel, *soit pour le temporel*, suivent l'ancienne vérité. » Philippe, comme on le voit, ne séparait pas dans sa pensée les idées religieuses des idées politiques; il apercevait, avec un regard profond, derrière la doctrine de la liberté de conscience, une grande révolution sociale et pour lutter contre de tels adversaires, il ne connaissait d'autre arme efficace que la violence. Aussi, lorsque la guerre se fut rallumée en septembre 1567, sa grande inquiétude est-elle que Catherine ne se décide trop tôt à accorder la paix. Forquevaulx, qui était loin du théâtre des événements, est dominé lui-même par

l'esprit général de la cour de Madrid, et, sous l'influence de Philippe II, il excite la reine à la rigueur : « et si vous, madame, dit-il, ne voulez faillir à vous-même, il vous faut faire contre vostre naturel et vous rendre inexorable à quiconque vous parlera de les recevoir en grâce... tout le monde a aujourd'hui les yeux sur vous pour voir de quelle magnanimité ce faict se vuidera, car si c'est par la rigueur, tout le monde vous en estimera et craindra davantage, et si vous entendez à miséricorde, le moindre estranger vous mesprisera [1]. » Charles IX tint longtemps à honneur de mériter entièrement sur ce point l'estime du cabinet de l'Escurial : « l'on pourra maintenant juger, écrit-il le 7 décembre 1567, après la bataille de Saint-Denis, si nous prenons les matières à cœur pour nous deslivrer premièrement, puis toute la chrestienté de ceste vermine. » Philippe le fit féliciter de ces résolutions si belles; mais sa joie fut courte, car bientôt le bruit courut à Madrid que Catherine songeait à traiter de la paix. Forquevaulx défendit chaleureusement la reine et repoussa cette nouvelle comme une calomnie en présence de Ruy Gomez, qui soutenait cette opinion en termes doucereux et qui persista dans son dire, tout en exprimant d'un air patelin le désir « que toutes ces Majestés soient un cœur et une âme. » L'ambassadeur don Francès d'Alava, fidèle écho des pensées secrètes du cabinet espagnol, vint reprocher à Catherine cette condescendance et s'écria avec son insolence habituelle « qu'elle voulait faire le déshon-

[1] Dépêche du 2 décembre 1567.

neur du roy son fils. » Catherine, qui avait en effet essayé de négocier, fut vivement émue de ces paroles qu'elle savait bien dictées par le cabinet de l'Escurial, et don Francès, s'apercevant de son trouble, se raffermit dans son audace : « Il m'a tenu, écrit la reine [1], un si estrange langage et usé d'une telle indignité que j'ay bien connu le peu de bonne volonté qu'il me porte. » Elle n'eut pas le courage toutefois de défendre ouvertement sa politique : elle eut recours à une ressource de femme et s'emporta contre l'ambassadeur sans lui répondre directement. Quand il s'oublia jusqu'à lui dire en parlant de la journée de Saint-Denis « que ce n'estoit pas là bataille, » elle s'écria hors d'elle-même « qu'il ne la trouvoit pas bataille, car il vouldroit que nous fussions tous morts. » Mais c'était en vain qu'elle demandait à la colère une énergie factice : intimidée par Philippe II, elle n'osait pas avouer franchement le but qu'elle prétendait atteindre. Elle savait que son gendre regardait tout traité comme pernicieux, et, devant cet homme impitoyable, elle rougissait de paraître clémente.

Philippe redoublait cependant de lettres et de discours ; quand la paix semblait éloignée, il félicitait sa belle-mère ; quand elle paraissait vraisemblable, il la déclarait « entièrement contre le service de Dieu [2]. » Il attisait ainsi le feu de la discorde avec de pieuses paroles, d'autant plus fort qu'il était plus convaincu,

[1] Lettre de la reine, décembre 1567.
[2] Dépêche du 6 avril 1568.

qu'il ne trahissait pas sa pensée en servant sa politique, et qu'en s'efforçant de prolonger une guerre funeste à un État rival, de conjurer une paix dont les Pays-Bas devaient porter le fardeau, il demeurait parfaitement d'accord avec les maximes de son inflexibilité superbe. Il y avait là tout ensemble de la sincérité et de l'astuce, et la sincérité, quel que soit son but, parle toujours un langage persuasif. Le cabinet de Paris, bien qu'il comprît à quel point la continuation de la guerre était utile à Philippe II, sentait que, cette fois, le roi d'Espagne exprimait sa vraie pensée, la pensée, qui à cette heure même, représentée par le duc d'Albe, prétendait comprimer les Flandres par la terreur. De là les hésitations, les réticences de Forquevaulx et ce respect humain de la douceur qui pendant quatre mois domina l'âme de la Reine. Les circonstances toutefois furent les plus fortes, et amenèrent en avril 1568 un traité dont Forquevaulx et Catherine n'osaient parler qu'avec une satisfaction timide. Quand l'ambassadeur en fit part officiellement au roi, celui-ci laissa voir son opinion en des termes pleins de convenance et de mesure, il est vrai, mais significatifs par leur politesse même : « Il respondit qu'il est bien ayse que vous ayez faict la paix, si vous l'avez pour bonne et profitable, ce qui luy semble ne pouvoir estre pour les mesmes raisons qu'il a desduictes et remonstrées plusieurs fois par ses lettres et par son ambassadeur à Vostre Majesté [1]. » .

Si l'on envisage les choses au seul point de vue poli-

[1] Dépêche du 12 avril 1568.

tique, il est certain que Philippe voyait plus juste alors que Catherine : l'année 1568 n'était pas terminée que le traité de Longjumeau était rompu ; la guerre était rallumée, et Catherine écrivait à Forquevaulx que les troupes commandées par le duc d'Anjou se réunissaient à Orléans. Après la bataille de Jarnac, Philippe, fidèle à son système, envoya à la reine une lettre autographe où il la priait « de n'entendre à aucun accord ni paix avec les rebelles[1]. » Ce conseil aurait touché davantage Catherine, si les secours que lui promettait sans cesse le roi d'Espagne étaient venus fortifier les troupes royales usées par la victoire même. Mais Philippe préféra jouer un double jeu, encourager Charles IX à continuer la guerre en lui promettant des renforts, et ne pas envoyer un grand nombre de troupes qui auraient permis au roi de France de dominer promptement ses adversaires. Charles IX ne reçut jamais que 1,500 reîtres et 2,000 wallons. L'insistance de la cour de France pour obtenir davantage fut inutile. Du reste, dans cette guerre fratricide, les deux partis invoquaient à l'envi le secours de l'étranger : cette honte était commune aux deux adversaires; les protestants appelaient les petits princes de l'Allemagne et recevaient des renforts du duc des Deux-Ponts. Forquevaulx, tout en regrettant d'en venir à cette extrémité, sollicitait activement Philippe, et il étouffait les scrupules de son patriotisme par cette maxime funeste : « qu'après tout pour punir les mauvais

[1] Dépêche du 21 juin 1568.

subjects, ne fault avoir regret de s'ayder de tout le monde, quand on n'est de soy-même assez puissant[1]. »

Après la bataille de Moncontour, il fut question de la paix. Philippe, inébranlable dans sa politique, envoya les mêmes conseils à Catherine : « Il est impossible, dit Forquevaulx rapportant les propres paroles du roi d'Espagne, que les conditions de la dicte paix puissent estre aultres que désadvantageuses pour vostre réputation, dangereuses pour vostre personne et des vostres, et de très-pernicieuse conséquence pour vostre couronne et pour les autres roys et potentats[2]. » Cependant l'ambassadeur, cette fois, ne cherche pas à dissuader lui-même Catherine de pacifier le royaume : les expressions qu'une hypocrite amitié dicte à Philippe II ne peuvent pas le séduire, il le sait, et le déclare : « La guerre est plus agréable aux Espagnols entre les Français que s'ils estoient en paix[3]. » D'ailleurs il n'ignore pas de quels sentiments les étrangers sont animés contre la France, et surtout combien les ressources de la nation dans les heures de crise excitent leur surprise et leur jalousie : « Ils demeurent confus, écrit-il, par grande merveille de la puissance très-redoutable du royaume après de longues adversités[4]. » Forquevaulx signalait là une vérité historique de premier ordre, dont les nations étrangères s'apercevaient alors avec terreur et qui avait frappé l'esprit de Philippe II. De là le suprême désir de

[1] Dépêche du 6 août 1569.
[2] Dépêche du 5 janvier 1570.
[3] Dépêche du 7 janvier 1570.
[4] Dépêche du 18 janvier 1570.

la cour d'Espagne de voir s'affaiblir complétement dans une guerre civile et marcher vers une décadence irrémédiable, un peuple dont il est si difficile d'abattre entièrement les forces, et qui sait trouver en soi-même, lorsqu'on le croit abaissé pour toujours, une énergie soudaine et des ressources inattendues.

Comme l'année précédente, les conseils intéressés de l'Espagne ne furent pas écoutés: la paix fut décidée sur la demande des princes de Condé et de Navarre. Charles IX écrivit alors (27 janvier 1570) la lettre suivante à son ambassadeur:

« Je n'ay trouvé aucun de tous ceux de mon conseil, de quelque estat et qualité qu'ils fussent, qui n'aient esté tous, d'une même voix, d'advis que je debvois penser plus qu'à chose du monde, de remettre l'union et le repos parmi mes subjects et retrancher les occasions qui pourroient enfin causer la ruyne entière de mon royaume... et je préfère remettre la paix plus tost par le chemin de pacification que par la force et violence. »

Plût à Dieu que ces nobles paroles eussent toujours été la devise de sa politique ! Elles touchèrent peu le roi d'Espagne : lorsque Forquevaulx vint lui lire le projet des articles du traité, ce fut à peine s'il voulut les entendre. Lorsqu'il les connut, il répondit sèchement « qu'il n'y en a un seul qui luy semble bon, puisqu'il y aura exercice de la religion contraire à la catholique. » Forquevaulx lui représenta les avantages de la paix pour le royaume épuisé ; c'était là un argument qui devait peu toucher Philippe; aussi, reprenant la parole, il ajouta « que tous ces expédients lui sembloient de

longue attente et de faible espérance, qu'ils ne suffiroient point pour réduire dix d'iceulx dévoyés en dix ans, et que la liberté de conscience qui leur estoit permise, appeloit et convioit toute la France, si Dieu n'y met la main, à demeurer sans religion [1]. » Toutefois, comme le traité n'était pas signé, il espérait encore et il essaya, comme suprême ressource, d'une offre de secours. Mais le cabinet du Louvre ne pouvait plus être sa dupe : au mois d'août 1570, Charles IX conclut la paix de Saint-Germain.

VI

Au milieu de ces luttes sanglantes, les négociations pour les mariages se poursuivaient entre l'Espagne, la France, l'Empire et le Portugal. L'union de Philippe II avec la princesse Anne avait été décidée, et celle de Charles IX avec la princesse Élisabeth s'avançait vers une solution définitive : Catherine, on l'a vu plus haut, avait d'abord désiré pour son fils l'aînée des filles de l'empereur, mais elle s'était enfin résignée de bonne grâce à lui faire épouser la seconde, et elle écrivit à Philippe II sa résolution en ces termes : « Encores que j'aie aperçu que, de prime face, il (Charles IX) trouvait estrange ce changement, toutesfois, l'ayant rendu capable des causes qui ont pu mouvoir l'empereur et vous de changer de vos premières délibérations, il s'est volontiers condescendu au mariage de l'infante Élisabeth

[1] Dépêche du 20 avril 1570

que je luy ay promise de vostre part. Quant à ce que vous m'avez mandé du désir que vous avez que, en fesant le dict mariage le roy mon dict seigneur et fils, ma fille soit donnée au roy de Portugal, je vous diray librement que, estant le mariage du roy mon fils faict et effectué, le dict roy de Portugal se pourra assurer d'avoir ma dicte fille[1]. »

Ce second projet, que Catherine considère comme une annexe du premier, et dont elle parle avec une certaine négligence comme s'il lui paraissait d'une exécution facile, devait être cependant l'un des plus bizarres épisodes de ses relations diplomatiques avec l'Espagne. Le cabinet du Louvre supposait si peu que sa politique pût rencontrer là un obstacle, que sans informations plus amples, il envoya à Forquevaulx les pouvoirs nécessaires pour traiter en même temps le mariage de Charles IX et celui de Marguerite. C'était le 30 juillet 1569. Le 2 août, Forquevaulx reçut en outre une instruction détaillée, où sa conduite au sujet de la dot de Marguerite lui était indiquée en ces termes : « Si les députés (de Portugal) insistent à ce que la constitution de la dot de la dicte dame soit de 400,000 escuts, comme eust la royne catholique, regardera d'en sortir le plus dextrement qu'il pourra et à moindre somme, d'autant que, d'ancienneté, le mariage des filles de France n'excédoit la somme de 100,000 escuts, ou bien se règlera selon le contrat de la dicte dame royne catholique. » On voit que, tout en veillant à ses intérêts, la

[1] Lettre de la reine du 9 août 1569.



cour de France était dans les meilleures dispositions en faveur de ce mariage, et ne demandait qu'à céder, au moment du contrat, à toutes les exigences du Portugal.

L'ambassadeur de Lisbonne à Madrid disait n'attendre plus que ses pouvoirs pour conclure. Le 5 septembre, ils n'étaient pas arrivés encore. Forquevaulx manifesta quelque étonnement de cette négligence, mais Philippe « se prit lors à rire, disant qu'en ce retardement n'y avoit finesse quelconque ni faulte de bonne volonté. » Il allégua la peste qui régnait en ce moment à Lisbonne et retardait l'expédition des affaires. Le 12, Forquevaulx retourna à l'audience : rien n'était venu de Portugal. Philippe excusa son neveu du mieux qu'il put, disant cette fois que le conseil d'État était à Lisbonne tout composé de jeunes gens, et « qu'il n'y est demeuré homme qui sache bonnement le style ni la manière dont il faut user à traicter dudict mariage, ni pour en instruire leur ambassadeur. » Puis il demanda à Forquevaulx trois jours de patience, le priant de ne pas écrire ces nouvelles en France avant ces trois jours, passés lesquels il serait libre. L'ambassadeur y consentit : pendant ce temps qu'il prolongea volontairement de deux jours, on l'entretint des mêmes espérances, et toujours en vain. Il écrivit enfin à sa cour le 17 septembre. Peu de temps après, il apprit, par voie indirecte, une nouvelle qui le surprit : deux courriers de Portugal étaient arrivés à Madrid et on leur avait commandé de se tenir cachés en leur logis afin que l'ambassadeur de France ignorât leur retour. Forquevaulx, soupçonnant quelque trame, envoya chez le secrétaire d'État, Gabriel de Cayos, deman-

der simplement, pour ne point paraître trop bien informé, si le pouvoir de Portugal était venu par des courriers. Cayos répondit que ces deux hommes n'étaient pas des courriers de cabinet, mais bien des messagers à pied expédiés par des marchands de Lisbonne à des marchands de Madrid [1]. Ces paroles augmentèrent l'inquiétude de Forquevaulx ; incrédule désormais, il entendit sans être persuadé les serments de Gabriel de Cayos qui affirmait « sur la teste et la vie du roy catholique, à peine de le réputer le plus meschant et menteur homme qui vive, qu'il n'y avoit finesse et malice de leur costé ;» et il écrivit à la reine que Philippe avait quelques desseins, non sans ajouter : « ces desseings me sont inconnus [2]. »

Cependant le retard des dépêches avait singulièrement surpris Catherine : « Je trouve fort estrange, dit-elle, dans sa lettre du 30 septembre, que depuis les procurations envoyées pour la conclusion du mariage du roy mon fils nous n'en avons eu aucune nouvelle, ce qui me met en une extresme peine. » Ces lenteurs, lorsqu'elle les apprit, lui parurent fort suspectes, d'autant plus que les villes de Portugal, consultées par le jeune roi au sujet de ce mariage, s'étaient, à l'exception de Coïmbre et de Porto, prononcées pour Marguerite. Ce fait ranima les espérances de Forquevaulx et il se flatta un instant que les deux pouvoirs seraient apportés par le nouvel ambassadeur que la cour de Lisbonne envoyait

[1] Dépêche du 28 septemcre 1569.
[2] Dépêche du 28 septembre 1569.

à Madrid. Mais l'ambassadeur n'arrivait pas et l'on prétendit alors que des difficultés de forme arrêtaient le conseil de Portugal. L'aïeule du jeune roi voulait, disait-on, que Philippe II servît de père à son fils et le conseil n'y pouvait consentir : on tenait du reste Forquevaulx habilement en haleine, et, chaque jour, on annonçait l'arrivée du fondé de pouvoir. Cette négociation bizarre était l'objet de toutes les conversations à la cour d'Espagne, et il ne manquait pas de gens pour dire que Philippe négociait sous main, en dépit de ses promesses et du contrat déjà signé, le mariage de la fiancée de Charles IX, la princesse Élisabeth, avec le roi de Portugal, afin de réduire le roi de France à demander sa sœur, la princesse Jeanne, dont j'ai parlé plus haut. Il avait été question de ce projet quelques années auparavant et Catherine avait alors spirituellement répondu, faisant allusion à l'âge de cette princesse : « Mon fils veult une femme et non pas une seconde mère, en ayant assez d'une [1]. » Néanmoins Forquevaulx qui ne sait plus que croire, est tout prêt à ajouter foi à ces propos en l'air d'une cour désœuvrée : « Elle n'est point si bigote, écrit-il vertement, qu'elle ne fust contente d'avoir un si grand et beau prince pour mary ; mais l'empereur l'aime mieux pour madame sa fille, et il a bien raison [2]. »

Tous ces commentaires étaient bien hasardés, comme le prouva l'événement : le mariage de Charles IX et

[1] Lettre de la reine du 12 juin 1567.
[2] Dépêche du 19 décembre 1569.

d'Élisabeth fut définitivement arrêté le 17 janvier 1570.

En ce moment et comme la cour de France, vivement froissée et à bon droit, allait retirer à son ambassadeur ses pouvoirs pour le mariage de Marguerite, d'étranges nouvelles arrivèrent de Lisbonne. « L'occasion principale de ces retardements, écrit Forquevaulx à la reine le 16 février 1570, vient, madame, de la mauvaise volonté que deux Théatins, frères du gouverneur de Madère, vous portent et à votre royaume... Ce sont deux dangereux hypocrites, plus convoiteux de vengeance que de la religion qu'ils professent. Un d'iceulx est confesseur et l'autre pédagogue du jeune roy, lesquels le gouvernent paisiblement en la dévotion du cardinal de Portugal qui est un autre Théatin [1]. Ils ont tous trois extresme jalousie et crainte d'estre reculés de leur crédit si le roy sera une fois marié... auquel compte le cardinal servira seulement de parade et les deux Théatins seront renvoyés à leur couvent. » Cette explication, très-vraisemblable pour qui connaît l'état du Portugal, dominé à cette époque par les intrigues des communautés religieuses, favorisait entièrement la politique de Philippe II. Forquevaulx dut se résigner à attendre la décision du conseil d'Etat portugais, et put espérer vaincre une résistance qui paraissait déplaire au roi d'Espagne autant qu'au roi de France. Il conserva donc une attitude expectative et pendant un temps assez long encore n'apprit rien de décisif : plusieurs personnages seule-

[1] Il s'agit ici du cardinal Henri qui régna après la mort de Sébastien, en 1578.

ment vinrent l'entretenir du jeune roi de Portugal en des termes qui paraissaient contradictoires : on lui dit d'une part que Sébastien « tenoit beaucoup de l'humeur du feu prince d'Espaigne, sujet à la teste, bizarre, variable et terriblement obstiué en ses opinions. » Et d'autre part, Borgia, envoyé à Lisbonne, vantait à son retour le mérite et les vertus du même roi. La vie aventureuse de Sébastien et sa mort à la fameuse bataille d'Alcaçar-Quivir, huit ans après la négociation de son mariage, justifient également l'une et l'autre opinion.

En avril 1570, le cabinet du Louvre n'avait pas encore perdu patience, et ce fut seulement le 22 de ce mois que le cardinal Espinosa donna une réponse définitive. Il fit venir l'ambassadeur, et après lui avoir vanté « avec de magnifiques paroles » le bon vouloir du roi catholique, il lui lut un écrit par lequel Philippe déclarait que le Portugal avait envoyé un refus. Le roi, disait-on dans cette pièce diplomatique, était trop jeune pour se marier. C'était là une défaite évidemment, car on aurait pu, l'année précédente, à plus forte raison, proposer cette objection plausible. Forquevaulx le comprit, remercia ironiquement le cardinal d'avoir bien voulu l'éclairer après huit mois d'attente, et ne pouvant maîtriser son indignation ajouta « que les Portugais montrent bonne conscience de ne vouloir abuser une personne si accomplie et de si haute maison, comme ils feroient de lui donner un mary qu'on estime impotent pour engendrer et qui a plusieurs défauts en son corps et esprit [1]. »

[1] Dépêche du 22 avril 1570.

Telle fut la fin de cette négociation, où l'on reconnaît tous les détours familiers à la chancellerie espagnole, les protestations de dévouement, les lenteurs, la décision dès longtemps prise et longtemps dissimulée. Mais ce qui complète cette aventure, c'est l'audace inouïe du secrétaire d'État, Gabriel de Cayos, lorsqu'il fut plus tard question du mariage de Marguerite de Valois avec le roi de Navarre, mariage qui déplut singulièrement à la cour d'Espagne. Il osa, écrit à Catherine le successeur de Forquevaulx, Vivonne de Saint-Gouard, blâmer infiniment la reine, « s'esbahissant comment une aussi sage princesse comme vous n'avoit plus tost voulu élire pour parti de Son Altesse un roy tel que estoit celuy de Portugal. » C'était ajouter la raillerie à l'affront.

Charles IX fut vivement blessé de la conduite de son beau-frère : « il n'est guères satisfaict, écrit Catherine, pour les indignités desquelles l'on use par delà en son endroit » ; il tint à honneur cependant de ne point paraître inquiet du mariage de Marguerite : « ce n'est pas que je craigne, dit-il, que ma sœur ait faute de maris, car elle est de trop bonne maison pour en manquer. » Quoi qu'il en soit de cette bravade, on désirait tellement à Paris le mariage portugais, que malgré la réponse citée plus haut, des négociations secrètes, favorisées par le pape et par la bienveillance apparente de Philippe, continuèrent pendant quelques mois encore. On s'attira en octobre 1570 cette parole insolente du cabinet de Lisbonne : « le roy est trop jeune, et madame peut bien l'attendre ». Le cabinet du Louvre ne fut point de cet avis et Charles IX accueillit favorablement Jeanne d'Al-

bret, lorsqu'elle vint, lui rappelant un projet du feu roi Henri II, demander pour son fils la main de Marguerite.

VII

Pendant que Philippe agissait de la sorte à Madrid, son ambassadeur don Francès continuait de jouer auprès de Charles IX et de Catherine le rôle violent et superbe qui fatiguait depuis si longtemps la cour de France. Jaloux de maintenir la suprématie qu'avait obtenue en Europe la maison d'Autriche, il ne se croyait tenu à aucun ménagement vis-à-vis d'une puissance récemment vaincue, et s'efforçait d'intimider le cabinet du Louvre par un excès d'audace que Philippe II, par déférence pour sa belle-mère, paraissait blâmer quelquefois, mais qui n'en laissait pas moins dans l'esprit de Charles IX et de Catherine une impression de frayeur respectueuse. Il était en même temps l'agent provocateur de nombreux désordres, semait la discorde à Paris, grâce à d'habiles intrigues, excitait le fanatisme des catholiques violents, et préparait ainsi de loin cette exaspération des esprits qui devait conduire à la Ligue, et selon les vues de son maître, user par la guerre civile les forces vives de la nation.

On a pu remarquer combien de fois Charles IX s'était plaint à son beau-frère de cet ambassadeur, et avec quelle indifférence Philippe avait accueilli ces plaintes. Don Francès, encouragé de la sorte, prit une attitude de plus en plus hostile ; un jour, au sujet d'une dépêche espagnole qu'un parti protestant avait enlevée en France

à un courrier, il parut croire Charles IX complice de cet acte et recéleur de la dépêche, et comme le jeune roi affirmait solennellement son dire, il répondit par quelques paroles qui ressemblaient à un démenti [1]. Charles IX écrivit aussitôt à Madrid, espérant que son beau-frère lui ferait raison de cette injure et rappellerait don Francès; il l'espérait, dis-je, car la crainte que lui inspirait Philippe était si grande qu'il n'osait pas le demander. Le roi d'Espagne, dans sa réponse à Forquevaulx, se garda bien de prévenir un désir qu'il soupçonnait, mais qu'il ne voulait satisfaire qu'à la dernière extrémité. Il eut l'air de ne pas prendre ce fait au sérieux, et daigna dire seulement : « qu'il pensoit que le desplaisir d'avoir perdu ses paquets l'avoit mis en colère et faict sortir hors des termes dont il devoit user », que pour lui, « il ne l'en advouoit aucunement, ains vouloit que son ambassadeur parlast en tout respect et modestie ainsi qu'il luy feroit bien entendre [2] ». On comprend que l'impunité promise implicitement au coupable par ces paroles devait exciter encore l'insolence de don Francès. Aussi, en dépit de Philippe II et par le fait même de son indulgence calculée, une telle situation n'était pas durable et il devait inévitablement se présenter une circonstance qui mit fin à ces singuliers rapports diplomatiques. Elle ne se fit pas attendre.

Charles IX venait d'envoyer encore à Forquevaulx une lettre où il renouvelait des plaintes sur de récentes

[1] Lettre du roi du 21 juillet 1570.
[2] Dépêche du 20 septembre 1570.

« indiscrétions [1] » de don Francès ; Forquevaulx avait exprimé à Philippe le déplaisir de son maître, « estant tous les jours à recommencer pour le peu de respect qu'il portoit à LL. MM. » ; Philippe, suivant sa coutume, s'était borné à répondre qu'il fallait attribuer la conduite de son ministre « à sa maladie ou à son humeur [2] » et Forquevaulx avait la naïveté de « s'estonner que S. M. Catholique veuille tenir un ministre auprès de LL. MM. lequel il sçait bien vous estre désagréable [3] » lorsque éclata à la cour de France un scandale qui menait inévitablement à une crise, forçait Charles IX à réclamer ouvertement le rappel de l'ambassadeur, et Philippe à l'accorder.

Un matin, en février 1571, don Francès vint trouver le roi à l'hôtel de Lorraine où Charles avait passé la nuit, et en présence de Catherine, il se plaignit d'un fait assez bizarre. Ses ennemis, prétendait-il, avaient remis au roi une lettre qu'ils voulaient faire passer pour écrite par lui-même et adressée à la cour d'Espagne. Il affirma n'être pas l'auteur de cette lettre et demanda justice des traîtres qui l'avaient calomnié. Charles IX et sa mère nièrent d'un commun accord avoir rien reçu, mais don Francès n'eut pas l'air de les croire, s'emporta, et enfin, écrit le roi à Forquevaulx, « partit d'avecques nous si indiscrètement et en telle furie qu'il ne nous a respondu un seul mot, et ne nous a donné loisir d'achever ce que nous avions commencé à luy dire. » Dans

[1] Lettre du roi du 28 février 1571.
[2] Dépêche du 31 mars 1571.
[3] Dépêche du 9 juillet 1571.

toute cette scène, ni Charles ni l'ambassadeur n'étaient de bonne foi : don Francès avait écrit la lettre qu'il venait désavouer, la sachant interceptée, lettre pleine d'expressions injurieuses contre la famille royale de France ; le roi l'avait lue, la gardait en son pouvoir, et bientôt après, jetant le masque, apprit à son beau-frère cette nouvelle insolence de l'ambassadeur. Don Francès persista à nier, et le cabinet de l'Escurial, s'appuyant sur ces négations dont il connaissait la valeur, mais dont il se servait comme d'une dernière ressource, soutint que son ambassadeur était victime d'une perfidie, qu'on avait contrefait son écriture et qu'il était très-éloigné de prétendre insulter le roi de France, la reine mère ou aucun des princes du sang.

Charles IX, qui avait ses preuves en main, ne voulut pas accepter cette réponse. Il était trop heureux de saisir une si belle occasion de se délivrer de don Francès : c'est pourquoi, décidé à poursuivre l'affaire, il montra une indignation excessive et envoya Geronimo Gondi à Madrid, uniquement chargé de demander justice au roi d'Espagne. Ce gentilhomme n'obtint qu'une réponse ambiguë, pleine de formules vagues, de démonstrations amicales envers la France; il offrit en vain de montrer la lettre, qu'il avait apportée avec lui; le roi parut dédaigner de la voir et Gondi n'osa pas insister. Philippe, comprenant toutefois que la situation était grave, écrivit de sa main à la reine, mais dans les mêmes termes : la cour de France ne fut point satisfaite, et dans un avis secret envoyé à Forquevaulx le 2 août 1571, le cabinet du Louvre laisse voir combien il est blessé : « il appert évi-

demment de ces paroles qu'il (Philippe) veult, soubs dissimulation et couleur d'aucuns bons respects temporiser la révocation d'icelluy don Francès, chose que le roy trouve fort estrange. »

Je n'ai pu retrouver cette curieuse lettre; elle n'existe ni dans les dépêches originales de Forquevaulx, ni dans la copie qui se trouve également à la bibliothèque impériale; mais il paraît, d'après ce même avis déjà cité, que l'ambassadeur qui n'avait guère ménagé les souverains auprès desquels il était accrédité avait parlé sur un ton particulièrement acerbe et moqueur de Catherine de Médicis : « grâces à Dieu, écrit le rédacteur de l'avis (probablement M. de Laubespine, secrétaire d'État), la vertu et la vie de la royne sont si entières et de tous si connues que l'intégrité et l'estime n'en peuvent être endommagées en l'opinion des hommes, par calomnie si malheureusement inventée. » Malgré cette confiance, le cabinet du Louvre persista dans sa demande, et déclara « qu'il ne seroit pas possible de voir ny parler plus à celuy qui a si griefvement offensé. » Il ajouta que conserver don Francès à Paris ce serait « donner occasion au roy de penser qu'il (Philippe II) tient bien peu de compte d'une si griefve offense faite à LL. MM. par son ministre, lequel a si malheureusement tenté [1] de diffamer l'honneur et réputation de la royne, contre la foy et le devoir d'ambassadeur. » Don Francès, toutefois, voyant le peu de succès des négociations entreprises pour obtenir son rappel, continuait à Paris ses intrigues,

[1] Advis secret du 2 aoust 1571.

et amenait les choses à ce point que Catherine, le 6 août 1571, racontant une nouvelle discussion que l'ambassadeur avait soulevée, terminait sa lettre par ces paroles décisives : « Vous voyez que cet homme est faict pour injurier tout le monde ; on ne peut plus négocier avec luy, s'attaquant ainsi à tous. » En même temps Forquevaulx insistait à Madrid avec une telle véhémence, offrant à plusieurs reprises de montrer au roi l'autographe de don Francès, que Philippe comprit, bien qu'à regret, l'impossibilité d'un refus. Mais en accordant cette révocation, il usa d'un détour adroit : dans une audience de la fin d'août 1571, il apprit à Forquevaulx qu'il rappelait son ambassadeur « pour contenter » le roi de France, mais sans croire à l'authenticité de la lettre. Il tenait à se faire un mérite de sa condescendance, et ne voulait point paraître céder à l'évidence d'un fait qui aurait modifié le caractère de sa résolution. Le 10 septembre, Gabriel de Gayos prévint Forquevaulx que le roi avait officiellement rappelé don Francès d'Alava.

Ce dernier désirait fort de ne pas laisser de soi un bon souvenir à Paris. D'abord il retarda tant qu'il put son départ, sachant combien sa présence offensait la cour. Le 15 octobre, il n'était pas encore parti, et Charles IX écrivait : « tant s'en fault qu'il s'y prépare aucunement, qu'il persévère tous les jours à faire les pires offices dont il se peut adviser, non-seulement de calomnier mes actions envers son maistre et ailleurs, mais pour troubler ma ville, susciter mes sujets à rébellion, et y faire naistre quelque tumulte et division. » Le roi avait fait abattre une pyramide, jadis élevée en souvenir de l'exécution

de quelques protestants, « afin, dit-il noblement, d'oster toutes marques de la rébellion passée, et en faire perdre, s'il est possible, la mémoire. » Ceci déplut à don Francès qui, avant de quitter Paris, voulut pour se venger du roi et de Catherine, exciter une sédition catholique au sujet de cette pyramide. Les agents de l'ambassade furent mis en campagne; l'ambassadeur réunit des factieux, « auxquels, dit Charles IX, il a accointance de tout temps, pour faire, s'il peust, mutiner ce même peuple, semant infinies meschancetés et pernicieux bruits. » L'émeute heureusement fut de peu d'importance, grâce aux mesures prises, et le 26 décembre 1571, le roi écrit : « Depuis, toutes choses sont demeurées en paix, et ont esté pris quelques-uns de ces belistres, desquels il sera faict une punition très-exemplaire. » On voit par ces derniers mots que le cabinet du Louvre n'était pas moins sévère pour les catholiques que pour les protestants, en cas de révolte, et ce fait que beaucoup d'autres viendraient confirmer au besoin, peut servir de commencement de preuve à cette vérité historique, jusqu'à présent peu connue, à savoir que le fanatisme religieux fut à peu près étranger à la conduite de Charles IX et de Catherine de Médicis. Pour eux, tout était affaire politique; ils étaient indifférents aux dogmes, et combattaient les protestants au nom de l'autorité royale et non pas au nom de l'autorité religieuse. Placés entre une opinion catholique violente dont Philippe II représentait parfaitement les rancunes sanguinaires, et une opinion protestante séditieuse, ils ont essayé longtemps de vivre en paix, et selon les belles expressions de Charles IX, « d'appointer

tous les jours les querelles et inimitiés, afin d'oster toute marque de la division et misère passée [1]. »

Enfin don Francès quitta Paris à la fin de décembre 1571, après six mois de retard. Il voulut terminer son ambassade comme il l'avait poursuivie, prétexta une maladie et envoya, en sa place, son secrétaire prendre congé du roi de France. Cette maladie ne l'empêcha pas de voyager sans s'arrêter jusqu'à Madrid, où il arriva le 8 janvier 1572. Le lendemain, il monta à cheval, se rendit à l'audience du roi, et « ceux qui l'avoient vu le temps passé dirent qu'il leur sembloit estre rajeuni [2]. » Fort bien accueilli par son maître, il reçut le présent que le roi avait coutume de faire à ses ambassadeurs comme marque de sa haute satisfaction. Philippe restait en ceci conséquent avec lui-même : comme il voulait paraître n'avoir rappelé don Francès que par complaisance pour son beau-frère, il était naturel qu'il le reçût, ostensiblement du moins, comme une victime de soupçons injustes et avec la bonne grâce d'un souverain confiant envers un sujet calomnié.

Cependant l'ambassade de Forquevaulx touchait à son terme. Bien souvent déjà depuis la mort de la reine Élisabeth, il avait sollicité son rappel. Déjà vieux, fatigué par un continuel travail d'esprit, lassé de vivre au milieu de ces intrigues de palais qui déjouaient trop souvent sa sagacité loyale, il avait vu les embarras d'argent s'ajouter à ses ennuis. Il ne pouvait obtenir de son sou-

[1] Lettre du roy du 26 décembre 1571.
[2] Dépêche du 22 janvier 1572.

verain qu'avec beaucoup de peine, et à de longs intervalles, quelques petites sommes sur le traitement qui lui était dû. Combien de fois lit-on dans ses lettres des réclamations infructueuses ! Il a beau rappeler qu'il est endetté à Madrid, que « sa barque est à sec, » que faute d'argent, il ne peut suivre les voyages de la cour, qu'il est sur le point de voir saisir ses meubles, que le tailleur de la feue reine, son principal créancier, l'a envoyé « protester judiciellement voulant estre payé; » c'est à peine si, à la fin de sa mission, il parvint à désintéresser tous ceux qui avaient eu confiance dans le crédit d'un ambassadeur Français. Ajoutez que le vieux serviteur de la maison de Valois voit avec un chagrin profond une princesse étrangère tenir la place de la fille de ses maîtres. Quand il raconte sa première entrevue avec la nouvelle reine d'Espagne, on sent percer à la fois son peu de sympathie pour la froide et cérémonieuse Allemande, et le regret que lui inspire la souveraine qui n'est plus : « Elle m'attendoit en la salle où elle avoit disné, et estoit debout contre la muraille. Je luy ay faict la révérence accoustumée, et luy eusse baisé la main, s'il luy eust plu me la donner... Ce n'est pas la grâce, l'accueil et l'affabilité de la feue royne vostre fille, et mesme elle se tinst toujours debout durant mon audience ce que ne fesoit la feue dame royne, ains elle s'asseyoit sur des oreillers, et me fesoit asseoir sur un escabeau de velours [1]. » Ces paroles touchantes et naïves font connaître à merveille le caractère des deux prin-

[1] Dépêche du 21 décembre 1570.

cesses, en même temps qu'elles expriment combien celle qui avait été si prématurément enlevée à sa famille et à l'Espagne avait laissé dans le rude cœur du vieux soldat diplomate un cher et vénéré souvenir.

Le 22 janvier 1572, Charles IX céda enfin aux instances de Forquevaulx ; la reine d'Espagne venait de mettre au monde un fils, et le roi envoya pour féliciter Philippe II, et prendre provisoirement la place de Forquevaulx, Vivonne de Saint-Gouard, gentilhomme de la chambre et chevalier de Saint-Michel. Le 27 février, Forquevaulx alla présenter son successeur au roi, et le 15 mars, il eut son audience de congé. Philippe saisit cette occasion pour envoyer à Charles IX et à Catherine, avec ses assurances accoutumées d'affection et de bon vouloir, des conseils politiques longuement exprimés et qui furent comme le résumé de ceux qu'il leur avait envoyés pendant tout le temps qu'avait duré la mission de l'ambassadeur. Il se prononça de nouveau pour le système de la sévérité et de la défiance envers les protestants: « Il n'est point d'avis, écrit Forquevaulx dans sa dernière dépêche, que son frère s'en doive jamais fier, tant s'en doibt faillir qu'il en fasse estat ny fondement »... « Il voit bien qu'il sera difficile d'ores en avant de traicter auprès du Roy son bon frère les négoces de grande importance, en telle confiance qu'on souloit et qu'il fauldroit les traicter, vu que les principaux qui l'ont voulu destruire sont et seront d'icy en avant à l'oreille de Sa Majesté pour destruire et empescher que rien de bon ne s'y délibère ni conclue. » Après avoir ainsi, sous les apparences du regret, semé des germes de haine et

de division entre le roi et ses principaux conseillers, il congédia affectueusement l'ambassadeur et lui fit remettre deux mille écus comme marque d'estime. Cette somme était le double du présent qu'il accordait habituellement aux envoyés rappelés dans leurs cours, mais Forquevaulx fut considéré « comme ayant servi le terme ordinaire de deux ambassadeurs. » Il était en effet demeuré à Madrid six ans et six mois. Il revint à Paris, où le roi et la reine l'accueillirent avec de flatteuses marques de distinction, mais s'il fut « récompensé de promesses », nous dit le manuscrit de son fils, ce fut à peu près tout ce qu'il put obtenir. Après la Saint-Barthélemy cependant il fut nommé chef de la maison du roi de Navarre, charge qu'il n'exerça jamais, car il retourna aussitôt à Narbonne dont il était depuis longues années gouverneur et où il mourut dans la retraite en juillet 1574.

Son ambassade, si intéressante par les diverses négociations et les divers événements historiques où il fut témoin ou acteur, eut malheureusement un triste résultat politique. Elle persuada pleinement Charles IX et Catherine, par l'expérience des deux guerres civiles de 1567-68 et de 1569-70, que pour réduire les protestants, ils devaient compter seulement sur eux-mêmes; ils avaient vu combien leurs lettres pressantes, combien les demandes de secours sans cesse présentées par Forquevaulx avaient été inutiles; or, épuisé par ses victoires mêmes, le parti catholique ne savait plus comment continuer la lutte. C'est pourquoi lorsqu'il la vit imminente, il recula devant une nouvelle guerre où

Charles IX croyait jouer la couronne. Effrayé par les signes non équivoques de mécontement qu'il remarquait chez les huguenots, sachant combien une politique modérée déplaisait à Philippe II, et saisi tout à coup d'une angoisse de terreur, le roi se résolut à frapper un grand coup et considéra un massacre comme la suprême ressource qui lui fût laissée pour épouvanter ses ennemis et reconquérir peut-être en même temps la bienveillance de son implacable beau-frère. Menacé par les protestants, abandonné par le roi d'Espagne, il se souvint seulement dans un moment de trouble et d'effroi des exhortations funestes qui lui étaient venues de Madrid et dont Forquevaulx avait eu la mauvaise fortune d'être l'interprète dans ses conseils.

(1861)

MADEMOISELLE DE MONTPENSIER

ET LES PRÉCIEUSES

La Galerie des portraits de mademoiselle de Montpensier, nouvelle édition, avec des notes, par M. ÉDOUARD DE BARTHÉLEMY. Paris, Didier, 1860. — *Précieux et Précieuses*, caractères et mœurs littéraires du dix-huitième siècle, par M. CH. L. LIVET. Paris, Didier, 1860.

C'est, je crois, M. Rœderer qui, dans son *Histoire de la société polie*, a commencé la réhabilitation des précieuses. Depuis, cette thèse, qui avait au moins le mérite de l'originalité et de l'imprévu, a fait fortune; l'hôtel de Rambouillet est devenu pour beaucoup de lettrés et de savants une sorte de sanctuaire qu'on ne peut attaquer sans passer pour profane. On a prétendu que ces réunions célèbres avaient exercé sur la littérature française la plus heureuse influence, que la langue leur devait sa grâce, l'esprit son élégance, le goût sa pureté. On a su habilement diviser les précieuses en deux classes, celles de la chambre bleue et des autres cercles aristocratiques, celles de la bourgeoisie et de la province. On a volontiers abandonné les secondes à Molière, et, une fois ce sacrifice ac-

compli, on s'est cru libre de voir les précurseurs du grand siècle et les modèles du bon style dans les amis de l'illustre Arthénice et dans les familiers du salon de Mademoiselle.

Faut-il accepter aveuglément cet enthousiasme, qui me fait l'effet d'être plutôt une passion d'antiquaire qu'un jugement de critique? J'en doute : on ne peut nier assurément que la finesse du sens littéraire n'ait fait quelques progrès durant cette période, que l'hôtel de Rambouillet n'ait contribué à donner au langage une certaine délicatesse. Dans cette mesure on est, il me semble, bien près de la réalité. Mais aller au delà, et attribuer aux précieux et précieuses de la chambre bleue, et plus tard du Luxembourg, l'honneur insigne d'avoir dégagé la littérature des entraves de la barbarie, d'y avoir introduit la grâce et l'esprit, n'est-ce pas s'exagérer singulièrement l'importance d'une curiosité littéraire et mondaine? Tout cela, en somme, n'a-t-il pas été étonnamment surfait, et l'hôtel de Rambouillet peut-il se vanter d'avoir formé l'élégance d'une langue qui était déjà celle de Montaigne, d'avoir civilisé une poésie qui avait été illustrée par Malherbe? J'avoue qu'il me serait difficile d'en convenir : je vais plus loin, et demeure persuadé, même après tant d'éloquentes apologies, que si l'esprit précieux a poli certaines aspérités du style, on a payé bien cher ce progrès que le temps eût naturellement amené. Fléchier, il est vrai, dans son oraison funèbre de l'abbesse d'Hyères, fille de Mme de Rambouillet, parle avec éloge de « ces cabinets où l'esprit se purifiait, où se rendaient tant de personnes de qualité et de mérite qui com-

posaient une cour choisie, nombreuse sans confusion, modeste sans contrainte, savante sans orgueil, polie sans affectation. » Mais La Bruyère, qui n'est pas, comme Fléchier, asservi aux formes du panégyrique, parle tout autrement de ces mêmes réunions, et peint les précieux sous d'autres couleurs : « Par tout ce qu'ils appelaient, dit-il, délicatesses, sentiment et finesse d'expression, ils étaient enfin parvenus à n'être plus entendus et à ne s'entendre pas eux-mêmes. Il ne fallait, pour servir à ces entretiens, ni bon sens, ni mémoire, ni la moindre capacité : il fallait de l'esprit, non pas du meilleur, mais de celui qui est faux, et où l'imagination a trop de part. » Cette satire est bien sévère, sans doute : est-elle méritée? Je le crains, si je considère d'abord les écrits notoirement admirés par la coterie précieuse, les œuvres de Voiture, les tragédies de Mairet, la *Guirlande de Julie* et les poésies de tant d'auteurs maintenant peu connus, mais alors célèbres, ensuite l'enthousiasme que la littérature italienne et espagnole du temps inspirait chez l'*illustre Arthénice* et chez Mlle de Montpensier, enfin les traces que ce genre d'esprit a laissées dans la littérature française.

Je parlerai plus loin et plus longuement du salon de Mademoiselle. L'hôtel de Rambouillet a vu les premières réunions où la recherche, l'emphase, la métaphore ampoulée, la galanterie littéraire et la pointe aient reçu les applaudissements officiels de la bonne compagnie. Il n'en est pas moins l'objet, aujourd'hui surtout, d'une admiration passionnée, grâce à l'ingénieuse distinction dont nous avons parlé entre les véritables précieuses et

les précieuses ridicules. Il ne faut pas, il est vrai, les confondre : les premières étaient de bonne compagnie ; les secondes, comme le dit Molière, « de mauvais singes qui méritent d'être bernés. » Mais de ce que ces dernières ont exagéré certains défauts, s'ensuit-il qu'il faille se dissimuler ces défauts eux-mêmes ? Je puis citer sur ce point un écrivain qui n'est pas suspect, M. Livet. Il a consacré tout un agréable volume à l'éloge de l'hôtel de Rambouillet et des précieuses, où il nous déclare avec une vénération un peu forcée n'aborder le portrait de l'illustre marquise « qu'en tremblant. » Libre à lui; mais il n'en avoue pas moins que « le goût équivoque des ruelles engagea de plus en plus un grand nombre des écrivains de ce temps dans une voie funeste dont il fut plus tard fort difficile de sortir. » Il se garde bien, il est vrai, d'appliquer ce mot dédaigneux de « ruelles » au sanctuaire d'Arthénice : il craindrait trop d'être impie; mais, comme c'était sous les yeux de cette divinité que ce goût nouveau s'était consacré, était devenu une mode, il nous est impossible de ne pas en faire remonter jusqu'à l'hôtel de Rambouillet la triste responsabilité.

D'ailleurs, il y a un fait que je crois incontestable, et qui n'a pas une médiocre importance dans la question, c'est le goût passionné de la chambre bleue pour l'italien et l'espagnol. Ces deux langues, dit encore M. Livet, « étaient alors nécessaires à l'honnête homme, à l'homme du monde. » Auprès d'Arthénice et de la *princesse* Julie, on s'extasiait devant les œuvres de Marini et de Gongora. Or il était difficile de choisir deux aueurs dont l'influence fût plus pernicieuse pour le goût.

Marini n'avait d'autre but, selon ses propres expressions, que de faire pâmer de surprise :

Chenon sa far stupir vada alla striglia.

Et il réalisait d'avance l'idéal des femmes savantes :

On n'en peut plus, on pâme, on se meurt de plaisir.

Gongora était l'inventenr du style « culto, » qui est le père du style précieux : *Nada vulgàr*, telle est sa devise, fidèlement suivie par ses disciples : « Ils laissaient au vulgaire, dit La Bruyère, l'art de parler d'une manière intelligible. » L'hôtel de Rambouillet avàit donc érigé en règle le mot de Gongora, et en avait fait une tradition.

Je n'avance point ceci à la légère : on est frappé, en lisant Marini ou Gongora dans sa seconde manière, des rapports qui existent entre ce prétendu style « culto » et celui des écrivains précieux. Ce sont les mêmes raffinements, les mêmes expressions recherchées, la même affectation mythologique, le même déploiement de tournures bizarres, de comparaisons, d'équivoques et de jeux d'esprit, si bien qu'on en arrive en effet, comme disent les critiques, à ne les comprendre qu'avec peine. C'est dans ce style que Voiture écrit, non pas toujours, il est vrai, mais trop souvent pour l'honneur de sa renommée ; c'est dans ce style que Ménage composait les sonnets italiens qu'il dédiait à Arthénice, et où il comparait les yeux de la marquise à l'étoile de l'amour ; enfin que les divers auteurs de la *Guirlande de Julie* faisaient parler les fleurs à leur belle souveraine. Ne retrouve-t-on pas cette manie de la pointe, de la louange

emphatique, des expressions contournées, dans les diverses pièces de ce recueil écrit par les plus beaux esprits de l'hôtel ?

La rose, en face de Julie, imagine de s'écrier :

> Devant ce teint d'un beau sang animé
> Je n'apparais que pour ne plus paraître.

Le narcisse, heureux de rencontrer une idée ingénieuse, ajoute :

> Ce n'est plus moy, c'est vous que j'ayme.

Le lis, tout aussi galant, mais plus fier, ne souhaite pas moins que la royauté à l'incomparable Julie :

> Pour rendre ce qu'on doit aux lys de ton beau teint,
> Il t'en faut mettre sur la tête !

Et l'héliotrope, dégoûté désormais de l'astre vers lequel il se tourne d'ordinaire, rend hommage à un astre plus beau :

> Je quitte le soleil des cieux
> Pour suivre celui de la terre.

Philinte, peut-être, aurait dit ici :

> Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont mises !

Mais je doute fort qu'elles eussent plus charmé Alceste que le sonnet d'Oronte, Oronte, un échappé de l'hôtel de Rambouillet, où certainement il aurait obtenu le plus brillant succès. Je ne sais pas ce que louaient les « mauvais singes » des « véritables précieuses, » mais voilà ce qu'on portait aux nues dans la chambre bleue.

Pour ma part, je reconnais là les plus mauvais côtés du style italien et espagnol de l'époque : sans doute, ce n'est pas l'hôtel de Rambouillet qui a imaginé d'imiter ce genre d'esprit équivoque ; mais il faut reconnaître que les hôtes de la marquise lui ont donné chez nous droit de cité, grâce à l'influence que leur naissance illustre, la haute position qu'ils occupaient dans le monde, exerçaient sur les contemporains. Lorsque je lis dans Marini ou dans Gongora les façons de dire chères à la chambre bleue, les yeux comparés à « deux soleils, » les œillets nommés les « rubis printaniers d'avril, » les bergères, des « roses vêtues, » et autres locutions pareilles, il est évident pour moi que ce sont là les modèles des écrivains dont on a longtemps imposé les œuvres à l'admiration des gens du monde. Oui, l'hôtel de Rambouillet est italien et espagnol de la mauvaise époque. Par le sentiment et par les idées, rarement il est français. Il a usé de la redoutable puissance de la mode pour inoculer chez nous le faux, le maniéré, pour nous enseigner je ne sais quelle mythologie empruntée aux écarts les plus ridicules d'imaginations étrangères, pour égarer nombre d'excellents esprits dans la voie des inventions puériles, hors du bon sens et de la vérité; il s'est fait le centre de cette littérature galante contre laquelle nos plus grands écrivains ont eu à lutter et qui n'est pas sans avoir laissé quelques taches sur leurs plus belles œuvres. Molière, qui aurait redouté d'attaquer de front une tradition représentée alors par tant de hauts personnages, et qui s'en défend dans la préface des *Précieuses* avec plus d'adresse que de sincérité, a tou-

jours réagi contre elle. Lorsque Oronte vient lire son sonnet, certainement, quoi qu'on en ait dit, Alceste n'est pas Montausier, car Montausier avait commis lui-même une trop grande quantité de sonnets pareils pour les traiter si rudement de « sottises. » Alceste est le bon goût outragé par des productions que la chambre bleue aurait certes louées de son temps. Trissotin aurait recueilli pour son « nouveau-né » autant d'éloges auprès d'Arthénice qu'auprès des femmes savantes, et qui sait même s'il n'y avait pas, au fond de la pensée de Molière traçant le portrait de Philaminte et d'Armande, quelque vague ironie et quelque irrespectueux souvenir ?

Je ne puis donc partager l'admiration générale pour l'esprit de l'hôtel de Rambouillet. Peut-être suis-je sacrilége, mais je crois qu'il eût été heureux pour la littérature française que ces réunions n'eussent jamais eu lieu. On aurait su un peu plus tard qu'il faut prononcer *Rome* et non *Roume*, *homme* et non pas *houme*, mais j'ose espérer qu'avec le temps un si remarquable progrès eût été réalisé. Il existerait beaucoup moins de sonnets, de dizains et de madrigaux, Molière n'aurait peut-être pas écrit *Mélicerte*, la carte de Tendre n'eût peut-être jamais été inventée, les jeunes premiers de Racine n'auraient pas tourné avec tant d'élégance des compliments à leur princesse, le César de la *Mort de Pompée* n'aurait pas demandé à Antoine :

Avez-vous vu cette reine adorable ?

Et Antoine n'aurait pas répondu :

Oui, seigneur, je l'ai vue : elle est incomparable.

Voilà, j'en conviens, les belles choses que nous aurions à regretter, car elles sont bien évidemment dues à l'influence de l'hôtel sur le public et sur les gens de lettres. Eh bien, quant à moi, je me résignerais à ces pertes, quelque grandes qu'elles soient sans doute, et suis très-persuadé que nous n'aurions pas perdu autre chose.

II

Je suis inexact ici : nous aurions encore perdu les portraits.

M[lle] de Montpensier, lassée de ses mécomptes politiques, cherchait à se consoler, avant de songer à Lauzun — nous sommes en 1658 — par le goût des arts et de la littérature. Bien que ce goût ne fût pas parfaitement éclairé, il faut lui en savoir gré, car en somme, et dans une certaine mesure, il sied bien aux femmes et particulièrement aux princesses. « Sa petite cour, dit M. le duc de Noailles dans son *Histoire de madame de Maintenon*, avait été l'un des centres du bel esprit. Ce fut elle qui inventa, au milieu de son cercle presque entièrement composé du grand monde, le genre des portraits, qui devint fort à la mode. » Ce genre, qui avait été inconnu à l'hôtel de Rambouillet, naquit néanmoins sous l'influence de l'esprit précieux qui avait survécu au salon d'Arthénice. Depuis longtemps, il était, si j'ose le dire, en puissance dans la société. D'une part, au fond l'esprit précieux était éminemment descriptif; d'autre part, il était extrêmement répandu parmi des

gens qui, sans cesse réunis, n'avaient rien de mieux à faire que de s'étudier, de s'analyser les uns les autres. L'avénement de ce genre n'eut donc rien d'imprévu, il réalisa au contraire bien des aspirations confuses, il favorisa des inclinations préconçues. Aussi fut-il compris sur-le-champ et accepté avec enthousiasme. C'était pour l'esprit précieux une occasion longtemps attendue de déployer ce luxe de comparaisons, d'épithètes, d'antithèses, ces tours de phrases prétentieux, ces raffinements de galanterie empruntés à l'Italie et à l'Espagne, dont les gens du monde usaient jusqu'alors seulement dans la conversation, et qu'ils furent heureux de pouvoir, à leur tour, aussi bien que les écrivains autorisés alors, déposer dans de petits ouvrages admirés. C'est pourquoi, selon les expressions de M. Victor Cousin, ce genre devint « toute une littérature, » conserva droit de cité à la cour pendant une partie du grand siècle, se mêla même aux œuvres littéraires, fut, entre autres, cultivé avec talent par Mlle de Scudéry, obtint enfin une vogue si durable, qu'on le retrouve, plus de trente ans plus tard, là où l'on ne supposerait guère qu'il eût pu pénétrer,—parmi les divertissements des élèves de Saint-Cyr, avant l'austère réforme de 1692. Chacun voulut avoir son portrait de sa propre main ou de la main de ses amis : on se décrivait réciproquement ; on s'envoyait ces productions, qui ne coûtaient ni beaucoup de temps ni beaucoup de peine ; on échangeait complaisamment ces études, qui, faites d'après nature, auraient pu être intéressantes mais dont, par malheur, l'esprit des ruelles affadissait le sens et dénaturait les formes. Cette mode, naturellement,

descendit de la cour à la ville, et de même qu'autrefois les fantaisies de l'hôtel de Rambouillet avaient été exagérées par les précieuses de la bourgeoisie et de la province, des mains inhabiles et des esprits moins élégants s'exercèrent à leur tour dans le portrait. Il n'y eut si petite bourgeoise lettrée qui ne voulût avoir le sien et qui ne prît sur les soins de sa maison le temps de l'écrire. On vit naître partout ces écrits futiles, absolument comme aujourd'hui les innombrables photographies que toute personne un peu versée dans le monde a reçues par douzaines. Mais il faut avouer que, sur ce point, le dix-septième siècle avait plus de coquetterie que le nôtre : tandis qu'aujourd'hui nous présentons fièrement à nos amis ce que j'ai bien de la peine à ne pas nommer notre caricature ; au dix-septième siècle, la galanterie, ce peintre bien appris, embellissait toutes les physionomies qu'elle se plaisait à décrire. On ne reconnaissait pas aisément, il est vrai, la personne qui avait posé pour le portrait, mais, j'ai le regret de le dire, nos photographes, bien souvent, n'évitent point ce défaut-là, et du moins, tandis qu'une collection de nos cartes de visite donne une triste idée de la beauté moderne, la collection de portraits du dix-septième siècle que j'ai sous les yeux nous présente un assemblage heureux de grâces et de perfections. Laquelle vaut mieux de ces infidélités ?

La petite cour de Mademoiselle, où ce genre était né, prit un grand plaisir à cette nouveauté : ce fut à qui écrirait son portrait ou celui des autres, et bientôt un recueil manuscrit se trouva composé. Segrais, secrétaire

de la princesse, « espèce de savant, disait-elle, tourné vers le bel esprit, » fut chargé de le faire imprimer. On sauva, il est vrai, les apparences, et Segrais parut avoir pris, de son chef, la belle résolution de publier le manuscrit. Cette collection ne fut tirée d'abord qu'à trente exemplaires, mais elle tomba bientôt dans le domaine public; elle était un type, un modèle, l'expression la plus parfaite d'un genre cher à la mode; les éditions s'en multiplièrent. Depuis longtemps, toutefois, ce recueil était oublié. M. Ed. de Barthélemy en a donné une édition nouvelle, où il cherche à lever l'incognito de la plupart des personnages; il faut lui savoir gré d'efforts souvent heureux: un travail sérieux sur les écrivains du temps lui a été nécessaire pour déterminer au juste tant de noms incertains. Quelques portraits cependant ont résisté à ses recherches: il avait, il est vrai, fréquemment deux anonymes à connaître, l'auteur du portrait et la personne que l'auteur a voulu peindre. On doit regretter ces lacunes, bien que, le plus souvent, l'indication d'un nom à peu près inconnu ne présente guère d'intérêt, et qu'au fond il nous soit parfaitement indifférent que telle ou telle dame qui évidemment n'a pas laissé trace dans l'histoire ait les yeux noirs ou bleus et se soit vue peindre par un ami également inconnu. Mais il y a çà et là certains portraits sous lesquels on pressent une individualité plus ou moins célèbre, dont le style accuse un écrivain habile et dont les noms ont échappé à la patiente investigation de M. de Barthélemy. Peut-être une étude plus longue encore et plus suivie eût-elle triomphé de ces résistances, et ce qui me le

fait croire, c'est la singulière distraction que j'ai remarquée en deux endroits du livre, au portrait de la comtesse de Fiesque, dont M. de Barthélemy confesse ignorer l'auteur, au portrait de la comtesse de M. G., qu'il déclare ne pas reconnaître, et dont le peintre a également déjoué sa sagacité. Or, le dernier de ces portraits se trouve, presque mot pour mot, bien que moins développé, dans l'*Histoire amoureuse* de Bussy-Rabutin, et la comtesse de M. G. n'est autre que la trop fameuse Mme de Monglas. Quant au premier, quelques expressions se rapportent trop exactement à l'un des passages du même livre pour qu'on puisse hésiter à lui attribuer le même auteur. M. de Barthélemy a montré beaucoup de pénétration en disant que ces deux portraits littéraires lui semblent de la même mais. Ils sont de la même main en effet ; mais il fallait aller plus loin et reconnaître le trait fin, l'expression nette, le tour dégagé du style de Bussy.

III

Il y a dans cette *Galerie de mademoiselle de Montpensier*, des portraits de deux sortes. Les uns sont faits par les personnes elles-mêmes qu'on y voit représentées, les autres sont l'œuvre de l'amitié. Nous parlerons d'abord des premiers, et, avant tout, un mot de Segrais, dans la préface du volume, exige une courte réfutation. Le secrétaire de Mademoiselle, enthousiasmé, comme un courtisan bien élevé doit l'être en présence des fantai-

sies qui charment une princesse, se livre à un pompeux éloge de cette mode nouvelle. S'il s'était borné à nous apprendre que « le plus long de ces ouvrages n'a jamais coûté à Son Altesse royale plus d'un quart d'heure, » tout en songeant au mot d'Oronte, prononcé sur le théâtre huit ans plus tard, et emprunté peut-être à ce panégyrique, nous n'aurions pu raisonnablement nous plaindre que Son Altesse ou ses collaborateurs aient employé plus de temps à un tel divertissement. Si le même Segrais s'était borné à nous représenter ces portraits comme un jeu de salon curieux pour des amis et désireux seulement de plaire un instant à l'oisiveté élégante de gens d'esprit, nous n'aurions qu'à applaudir sans réserve à ce plaisir, après tout fort innocent. Mais l'imprudent secrétaire va plus loin : dans son avis au lecteur, il le prévient qu'il faut voir autrement les choses et leur attribuer une importance toute particulière. « Ces portraits, dit-il, découvrent l'intérieur et s'attachent à l'âme. On peut les appeler des historiens en raccourci, des abrégés de notre vie et des espèces de confessions générales, s'il m'est permis de me servir de cette comparaison. » Oh ! non, certainement, cette comparaison ne saurait ici lui être permise, et pas davantage la transformation d'un amusement frivole et superficiel en œuvres psychologiques ou historiques. Il n'y a malheureusement pas, sauf dans trois ou quatre portraits vraiment remarquables et dont je parlerai plus loin, trace de psychologie dans tout le recueil. Quant à l'histoire, cette muse sévère se soucie peu du plus grand nombre des personnages qui prétendent à l'insigne honneur de

poser devant elle : enfin, quant à la confession générale, comme les peintres et leurs amis sont gens qui savent vivre, ils ont soin de ne rapporter que des sujets de louange, et, comme les peintres d'eux-mêmes s'admirent naïvement, ils ne confessent guère que leurs bonnes qualités ou ces défauts qu'on aime souvent plus que des vertus. Ils avouent quelque chose, il est vrai, mais sans le vouloir ; c'est, s'il est possible d'employer ici des mots un peu sérieux pour un tel badinage, leur amour-propre et leur vanité. Écartons donc entièrement l'appréciation maladroitement complaisante de Segrais. Il ne s'agit que de productions légères dues à une coquetterie ou à une galanterie gracieuse parfois, mais fade souvent. La critique doit traiter en se jouant de pareilles bagatelles, qui n'ont ni attrait philosophique, ni attrait historique, et demeurent seulement un indice curieux d'un certain ton, d'une certaine manière de dire, d'une certaine tradition littéraire qui, après avoir survécu à l'hôtel de Rambouillet, devaient garder longtemps encore, au sein d'une cour polie, une influence réelle sur les esprits.

L'abbesse de Caen, Éléonore de Rohan, en commençant à écrire son portrait, que Mademoiselle lui avait demandé, expose avec autant d'esprit que de sens le défaut essentiel du genre : « Je suis prévenue, dit-elle, que nous sommes de forts méchants juges de nous-mêmes, qu'il n'y a point de défaut si universel que celui de se méconnaître, que nous avons beau avoir des miroirs fidèles, notre amour-propre en gâte les plus pures glaces. » Ce jugement, qui est une condamnation évidente du genre au nom de la sincérité, était, paraît-il,

dans l'esprit de bien des gens, en dépit de l'engouement qui avait accueilli la nouvelle mode, car je le retrouve exprimé plus en détail par l'auteur du portrait de Mme de la Calprenède : « Ce qui me semble admirable dans ce nouveau genre d'écrire, dit-il, c'est que ceux qui pensent faire leur portrait s'attribuent tout ce qu'ils ont ouï dire de beau ou pour les lumières de l'esprit ou pour les nobles sentiments du cœur. Le moindre petit écolier se sent, dit-il, généreux, chaud ami, libéral, éclairé plus qu'il ne paraît, et la moindre petite femme assure qu'elle aime ses amis avec une constance inébranlable, qu'elle hait la médisance et la coquetterie plus que la mort, et qu'elle ne connaît dans son cœur nul mouvement d'envie et d'avarice. Enfin, tous les hommes sont des Catons ou des Césars pour le moins, et les femmes des Lucrèces ou des Octavies. » Voici du moins un auteur qui ne se fait pas d'illusion ! Mais les peintres de leur propre physionomie ne couraient pas seulement le risque de se flatter prodigieusement, ce qui ne les eût que médiocrement inquiétés : Mme de Motteville assure avec quelque malice « n'avoir jusqu'à cette heure guère vu de ces portraits par lesquels il lui fût facile de reconnaître l'original. » N'être pas reconnu, c'est un écueil sans doute, mais la malignité du public allait plus loin encore, et je rencontre dans un autre auteur cet arrêt redoutable : « C'est une entreprise bien délicate que de parler de soi-même. Ce qu'on en dit de mal (avouons que ce point-là n'a guère lieu d'effrayer les belles précieuses), ce qu'on en dit de mal est facilement persuadé ; mais les choses avantageuses attirent la raillerie et ne

gagnent la créance de personne. » Ce mot est assurément d'un misanthrope; mais, je ne sais comment, il est vrai, et la postérité pense comme pensaient alors les gens du monde.

Toutefois, on le doit reconnaître, il semble que ces auteurs de portraits personnels n'aient guère redouté le ridicule, car il est impossible de se vanter avec une plus merveilleuse naïveté. Il en est « jusqu'à trois que je pourrais citer, » qui essayent de montrer quelque impartialité, sans se soucier du danger de « persuader trop facilement. » M[me] de la Trémouille, par exemple, l'avoue avec ingénuité : « Ma taille s'est courbée par l'âge et par la négligence; » il est vrai qu'elle garde encore une coquetterie rétrospective, et qu'elle a grand soin d'ajouter, en manière de correctif : « ma taille... que j'avais belle...; mon teint, continue-t-elle, qui était blanc et délié, s'est jauni par mes maladies... mes dents, qui étaient assez blanches, se sont noircies, » et enfin, impitoyablement véridique, elle termine ce crayon en disant : « La petite vérole a achevé la laideur de mon nez. » C'est ainsi que la Palatine parlera d'elle-même quarante ans plus tard, en envoyant son portrait à ses amis d'Allemagne; mais l'exemple de M[me] de la Trémouille, on le devine aisément, ne fut point contagieux. J'ai encore sous les yeux un autre échantillon de modestie, mais celui-là est loin d'être aussi édifiant : M[lle] Desjardins, une précieuse fort célèbre alors, paraît-il, parle d'elle-même avec la complaisance du Cléonte du *Bourgeois Gentilhomme* défendant Lucile contre les plaisantes accusations de Covielle :

« Elle a les yeux petits, dit le valet. — Cela est vrai, répond l'amant, mais elle les a pleins de feu. — Elle a la bouche grande, reprend Covielle. — Oui, dit Cléonte, mais on y voit des grâces qu'on ne voit point aux autres bouches. » M[lle] Desjardins, et c'est là une nuance agréable d'un spirituel amour-propre, se décrit presque dans les mêmes termes : « J'ai la physionomie heureuse, dit-elle... les yeux petits, mais pleins de feu... la bouche grande, mais les dents belles pour ne pas rendre son ouverture désagréable. « Voilà une sincérité qui n'est point du tout périlleuse, et c'est de l'adresse, vraiment, que d'avouer des défauts que tout le monde voit, lorsqu'on sait leur donner, grâce à la complaisante conjonction « mais, » une aussi aimable tournure. J'ai bien encore sous les yeux la modestie de Linière, l'athée de Senlis, que Boileau appelait brutalement

De Senlis le poëte idiot,

et qu'on nomme dans les portraits « M. de Lignière. » Mais cette modestie-là ne lui servira guère, je suppose, pour le salut de son âme. Il est en vérité de mœurs très-légères, inconstant, infidèle, médiocrement pieux, mais quoi... ce sont vices à la mode, et qu'il confesse avec un sourire sur les lèvres... ces lèvres aussi vermeilles, nous apprend-il, « que celles de la belle Philis, » ce qui ne nous apprend pas grand'chose.

C'est à peu près là ce que j'ai pu trouver de plus beau, en fait de modestie, dans ce recueil, car je n'appelle pas de ce nom deux ou trois peintures grotesques,

comme celles du marquis de R*** ou de Mme de la Grenouillère. Il y a là un parti pris de cynisme fort dégoûtant, qui ressemble à une plaisanterie de mauvais goût, et sur quoi on ne peut insister. Mais quant aux autres personnages, ils sont satisfaits d'eux-mêmes avec une curieuse naïveté. La marquise du Fresnoy nous déclare qu'elle a « le port haut, l'abord sérieux et doux, l'air fier sans l'avoir mélancolique, le teint blanc, uni, et animé de ce bel incarnat qui anime les roses, » puis, dans son imperturbable sérénité, elle ajoute ; « Je suis d'un éclat, sans vanité, à parer assez bien une portière au Cours et un fauteuil dans une assemblée. » *Sans vanité* n'est-il pas charmant ? mais voici qui est mieux encore, et la trop aimable marquise proclame que « ses yeux sont vifs et pleins d'un feu qui n'est pas moins beau qu'il est dangereux. » Une autre reconnait ingénument « que ses yeux sont aussi beaux que des yeux le peuvent être. » Après cela, il semble qu'il n'y ait plus, comme on dit, qu'à tirer l'échelle ; mais voici venir une « dame de condition de la ville de Caen, » qui voit « quelque chose de magnifique et de superbe dans la grâce de toute sa personne. » Mme de Châtillon « est tellement satisfaite de sa personne et de son humeur, qu'elle ne porte envie à qui que ce soit. » Elle aurait cependant, paraît-il, quelque chose à envier sur la question de la vertu ; mais ce sont là réflexions médisantes des chansonniers et des Mémoires contemporains, et l'on se garde bien d'être si impertinent vis-à-vis de soi-même. M. de Beuvron se trouve « de l'esprit comme un démon, » et, s'il met les enfers à con-

tribution pour se louer, Mlle de Mélac, mieux inspirée, se contente d'y mettre le ciel, et d'avouer que « ses yeux brillent d'un feu divin. » Aller plus loin serait difficile, et, pour ne point être monotone en manquant d'ailleurs aux règles de la progression, il faut que sur ce point-là, négligeant les innombrables louanges plus banales dont la foule se gratifie, nous n'en disions pas davantage.

Je voudrais cependant m'arrêter devant deux portraits charmants comme travail et comme style, celui de Mlle de Montpensier et celui de la Rochefoucauld, par eux-mêmes. On y voit clairement, outre infiniment d'esprit, la confirmation de cette parole de Mme Eléonore de Rohan que je citais tout à l'heure : « nous sommes de fort mauvais juges de nous-mêmes. » Croirait-on qu'au milieu de beaucoup d'éloges, fort élégamment tournés du reste, dont Mademoiselle ne craint pas de s'accabler, on y trouve cette prétention singulière : « Je n'ai point l'âme tendre. » Il faut que la fille de Gaston ne se soit pas très-attentivement étudiée, ou bien que ce soient là de ces choses dont il ne sied pas de se vanter trop tôt. Patience : Lauzun va venir, et Mme de Sévigné, l'historien ému et émouvant de cette aventure, s'inscrira en faux contre cette prétendue insensibilité : « Elle me parla avec tendresse du mérite et de la reconnaissance de M. de Lauzun ; elle me parut transportée de joie de faire un homme bien heureux... elle était aise de parler à quelqu'un, son cœur était trop plein. » Un peu plus loin, Mademoiselle ajoute : « Je ne suis point intrigante ; j'aime à savoir ce qui se

passe dans le monde, plutôt pour m'en éloigner que par l'envie de m'en mêler. » Voilà qui va fort bien sans doute et cela plaît à dire. Mais que penseront ceux qui ont lu ses Mémoires, et qui l'ont vue « mêlée », au contraire, et fort indûment, à la plupart des épisodes de la Fronde, cherchant trop peu à « s'en éloigner, » « foudroyant à coups de canon l'armée de Turenne du haut de la Bastille, » et, comme s'écrie Scarron [1] enthousiasmé, « escaladant la ville d'Orléans, » avec ses deux dames d'honneur,

Deux jeunes et belles comtesses,
Ses deux *maréchales de camp.*

dit à son tour la muse historique de Loret, reprenant le mot de Monsieur lorsqu'il écrivit aux deux *héroïnes* qui suivaient sa fille, Mmes de Fiesque et de Frontenac ?

Chez Mademoiselle, ces prétentions ne sont évidemment qu'un caprice passager : elle écrit en consultant beaucoup moins son naturel que son inspiration du moment. Ce portrait est de fantaisie, et peut-être huit jours plus tard, si elle avait voulu en écrire un autre, celui-ci eût été fort dissemblable de celui-là. Mais elle est tout à fait franche dans son erreur : sa tête impétueuse et légère se persuade aisément et vite ce qu'il lui plaît de croire, et l'on ne peut accuser Mademoiselle que d'une étourderie innocente. Mais pour la Rochefoucauld, c'est autre chose ; il a très-longuement médité

[1] *Dernières œuvres* de Scarron. Paris, 1701, I, I.

les quelques pages qu'il intitule son portrait; il n'a rien écrit à l'aveugle, et, s'il n'est pas toujours véridique, son artifice, comme dirait Saint-Simon, est profondément « pourpensé. » Hâtons-nous de reconnaître, toutefois, qu'il a bien trop d'esprit pour se louer avec emphase : il fait bon marché de sa figure, avoue sans détour qu'il a les yeux « petits et enfoncés, » que son nez « est grand et descend un peu trop bas. » Mais, qu'on ne s'y trompe pas : ce n'est là qu'une prétention; il trouve bienséant, pour un homme tel que lui, d'avoir l'air préoccupé de choses plus graves, dédaigneux de telles misères auxquelles, du reste, il ne connaît rien : « On m'a dit autrefois que j'avais un peu trop de menton; je viens de me tâter et de me regarder dans un miroir pour savoir ce qui en est, et je ne sais pas trop bien qu'en juger. Pour le tour du visage, je l'ai en carré ou en ovale; lequel des deux, il me serait fort difficile de le dire. » N'est-ce pas bien affecté pour être sincèrement modeste ? La Rochefoucauld, comment dirai-je, me semble avoir eu, en écrivant ces curieuses pages, l'intention de « poser » devant ses contemporains et devant la postérité. Beaucoup d'autres, sans doute, s'adressent de plus grands éloges, et ne se reconnaissent pas tant de défauts : mais le philosophe qui a écrit les *Maximes* se garde bien de cette emphase banale; d'abord, il sait combien cette coquetterie puérile obtient peu de créance parmi les gens sensés; ensuite, et surtout, son imagination chagrine n'avait point placé son idéal dans les hautes régions de la beauté et de la vertu. Lors même qu'il n'eût pas redouté le rire et les indiscrétions de ses

contemporains, il n'eût pas tenu à paraître sous des traits irréprochables, et préférait de beaucoup un certain type moyen, plus original que la perfection, plus acceptable comme fidèle, et, à ses yeux, tout aussi flatteur pour l'amour-propre. Il trace donc de lui-même un portrait fort habile où il mêle avec un art singulier ce qu'il a vu en effet dans son cœur et ce qu'il prétend y faire voir aux autres; où il est, à la fois, très-faux et très-sincère, caressant les défauts réels dont il est fier, tantôt avec une sereine complaisance, tantôt avec une sorte de confusion souriante qui ne coûte rien à la vanité, affirmant avec une imperturbable assurance les vertus qu'il s'attribue, jetant sur tout cela je ne sais quelle apparence de modestie qui fait croire à la fois, — et c'est son but, — aux qualités dont il est jaloux et aux vices confessés par son humilité équivoque. Il croit faire tout passer d'un bloc, à la faveur de ce manége, et, sans avoir jamais l'air d'écrire un panégyrique, il présente à ses amis et à la postérité le portrait, sincère ici, là mensonger, qui satisfait son ambition bizarre.

Malheureusement pour lui, il est trop connu par les Mémoires du temps et les nombreux travaux dont il a été l'objet, pour que la critique puisse être sa dupe. Lorsqu'il nous affirme « que l'ambition ne le travaille point, » ce patelinage nous fait sourire. L'histoire impartiale est là qui dit le contraire et démontre son dire. Lorsqu'il proclame superbement « aimer ses amis, et d'une telle façon qu'il ne balancerait pas un moment à sacrifier ses intérêts aux leurs, » nous demeurons seulement étonnés d'une si prodigieuse audace. Com-

bien j'excuse davantage ces jeunes femmes dont j'ai parlé, qui ne peuvent se résoudre à n'être pas l'idéal du beau et de la grâce! Mais que le grand moraliste, après s'être, selon ses propres expressions, « assez étudié pour se bien connaître, » s'adresse un éloge si peu mérité, comme je ne puis croire à une illusion, il me faut admettre là un parti pris de tromper les autres. Quant aux défauts, qu'il avoue, comme celui, par exemple, d'exprimer assez mal ce qu'il veut dire, » il est impossible de ne pas rappeler cette pensée, si bien *exprimée* au contraire dans le livre des *Maximes* : « La modestie qui semble refuser des louanges n'est en effet qu'un désir d'en avoir de plus délicates. » En cette rencontre, l'excès d'adresse se laisse trop apercevoir ; mais La Rochefoucauld va plus loin, et avec la plus originale hypocrisie, il transforme un vice, l'insensibilité du cœur, en vertu, et condescend jusqu'à se confesser ingénument de n'avoir pas encore pu en venir sur ce point à la perfection nécessaire. Il sait bien « qu'il faut se contenter d'avoir de la pitié, et se garder d'en avoir ; » mais quoi? il est assez faible pour ne pouvoir encore atteindre un si admirable idéal. Étrange tour de passe-passe devant lequel il est difficile de garder son sérieux. On est stupéfait en lisant ce curieux passage où l'auteur, avec une incroyable dextérité, joue avec toutes les idées reçues, se loue en paraissant se blâmer, et aussi sévèrement que s'il était de bonne foi, blâme en lui ce qui mérite des louanges. On peut rassurer toutefois cette pieuse inquiétude : sa conscience est ici vraiment trop délicate et ce scrupule est vain. Dans ce cas ou jamais, il aurait pu

se vanter de la plus complète vertu, et personne n'aurait été même tenté de le contredire.

IV

Il est difficile, on le voit, d'ajouter foi aux portraits écrits par les modèles eux-mêmes; trouve-t-on plus de véracité dans ceux qui sont dus à la plume des amis du modèle? Certes, si ces portraits avaient été destinés à rester cachés dans le secrétaire de leur auteur, quelque vive qu'eût été l'amitié dans le cœur du peintre, on y rencontrerait des traits de mœurs curieux, de fines critiques, des appréciations sévères peut-être, mêlées aux éloges que le sentiment aurait dictés. Mais, ici, on écrivait ces légers ouvrages soit pour les lire au milieu d'un cercle où se trouvait la personne représentée, soit pour les lui envoyer comme un gage de souvenir. La politesse, et plus souvent la galanterie, imposait donc d'ingénieux mensonges ou des exagérations non moins ingénieuses. L'auteur, obligé d'être avant tout agréable à son modèle, ne tient pas à savoir au juste la vérité, et, quand il la sait, il a bien soin de la taire dès que le bon goût l'ordonne. C'est pourquoi très-peu de physionomies se détachent sur ce fond uniforme de perfections. Quant au style, il est quelquefois élégant, mais le plus souvent l'expression ne s'adapte pas exactement à l'idée, et la phrase est embarrassée. Quelques-uns de ces portraits cependant, et j'en parlerai plus loin, dus à des plumes exercées, sont de nature à nous satisfaire : ce

sont des joyaux qui ont leur prix et qui plaisent d'autant plus que le ton général du recueil est plus faible et plus languissant.

Vraiment cette galanterie est bien fade ; il faut que ces gens d'esprit, — car il y en avait beaucoup dans la bonne compagnie d'alors, — aient été singulièrement subjugués par de funestes traditions pour n'avoir pas su varier un peu leur ton, donner aux compliments un tour moins vulgaire, et modérer un peu la violence de l'hyperbole. Mais non ; il y a certaines ornières où ils vont tomber les uns après les autres à la suite des auteurs de la *Guirlande de Julie*, qui ne s'était malheureusement pas fanée encore. Quelques-uns, en outre, sont épris de souvenirs classiques : ils s'imaginent apercevoir leur modèle au milieu d'une vision mythologique ou bien dans un rêve non moins émaillé de nymphes, de déesses ou d'allégories. Ce sont là des réminiscences des divertissements d'Arthénice et de ses hôtes, en ces beaux jours où Voiture, au milieu d'un parc, découvrait, «dans une niche qui estoit dans une palissade, une Diane de onze à douze ans et plus belle que les forêts de Grèce et de Thessalie ne l'avoient jamais vüe ; » où les invités de la célèbre marquise étaient reçus par Mlle de Rambouillet et les demoiselles de sa maison, « vêtues en nymphes qui, assises sur des rochers, dit Tallemant, faisaient le plus agréable spectacle du monde.» Les auteurs de portraits mythologiques songeaient encore à ce temps passé. Aussi, dans le portrait de celle-ci, Vénus apparaît aussi bien que Diane ; l'Amour « dérobe subtilement les traits du carquois de Diane et met

les siens en leur place ; » l'essaim « des Ris et des Jeux » se joue dans les cheveux de celle-là, et le portrait de la marquise de Richelieu est supporté par la Gloire et par la Vertu.

Toutefois le compliment ordinaire, sans le secours de la Fable, est plus généralement adopté, et la galanterie se donne pleine carrière dans ce bienheureux genre qu'elle a créé pour son plus grand usage. Mme de Brégis dira de la reine mère que « l'ambre et le jasmin sont entrés dans la composition de son beau corps. » L'abbé Cotin, s'écriera, en proie à un transport dont je laisse au lecteur à juger le lyrisme :

Que ce grand jour fut un jour favorable,
Où je vis les beaux yeux d'Iris incomparable !

Un autre avertira charitablement une précieuse des maux que peuvent amener ses regards et lui dira en termes ingénieux : « Il faudra se résoudre, en s'exposant à vos yeux, à quelque embrasement ou quelque langueur mortelle, si vous n'avez la bonté de retenir ou de modérer la violence de vos charmes. » Cet autre déclarera que le pinceau « tombe des mains, lorsqu'on veut peindre le moindre trait » de la « miraculeuse personne » qu'il prétend décrire. Une dame s'entend dire qu'elle est « un des rares présents que Dieu ait faits à la terre et une des plus parfaites images de la Divinité. » Une autre apprend du peintre que « ses yeux ont un feu contre lequel on oppose vainement tout ce qui sert à défendre un cœur. » Perrault, célébrant en vers la bouche d'une

Iris quelconque, se demande pourquoi cette bouche est si petite : c'est là un bien grave problème, j'en conviens; mais notre homme n'est point embarrassé, et il découvre la raison de ce prodige avec une sagacité qui lui fait bien de l'honneur. C'est, dit-il, que le rubis et le corail n'ont point de si admirables couleurs, de sorte que, à bon droit économe,

La nature judicieuse
La fit aussi petite afin de ménager
Une couleur si précieuse.

Combien Cathos et Madelon auraient été heureuses de répéter cette jolie phrase qui caractérise si bien le printemps : « Cette saison où l'incarnat des roses est encore dans l'enclos des boutons ! » Cela est du dernier goût, et, puisque j'en suis sur les roses, il faut ajouter qu'elles jouent, en compagnie des lis, le plus charmant rôle dans ces portraits. « Les roses et les lis tiennent si bien leur rang sur son teint, s'écrie un des auteurs, stupéfait lui-même de cette admirable discipline, que l'on dirait qu'elles y ont été placées par les savantes mains de l'Amour. » Cet autre, non moins empressé de plaire, affirme que le teint de son modèle « dispute la blancheur au lis, » et quant à ses lèvres, elles sont « d'une couleur à faire honte à celle du plus beau corail. » Je plains assurément ce malheureux corail, mais je regrette que l'auteur, s'arrêtant en si beau chemin, n'ait pas dit de lui, comme Théophile de son poignard : « Il en rougit, le traître ! » Du reste, les lis n'ont pas un moindre sujet de désespoir : il nous faut admirer une dame dont

le visage « ferait honte à leur blancheur, » si fort heureusement pour eux, « les roses ne s'y étaient mêlées » pour obtenir la « dernière perfection. » Mais voici un autre objet d'inquiétude, une lutte qui a lieu sur un visage dont le teint est tel, qu'on y voit

> Les roses et les lis
> Disputer toujours l'avantage,
> Sans jamais obtenir le prix !

Ces fleurs, du reste, ne combattent pas seulement les unes contre les autres. Nous assistons à une bataille dont l'issue n'est pas moins douteuse ni les incidents moins dramatiques? « Le coloris de ses joues est si beau, qu'on dirait que la neige y veut ensevelir les roses, et que les roses y rougissent de dépit et de honte de se voir ensevelies par la neige ! » Quelle abominable prétention de la neige ! qui l'aurait crue capable d'un tel forfait? Décidément, le style précieux est bien émouvant et les portraits n'ont rien à envier à Théophile, que je citais tout à l'heure. Et quelle est la conséquence de ces charmes merveilleux que chaque peintre tour à tour soutient être incomparables? Évidemment, c'est le plus affreux ravage dans les âmes sensibles. En présence de « ces yeux qui savent dérober les cœurs, » que faire sinon s'écrier comme Mascarille... Mais je n'ai pas besoin de citer Molière : les portraits parlent ici comme l'illustre ami de Jodelet :

> Hélas! (s'écrie Linière) à propos de franchise,
> La mienne, en vous voyant, fut impunément prise.
> J criais vainement : Au secours ! au voleur !

Faut-il, en présence de ces diverses citations, couronnées par la dernière, croire que le peintre des *Précieuses ridicules* n'a pris ses modèles que parmi les « pecques provinciales? » Je demeure persuadé, quant à moi, qu'il visait beaucoup plus haut sans oser le dire, qu'il connaissait même la collection des portraits, sans ignorer combien leurs auteurs appartenaient au grand monde, et que, selon sa maxime, excellente cette fois, il prenait son bien où il le trouvait, à savoir dans les meilleurs salons et chez les gens les plus à la mode.

Segrais, dans sa préface, ai-je dit, parlait d'histoire. Il n'est pas besoin, je crois, de réfuter une prétention pareille; assurément de tels ouvrages ne sauraient avoir la moindre importance historique, mais nous saurions quelque gré à leurs auteurs, s'ils n'avaient pas affirmé avec tant d'audace des mensonges que la politesse même ne leur demandait pas. C'est ce qu'ils font néanmoins sans reculer. Celui-ci vante la vertu de Mme de Gouville, que Bussy-Rabutin, lui, pertinemment informé, nomme brutalement « l'impudique, » et qui fut plus tard l'objet de nombreuses chansons fort peu édifiantes. L'auteur admire néanmoins « l'innocence de ses mœurs » et affirme « que la raison étant la maîtresse, tout cela se convertit en pure amitié. » Celui-là dit de Mme d'Olonne, la vénale beauté de l'*Histoire amoureuse* « que personne ne peut se vanter qu'elle lui ait fait la moindre libéralité de ses charmes, » et Saint-Évremond, qui montre du tact en blâmant dans les portraits « les louanges générales aussi vieilles que les siècles, » n'en

accuse pas moins la même dame du crime « de demeurer seule insensible. » Hélas !

Un autre malheur de ces portraits, c'est d'accumuler des détails inutiles et qui ne décrivent en rien la physionomie des gens. Il est vrai qu'un de ces peintres apprend à je ne sais laquelle d'entre ces innombrables précieuses « qu'elle a été reconnue sans qu'on ait été obligé de décliner son nom. » J'en doute fort, je l'avoue, et je suis bien certain qu'aujourd'hui la plupart de ces figures se ressemblent. Il n'y a guère là qu'un type unique de beauté, de bonté, de perfection. Que nous dit, par exemple, ce portrait-ci, et il y en a bon nombre de cette espèce : « Elle a le son de la voix le plus agréable que l'on puisse imaginer, le visage du plus parfait ovale, des traits fort réguliers, la bouche bien taillée, les lèvres vermeilles et les dents belles. » Tout cela peut être exact ; mais où est le mot caractéristique, où est cette lumière intense, cette expression originale que connaissent si bien les spirituels peintres de portraits comme Bussy, ou les grands peintres comme Saint-Simon ? Je les cherche en vain : de là une inévitable monotonie. Je parlais des détails : les écrivains dont je viens de prononcer le nom savent en user pour le plus grand éclat de l'ensemble; mais, si les auteurs du recueil de Mademoiselle rapportent les particularités les plus insignifiantes avec exactitude, leur talent ne va pas au delà. Ils nous apprennent que l'une « porte parfaitement bien les pieds, » que l'autre est d'un tempérament bilieux, » que cette autre « aime fort le lit, » que « Climène n'est ni grande ni petite et ne met point de souliers hauts ; »

qu'Isabelle, « saute-bien, et joue fort bien au volant, » que Mme de L*** « fait ses lettres en une demi-heure de temps, » que Mme la comtesse de*** « a le menton assez gentil, » que la marquise de B*** « a au nez une démangeaison continuelle. » C'est ainsi que de nombreuses pages s'accumulent sans parvenir à intéresser et nous laissent une invincible impression de fatigue et d'ennui. Je n'en fais pas un crime aux auteurs de ces portraits : ils les ont écrits, je le sais très-bien, pour la récréation d'un cercle restreint. Je regrette seulement que Segrais et Mademoiselle n'aient pas fait un choix, et nous aient laissé un si gros volume, imprimant tout vifs des gens qui n'y pensaient pas et ne s'étaient jamais attendus à un tel excès d'honneur. J'en veux surtout à cet esprit précieux qui avait su mettre ainsi son jargon à la mode et qui aurait affadi pour longtemps peut-être le style français, si fort heureusement Molière, l'année même qui suivit la publication des portraits, ne s'était armé contre lui du ridicule.

V

Il ne faut pas cependant se montrer injuste envers ce recueil. Çà et là on y rencontre des passages qui plaisent. Plusieurs de ces portraits sont dus à d'habiles esprits, qui, soit qu'ils fissent ou non profession d'écrire, avaient les uns beaucoup d'art et de finesse, les autres beaucoup d'éclat et de distinction dans le style. Le portrait de la reine mère, par Mme de Brégis, est un de

ceux qui méritent d'être cités : ce n'est et ce ne pouvait être qu'un panégyrique, mais ce panégyrique est écrit en bons termes. Sans doute son auteur reste la plupart du temps sous l'influence du faux goût dont il était si difficile de se dégager et qui ne pouvait être vaincu que par de rudes champions, mais parfois elle sait être énergique et sobre. C'est alors qu'elle dit d'Anne d'Autriche : « Son cœur est aussi noble que sa naissance, et, la faisant trouver plus grande que toutes choses, dans les plus contraires elle ne parut jamais abattue, et dans les plus favorables, elle conserva tant de modération, que dans l'une et l'autre fortune, elle ne parut pas seulement reine des autres, mais d'elle-même. » C'est alors aussi qu'elle dit de Mazarin : « Voilà à peu près la personne de celui que les destinées empêchèrent d'être un prince seulement afin qu'il eût la gloire de le devenir, et qu'étant monté aux dignités elles fussent plus honorées par lui que lui par elles. » Quelle que soit la valeur historique de ces expressions, elles sont concises et énergiques, et annoncent déjà une tendance du style à sortir des traditions de l'hôtel de Rambouillet pour devenir ferme et clair.

Un autre ouvrage agréable, et cette fois d'un bout à l'autre, c'est le portrait de Mme de Sévigné par Mme de la Fayette. J'y retrouve cette pureté, cette élégance qui caractérisent les meilleures pages de la *Princesse de Clèves*. Ce portrait est connu et mérite en effet de l'être. Il est d'un bout à l'autre sur le ton d'une aimable courtoisie, l'enjouement y prend des formes gracieuses, enfin l'exactitude du tableau est parfaite. L'éloge n'est plus

de la flatterie ici, mais de la vérité simple : « Sachez, madame, si par hasard vous ne le savez pas, que votre esprit pare et embellit si fort votre personne, qu'il n'y en a point au monde de si agréable... Vous êtes naturellement tendre et passionnée, mais, à la honte de notre sexe (Mme de la Fayette écrit sous le nom d'un inconnu), cette tendresse nous a été inutile, et vous l'avez renfermée dans le vôtre... Votre cœur, madame, est sans doute un bien qui ne se peut mériter jamais : jamais il n'y en eut un si généreux, si bien fait et si fidèle. » Mme de Grignan put voir plus tard si ces louanges délicates exagéraient le mérite de cette âme charmante, plus charmante encore s'il est possible que cet esprit tant admiré.

Le portrait de la reine mère, par Mme de Motteville, est bien tel qu'on le suppose venant de la femme dévouée qui entoura toujours Anne d'Autriche d'un culte fervent, et qui nous a laissé ces Mémoires où l'anecdote se mêle heureusement à l'histoire pour mieux mettre en lumière les personnages et le récit. Ce portrait est une œuvre finement nuancée, d'une lecture facile, capable d'intéresser et de plaire. On sent que Mme de Motteville ne cherche pas à flatter la princesse si chère à sa fidélité pieuse : elle dit ce qu'elle pense, et, quelque brillantes que soient les couleurs du tableau, c'est ainsi qu'elle voit Anne d'Autriche. On aime aussi y reconnaître les inquiétudes d'une affection profonde qui craint de n'être pas suffisamment appréciée. Il lui semble que la reine n'est pas « assez tendre pour ceux qui ont l'honneur de l'approcher, » qu'elle n'est pas « assez tou-

chée de l'amitié qu'on a pour elle » et ces légers reproches viennent droit de son cœur. En somme, quelques plaintes timides et du reste un éloge senti, mesuré, sincère, jamais intéressé, tout cela sur un ton de familiarité respectueuse et à la fois de dévouement passionné, voilà ce portrait, que l'on aime à étudier parce qu'il révèle à chaque ligne les sentiments de la femme, la vénération de la sujette, l'esprit et le style d'un écrivain distingué.

Je citerai encore le portrait de la duchesse de Créquy, « le modèle d'une femme mariée parfaite, » le seul de toute la galerie qui considère la femme comme destinée avant tout à faire le bonheur de son mari et de ses enfants, et qui s'arrête sur les qualités exigées pour un si noble rôle. Il est dû au marquis de Sourdis, lequel n'est pas un maître, sans doute, dans l'art d'écrire, mais à qui il faut tenir compte d'une intention excellente et originale. Il nous donne une figure sinon achevée, du moins un peu différente des Chloris, Iris ou Climène, ces belles images dont le livre est rempli. Quant aux deux portraits écrits par Bussy et dont j'ai parlé plus haut, celui de Mme de Fiesque et celui de Mme de Monglas, ils sont d'un maître qui sait mettre en saillie les traits principaux, donner de la grâce aux moindres détails, placer à propos le mot décisif, animer le regard, varier la pose, indiquer du bout de son crayon habile les particularités significatives, accuser les nuances avec deux ou trois touches spirituelles, jeter enfin sur l'ensemble de son travail cet éclat pittoresque qui est la vie des œuvres d'art. C'est de Mme de Fiesque et

de Mme de Monglas qu'on pourrait dire qu'on les voit et qu'il est aisé de les reconnaître. La première, avec « son petit menton pointu si agréable, qu'il n'y en a guère de ronds qui ne lui cèdent, » avec cet esprit vif que Bussy a décrit en quelques mots : « Jamais il n'y en a eu de si aisé que le sien ; elle rit avec les gens gais, elle pleure avec les tristes, enfin elle hurle avec les loups : elle est pourtant née pour la joie, elle aime les festins, les promenades, un peu d'intrigue et beaucoup de bruit. » La seconde n'est pas moins finement peinte : son portrait, dans cette galerie, est plus achevé que celui de l'histoire amoureuse, et par suite, supérieur, car Bussy n'est point prolixe. Il nous fait donc admirer cette beauté dont « les yeux sont petits, noirs et brillants, la bouche agréable, le nez un peu troussé, les dents belles et nettes, le teint un peu trop vif, les traits fins et délicats, et le tour du visage admirable, » qui est « propre au dernier point » et dont il a pu dire deux fois dans les mêmes termes : « L'air qu'elle souffle est plus pur que celui qu'elle respire. »

Le panégyrique de Mme d'Olonne par Saint-Évremond est agréable sans doute, mais ne vaut pas ces deux derniers ouvrages. On voit qu'il est écrit par un homme du métier, habile à balancer ses phrases; mais ce n'est point là l'œuvre d'un peintre. Ce même reproche peut être adressé aux portraits faits par Mademoiselle, et il y en a beaucoup dans ce recueil. En vérité, il n'y a pas grand'chose à dire de ceux de Mme de Brienne, du marquis d'Entragues, de Mme de Choisy, de Mme d'Épernon, de Mme de Thianges : ils sont faits spiri-

tuellement sans doute, mais ils manquent généralement de couleur et de relief. C'est une réunion d'observations plus ou moins justes, et non pas des individus. Je dois citer, cependant, celui du prince de Condé, qui, relativement aux autres, me paraît hors ligne; il est écrit avec une fougue digne d'un peintre de bataille : « Je le peindrai, dit Mademoiselle, comme je l'ai vu au retour d'un combat; » et elle entre dans un détail où chaque mot porte coup et où le style brisé même, avec ses allures irrégulières, n'est pas sans charme et sans éclat : « La plus belle tête du monde... ses cheveux ne sont pas tout à fait noirs, mais il en a grande quantité et bien frisés... ils étaient fort poudrés, quoiqu'ils ne le fussent que de la poussière... sa mine haute et relevée, ses yeux vifs et fiers... vous croirez bien qu'il était armé... » Mademoiselle continue sur ce ton et nous montre le prince « l'épée à la main » avec « les courroies de la cuirasse coupées de toutes sortes de coups. » Elle se plaît, on le voit, dans ce portrait qui réjouit son imagination belliqueuse, passionnée qu'elle est pour les conquérants, et persuadée que « les feux et la fumée du canon servent de beaux rembrunissements à la peinture aussi bien que le sang et le carnage. » On retrouve là les passions et la main de l'une des héroïnes de la Fronde.

VI

Tels sont les rares bons écrits que j'ai pu rencontrer dans cet épais volume. Échappant quelquefois à force d'esprit, et sans le savoir eux-mêmes, aux traditions pré-

cieuses, les quelques personnages que j'ai cités parlent la véritable langue française, celle qui est claire, nette, concise, et qui, avec l'aide de Molière, va se dégager de plus en plus de la galanterie, de la pointe, de l'emphase, de la métaphore outrée, de ces vices déplorables que l'hôtel de Rambouillet aimait tant à applaudir. Si j'accuse franchement l'influence de la chambre bleue, ce n'est pas que j'ignore — on l'a répété à satiété — que les hôtes d'Arthénice savaient admirer aussi parfois les bonnes choses : ils ont loué, ils ont défendu Corneille; mais ce que je regrette, c'est qu'ils aient, en même temps, si obstinément admiré les mauvaises. Il est toujours plus facile, je le crains, de mettre momentanément à la mode le faux esprit que le vrai, et l'hôtel de Rambouillet a abusé de cette disposition. Heureusement le vrai et le beau finissent par triompher. C'est une affaire de temps, et le temps ne coûte pas à ce qui est immortel. En revanche, les sottises n'ont jamais qu'une vogue éphémère. Aussi les enthousiasmes de la chambre bleue pour ce qu'on appelait le bel esprit (expression qui maintenant sonne comme une ironie), s'ils ont un moment égaré le goût général, n'ont pu dominer l'irrésistible puissance du sens commun. Ils ont encouragé, il est vrai, de tristes formes littéraires : du salon de Mme de Rambouillet, ils ont envahi celui de Mlle de Montpensier; après les poëtes de la *Guirlande*, sont venus les prosateurs et les poëtes des *Portraits*, mais quoi, dans les *Portraits* eux-mêmes, déjà, chez quelques écrivains du moins, une réaction se manifeste. Bientôt cette réaction devient de plus en plus

audacieuse. Si la destinée des précieuses a été malheureusement de laisser dans la langue quelques traces ineffaçables, du moins n'ont-elles pas eu le pouvoir d'énerver les grands génies qui naquirent après elles et qui ont réduit leur littérature, un moment triomphante, à n'être plus qu'un objet de curiosité. Cette lutte et cette victoire sont la gloire du siècle de Louis XIV. Quant au genre des *Portraits*, il a eu le rare bonheur de se transformer, et du mal est sorti le bien. Du domaine de la galanterie, il passe dans celui de l'histoire et de la philosophie. Après avoir séjourné un instant dans les romans de Mlle de Scudéry dont une critique subtile et éloquente a si étrangement exagéré le mérite, il devient, généralisé par La Bruyère, une des formes les plus délicates et les plus nobles de la morale; renouvelé et rapproché du vrai par Saint-Simon, une des plus grandes forces de l'histoire satirique. Combien un tel dénoûment eût étonné les premiers qui, dans les salons de Mademoiselle, imaginèrent ces agréables fadaises et ces emphatiques divertissements!

(1861.)

BUSSY-RABUTIN

Correspondances et Mémoires de Bussy-Rabutin, publiés par M. Lalanne.

M. Sainte-Beuve réclamait, il y a quelques années, une édition correcte et complète des lettres de Bussy-Rabutin : « Il ne manque à cette correspondance, pour être tout à fait intéressante, disait-il, que de trouver un éditeur qui en répare le texte, y restitue, s'il est possible, bien des noms propres marqués par de simples et impatientantes *étoiles*, et donne des éclaircissements sur les personnages [1]. » Le vœu de l'éminent critique a été rempli. Un érudit distingué, M. Ludovic Lalanne, a entrepris et terminé la publication de la *Correspondance* de Bussy. Il a même dépassé les espérances manifestées par M. Sainte-Beuve ; non-seulement il nous donne le premier un texte parfaitement conforme aux manuscrits de l'auteur, non-seulement ses recherches heureuses ont levé l'incognito

[1] Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, t. III, p. 291.

de la plupart des correspondants de Bussy, mais encore il a trouvé un grand nombre de lettres inédites qui ne sont pas les moins agréables de ce recueil célèbre.

Je voudrais, maintenant que le travail de M. Lalanne est achevé, considérer successivement Bussy d'abord, puis divers interlocuteurs de cette conversation épistolaire, donner une idée précise de leur personnalité et de leur style, et étudier ainsi quelques-uns des caractères de la bonne compagnie du dix-septième siècle. Sur ce dernier point, il est peu de livres qui me pourraient mieux servir. Les nombreuses lettres que ce recueil renferme, qu'elles soient ou non l'œuvre de personnages illustres, sont avant tout des lettres de gens du meilleur monde, et reproduisent, les unes avec un éclat incomparable, toutes avec une égale fidélité, la physionomie de leur temps. Au cours de ce dialogue libre et familier qui révèle l'esprit et les mœurs sans songer à les exposer, dans ces épanchements intimes d'amitiés qui s'abandonnent sans négligence et se parent sans se farder, dans ce laisser-aller aimable, contenu par le goût le plus sûr, par l'usage du monde le moins étudié et le plus irréprochable, on surprend à tous les degrés du talent et de l'intelligence un fonds commun de distinction, un art d'écrire noblement sans emphase et justement sans sécheresse. On reconnaît dans les esprits une heureuse tradition de bon sens, une invincible habitude de mesure, et, dans le style, ce je ne sais quoi d'opulent à la fois et de sobre, de fini et de large, de tempéré et de décisif, qui dénonce aux yeux les moins exercés les grandes époques littéraires.

Nous sommes accoutumés à admirer ces qualités exquises jointes aux dons supérieurs du génie dans les œuvres des maîtres; mais le siècle de Louis XIV, seul, en France, offre ce spectacle singulier d'une société choisie où l'urbanité, c'est-à-dire la grâce du langage, unie à la délicatesse de l'esprit, semble le ton naturel de tous les hommes du monde. C'était là cet atticisme qui, après avoir été le caractère même des Athéniens du siècle de Périclès, était devenu le modèle des Romains lettrés contemporains de Cicéron.

C'est qu'à ces diverses époques la société était arrivée au point de maturité que sa constitution lui permettait d'atteindre; la langue perfectionnée se trouvait dans un exact équilibre avec les idées qu'elle devait exprimer. Il ne faut pas faire un mérite aux hommes d'alors de cette limpidité d'expression et de cette fermeté de pensée qui se prêtent un mutuel éclat; c'était l'inévitable conséquence d'un heureux accord entre la pensée et le langage, et cet accord était l'œuvre de circonstances étrangères à leur volonté; on devait employer ces formes aussi bien que la monnaie du temps. Quoi qu'il en soit, cette harmonie se présente rarement dans l'histoire de l'humanité; nous aimons donc, nous les fils d'un siècle tourmenté par la présence d'éléments divers et mal définis qui n'ont pu se réunir encore, à reporter nos yeux vers ces heures que notre irrégulière grandeur admire sans les envier. L'époque où nous vivons est trop agitée par ses laborieux efforts vers l'avenir pour obtenir cet achèvement intellectuel qui est le privilége des civilisations relativement complètes, et des nations apaisées.

C'est pourquoi nous cherchons à pénétrer, dans les œuvres de ces sociétés disparues, le secret d'une sérénité qui nous plaît d'autant plus que nous nous en éloignons chaque jour davantage, et que nous ne pouvons deviner l'instant où, sous une autre forme de la civilisation, il sera donné aux générations futures d'en voir briller la splendeur sur les monuments de leur génie.

Aujourd'hui le siècle de Louis XIV préoccupe vivement les esprits. On n'est plus satisfait de lire son histoire et de juger ses poëtes, ses philosophes, ses orateurs; on veut connaître la société qui vivait durant cette période : on fouille les mémoires et les correspondances; on demande quelques mots à toutes les voix du passé; on place dans un jour favorable les figures qui étaient demeurées dans l'ombre; on restaure celles que le temps avait dégradées; on exhume celles qui étaient tombées dans l'oubli, et il y a tel vieux portrait de femme qui fascine encore, après deux cents ans, non-seulement le savant qui l'a réparé, mais encore la plupart des curieux qui le contemplent. La correspondance de Bussy-Rabutin répond à merveille à ce sentiment général, non point qu'elle retrace les grandes lignes de l'histoire, mais elle nous fait connaître d'innombrables traits de mœurs; des personnages célèbres achèvent de s'y peindre; des inconnus s'y révèlent avec une grâce charmante. Quant à Bussy, dont l'intelligence est si vive, le style si ferme et si clair, qui passait pour être « l'auteur d'un genre d'écrire inconnu jusqu'à lui, » c'est par ses *Mémoires* et surtout par ces lettres où il provoque les uns, répond à tous avec une si ingénieuse élégance, qu'il a mérité, en dépit

des fautes de sa vie, les applaudissements de ses contemporains et ceux de la postérité.

I

Sans insister sur la biographie de Bussy-Rabutin, j'en esquisserai seulement quelques traits nécessaires à l'ensemble de cette étude. On sait que, rapidement élevé dans l'armée, grâce à sa naissance et à son courage, il se fit dès l'origine une réputation de railleur qu'il se plut à soutenir. Il maniait l'ironie, en effet, avec une facilité merveilleuse ; son imagination vive, hardie, licencieuse, toute livrée à la fantaisie du jour, au caprice irréfléchi, l'emportait à la fois vers les aventures légères et les bons mots dangereux. Ambitieux, et surtout avide de ces distinctions dont l'amour-propre s'enivre, il n'avait jamais vu dans la gloire ces splendeurs immatérielles qui séduisent l'âme des héros, mais seulement les titres fastueux dont ses favoris sont parés, l'éclat extérieur dont ils rayonnent, les beaux revenus dont la reconnaissance du prince les gratifie, et les louanges qui chatouillent leur vanité. C'était là son but, et il avait assez de mérite et de souplesse pour l'atteindre, s'il eût contenu sa verve satirique, adouci l'âpreté de ses haines, dompté les soulèvements de son irascible nature, et modéré les impétuosités de sa langue. Il savait, j'en conviens, se poser en courtisan assidu ; il était disposé à ne rien épargner pour plaire au maître ; mais, en vérité, il rampait devant les puissances sans les respecter.

On le craignait tout en admirant sa verve. Nulle saillies plus hardies, nulles chansons plus piquantes, nuls traits plus acérés. Aussi, dès qu'un couplet impie, un mot grivois, une ingénieuse irrévérence couraient le monde, on ne manquait pas de les lui attribuer. Souvent ces suppositions étaient fondées, mais souvent Bussy protestait en vain contre une erreur. Ainsi, d'ordinaire par sa propre faute, quelquefois par la perfidie ou la lâcheté d'auteurs inconnus, il accumulait autour de lui la haine de tous les gens attaqués par des vers satiriques ou victimes d'une raillerie mordante. Il voyait, chaque jour, s'augmenter le nombre de ses ennemis, et l'on pouvait prévoir l'instant où il se trouverait face à face avec la réprobation universelle.

Nous ne raconterons pas ses folies de jeunesse, il suffit de renvoyer à ses amusants *Mémoires*, où il retrace avec une rare effronterie ces scandaleuses intrigues. Ses conseils ne valaient pas mieux que sa conduite; il aidait lui-même ses amis à séduire ses anciennes maîtresses; il traduisait son expérience en préceptes sous le nom de *Maximes d'amour;* il excitait Mme de Sévigné à céder à la passion du surintendant Fouquet : « La fortune, osait-il lui écrire, vous fait de belles avances, ma chère cousine; n'en soyez point ingrate. Vous vous amusez après la vertu comme si c'était une chose solide, vous méprisez le bien comme si vous ne pouviez jamais en manquer; nous vous verrons un jour regretter le temps que vous aurez perdu. » Toutefois, vers la même époque, il faut le dire à la louange de ce personnage qu'il est si difficile de louer, il se

conduisit bravement à la guerre. Distingué par Condé au siége de Mardick, en 1646, et au siége de Lérida, il rendit de vrais services à la cause royale pendant la Fronde. Nous le retrouvons les années suivantes (1655 et 1656) en Catalogne avec le prince de Conti, en Hollande sous les ordres de Turenne. Malheureusement l'âge ne lui apporte ni plus de réserve, ni plus de sagesse. C'est toujours le même homme, querelleur, hautain, moqueur impitoyable. Ses ennemis s'accroissent, et il semble se plaire à braver l'opinion publique. Il enlève Mme de Miramion malgré ses cris, recule, il est vrai, devant les accents invincibles de la haine irréconciliable et de l'honneur indigné qu'une telle violence arrache à sa victime, mais ne cherche pas à faire oublier par sa prudence cette scandaleuse aventure. Loin de là, il va passer la semaine sainte, au château de Roissy, dans les plaisirs, avec quelques jeunes débauchés, comme pour insulter à la piété de la cour; enfin il écrit ce pamphlet terrible, ce monument de médisance, l'*Histoire amoureuse des Gaules*, dont le duc d'Orléans, le prince de Condé, la duchesse de Châtillon, sœur du maréchal de Luxembourg, les comtesses d'Olonne et de Fiesque, l'abbé Fouquet, Mme de Sévigné elle-même, sous de transparents pseudonymes, sont les héros et les héroïnes. Il s'égaye aux dépens des uns et des autres, fouille dans leur vie privée, les représente indistinctement sous les plus noires couleurs, mêle impunément ses suppositions avec la vérité, les contes de la cour avec les jugements de la conscience publique. On dirait qu'il croit parler de personnages imaginaires.

Il avait comblé la mesure. Bientôt il fut enfermé à la Bastille, puis, après dix mois de captivité, exilé dans ses terres, d'où il ne revint à Versailles qu'après dix-sept ans, en dépit de ces fameux placets à Louis XIV, où d'année en année, à mesure qu'il espère moins son pardon, il descend d'un degré dans la bassesse. Son retour ne lui rendit point la faveur du roi : il le comprit et retourna en Bourgogne où il mourut en 1693 sans avoir cessé d'implorer « son bon maître, » après l'avoir encensé comme une divinité : « Je ne fais qu'admirer, qu'adorer Votre Majesté, » après en être venu jusqu'à lui demander l'aumône : « Hé ! sire, donnez-moi du pain, s'il vous plaît ! »

Telle fut cette triste carrière. Quand Mme de Sévigné écrit : « J'admire les jeux et les arrangements de la Providence; elle veut qu'un comte de Bussy, l'aîné de sa maison, avec beaucoup de valeur, d'esprit et de science, même avec la plus brillante charge de la guerre, soit le plus malheureux homme de la cour de France, » il est permis de supposer qu'elle n'est pas bien sincère. Elle-même avait souffert de cette verve moqueuse; elle avait gardé longtemps de l'*Histoire amoureuse* un légitime ressentiment. Quoiqu'elle ait réduit plus tard son cousin à d'humbles excuses, on le voit bien, elle n'a point perdu, elle ne pouvait point perdre le souvenir de ce « cruel portrait. » Calomniée si durement, il lui reste dans l'âme la sainte douleur de la pudeur blessée, et elle ne se rappelle jamais qu'avec un frémissement involontaire l'affront même qu'elle a pardonné. Les paroles que je viens de citer lui ont été

dictées sans doute par une condescendance polie, par une commisération bienveillante pour les plaintes d'un exilé, par une réelle amitié qui avait survécu à leurs querelles. Nous sommes persuadé qu'elle n'accusait pas la seule Providence, qu'elle savait bien la cause de ces infortunes peu dignes de sa pitié, et que, si elle ne pouvait voir sans chagrin l'abaissement du chef de sa famille, sa raison absolvait la destinée.

II

Considérons maintenant non plus l'homme, mais l'écrivain. Ici, le tableau change: la critique se tait, l'admiration succède au blâme. Je l'ai dit, ses contemporains paraissent avoir professé pour son talent la plus haute estime. Il fut élu à l'Académie française dès 1665, et ses ennemis eux-mêmes reconnaissent le mérite de son style. Ménage, qu'il avait maltraité dans l'*Histoire amoureuse*, avoue qu'on ne peut pas écrire « avec plus d'esprit et de feu ; » Saint-Évremond, qui ne lui épargne pas les vérités dures, est forcé d'en convenir : « M. de Bussy avait un esprit merveilleux ; son élocution est pure et ses expressions sont naturelles, nobles et concises ; » Bayle l'appelle « une plume charmante ; » au dix-huitième siècle, Mme du Deffand, qui le juge sévèrement : « il avait, dit-elle, la vanité d'une provinciale et toutes les bassesses d'un courtisan, » ne dissimule pas toutefois que « son style était excellent, qu'il rendait toutes ses pensées avec une vérité infinie. » Quant à ses corres-

pondants, ils ne tarissent pas sur son éloge. Le P. Rapin lui envoie ces mots qui ont dû flatter singulièrement en Bussy l'auteur et le gentilhomme : « Il y a un certain air de qualité dans ce que vous écrivez, qui n'est que de vous. » Mlle de Scudéry ajoute : « Vos lettres plaisent à mon esprit et elles touchent mon cœur ; » Fléchier « ne se tient ni bien choisi ni bien reçu à l'Académie, » jusqu'à ce que Bussy « ait eu la bonté de confirmer son élection ; » le P. Bouhours lui écrit : « Vos pensées ont justement le caractère de perfection que je cherche ; » le président Brulart de Puisieux le considère comme « seul capable de faire connaître la gloire de Louis XIV ; » Mme de Sévigné témoigne en vingt endroits de son admiration pour « ce style noble, libre, et qui lui plaît fort. » Il faut joindre à ces opinions celle du roi, qui, tout en conservant à l'égard du comte une attitude sévère, lisait les manuscrits des *Mémoires*, et se plaisait à reconnaître les agréments et la vigueur de ce rare esprit.

Il faut remarquer trois qualités supérieures dans le talent de Bussy-Rabutin : la vivacité, qui est l'attrait des récits, le coloris, qui est la vie des portraits, l'art de bien dire les moindres choses, qui est le mérite spécial du style épistolaire. Ces qualités répondent exactement à ses trois ouvrages, les *Mémoires*, où il déploie les ressources de son imagination si prompte, l'*Histoire amoureuse*, où il peint avec un éclat que Saint-Simon seul a surpassé les physionomies de ses personnages, la *Correspondance* enfin, où apparaissent une étonnante flexibilité de langage, la plus irréprochable propriété de

termes, ces grâces sérieuses surtout que Cicéron nomme quelque part *lepor dicendi*, et qui sont la parure de la pensée.

Ses *Mémoires* racontent sa jeunesse : il les a écrits, d'après des notes journalières, pour charmer les ennuis de son long exil. Il cédait au plaisir de se retracer le souvenir de ces jours heureux, le temps des guerres, des duels, des aventures galantes ; il espérait aussi, en rappelant ses exploits militaires, disposer par l'estime l'âme de Louis XIV à la pitié. C'est pourquoi nous le voyons si désireux de faire connaître au roi des Mémoires, où sous prétexte d'écrire l'histoire, l'auteur se met constamment en scène, se décerne des éloges que les faits semblent justifier, manifeste pour la personne du monarque un dévouement que la volonté royale seule réduit à l'impuissance. Bussy entre parfois dans des détails un peu minutieux sur ses campagnes ; lui-même le sait bien, et il dit à son lecteur : « Si ceux qui verront mes Mémoires y trouvent des endroits qui ne leur plaisent pas, je leur conseille de les passer. » Mais dès qu'une anecdote curieuse, une aventure plaisante, une intrigue amoureuse se rencontrent sous sa plume, aussitôt son imagination s'anime ; le récit devient pittoresque ; on voit agir les personnages que Bussy met en scène ; les détails vifs et clairs se pressent avec rapidité ; le tableau est tracé, il ressort du cadre, il plaît, il est vivant. Écoutons-le nous dire comment il fut volé :

« J'avais mis mon argent dans un coffre au chevet de mon lit. Il n'y avait pas huit jours qu'il y était, lorsqu'une nuit que j'étais revenu de la ville fort tard, m'é-

tant couché et endormi tout aussitôt, mes laquais, qui étaient dans un cabinet auprès de ma chambre, y entendant du bruit et de l'argent tomber sur le plancher, se mettent à crier de toute leur force : « Monsieur, on vous vole ! on vous vole ! » Je les entendais un peu, mais mon sommeil était si fort, que je ne pouvais m'éveiller... Ils m'éveillèrent à la fin... Je me jette en bas du lit, je cours à mon épée que je ne trouvais plus, je fais apporter de la lumière, je vois mon coffre ouvert et rien dedans. Je cours à la fenêtre qui était ouverte... Je regarde dans la rue, je vois une épée nue plantée dans la muraille à la hauteur d'un homme... J'aperçois quelque chose de brillant sur le pavé, j'y cours avec mes gens et nous trouvons un sac de mille francs qui s'était crevé en tombant. »

Tout ceci est écrit de verve, tout est mis à l'effet, tout est présent aux yeux du lecteur. Je vois d'ici les laquais effarés, Bussy cherchant ses voleurs à tâtons, les poursuivant sans les atteindre ; ces détails, jusqu'à celui de « l'épée nue plantée dans la muraille » et qui a servi d'échelle, sont en pleine lumière, saisissent l'esprit et se heurtent comme les incidents mêmes de l'aventure. Des qualités pareilles se retrouvent dans les passages où il raconte ses duels et ses amours. Rien n'est plus lestement tourné ni mieux dit ; les uns ni les autres ne l'ont fortement ému : on ne sent rien palpiter sous ce style ferme et poli ; ses paroles ont les libres allures de l'insouciance ; l'art pimpant et facile du narrateur fait tous les frais du plaisir qu'il nous donne. Quant aux affaires d'honneur, il était brave et d'un temps où c'était pour

un gentilhomme le moindre souci du monde que de donner ou de recevoir un coup d'épée ; d'ailleurs il fut toujours heureux en ces rencontres, et, malgré les lois sévères de Richelieu, ne les vit jamais suivies de lendemains sinistres. Quant aux galanteries, comme son cœur n'est jamais engagé, son esprit ne songe qu'à y chercher des traits plaisants : il y réussit sans se préoccuper des convenances ; son imagination légère, son humeur satirique, son inspiration libertine usent et abusent d'un si divertissant prétexte de gloser et de rire, et ne redoutent point d'effaroucher les gens. Les scrupules de notre temps auraient stupéfié ce conteur intrépide. Il raconte crûment d'incroyables anecdotes, se joue au milieu de ces détails avec une impudeur qu'on croirait ingénue tant elle est hardie, et semble ignorer l'art porté si loin aujourd'hui d'être indécent avec décence et honnêtement licencieux.

J'en viens à l'*Histoire amoureuse*, ce livre qui lui a coûté si cher, livre indiscret s'il en fût, et qui a si fort indigné au moment où il parut. Ce dernier point nous touche peu maintenant : la discrétion n'a de valeur qu'aux yeux des contemporains ; après deux siècles, nul n'en sait gré. Ainsi le point de vue de la critique change avec le temps, mais ce qui ne change pas et ne changera jamais, c'est d'une part le sentiment de la pudeur publique devant certaines pages où Bussy, traduisant Pétrone, atteint les extrêmes limites de la plus révoltante immoralité, d'autre part, le sentiment des gens de goût pour les portraits qu'il a tracés de main de maître. Quelques-uns grimacent comme des caricatures,

les autres gardent une attitude sérieuse, tous se dressent de pied en cap à tous les coins du livre comme sur les panneaux d'une galerie; leurs traits sont en relief, leurs yeux pétillent, un rayon de lumière les frappe et fait ressortir de l'ombre les saillies du visage; l'âme et l'esprit apparaissent sous la forme. Ce ne sont pas là des images inertes, mais des êtres qui respirent, vont, viennent et pensent. Genre difficile à imiter! pinceau rude à manier, celui qui prétend peindre les hommes! Dans le salon de la grande Mademoiselle, il était de mode de faire des portraits: « de ce passe-temps, dit M. Cousin [1], est sortie toute une littérature; » mais quoi? indiquer les lignes de la figure, y joindre quelques-unes des singularités du caractère, c'est peu de chose; il faut un artiste comme Bussy pour former un tout, une personne de tant d'éléments épars et donner la vie à cette argile. Saint-Simon seul l'emportera sur lui, non pas qu'il soit plus vrai, mais il a plus d'éclat encore. Son observation est plus profonde, plus hardie, son génie est plus impétueux, et surtout sa passion est plus vive. Bussy n'obtient pas des effets si surprenants et si bizarres, mais il fait circuler aussi la lumière sur les figures: lui aussi peint d'un mot, et met avec une habileté rare, au service de la plus exacte réalité, la fantaisie de son exécution. Qu'on en juge par ce portrait de Condé:

« M. le prince avait les yeux vifs, le nez aquilin et serré, les joues creuses et décharnées, la forme du visage longue, la physionomie d'un aigle, les cheveux frisés,

[1] M. Cousin, *Madame de Sablé.*

les dents mal rangées et malpropres, l'air négligé et peu de soin de sa personne, et la taille belle. Il avait du feu dans l'esprit, mais il ne l'avait pas juste; il riait beaucoup et désagréablement; il avait le génie admirable pour la guerre et particulièrement pour les batailles. Le jour du combat, il était doux aux amis, fier aux ennemis. Il avait une netteté d'esprit, une force de jugement et une facilité de s'exprimer sans égale; il était né fourbe, mais il avait de la foi et de la probité aux grandes occasions; il était né insolent et sans égards, mais l'adversité lui avait appris à vivre. »

Voilà qui est peint et pensé avec énergie. Les portraits de Mme d'Olonne, de Charles II d'Angleterre, celui de Turenne, « qui n'avait point l'air d'un héros quoiqu'il en eût l'âme, » celui de Bussy par lui-même, où il se décerne des éloges de la force de ceux-ci : « Il était né doux... il était brave sans ostentation... il aimait les plaisirs plus que la fortune, mais il aimait la gloire plus que les plaisirs, » celui de la duchesse de Châtillon dont « le rire charmant allait réveiller la tendresse jusqu'au fond des cœurs ; » celui de Vivonne, « qui avait de gros yeux bleus à fleur de tête dont les prunelles, qui étaient souvent à demi cachées sous les paupières, lui faisaient des regards languissants, » celui de Mme de Montglas, dont le souffle est plus pur que l'air qu'elle respire, » enfin, celui de Mme de Sévigné contre lequel proteste la postérité aussi fortement qu'a protesté le modèle, tous ces portraits sont des chefs-d'œuvre de style et de coloris. Si je pouvais les comparer à des ouvrages de peintres célèbres, je dirais qu'ils ont souvent la couleur

brillante et sobre, la touche à la fois fine et large, le trait spirituel, gai, malicieux de certaines toiles hollandaises. Je trouverais encore dans certains types, comme dans celui du prince de Condé que j'ai cité, une dignité d'expression, une ampleur de style qui rappellent les tableaux de Van Dyck. Je les crois enfin ressemblants, car la plupart de ces figures ont la vivacité douce et fière, le noble regard, la belle attitude des personnages reproduits par le pinceau des maîtres du temps, les Mignard et les Rigaud, par le burin des Nanteuil, des Drevet et des Edelinck, et dont les lignes reposées, les yeux tranquilles expriment aussi bien que les ouvrages littéraires de l'époque la gravité du siècle de Louis XIV et l'épanouissement d'une société satisfaite.

J'ai reconnu tout à l'heure que l'art de bien dire est la qualité dominante chez Bussy-Rabutin. C'est dans sa correspondance qu'il en faut surtout chercher la preuve ; non pas que dans ses autres écrits il n'ait su heureusement exprimer sa pensée, mais c'est là qu'apparaît plus clairement ce mérite de son esprit. Ceci ne doit point nous étonner, et tient à la nature même du style épistolaire. Dans tout autre ouvrage, c'est le fond même qui prétend nous plaire, et qui toujours distrait un peu l'attention ; mais, dans les lettres, le fond est d'ordinaire peu de chose, c'est à l'écrivain de faire tout valoir par les agréments de son style ; il s'adresse avant tout à la délicatesse de notre goût littéraire, et la forme juste et naturelle qu'il donne à ses pensées est le principal attrait de son ouvrage. Bussy le savait bien, car il ne s'ignore pas lui-même ; il ne faut pas chercher

dans sa correspondance la naïve expansion d'un génie qui ne connaît pas sa force. Sa nature est franche, il est vrai, et son abandon n'est pas affecté, mais il sait que cette sincérité même est excellente, qu'elle est la vie du genre épistolaire, qu'il est bien de mettre un style correct et clair en harmonie avec des pensées simples, agréables sans recherche : « facetæ et elegantes, » disait Cicéron. Aussi, tout en s'appliquant à ne pas nuire par un travail trop minutieux à la spontanéité de son premier élan, s'attache-t-il à limer sa phrase, à lui donner cet éclat, cette netteté qu'il aime, à fondre enfin sa pensée et son expression dans une indestructible unité.

De tout temps, les sociétés littérairement civilisées ont estimé le genre épistolaire, et les correspondances ont trouvé des lecteurs avides. Sans doute un si grand empressement révèle d'abord cette vive curiosité de l'homme pour les passions et pour les mœurs qui se racontent elles-mêmes :

Humani nihil a me alienum puto ;

partout où l'âme se montre, partout où un esprit qui vaut la peine d'être entendu me parle de son temps ou de lui-même avec l'accent de la vérité, je ne m'étonne pas que la postérité soit attentive. Mais je suis persuadé que les correspondances vraiment célèbres ne doivent pas seulement leur succès, soit au développement d'un caractère illustre, soit à la peinture d'un siècle fameux,

puisqu'on les lirait encore quand même on n'y verrait apparaître ni un siècle ni un caractère. Ce qui les fait vivre, ce sont précisément ces qualités fines, élégantes, dont je parlais tout à l'heure, cette heureuse délicatesse de langage qui est comme le privilége de la *lettre*, ce court ouvrage où les moindres choses peuvent trouver leur place, où les plus minces détails peuvent plaire, pourvu qu'ils soient parés de l'indéfinissable charme du style. Oui, j'admire dans quelques épîtres de Cicéron la douleur profonde du citoyen déçu, et la suprême tristesse des premiers jours de la servitude ; mais lorsqu'il converse familièrement avec ses amis, sur un ton si agréable tout ensemble et si élevé, usant des mille ressources de son esprit charmant, plaisanterie douce et mesurée, philosophie aimable, c'est par la souveraine distinction de sa façon d'écrire qu'il rend ses lettres impérissables. J'en dirai autant de celles de Pline et de Voiture ; leur plus grand prix est dans leur forme, et c'est le secret de leur durée.

C'est par là aussi que vivent les lettres de Bussy-Rabutin, quel que soit du reste l'attrait des innombrables historiettes dont elles sont parsemées. Mais ce qui orne et relève encore ce mérite, ce sont les agréments d'une imagination enjouée. Ne nous y trompons pas toutefois : cet enjouement n'a rien d'aigre ni de rude ; ce n'est plus cette moquerie dont l'auteur des *Mémoires* a tant abusé; l'exilé a compris les dangers de la médisance, et je ne retrouve pas trace dans ses lettres d'ironie malséante ou périlleuse. Il prétend même s'y faire une réputation de bonté et de douceur, et vraiment on ne se douterait

guère, en les lisant, qu'elles sont l'œuvre de ce redoutable railleur dont les épigrammes ont soulevé tant de colères. S'il plaisante désormais, c'est avec courtoisie, sans songer à blesser personne, par passe-temps littéraire, et seulement pour égayer innocemment ses lecteurs. Souvent même c'est le tour de la phrase et son allure plutôt qu'un trait déterminé qui révèlent le sourire, et ce badinage léger, spirituel, provoqué souvent, se joue, comme on dit, sur la pointe d'une aiguille. C'est ainsi, par exemple, qu'il écrit à Mme de Scudéry :

« Vous me grondez ; nous sommes bien loin de compte, madame, c'est à moi à me plaindre. Mais faisons ce que je conseille aux amants ; remettons cet éclaircissement à notre première vue, car nous ferions des *factums* de part et d'autre avant que de nous rendre, et cependant écrivons-nous et nous aimons comme si nous n'avions tort ni l'un ni l'autre. »

Et encore à Mme de Sévigné, du temps de leurs discordes :

« Je ne pensais pas que vous vous mêlassiez, vous autres belles, d'avoir de la cruauté sur d'autres chapitres que sur celui de l'amour. Cessez donc, petite brutale, de vouloir souffleter un homme qui se jette à vos pieds... Si vous n'êtes pas encore contente des termes dont je me sers en cette rencontre, envoyez-moi un modèle de la satisfaction que vous souhaitez, et je vous la renverrai écrite et signée de ma main, contre-signée d'un secrétaire et scellée du sceau de mes armes. Que vous faut-il davantage ? »

Et ailleurs à Mme de Fiennes :

« Madame de la Roche a beau montrer mes lettres, son exemple ne me gâtera pas; je ne montrerai pas les siennes; mais j'ai envie de prendre un peu plus garde à l'avenir à qui je ferai des faveurs, car cela n'est pas plaisant, voyez-vous, qu'on les aille publier à tout le monde. »

Et ailleurs au comte de Guiche :

« Pour moi, je suis un pauvre diable égaré, qui ai toutes les peines du monde à retrouver le bon chemin, et qui, quand j'y serai rentré, n'ai pas assez de jour pour arriver au gîte, de sorte que je vis au jour la journée sans crainte et sans espérance. »

Encore un mot adressé à Mme de Grignan :

« Vous m'avez écrit d'une encre si blanche, madame, que je n'ai lu que dix ou douze mots par-ci par-là de votre lettre... C'est une vraie encre à écrire des promesses qu'on ne voudrait pas tenir... Pour l'amitié que je vous ai promise, elle est écrite dans mon cœur avec des caractères qui ne s'effaceront jamais. Voilà de grandes paroles ! »

Je m'arrête, il faudrait tout citer, car tel est le ton général de la correspondance; si de nombreux passages amenés sous la plume de Bussy par des circonstances sérieuses varient ce tour de style, il reparaît bientôt sans lui coûter d'effort. Le comte en connaît le prix et s'y abandonne avec un évident plaisir; il parle en plus d'un endroit de sa gaieté naturelle; elle avait survécu en effet à ses déceptions et le consolait dans ses chagrins. Sans doute, il ne faudrait pas être dupe du calme

qu'il affecte souvent; lorsqu'il dit : « La mauvaise fortune me donne une tranquillité admirable, » ou bien : « Le souvenir de mes malheurs ne m'est plus sensible, » je sais très-bien, que, redoutant d'éveiller une pitié inutile et piquante pour son amour-propre, il est décidé à paraître heureux; on ne peut cependant méconnaître, dans l'ensemble de sa correspondance, une liberté d'idées, une facilité de l'expression à devenir légère et plaisante, qui démontrent sinon le calme d'une résignation sereine, du moins une imagination heureusement distraite de ses ennuis par les goûts littéraires et un exercice régulier de la pensée.

Bussy attachait à ses lettres une juste importance; ce n'était pas seulement pour lui une distraction, c'était un travail qu'il destinait à l'avenir. Il s'estimait lui-même très-haut; aussi soigne-t-il ses moindres billets, sans que ses prétentions, si bien justifiées par la postérité, aient rien coûté à l'aisance de son style, et sans qu'elles l'aient fait tomber dans cet excès de délicatesse qu'on a reproché à Voiture. Je lui sais, je l'avoue, un gré infini de respecter à ce point les gens auxquels il s'adresse, qu'il ne leur veuille rien offrir dont la susceptibilité de leur sens littéraire puisse être blessée. Toutefois, il dépasse en un point ce qu'on peut exiger du genre épistolaire : il prétend lui imposer une méthode régulière, et, s'y assujettissant lui-même, il répond toujours article par article à toutes les propositions de la lettre qu'il a reçue. On ne saurait admettre, je crois, ce précepte impérieux : on risque, en l'observant avec trop d'exactitude, une monotonie que Bussy n'évite

qu'à force d'art. Mme de Sévigné, malgré les conseils de son cousin, ne pouvait pas s'y soumettre, les élans de son imagination brisaient cette entrave; elle aimait mieux suivre sa fantaisie brillante, laisser courir sa plume au hasard, et il se trouve que ce *beau désordre* ajoute un grâce nouvelle aux grâces de son style.

Je repousserai donc cette règle que Mme de Sévigné a si heureusement violée, et cependant Bussy est un excellent juge littéraire. Ses contemporains n'en doutaient pas, et la postérité est le plus souvent de son avis. Assurément, lorsqu'il compare Benserade à La Fontaine, il cède aux sollicitations de la mode et aux entraînements de l'amitié; mais n'est-ce pas lui qui a dit de Pascal : « Je l'ai céans, et je l'ai lu avec admiration; » de *Zaïde* attribuée alors à Segrais : « Rien n'est mieux écrit; si tous les romans étaient comme celui-là, j'en ferais ma lecture ;» et qui a tout d'abord compris le génie de Mme de Sévigné? Il plaçait Bossuet au premier rang dans son estime : « J'ai le compliment de M. de Condom à l'Académie. Il est beau : cela ne me surprend pas; il ne fait rien qui ne soit de cette nature.» Après avoir lu les *Caractères* de Théophraste, traduits par La Bruyère, il écrit au marquis de Termes : « La Bruyère est entré plus avant que lui dans le cœur de l'homme. Cet ouvrage plaira fort à ceux qui ont de l'esprit, et, à la longue, il plaira encore davantage. » Lorsqu'on lui envoie la *Bérénice* de Racine, voici comme il la juge, et il ne me semble pas qu'il ait tort : « Il me paraît que Titus ne l'aime pas tant qu'il dit, puisqu'il ne fait aucun effort à l'égard du sénat et du peuple ro-

main. Il se laisse aller d'abord aux remontrances de Paulin qui, le voyant ébranlé, lui amène le peuple et le sénat pour l'engager, au lieu que s'il eût parlé ferme à Paulin il aurait trouvé tout le monde soumis à ses volontés... Pour Bérénice, si j'avais été à sa place, j'aurais fait ce qu'elle fit, c'est-à-dire que je serais parti de Rome la rage dans le cœur contre Titus, mais sans qu'Antiochus en valût mieux. » Quand le père Rapin, qui l'estimait fort et le consultait volontiers, même sur ses propres ouvrages, l'interroge sur divers points littéraires, et sur divers auteurs, les réponses de Bussy témoignent de cet inébranlable bon sens qui est la lumière et la force de la critique : « Il est certain, dit-il, que les sentiments de tendresse poussés trop loin ont je ne sais quoi de fade qui dégoûte dans les tragédies; » et ailleurs : « Pour les ouvrages de Molière, je l'avoue, je les trouve incomparables... Despréaux est encore merveilleux : personne n'écrit avec plus de pureté; ses pensées sont fortes, et, ce qui m'en plaît, toujours vraies. Il a attaqué les vices à force ouverte, et Molière plus finement que lui. Mais tous deux ont passé tous les Français qui ont écrit dans leur genre. » Il défend vigoureusement La Fontaine contre les *factums* de Furetière et promet avec assurance l'immortalité au fabuliste : « Les siècles suivants le regarderont comme un original qui, à la naïveté de Marot, a joint mille fois plus de politesse. » Enfin, s'il doute une fois de Boileau et de Racine, c'est sur un point où l'événement l'a justifié : « Je ne crois pas, dit-il, qu'ils soient capables de bien faire l'histoire du roi. » Bussy, j'en conviens, désirait vivement être chargé de ce tra-

vail, mais les deux poëtes, en effet, ont été inférieurs à leur tâche, et n'ont pas démenti le pressentiment de leur rival.

Ces préoccupations, ce travail de style, cet incessant effort d'un homme qui prétend soutenir sa haute renommée, cette correspondance, l'objet de tant de soins et d'étude, étaient précieux à cet exilé. Pour un homme séparé du monde par une loi inflexible, écrire, mêler encore, fût-ce de loin, sa voix et son nom au bruit des choses humaines, dire son mot sur les événements du jour, apprécier les idées contemporaines selon les inspirations d'une raison applaudie, converser librement avec d'autres que d'honnêtes gentilshommes de campagne, rustiques voisins que dédaignait un peu son esprit attique; déployer les ressources de sa plume féconde devant des lecteurs dignes de le comprendre, c'était tromper l'ennui, funeste aux imaginations vives, échapper à cette suprême lassitude qui finit par énerver l'activité impuissante, en un mot, c'était vivre. Bussy réagissait ainsi contre sa destinée; son ambition déçue se repaissait, et noblement, de cette espérance de gloire littéraire, en même temps que sa curiosité, inquiète de ce qu'elle ne pouvait voir, trouvait un aliment dans les innombrables nouvelles que des correspondants zélés envoyaient sans cesse de Paris à leur ami solitaire. Aujourd'hui, les mille voix de la presse parviennent jusque dans les retraites les plus lointaines et les plus cachées, et racontent aux plus indifférents les événements contemporains. Au dix-septième siècle, il n'en était pas ainsi, mais la lettre était un journal où les rédacteurs

attentifs mêlaient aux anecdotes de la cour le récit des plus émouvantes scènes de la politique et de la guerre. C'est là encore un des plaisirs que nous donne la correspondance de Bussy. J'y retrouve les faits considérables de cette grande époque, présentés à un lecteur impatient de son oisiveté par les spectateurs mêmes de ce drame réel : l'histoire.

III

J'en viens à vous parler de ces nombreux personnages, hommes ou femmes, gens d'épée, de robe ou de plume, les interlocuteurs de Bussy dans cette conversation ingénieuse. Presque tous sont dignes, comme dit M. Sainte-Beuve, de lui « renvoyer le volant, » et leurs caractères se dessinent à merveille au cours de ce rapide dialogue. C'est là toute une galerie de portraits peints innocemment par les modèles eux-mêmes. Chaque lettre ajoute un coup de pinceau ; peu à peu, les détails se placent, les formes s'accusent, le regard s'anime : l'homme apparaît. Les uns ne sont que des ébauches ; les autres sont des ouvrages achevés, et d'un fini précieux. Bussy avait dans son salon plusieurs portraits enjolivés d'attributs et de devises ; mais, en vérité, dans le secrétaire où il réunissait les lettres de ses amis, soigneusement recopiées de sa main, il avait renfermé des figures vivantes, qui n'ont besoin ni de ces attributs, ni de ces devises que son amitié, son admiration ou sa rancune inscrivaient au bas du cadre où brillaient

Mme de Sévigné, Mlle d'Armentières, Louis XIV ou Mme de Montglas, car leur expression ne trompe guère, et on les reconnaît du premier coup d'œil.

Arrêtons-nous un instant dans cette galerie. Mme de Sévigné attire mes yeux tout d'abord. Ce n'est plus ici seulement la mère de Mme de Grignan, dont elle ne peut, toutefois, prononcer le nom sans que tout en elle ne tressaille, et sans que les cordes de son cœur ne soient émues : c'est la femme du monde enjouée qui laisse aller ses pensées heureuses au gré de son imagination facile. Je vois, car elle y revient souvent, qu'elle est fort sensible aux gloires aristocratiques de sa famille, et à la noble généalogie des Rabutin, « qui ont de quoi faire quatre ou cinq gentilshommes les uns sur les autres; » elle vante aussi les Sévigné, « considérables dans les guerres de Bretagne, et bien marqués dans l'histoire. » On sait quel souvenir elle avait gardé de l'*Histoire amoureuse* : je retrouve, en effet, dans son attitude, une sévérité éclaircie à la fin par un sourire chevaleresque : « Levez-vous, comte, je ne veux point vous tuer à terre. » Son esprit était, au fond, sympathique à l'esprit de Bussy; mais, lorsque son cousin s'emporte, et lui témoigne une tendresse trop vive, son front se plisse, et elle lui dit un peu rudement : « N'est-ce pas une chose étrange que vous ne puissiez trouver de milieu entre m'offenser outrageusement ou m'aimer plus que votre vie? » En fait, le badinage du comte plaisait à Mme de Sévigné; elle répond toujours à son cousin avec exactitude, conservant tout ensemble la supériorité du style, et l'ascendant que donne aux femmes un

acte de clémence, dont l'orgueil de l'homme ne saurait souffrir; elle le console, l'encourage à supporter la mauvaise fortune, et ne craint pas de lui laisser voir, tout en riant, ses ennuis et sa mélancolie : « La vie est courte, mon cher cousin; c'est la consolation des misérables et la douleur des gens heureux. »

Auprès de Mme de Sévigné se place Mme de Grignan. Quoi qu'on en ait dit, elle admirait sérieusement et profondément sa mère : « Il me semble, écrit-elle à Bussy avec une modestie charmante, que c'est mon meilleur endroit... Si j'avais quelque autre bonne qualité essentielle, je vous ferais mon portrait, mais ne voyez que celle-là. » Je trouve parfois dans ses lettres un peu de raideur, mais cette raison inflexible est souvent tempérée par un sourire : « Si je vous écrivais ailleurs que dans une lettre de ma mère, je vous dirais que c'est beaucoup retarder mes devoirs qui m'appellent en Provence, mais elle trouverait mauvais de n'être pas comptée au nombre de ceux qui doivent régler ma conduite. Elle en est présentement la maîtresse, et j'ai le chagrin de n'éprouver son autorité qu'en des choses où ma complaisance et mon obéissance seront soupçonnées d'être d'intelligence avec elle. » La *belle Madelonne* est une femme sérieuse, et qui raisonne tout, même l'amitié : « C'est ici un adieu, monsieur le comte, mais un adieu n'est pas rude quand on n'est pas ensemble, et qu'ainsi l'on ne se quitte point; » et plus loin : « Je vous supplie de faire mes compliments à madame votre fille sur la mort de M. de Coligny... Je lui ferais un compliment fort mauvais et fort commun, qui ne la contente-

rait pas, si elle était affligée, et qui lui paraîtrait impertinent, si elle ne l'est pas. » Elle est cartésienne enfin, et elle déclare avec une foi inébranlable ses sentiments philosophiques : « Je ne veux pas abjurer la secte de M. Descartes : il arrive des révolutions dans toutes les opinions, et j'espère que les siennes triompheront un jour et couronneront ma persévérance. » Ce n'est plus là, sans doute, la brillante imagination de Mme de Sévigné; les formes du style sont austère, l'esprit est calme, logique et froid. Cette physionomie est impassible, mais sa dignité est agréable, et l'intelligence illumine ce regard.

Mme du Deffant est souverainement inique, lorsqu'elle parle d'une amie de Bussy, dont, je l'avoue, le style me plaît : Mme de Scudéry. Ne va-t-elle pas jusqu'à dire : « Ses lettres sont insupportables; rien n'est plus faux. » Mme de Scudéry était, j'en conviens, et ceci m'importe peu, « d'une noblesse des plus minces, » mais elle écrit bien, et montre à Bussy un dévouement sincère; elle est au courant des nouvelles de la cour; elle les expose simplement et avec esprit. Elle moralise le comte sans emphase : « Heureux est qui n'aime point, lui dit-elle, et qui n'a pas aimé fortement; quoi que disent les amants, les plaisirs de l'amour ne valent point ses peines. » Il y a parfois un grain de curiosité caché au fond de ses exhortations morales, et, quand elle énumère à Bussy les chagrins inséparables des passions, on sent qu'elle veut savoir au juste si, dans sa retraite même, il n'a pas gardé de Mme de Montglas un trop profond souvenir : « Tant que vous ne l'oublierez pas,

croyez que vous n'êtes point pour elle comme vous dites que vous êtes. » Elle le provoque ainsi à répondre et à faire connaître l'état de son cœur. Mme de Scudéry est un bel esprit, mais je ne vois rien en elle qui soit affectation ou pédanterie. Elle a lu Pascal, elle est pieuse, et réfléchit beaucoup sur la vanité du monde; c'était de mode de ce temps-là; « elle ne connaît point l'amour, » nous dit-elle, mais elle n'y a point regret; elle vit d'une vie simple, littéraire, au milieu d'un cercle d'amis qu'elle ne cherche pas à dominer, et parmi lesquels il faut citer, car ce sont aussi des correspondants de Bussy-Rabutin, Mlle Dupré et le duc de Saint-Aignan.

Mlle Dupré est un type original et qui amuse; poëte, elle se plaît à montrer ses ouvrages, et ces ouvrages, ce sont des sonnets. Muse chaste et vieille fille, elle accable l'amour de divertissantes invectives : décidément, il est son ennemi personnel, et elle « traite ce dieu rudement. » Cependant, elle l'avoue en baissant les yeux, après avoir décrit « les amours du siècle d'or : » « Si j'avais vécu dans celui-là, je n'aurais pas été si farouche. » Elle rappelle quelquefois Bélise, et, trente ans plus tôt, elle eût été l'une des perles de l'hôtel de Rambouillet. Femme très-savante, du reste, elle avait appris le grec et le latin, et se complaisait dans l'étude de la philosophie; mais quoi? les bouts-rimés ont pour elle un attrait mystérieux. Ce sont là les flèches qu'elle aiguise contre Cupidon, et ce n'est pas la faute de ses madrigaux si Bussy n'est point persuadé :

Que sans cette passion folle,
Le monde n'en irait que mieux.

Cette figure un peu ridicule, dans un coin de la galerie, envoie au passant un spirituel et prétentieux sourire.

Quant au duc de Saint-Aignan, c'est un caractère élevé et une noble physionomie. Il me rappelle certains portraits de Porbus. Il en a l'attitude austère et la douce sérénité. Il avait ces vertus imposantes des âmes portées vers le bien par la dignité même de leur nature, et ces vertus étaient chez lui agréables et indulgentes. Ami fidèle de Bussy, il demeura toujours son affectueux interprète auprès de Louis XIV; c'était à lui que le comte avait remis ses intérêts, et le duc de Saint-Aignan eût été digne de défendre une meilleure cause. Son style, comme lui, est aimable et sincère; le bon sens y revêt des formes courtoises, mais sa politesse mesurée vient du cœur. Il donnait sans cesse à Bussy, par ses lettres et par ses bons offices auprès du roi, des preuves sensibles de cette étonnante, mais réelle amitié. Il admirait fort les écrits de l'exilé qu'il daignait plaindre : « C'est à un provincial comme vous que doivent penser les courtisans. Mais, mon Dieu ! que valent plusieurs de ces messieurs-là, et que ne valez-vous point ? Quand verrai-je vos mémoires, et quand vous ferai-je voir les miens ! » Les mémoires du duc de Saint-Aignan, s'ils existent encore, sont inédits; il serait à désirer qu'ils fussent publiés, et fissent apparaître dans tout son jour

un des types les plus purs de l'ancienne noblesse française.

Bussy avait des amis, non-seulement à la cour, mais dans l'Église et dans la magistrature. Parmi les premiers, il faut citer le révérend dom Côme, depuis évêque de Lombez, le confesseur de Mme de Montglas, excellent prêtre, un peu embarrassé de parler de sa pénitente. Impatienté enfin des provocations indiscrètes de Bussy, il le lui déclare un jour : « Je ne vous dis rien sur le chapitre de la dame dont vous me faites l'honneur de me parler ; le ministère où elle m'employait m'impose un silence austère. » Aussi, c'est en vain qu'il promet au comte « de penser à lui tous les jours de sa vie, au moins une fois, qui sera à l'autel. » Bussy, qui se soucie peu des sermons et des prières, cesse de lui écrire dès qu'il voit sa curiosité déçue. Je citerai encore le père Bouhours, un jésuite que ses travaux littéraires ont fait honorablement connaître, et qui lisait et relisait les lettres de Bussy. Malgré sa gravité, il veut absolument déployer ses grâces un peu lourdes, et rivaliser avec le comte. Quoi qu'il fasse, ses plaisanteries n'ont point le tour aisé ; il prétend être agréable, et se donne beaucoup de peine pour y parvenir : c'est dire assez qu'il échoue. Son maintien composé ne devient jamais libre ; il sermonne, bien qu'il s'en défende, et professe, bien qu'il ait l'air de demander des avis.

Je trouve son confrère, le père Rapin, l'auteur du poëme des jardins, infiniment plus aimable : « C'est un bon et honnête homme, » disait Mme de Sévigné. Mme de Scudéry l'avait fait connaître à Bussy,

et en trace elle-même le portrait : « Il a une physionomie qui découvre une partie de sa bonté et de sa douceur. Dans ses manières et dans son procédé, il n'y a rien affecté, comme ont la plupart de ceux qui portent un habit religieux... l'on ne voit de sa dévotion qu'autant qu'il en faut pour en être fort édifié ;... il est, à ce que disent tous les savants, un des plus savants hommes de son siècle, mais sa science est si bien digérée, qu'il ne paraît dans sa conversation ordinaire que du bon sens et de la raison. » Après avoir lu les lettres de Rapin à Bussy, on voit combien ces traits sont justes; Rapin était un de ces êtres rares dont la simplicité sereine trouve en soi ce je ne sais quoi de gracieux, qui est, chez certaines âmes privilégiées, le rayonnement de la vertu. Sa sainteté affermie ne redoutait pas le commerce du monde, et n'imposait pas à son visage une déplaisante rigidité. Il savait être pieux, sans s'irriter contre les incrédules, et la délicatesse de son tact littéraire le préservait des préjugés qui séduisent les dévotions vives. Les hardiesses de Molière ne l'avaient point effrayé, et je suis si accoutumé à l'impartialité de son esprit, que je ne m'étonne pas de l'entendre dire : « Molière est de nos amis. » Mais cette nature exquise était délicate, faible, souvent défaillante ; Rapin mourut jeune, et sa mort paraît avoir été sensible à Bussy : « Il était votre ami aussi bien que le mien, » écrit-il à Mme de Sévigné. Celle-ci lui répond par un éloge rapide, mais senti, de cet homme éminent et doux, qui est une des figures souriantes de l'Église au dix-septième siècle.

Auprès de lui, je rencontre le premier président Brulart de Puisieux. C'est le type de ces magistrats de province, à qui des fonctions élevées, de nobles traditions de famille, une instruction solide, des principes affermis, ont donné une dignité d'âme qui se répand sur leur visage et apparaît dans leur style. Le goût des lettres venait orner ces fortes intelligences, et les travaux de la jurisprudence ne les détournaient pas des plaisirs de l'esprit. Ils partageaient l'avis de Cicéron, qui invite aux études littéraires ou philosophiques les hommes les plus préoccupés par les débats des tribunaux ou les luttes du Forum. Celui-ci nous représente cette sagesse austère, cette distinction de langage, qui étaient le caractère de l'antique magistrature, et, en même temps, l'aménité indulgente qui est le propre de la vertu éclairée. Il loue Bussy de ses mémoires : « Ce qui est sérieux, dit-il, est beau et solide, et rien n'est plus enjoué que ce que vous avez écrit pour réjouir ; » mais le magistrat s'effraye de certaines témérités : « J'ai peur que vous n'ayez pas assez craint de fâcher le monde. » On croit voir le président Brulart quand on lit ses lettres : il a la gravité aimable de ces vieux portraits de famille, coiffés de la perruque du temps, vêtus de la toge parlementaire, et dont le majestueux regard semble conseiller sans cesse l'honneur, la droiture, le respect du bien à leur postérité.

Voici encore quelques-uns des types qui s'accentuent à chaque page de la correspondance : c'est Mlle d'Armentières qui, selon Saint-Simon, était « une fille d'esprit et de vertu. » D'après ses lettres, ces louanges

semblent méritées; on ne peut toutefois s'empêcher de rire, lorsqu'elle s'y montre si fort préoccupée de ses affaires au palais, de ses juges, de « son chicaneur » qu'elle espère « mettre à la raison, » lorsqu'elle avoue, avec une ingénuité digne de la comtesse de Pimbèche : « n'avoir presque plus de procès. » N'est-ce pas charmant? — C'est Mme Bossuet, la belle-sœur de l'illustre évêque : Bussy l'appelle avec enthousiasme « une femme extraordinaire; » il fallait dire simplement : « une femme spirituelle; » il paraît qu'elle était belle, mais, ajoute Bussy : « pour sa conduite, elle ne plaît à personne, pas même à ses amants en faveur de qui elle est si mauvaise. » Ceci me gâte un peu cette bourgeoise qui écrit si bien, cette provinciale qui aime tant Bérénice, et qui parle si finement de choses sérieuses; je ne suis plus étonné de lui entendre dire: « Il ne faut pas aimer à demi quand on s'en mêle, » elle semble avoir pratiqué souvent ce précepte dangereux pour la vertu; — c'est Mme de Montmorency, une des plus fidèles amies du comte, grande dame mondaine qui envoie à Bussy toutes les nouvelles de l'armée et de la guerre, qui appelait si gaiement Mme de Montglas « Satan, » et lui criait si fort : « *Vade retro!* » qui se désespère d'avoir la petite vérole, parce qu'elle se trouve « en quarantaine, » parce que son salon est vide, et qu'elle est réduite à jouer « avec ses femmes et ses laquais; » — c'est Mme de Gouville, « l'impudique; » Mme de Fiesque, « la petite comtesse, » la Gilonide du Luxembourg, « l'aimable déesse de toutes les fêtes; » la grande Mademoiselle qui, des premières, envoie à

l'exilé un sympathique souvenir; — c'est cette sensible et divertissante princesse allemande, la duchesse de Holstein, mariée par amour à un cousin de Bussy, un Rabutin sans fortune. Elle écrit au comte de nombreuses lettres, dont les phrases à perte de vue et les allures germaniques heurtent à chaque ligne la grammaire française. Du moins a-t-elle le mérite de se défier de son style: « Je ne sais si je m'explique bien, » dit-elle; Bussy est trop flatté de cette parenté pour ne point pleinement rassurer la duchesse. Ce n'est pas là, du reste, la seule inquiétude de cette pauvre femme qui craint d'avoir fait une mésalliance, ou plutôt de paraître, à la cour de Vienne, s'être mésalliée. Aussi réclame-t-elle, à plusieurs reprises, une généalogie détaillée de la maison de Rabutin, car elle veut établir « cette famille en Allemagne *qui* est si illustre. » Ces bévues amusent, et les empressements de Bussy auprès de cette Allemande épaisse deviennent une réjouissante comédie. Citons encore le comte de Gramont, le héros des *Mémoires d'Hamilton*; il est célèbre d'autre part, mais j'ai sous les yeux un échange de quatre lettres entre lui et Bussy, qui m'apprennent un détail inédit fort honorable pour son tact et son esprit. Comme Oronte prie Alceste de juger son sonnet, Gramont « supplie très-humblement » Bussy de lui dire son sentiment « sur certain panégyrique du roi en vers, que son zèle, dit-il, lui a fait entreprendre; » le comte lui avoue, avec une sincérité digne du misanthrope, que « lorsqu'il s'agit du panégyrique du roi, ce doit être quelque chose d'extraordinaire, que ces sortes d'ouvrages ne doivent pas être

communs, et qu'en matière de vers la médiocrité est un grand défaut. » Mais, au rebours d'Oronte, Gramont remercie son juge « de sa généreuse sincérité, » et il ajoute avec un bon goût parfait : « Je vous supplie d'oublier que je fais de méchants vers. »

J'interromps ici, car je n'en finirais pas, cette revue des caractères et des incidents qui remplissent la correspondance de Bussy-Rabutin, et cette étude d'une forme de langage oubliée et d'une société disparue. Un siècle est là, avec ses grandeurs et ses faiblesses, ses événements historiques et ses anecdotes puériles ; nous en écoutons les voix évanouies ; la génération qui vivait alors nous apparaît, et, après deux cents ans écoulés, elle nous intéresse et nous émeut encore. Et cependant, les fondements mêmes de cette société qui se croyait impérissable se sont écroulés pour jamais, et notre philosophie demeure pensive devant ces ruines ; nous apercevons le néant de ces splendeurs, de ces tristesses ou de ces joies, et la vérité de ces enseignements redoutables que les orateurs sacrés et les philosophes faisaient descendre des hauteurs de leur génie sur ces existences qui se révèlent à notre investigation curieuse. Étrange puissance du style qui ranime cette poussière et qui sauve de l'oubli ceux-là mêmes qui n'avaient jamais songé à l'immortalité ! Nous demeurons attentifs devant les expressions de ces figures que nous voyons passer devant nos yeux dans les mémoires et la correspondance que nous venons de parcourir, parce qu'elles sont ornées de ce charme et éclairées de cette lumière. C'est la destinée du siècle de Louis XIV, ce tableau splendide qui se dé-

veloppe lentement chaque jour sous nos regards recueillis, ce tableau immense où tant de peintres illustres ont ajouté tour à tour quelques traits, et qui se présente ainsi comme l'œuvre de tous les contemporains, historiens, poëtes, artistes, orateurs, hommes du monde, au jugement de la postérité. Et qu'on ne nous dise pas que des détails comme les correspondances sont inutiles à l'ensemble; ils en achèvent au contraire l'harmonie, puisqu'ils nous expliquent, par les mœurs, le sens des événements, et, mettant sans cesse en action la personnalité humaine, donnent au passé la vie du présent, à l'histoire le relief et l'éclat de la réalité.

(1860.)

MADAME DE MAINTENON

INSTITUTRICE

Lettres sur l'éducation des filles, — Entretiens sur l'éducation des filles, — Conseils aux demoiselles, — Lettres historiques et édifiantes, — publiés par M. Th. Lavallée.

Je ne saurais vouloir raconter soit la vie de Mme de Maintenon, soit l'histoire de Saint-Cyr, et si je viens, après beaucoup d'autres, parler de cette femme illustre et de l'institution qui « lui tenait tant au cœur, » — telles sont ses propres expressions, — ce n'est pas le moins du monde dans le but de recommencer les travaux de M. le duc de Noailles et de M. Théophile Lavallée. Non, ce qui a été fait a été bien fait, et il faudrait, pour oser reprendre en sous-œuvre des études si sérieuses et si savantes, une témérité dont je ne veux pas même être soupçonné. Je jetterai seulement un coup d'œil rapide, au point de vue philosophique, sur les écrits purement pédagogiques de Mme de Maintenon, sur l'esprit de ces lettres et de ces conseils qu'elle adressait à Saint-Cyr, sur le sens et la portée de cet enseignement; j'essayerai de constater son rang parmi

les philosophes religieux, et si j'ose ainsi parler, parmi les éducateurs de l'âme et de l'esprit. On lui a attribué bien des ambitions : sans entrer ici dans une discussion qu'il faut réserver pour le jour où paraîtra sa correspondance générale, je crois pouvoir affirmer au moins que l'ambition de former au bien les religieuses et les élèves de Saint-Cyr a été le grand mobile de sa vie durant ces dernières années qu'on lui a tant et si amèrement reprochées. Ses directeurs essayaient, mais en vain, de distraire sa pensée de Saint-Cyr : Fénelon lui écrivait : « Je crois qu'une inspection générale et une attention suivie suffit à une personne accablée de tant d'affaires, appelée à de plus grands biens, capable d'objets plus étendus. » Mme de Maintenon résista ; elle estimait très-haut « le zèle que Dieu lui avait donné pour l'instruction de la jeunesse ; » sa vocation était de diriger Saint-Cyr : elle suivit cette vocation : elle voulut être institutrice en un mot, et c'est de l'institutrice que nous allons étudier les systèmes et l'expérience.

I

Lorsqu'on se trouve en présence d'une intelligence pratique comme l'était celle de Mme de Maintenon, il importe de se rendre un compte exact du but qu'elle prétendait atteindre. Mme de Maintenon n'est pas un auteur spéculatif, elle ne décide rien en vue d'une hypothèse, elle n'écrit point pour le plaisir d'exposer ses idées. Lorsqu'elle pose un précepte, elle a toujours en vue un fait que ce précepte doit modifier; lorsqu'elle

donne un conseil, ce n'est point pour défendre ou perfectionner une vaine théorie, mais bien pour qu'il soit suivi, pour qu'il s'applique dans la réalité. Il faut donc avant de considérer sa pensée, voir quelle œuvre elle voulait achever, quel champ était ouvert à cette activité surprenante que les infirmités et l'âge n'amortirent jamais.

Quand Saint-Cyr, succédant à la maison de Noisy qui n'en avait été que l'ébauche, fut définitivement fondé, tout demeurait à créer dans l'ordre des idées. L'application des règles posées était d'abord une difficulté sérieuse; ensuite le développement de ces règles et leur interprétation réclamaient des soins extrêmes et une vigilance infatigable ; enfin ces détails variés, ces mille circonstances toujours renaissantes, fréquemment imprévues, et qui par suite ne se peuvent régler d'avance, ne permettaient point de relâche à une intelligence également désireuse de tout connaître et de tout conduire. Il fallait obtenir à la fois des institutrices pieuses, sages, mesurées, éclairées, et des élèves qui pussent devenir un jour, selon leur vocation, «soit d'excellentes vierges pour les cloîtres, soit de pieuses mères de famille pour le monde. » En deux mots, voilà quelle était la tâche de Mme de Maintenon; c'était une œuvre de tous les jours, qui faisait appel sans cesse aux forces de son esprit. De là cette direction attentive dont on a peine à comprendre les ressources inépuisables, cette action continue, toujours réclamée, toujours nécessaire, accordée toujours avec une magnifique prodigalité, cette intervention que rien ne décourage, qui descend jusqu'à

des minuties, s'élève jusque dans les plus hautes régions de la philosophie pratique, et dans son infatigable ardeur, mesure la force d'un conseil, l'abondance d'une lettre, l'exposition d'une pensée utile, seulement à l'étendue des besoins qui la sollicitent et de la charité qui l'entraîne.

Quels éléments avait-elle entre les mains? Il s'était présenté du dehors beaucoup de jeunes filles de bonne renommée, appartenant à de nobles familles, et désireuses d'obtenir le titre de dames de Saint-Louis ; mais « les unes, disent les Mémoires de Saint-Cyr, étaient venues sans vocation, pour être connues de Mme de Maintenon, » les autres, ajoute M. Théophile Lavallée, « étaient presque des enfants, ignorantes, sans expérience, n'ayant qu'une piété mal éclairée, avec des idées fausses sur la vie qu'elles avaient embrassée, enfin elles s'étaient laissé éblouir par la grandeur de la fondation, les louanges du roi et de la cour; elles en avaient pris des manières de chanoinesses et de dames importantes [1]. » On comprend aisément quelle devait être sur de jeunes esprits la séduction d'une si haute fortune et d'une si brillante faveur, lorsqu'on voit la première supérieure de Saint-Cyr, Mme de Brinon, femme d'une haute piété, d'une intelligence remarquable, d'une raison expérimentée, se laisser aveugler par l'orgueil, mettre en avant des prétentions ridicules, forcer enfin Mme de Maintenon, son ancienne amie,

[1] Th. Lavallée, *Histoire de la maison de Saint-Cyr.*

à lui retirer sa confiance, et à l'éloigner de Saint-Cyr, par une sorte de coup d'État.

Quant aux élèves, toutes filles de la noblesse, pauvres il est vrai, mais profondément imbues des idées aristocratiques, accoutumées à considérer l'antiquité de la race comme un droit à tous les honneurs et à tous les priviléges, elles ne rêvaient que « mariages, grandeurs, richesses; leurs familles, avec les préjugés et l'ignorance des provinces, les nourrissaient de ces espérances [1]. » On ne pensa point, dès l'origine, à combattre ces idées, funestes au calme d'esprit, aux occupations sérieuses, à cet ensemble de règles, dont l'éducation se compose, ces illusions dangereuses chez des jeunes personnes sans fortune à qui l'avenir devait souvent réserver ces déceptions que l'inexpérience ignore, et dont une sage direction préserve. On ne craignit point de leur donner une éducation mondaine, et, sous l'influence de Mme de Brinon, habituée au commerce des beaux esprits de son temps, on en vint « à leur inspirer les railleries, les conversations précieuses, et le ton de l'hôtel de Rambouillet; on leur donnait à lire les comédies de Molière et les romans de Mlle de Scudéry, on leur faisait écrire sur Mme de Maintenon et les dames de la cour de ces portraits mythologiques qui étaient alors si fort à la mode [2]. » Ces abus étaient graves; nous ne pouvons pas, il est vrai, les condamner avec sévérité, puisque nous leur devons *Athalie* et *Esther*; mais enfin, si nous con-

[1] Th. Lavallée, *Histoire de la maison de Saint-Cyr.*
[2] Th. Lavallée, *Histoire de le maison de Saint-Cyr.*

sidérons, au seul point de vue de l'éducation, Saint-Cyr transformé en un théâtre, les élèves enivrées de leur succès, impatientes après chaque représentation d'en obtenir un autre, distraites de leurs études par la perspective de cet instant solennel, bercées des plus chimériques espérances au bruit des applaudissements de la cour, peut-être serons-nous contraints d'approuver, dans son intention du moins, l'austère réforme qui suivit ces premiers jours si brillants; peut-être ne trouverons-nous pas que ce fussent là précisément les plaisirs que le roi de France, conseillé par des évêques, aurait dû donner aux filles de sa noblesse. Mme de Maintenon le reconnut bientôt avec une admirable humilité. « Mon orgueil, écrit-elle à Mme de Fontaines, maîtresse générale, s'est répandu sur toute la maison, et le fond en est si grand, qu'il l'emporte même par-dessus mes bonnes intentions : nous avons fait des discoureuses, présomptueuses, curieuses, hardies; elles ont été trop considérées, trop flattées, trop ménagées ; nous avons fait de beaux esprits ; j'y ai contribué plus que personne, et je serai bien heureuse si Dieu ne m'en punit pas sévèrement. » C'est à partir de ce moment surtout qu'elle se consacre à Saint-Cyr. Un changement complet de l'éducation était nécessaire : il s'accomplit grâce à son expérience et à sa sagesse.

II

Considérons d'abord quelle fut son influence sur les dames de Saint-Louis. Elle s'était fait une grande idée

de ce que doit être une institutrice. Il semble qu'elle ait été pénétrée de ces paroles de Fénelon sur l'éducation des filles : « Il faudrait un discernement, une patience et un talent extraordinaires pour l'exécuter [1]. » Elle savait « qu'il faut se faire estimer des demoiselles par une conduite toute religieuse et régulière, » et que, pour emprunter ici encore les termes de Fénelon « si les enfants voient le contraire de ce qu'on leur enseigne, ils s'accoutument à regarder la religion comme une belle cérémonie et la vertu comme une idée impraticable. » Cette pensée doit en effet se présenter la première à l'esprit : la plupart de ceux qui se sont occupés d'éducation insistent sur la nécessité de donner aux enfants l'exemple avant le précepte de la vertu. Ce n'est pas seulement Mme de Maintenon qui impose une telle perfection : j'ai cité le sentiment de Fénelon : « Faites en sorte, disait Bossuet aux Ursulines de Meaux, que vos élèves ne voient rien en vous qui ne les porte au bien et qui ne leur persuade la vertu. » Locke, dès les premières pages de son livre, exige qu'on ne tienne « autour des enfants que des personnes sages et raisonnables [2], » et Mme Necker de Saussure, dans son *Traité d'éducation progressive*, résume d'un mot les éminentes qualités dont l'instituteur doit être doué, lorsqu'elle dit : « Il est à l'égard de l'enfant ce que la Providence est à l'égard de l'homme. [3] »

[1] Fénelon, *De l'Éducation des filles*, ch. VII et XII.
[2] Locke, *De l'Éducation des enfants*, sect. I.
[3] Mme Necker de Saussure, *De l'Éducation progressive*, I, VI.

Mme de Maintenon comprit parfaitement l'importance de cette éducation des institutrices, et en même temps la difficulté d'atteindre l'idéal qu'elle s'était proposé. Jamais toutefois elle ne se décourage : on disait dans la maison, — elle ne l'ignorait pas, — qu'elle « ne cessait de prêcher. » Mais quoi ! elle avait cette sublime folie « de vouloir faire entendre raison à tout le monde, » et elle ne ménage ni ses démarches ni ses conseils. « On dit, et selon toute apparence avec vérité, lui écrivait Fénelon, que vous êtes sévère, qu'il n'est pas permis d'avoir des défauts avec vous, et qu'étant dure à vous-même, vous l'êtes aussi aux autres [1]. » Si toutefois elle allait droit son chemin avec une rigidité inflexible, du moins elle ne s'irrite jamais : elle demande beaucoup, j'en conviens, elle est douée de cette vive susceptibilité de conscience qui aperçoit le mal immédiatement, elle signale ce qu'elle voit sans hésiter, mais toujours avec douceur. On sent d'ailleurs en elle un jugement si sûr et si ferme, la multiplicité même de ses leçons témoigne d'une telle patience, elle aime si profondément le bien d'abord, celles-là même ensuite dont elle tolère le moins les fautes, que cette sévérité tempérée dont parle Fénelon ne semble pas avoir jamais été mal prise par aucune des dames de Saint-Louis. Je dirai plus : leurs jours de fête étaient ceux où Mme de Maintenon venait à Saint-Cyr ; elles ne pouvaient se lasser alors, soit d'écouter ses paroles, soit de converser avec elle sur les

[1] Fénelon, *Lettre à Mme de Maintenon* (dans les *Lettres spirituelles*).

divers sujets dont elles étaient préoccupées, et lorsqu'elle était absente, chacune d'elles se plaisait à provoquer par des lettres confidentielles ces conseils affectueux et même ces réprimandes austères qu'elles redoutaient bien de sentir justifiées, mais dont elles ne pouvaient suspecter le désintéressement sincère. Elles étaient, comme le leur disait en plaisantant Mme de Maintenon, « affamées de bonnes choses, » car elles en savaient le prix, et c'est à cette bonne volonté de s'instruire, à cette abdication de l'orgueil, à cette soumission ingénue qu'elles ont dû cette perfection qui nous étonne.

Il y avait deux personnes en elles : l'institutrice et la religieuse. Il fallait donc les mettre en garde contre une double inexpérience, leur tracer deux lignes de conduite, mais ces lignes devaient être parallèles, si je puis parler ainsi; il fallait que l'institutrice fût plus parfaite par cela même qu'elle était religieuse et que la religieuse considérât comme le premier de ses devoirs son travail d'institutrice. N'être que l'une ou l'autre, ce n'est pas assez: « la fin de votre établissement est l'éducation, » leur répète sans cesse Mme de Maintenon: elle n'entend pas qu'il y ait la moindre confusion sur ce point-là. Son esprit droit avait nettement aperçu que la maison de Saint-Louis ne pouvait pas être un couvent comme les autres. Les dames doivent être pieuses, il est vrai : Mme de Maintenon leur écrit énergiquement: « Je demande tous les jours à Dieu que Saint-Cyr soit détruit, si les dames ne sont des saintes, » mais un vœu solennel leur impose de consacrer leur vie à l'éducation des jeunes filles, et c'est là une obligation à

laquelle elles ne peuvent pas se soustraire : il convient que Saint-Cyr devienne par elles un modèle de bonne éducation; cette œuvre, si elle est bien faite, doit « renouveler dans tout le royaume la perfection du christianisme. » Il ne s'agit donc pas pour les dames de passer leur journée en prières dans leur cellule ou au chœur. Mme de Maintenon approuve sans doute l'oraison et la recommande souvent, mais elle ne saurait admettre que les élans d'une piété intempestive viennent troubler l'ordre fixé. Et il ne suffit pas de suivre la règle à la lettre, il faut mettre dans cette œuvre toute son âme et lui donner sa vie : « Ne respirerons-nous donc pas? demandent les Dames. Non, répond Mme de Maintenon, tant que vous serez auprès de vos filles. » Se contenteront-elles « d'un certain arrangement extérieur? » Ce serait là peu de chose; leur tâche est meilleure et plus haute : si elles s'inquiètent de savoir quels péchés importants elles peuvent commettre, leur illustre fondatrice attire leurs regards sur les fautes envers les élèves : « Ce serait, leur dit-elle, de ne pas se mettre beaucoup en peine de les rendre raisonnables, et de leur donner de bons principes qui leur restent toute la vie... Ce serait de ne pas prendre tout le soin possible pour déraciner leurs mauvaises inclinations et leurs vices. Voilà ce que je crois le plus dangereux... Je voudrais écrire sur toutes vos portes : patience et vigilance. » Avec quelle vivacité d'esprit elle leur présente le portrait ridicule de ces gouvernantes de bas étage « qui ne savent que faire tenir droite et montrer à faire la révérence, et qui considèrent comme la plus grande faute de chiffonner un

tablier ou d'y mettre de l'encre. Il s'en trouve peu, ajoute-t-elle, qui parlent de raison. » C'est là justement où elle voulait en venir : les dames devaient essentiellement « parler de raison » aux enfants : c'est bien dans ce but que Saint-Cyr avait été fondé, et non pas pour élever des jeunes filles à qui « l'on apprend quelques quatrains de Pibrac qu'on leur fait dire en toute occasion et qu'elles récitent comme de petits perroquets. »

Il s'agit donc de former des filles raisonnables et chrétiennes, capables de « porter la religion dans les lieux où la Providence les conduira. » Quel sera ici le rôle de l'institutrice ? Elle aura soin de se conduire en toute occurrence avec précision et régularité, elle « mêlera la douceur à la fermeté. » Si on avoue à Mme de Maintenon « qu'on n'a pas encore essayé de la douceur, » elle répondra : « c'est par où il faut commencer. » Elle exige « une conduite proportionnée aux divers caractères, » car elle sait combien il est injuste de réclamer de tous une perfection égale : elle veut qu'on inspire « une piété droite, une piété solide, une piété simple, » de telle sorte que « vos demoiselles soient une assemblée d'âmes innocentes et pures qui tendent à Dieu. » Elle en revient souvent à la douceur : « que vos réprimandes soient rares, » se plaît-elle à répéter, et ailleurs : « ne les rebutez point par des corrections fréquentes. » Il y a des « jours malheureux, » il y a des instants où une sévérité inopportune blesse davantage, où les jeunes filles « sont dans une émotion, dans un découragement, prêtes à murmurer. » Il en est parmi elles « qui sont mortifiées par un ton, par un geste ; » l'institutrice qui doit,

avec une délicatesse toute féminine, avoir remarqué ces nuances, saura y réfléchir et réglera sa conduite d'après ses réflexions : elle sera « circonspecte dans ses paroles. » Lorsqu'enfin elle en viendra à punir, elle « se servira de choses qui, en leur servant de pénitence, tournent encore à les former. » Pour obtenir le bien qu'elle sait possible, elle emploiera même quelquefois la raillerie : « cela leur fait souvent mieux sentir le ridicule de ce qu'elles font mal à propos qu'une réprimande sérieuse. » Mais ici surtout, il faut de sages tempéraments, et elle se gardera « d'une manière qui les pourrait aigrir. »

Mme de Maintenon est pénétrée de cette pensée, « que la vocation d'une dame de Saint-Louis est sublime. » Elle le dit sincèrement aux religieuses, et elle leur démontre leur redoutable responsabilité : « qu'une dame de Saint-Louis peut faire de bien ! s'écrie-t-elle, et par la même proportion, qu'elle peut faire de mal ! Combien d'âmes peut-elle porter à Dieu par ses soins ! Combien d'âmes peut-elle scandaliser et conduire à la mort par sa négligence ! » C'est pourquoi elle ne laisse échapper aucune occasion de leur indiquer la marche qu'elles doivent suivre, elle ne se lasse pas de leur donner des conseils, et les dames ne se lassent pas de l'entendre. Elles apprennent ainsi tout ce qu'il est convenable de faire ou de dire et cela dans les moindres détails, car Mme de Maintenon, admirablement éclairée, prévoit mille circonstances et répond à d'innombrables questions. Tantôt elle redoute les excès de zèle : « Les enfants ne sont pas capables

d'une longue attention, dit-elle ; il ne faut pas les lasser de prières ; cela les dégoûte de la piété : » elle connaissait à merveille « cette joie, cette vivacité, ce pétillement » qu'elle n'eût voulu pour rien au monde étouffer, et elle ne se soucie pas davantage des austérités dont la santé peut souffrir. Tantôt elle insiste sur la nécessité de rendre le commandement aimable, si l'on ne veut point rebuter celles qu'on gouverne ; « il ne faut pas chercher à découvrir leurs fautes, épier les occasions de les confondre ; » il lui déplaît d'entendre une maîtresse parler avec brusquerie ou sécheresse : « possédez-vous, dit-elle, en reprenant vos filles ; » elle veut surtout que l'autorité, si ferme qu'elle soit, ne laisse point dans les cœurs d'impression triste, et qu'elle soit ménagée de façon à n'entraver jamais par la crainte « la liberté d'esprit des enfants. » La trop grande indulgence ne l'inquiète pas moins ; elle désire que les dames se fassent aimer, mais sans que le respect s'émousse : « elles doivent vous respecter en enfants, » et plus loin, elle leur recommande de ne jamais souffrir une trop grande familiarité. Parmi des jeunes filles, toutes de familles nobles, il est vrai, mais de maisons inégales, un écueil était à craindre : une préférence quelconque pour celles dont les familles étaient plus anciennes ou plus illustres. Mme de Maintenon prévoit ce péril, d'autant mieux qu'à l'origine elle-même ne l'avait point évité ; mais elle est bien vite revenue de cette erreur, et recommande aux maîtresses « l'égalité dans les soins et les traitements. » Point d'autres distinctions entre les élèves que celles méritées par le travail et la conduite,

et, ici encore, il convient de savoir apprécier sagement la valeur des fautes, de ne pas faire un crime aux enfants « des faiblesses de leur âge » et de ne pas attaquer « un petit dérangement comme un vice. »

Ces avis étaient d'ordinaire pour toutes les maîtresses, bien qu'ils fussent souvent adressés à une seule d'entre elles. Mais on les lisait dans les réunions de la communauté, car Mme de Maintenon tenait à l'unité de l'enseignement à Saint-Cyr, et les dames devaient être animées du même esprit. On n'admettait point qu'une maîtresse nouvelle, arrivant dans une classe, « y blâmât la conduite de celle qui l'avait précédée. » Mme de Maintenon savait que les enfants prennent en mépris l'éducation qu'on leur donne, dès qu'on altère, fût-ce par un mot, leur confiance dans les discours qu'ils entendent. C'était d'un commun accord que les dames travaillaient sans cesse « à détruire et à planter dans ces jeunes cœurs, » et cela avec un zèle inébranlable. Tout découragement leur était interdit. Souvent, sans doute, elles voyaient leurs efforts inutiles; leur éminente directrice ne se dissimulait point « que l'instruction est une semence qui fructifie plus ou moins selon la terre où elle tombe, » mais en même temps elle les exhortait à espérer la continuelle assistance de Dieu dans leur œuvre : « Rien ne lui est impossible, affirme-t-elle, et nous pouvons tout par son secours ; » enfin, lorsqu'on se heurte à une de ces mauvaises natures qui déconcertent les soins et l'étude, Mme de Maintenon aime à se persuader et veut persuader aux Dames « que ce serait encore pis, » s'il n'y avait eu nulle éducation,

et elle leur propose une grande espérance : « il est rare que des personnes qui ont connu la vérité ne reviennent pas. » Rien ne doit donc les détourner du but qu'elles se proposent, ni l'assiduité exagérée à l'église, ni le défaut d'ardeur, ni la pensée qu'il y a peu de chose à faire, puisqu'on leur démontre clairement la nécessité d'une vigilance qui ne se dément jamais, ni enfin un découragement qui serait criminel et dans le présent et dans l'avenir. Une dame parfaite, « dont le caractère particulier est d'être modeste et silencieuse, » fait toutes choses « avec la même joie ; » elle sait qu'ayant voué tout son temps à l'institut, « elle ne peut en prendre sans le voler ; » enfin, pour résumer l'esprit de cet enseignement, elle « ne passe point de jour sans avoir attaqué quelque vice et fait aimer quelque vertu. »

Mais il y a encore au delà et au-dessus de ces notions si belles et si précises sur les devoirs, un degré que Mme de Maintenon fera franchir à celles que sa raison conseille. Quelle que soit la hauteur de l'idéal qu'elle leur propose, elle veut l'élever encore : « Ayez, leur dit-elle plusieurs fois, tous les soins des mères envers leurs enfants. » Ce dernier mot est décisif : il est chez elle l'expression d'un sentiment que Fénelon n'avait pas craint d'affirmer lorsqu'il disait : « J'estime fort l'éducation des bons couvents, mais je compte encore plus sur celle d'une bonne mère. » Mme de Maintenon ne pouvait pas exciter l'émulation des dames de Saint-Louis par un plus noble exemple ; elle le sentait bien : ce n'était pas assez de leur donner de sages préceptes et d'ordonner la maison de Saint-Cyr d'après des règles salutaires, si elle

ne faisait jaillir de leur âme, je ne dirai point cet amour maternel qu'elles étaient destinées à ignorer toujours et qui ne s'imite pas, mais bien un sentiment, sinon aussi passionné, du moins encore très-fécond, très-doux et très-tendre. Ce sentiment, dans sa pensée, doit être supérieur au seul respect du devoir, de toute la distance qui sépare une froide obligation d'un attrait : il met toute la sensibilité de la femme au service de son zèle : il est le charme du rude labeur de l'institutrice, en même temps qu'il amollit par sa douce chaleur, par son émotion communicative, le cœur de l'élève attendrie ; il emprunte toute sa puissance, par une grâce spéciale, non pas à cette loi naturelle qui entraîne la mère vers son enfant, mais à cette loi surnaturelle qui unit, en présence de Dieu, à la lumière de la charité évangélique, l'âme raisonnable et forte à l'âme faible et vacillante : c'est par là enfin que s'épanche sur ces jeunes intelligences guidées par de tels soins et soutenues par une telle énergie, cette tendresse innée dans le cœur de la femme, satisfaite il est vrai par l'amour divin dans la vie religieuse, mais qui trouve un aliment avec joie dans une familiarité affectueuse et grave, et dans un enseignement presque maternel.

Mme de Maintenon ne borne point ses conseils à la direction de Saint-Cyr. Elle n'avait pas seulement à former des institutrices, et ce n'était pas en vain qu'elle avait transformé la maison en un couvent. Il fallait encore que les dames fussent de bonnes religieuses, car Mme de Maintenon était profondément convaincue qu'elles ne pourraient être qu'à ce prix d'excellentes institutri-

ces. Ces deux obligations, je l'ai dit plus haut, devaient réagir l'une sur l'autre, et s'éclairer mutuellement. « Allez chercher la force aux pieds de Jésus-Christ, disait Bossuet aux dames de Saint-Cyr, mais dans le but de vous bien acquitter de vos devoirs. Vous avez à accorder ensemble la vie active et le recueillement. » Double caractère, mais aussi double difficulté. Si l'on pouvait en effet se défier de leur expérience pour l'éducation, il n'y avait pas moins à craindre qu'elles ne comprissent imparfaitement leur mission religieuse. Il importait de prévenir un pareil danger. Aussi, lorsqu'une jeune novice songeait à prononcer ses vœux, Mme de Maintenon lui exposait-elle, dans toute son étendue, l'engagement qu'elle allait prendre : « Êtes-vous prête à tout ? écrit-elle à Mme de Berval, voulez-vous être véritablement pauvre jusqu'à manquer du nécessaire, jusqu'à souffrir dans votre personne ? Voulez-vous être obéissante jusque dans le fond du cœur ? Goûterez-vous cette piété qui sera, s'il plaît à Dieu, chez vous, éloignée de toute singularité, élévation, raffinement, et qui ne tendra qu'à l'abaissement et au renoncement ? » Telle était la doctrine, enseignée alors, quelle qu'en soit l'austérité, par les plus grands esprits de l'Église. « Il faut s'abaisser, se rendre simple, devenir enfant, » écrit Fénelon à une dame qui faisait profession de piété ; et ailleurs : « Il faut se taire, dit-il à la sœur Charlotte de Saint-Cyprien, obéir, se contraindre. » Mme de Maintenon insiste sur cette obéissance absolue et cette abnégation, sur cette piété simple, avec d'autant plus d'énergie qu'elle redoutait à Saint-Cyr les écarts

d'imagination des dames, leur ardeur religieuse parfois immodérée, ces grands empressements nuisibles à leur repos et à leur vocation. Elle tenait à circonscrire nettement leurs devoirs, à ramener sans cesse vers leur but ces esprits errants, à leur proposer l'éducation comme leur obligation première, et à les mettre dans la dépendance de directeurs prudents, éloignés de tout esprit de parti, de tout mysticisme inopportun, de toute austérité vaine. Qu'on se représente cette communauté, désireuse il est vrai de bien faire, mais inexpérimentée sur les moyens d'y parvenir, vivant à une époque où les questions religieuses préoccupaient vivement tous les esprits; le jansénisme, d'une part, le quiétisme, de l'autre, entraînaient hors de la voie droite un grand nombre d'âmes pieuses, proposant comme le point culminant de la sainteté, le premier, une sévérité revêche et une humilité superbe, le second, des contemplations délirantes et l'engourdissement extatique de la volonté; l'on comprendra dès lors combien il était naturel de craindre pour des âmes simples, faciles à égarer, et qu'une dévotion raffinée ou des nouveautés dans la doctrine auraient détournées de leur œuvre.

Elles n'étaient déjà que trop portées vers de dangereuses illusions. Toutes n'étaient point pareilles à Mme de Fontaines, à Mme du Pérou, ces intelligences fermes et justes qui s'étaient depuis longtemps accoutumées à considérer la dévotion comme l'accomplissement de leurs devoirs. Il en était peu qui, comme Mme du Jas, travaillassent « sans bruit à devenir des saintes »; la plupart tombaient dans des excès de mortifications et de scrupules; Mme de

Maintenon avait sans cesse à redresser leur dévotion tortueuse : « Je crains l'âpreté de votre piété, écrit-elle à Mme de Vandam; vous l'avez souvent poussée trop loin pour vous : il faut encore moins la pousser pour les autres. » Lorsqu'elle parle à Mme de Bouju, ce sont d'autres reproches, non moins sages : cette religieuse avait, il est vrai, « beaucoup de vertu », mais « elle prenait tout par inspiration » ; son imagination se répandait « en un torrent de pensées et de paroles, » sa conscience était toujours « inquiète, pleine de tours et de détours sur soi ; » enfin égarée par une ferveur trop ardente, « elle fit deux dévotes, dit Mme de Maintenon; l'une mourut folle et l'autre le devint par ses scrupules. » Sans cesse il fallait reprendre celle-ci, calmer celle-là, exciter cette autre à aimer les classes plus que l'oraison, réfuter Mme de Radouay rêvant « une dévotion accompagnée de ce qui peut la rendre pénible, » consoler les ennuis de Mme de Montfort, tantôt partager avec elle « la tristesse qui la tourmente, » tantôt lui dire avec une onction digne de Fénelon : « vous avez bien fait de pleurer devant Dieu, mais pourquoi vous abandonnez-vous à la crainte, et quels péchés Dieu n'a-t-il pas pardonnés ? ; » il fallait détourner Mme de Montalembert « de chercher des voies extraordinaires, » arrêter Mme de Veilhan acharnée à la poursuite d'une perfection chimérique, conduire enfin comme pas à pas, tour à tour instruire et relever cette admirable religieuse, « ce trésor, » Mme de Glapion, qu'elle nommait « son enfant gâté, » mais dont l'âme exquise, agitée par une étrange et douloureuse sensibilité, se décourageait aisément sans

cause, et demeurait souvent absorbée dans une longue mélancolie.

Quelle patience et quelle sagesse n'étaient-elles pas nécessaires à celle qui voulait ramener tous ces esprits à la simplicité de cette piété pratique qu'elle jugeait la seule bonne, la seule certaine, la seule utile à la conduite de la vie ! Ajoutez les efforts continuels d'une lutte contre les plus déplorables tendances à la discussion théologique, contre les intelligences « qui se servent de leurs lumières pour former des difficultés. » Mme de Maintenon poursuivait avec une fermeté inébranlable «ces esprits pointilleux qui s'enfoncent dans leur raisonnement appuyés sur des suppositions de choses qui n'arriveront peut-être jamais, qui subtilisent à l'infini, et s'entortillent dans mille raisonnements ». L'expérience prouva rudement, au moment du quiétisme, qu'en effet « c'était aux docteurs à raisonner et à approfondir;» qu'elle n'avait pas tort de redouter les abus de piété, les imaginations vives, les dissertations religieuses, les distractions de conscience qui faisaient oublier trop souvent aux dames de Saint-Louis la grave mission dont elles étaient investies. Il fallut en venir à des mesures de rigueur, expulser de la maison et placer dans d'autres couvents trois religieuses que la doctrine de Mme Guyon avait séduite. Mme de Maintenon ne put s'y résoudre qu'avec une peine infinie : parmi elles se trouvait cette Mme de la Maisonfort que Mme de Maintenon avait voulu si ardemment, trop ardemment, attacher à l'institut de Saint-Louis : elle aimait d'ailleurs toutes ces religieuses comme ses propres filles, » mais elle aimait encore

mieux Saint-Cyr, et ces doctrines funestes auraient détourné « sa chère maison » de la voie droite où elle l'avait engagée : elles auraient détruit cette éducation sérieuse sans austérité, agréable sans mollesse, pieuse sans excès, établie sur la raison, le bon sens pratique et les maximes de l'Évangile comme sur une base inébranlable. C'était là l'œuvre que Mme de Maintenon était décidée à soutenir par ses conseils, à défendre intrépidement, à léguer comme un exemple à la postérité, et dans laquelle elle espérait se survivre à soi-même. Considérons maintenant quelle était cette éducation qu'elle déclarait hardiment « croire très-bonne, » et qu'elle aurait voulu « communiquer dans les autres maisons où il y a des pensionnaires ». Après l'avoir vue instruire les maîtresses, diriger les religieuses, voyons quel usage elle fit auprès des élèves de son expérience et de l'ascendant de sa raison.

III

« Rien n'est plus négligé que l'éducation des filles, » écrivait Fénelon ; de son temps en effet, s'il est vrai qu'on connaissait bien l'importance des bons principes, il n'est pas moins incontestable qu'à Saint-Cyr seulement on s'occupait régulièrement, avec une attention suivie, de former la raison des jeunes filles, et de leur donner des notions sérieuses sur la direction de leur conduite. Mme de Maintenon a cette gloire de s'être attachée la première à cette importante étude, d'avoir fait sortir l'éducation de la routine vulgaire où se com-

plaisaient les préjugés des uns et l'indifférence des autres, d'en avoir fait enfin une science qui exige un long travail, un esprit éminent, bien du zèle et de la vertu. Elle-même a élevé à Saint-Cyr de nombreuses jeunes filles : après sa mort, sa pensée toujours présente au milieu des dames de Saint-Louis présidait à cette maison qu'elle avait dirigée : maintenant encore, nous lisons dans ses livres les idées les plus justes, les plus sûres, les mieux éprouvées qu'aucun écrivain ait jamais présentées sur ce sujet si délicat. Ainsi la plupart de ces leçons, dont le raisonnement démontre la justesse, que l'expérience d'un siècle a confirmées, demeurent à la fois un modèle pour les institutrices et un monument philosophique d'une grande valeur aux yeux de ceux qui étudient ces graves questions.

Quelqu'admirable qu'il soit néanmoins, nous ne saurions l'accepter sans réserves : Mme de Maintenon, et c'est là ce qui donne tant de force à son enseignement, s'intéresse beaucoup plus à la pratique qu'à la théorie ; elle aime mieux agir que définir, et préfère le possible à la beauté absolue. Je rends justice à la prudence d'un tel procédé ; je le crois cependant insuffisant quelquefois : s'il est bon, en effet, lorsqu'il s'agit d'éducation, de repousser les rêveries et de s'attacher au réel, il est malheureux de ne pas se proposer un but tout à fait élevé en toutes choses, de ne pas chercher à s'approcher le plus possible de l'idéal, et de ne point parachever l'œuvre à laquelle on a dévoué sa vie. Ces réflexions ne sauraient s'appliquer aux principes ni à la conduite de Mme de Maintenon dans l'éducation mo-

rale des jeunes filles; de ce côté-là, elle me semble irréprochable : mais en est-il de même de ses idées sur l'instruction ? Frappée des périls de l'esprit chez les femmes, pénétrée des systèmes de son temps sur ce point, a-t elle vu ici la question de haut ? S'est-elle proposé un but assez élevé? N'a-t-elle point subordonné trop résolûment la perfection à certaines vues étroites ? C'est ce que je voudrais examiner.

Il me semble qu'un triple devoir doit apparaître à l'esprit de celui qui s'occupe d'élever des enfants ; leur perfectionnement physique, leur perfectionnement moral, leur perfectionnement intellectuel. Je dirai même que c'est là le critérium d'une éducation quelconque, et qu'une éducation doit être jugée plus ou moins bonne, selon que cette règle est plus ou moins exactement observée. Je sais bien que lorsqu'on en arrive à l'application, des difficultés s'élèvent : elles sont peu importantes toutefois pour ce qui regarde le corps et l'âme, dont le perfectionnement doit nécessairement être poussé aussi loin que possible. Mais pour l'intelligence, il y a évidemment une mesure à garder selon les diverses vocations des individus. Il est certain, par exemple, qu'on n'instruira pas de même les hommes et les femmes, sous peine de porter une irréparable atteinte à l'économie de la société. Or, dès qu'il s'agit de poser une limite, il s'agit aussi de savoir où la mettre : de là d'inévitables discussions. On élèvera les filles, disait Fénelon, « selon leur vocation en ce monde. » Assurément : mais ces termes laissent le champ libre à d'innombrables systèmes. Selon qu'on se fera une idée plus ou moins

haute du rôle que la femme est appelée à jouer dans la maison et dans la société, on élèvera ou l'on abaissera le niveau des connaissances qu'elle peut acquérir. Les uns la considèrent comme la compagne d'un homme dont elle doit comprendre l'esprit et le cœur, aux ambitions, aux intérêts duquel elle doit s'associer sous peine de perdre sa confiance en excitant son dédain, comme la mère de fils dont elle dirigera les premières impressions, et peut-être, si elle est veuve, qu'elle élèvera jusqu'à l'âge viril. Les autres ne voient guère en elle que la surveillante de la maison et des domestiques, la femme de ménage enfin. De là deux théories différentes, et cependant les partisans de l'une et de l'autre déclarent qu'il faut instruire la jeune fille selon sa vocation en ce monde, et, partant du même principe, en arrivent à des résultats absolument contraires.

On ne s'attend pas certainement à me voir ici tracer des règles : je n'ai point mission pour cela, et j'ai exposé ce dissentiment pour essayer de faire comprendre quelles sont sur ce point les idées de Mme de Maintenon. En deux mots, elle me semble avoir trop fortement penché du côté de ceux qui veulent réduire la femme à s'occuper uniquement de sa maison, et par suite avoir trop redouté le développement des facultés intellectuelles. Je ne la blâme pas, sans doute, de tenir à ce que ses élèves soient « de bonnes ménagères. » A Dieu ne plaise ! A l'époque où nous vivons surtout, où les romans et les mœurs publiques ont détourné tant d'éducations de la voie du sens commun, et où l'on reproche, trop souvent avec justice, à tant de femmes une

déplorable indifférence pour les vertus domestiques, une telle critique serait singulièrement inopportune. Non; ce que je regrette, ce n'est pas que Mme de Maintenon se soit attachée à une idée si juste, c'est qu'elle s'y soit attachée trop exclusivement. Il est bon de craindre la pédanterie, mais il y a, grâce au ciel, une grande distance de la femme instruite à la femme savante, et de la femme lettrée à la précieuse. Parmi les élèves de Saint-Cyr, un petit nombre seulement était destiné au cloître : les autres, Mme de Maintenon le sait bien et veut qu'il en soit ainsi, devaient retourner dans le monde. Pour celles-là, l'instruction qu'elle entend leur faire donner est-elle suffisante ? J'en doute fort, et je crois que mon sentiment sera partagé par presque tous les lecteurs de Mme de Maintenon.

Certainement il est bon de ne pas chercher à faire des filles « de petites merveilles, » mais ce n'est pas là une raison pour leur interdire la lecture. Mme de Maintenon savait que « la lecture bien choisie et bien faite est très-utile, » et parfois la justesse naturelle de son esprit réagit contre la violence de son système : mais alors pourquoi la proscrire en des termes si rudes, et dire : « Il n'y a personne qui n'ait autre chose à faire. » Pourquoi surtout démentir son propre sentiment et jusqu'à ses propres expressions, en ajoutant : « le plaisir de lire est bien inutile, » et ailleurs : il ne sert « ni au bien général ni à la société particulière. » Était-il sage de détourner ainsi les intelligences d'une source féconde d'instruction, et surtout de s'effrayer sous prétexte que le goût de la lecture « peut dégoûter des livres de

piété ? » Mme de Maintenon qui — nous le verrons plus loin — n'exagère rien, quoi qu'on en ait pu dire, dans l'éducation religieuse des jeunes filles, risque fort pour éviter le péril de la lecture de heurter contre un écueil : je veux dire d'une part, de rétrécir les intelligences qui lui sont confiées, d'autre part d'exciter, par l'ennui, par un assujettissement trop prolongé soit aux livres de piété, soit au travail manuel, ces rêveries de l'imagination qu'elle craignait avec raison, et dont les bonnes lectures parviennent souvent à distraire.

Je ne plaide pas ici, il s'en faut, la cause de ces romans méprisables qui, pour emprunter son expression, « ne parlent que de vices et de passions, » ni même celle de ces lectures absolument légères qui ne laissent aucune trace dans l'esprit et ne sont en réalité que les occupations vaines d'une oisiveté raffinée : il n'y aurait qu'à approuver le système d'éducation qui les déroberait aux jeunes esprits. C'est malheureusement à de tout autres ouvrages que s'appliquait la proscription que je regrette : parmi les livres « dangereux aux jeunes personnes parce qu'ils enflent l'esprit, » je vois avec peine citer jusqu'à l'Histoire universelle. On redoute jusqu'au récit des « grands traits de générosité et d'héroïsme. » Mais comment Mme de Maintenon prétendait-elle instruire les élèves de Saint-Cyr ? un passage curieux va nous l'apprendre : « Je ne m'oppose point, dit-elle, que quand elles demandent ce que c'est, par exemple, qu'Alexandre, on leur réponde simplement et sans affectation que c'était un roi de Macédoine, fort grand conquérant, et ainsi du reste. Il faut leur expliquer en

peu de mots, et à mesure que l'occasion s'en présente ce qu'étaient ces empereurs et ces dieux, etc. » Elle admettait bien qu'il était bon de leur enseigner « à ne pas prendre un empereur romain pour un empereur de la Chine, un roi d'Espagne ou d'Angleterre pour un roi de Perse ou de Siam, » mais tout cela, ajoute-t-elle expressément, « sans règles ni méthode. » Le défaut d'un pareil système s'aperçoit aisément : ce sont précisément ces règles et cette méthode qui gravent dans l'esprit ce qu'on veut lui faire connaître ; sans elles, il se forme de ces notions éparses et mal digérées une déplorable confusion, et inévitablement l'élève qui aura appris l'histoire de cette sorte sera amenée à ces erreurs grossières que Mme de Maintenon lui interdit. Tout se réduira à une question de mots : le mémoire ne s'exercera plus que sur des noms qui ne présentent aucune image à l'esprit, et bientôt l'élève, brouillant ses souvenirs confus, fera régner Alexandre sur les bords de la Tamise et placera Charles-Quint parmi les douze Césars. Heureusement les dames de Saint-Louis, quel que fût leur respect pour leur fondatrice, ne suivaient point exactement ces derniers conseils. Je lis dans leurs Mémoires : « il ne faut pas prendre à la lettre tout ce que Mme de Maintenon fit dans ce temps-là, ni tout ce qu'elle écrivit. » Je sais d'ailleurs qu'en dépit de ce discours on apprenait à Saint-Cyr de petits abrégés d'histoire générale, et si j'ai signalé cette tendance, c'est au point de vue philosophique, comme un trait nécessaire à indiquer dans une étude suivie des idées de Mme de Maintenon.

Combien Fénelon est loin de pareils excès ! Passionné lui-même pour les grands exemples de l'antiquité, il ordonne expressément « de laisser aux filles la lecture des livres profanes qui n'ont rien de dangereux pour les passions. » L'instruction, dont il étend le cercle sans frayeur, lui semble nécessaire et même édifiante : « dans l'histoire grecque et romaine, dit-il, elles verront des prodiges de courage et de désintéressement. Ne leur laissez pas ignorer l'histoire de France, même celle des peuples voisins, et les relations des pays éloignés, judicieusement écrites. » Il va plus loin, et il ajoute : « Je leur permettrais aussi, mais avec un grand choix, la lecture des ouvrages d'éloquence et de poésie. » Dans cette mesure, il ne semble pas qu'on soit en présence d'un péril quelconque, et du moins l'institutrice que Fénelon conseille, ne néglige point les facultés de l'intelligence, ce qui ne l'empêche pas de combattre chez les filles la vanité et le bel esprit.

IV

Je n'ai pas redouté de faire voir ce qui me paraît exagéré dans les idées de Mme de Maintenon, touchant le développement intellectuel. Avant d'étudier ses principes d'éducation morale, où elle peut passer, je le crois, pour absolument parfaite, on me permettra deux mots sur les conseils qu'elle donne à Saint-Cyr, à propos du perfectionnement physique des élèves. Elle ne comprendrait pas qu'un zèle mal entendu osât le dédaigner : elle sait que les communautés se font aisément

un grand scrupule de dispenser les enfans des austérités religieuses, et précisément préoccupée du soin de la santé des élèves, elle exige « une nourriture bonne et suffisante ; » sous aucun prétexte, elle n'entend qu'on la diminue, elle demande même parfois « qu'on la diversifie un peu, afin qu'elles mangent mieux », et ne leur veut « permettre que très-rarement les veilles et les jeûnes. » Mme de Maintenon était sur ce point-là singulièrement en avance sur son siècle : il y a bien peu de temps que ces principes-là sont admis dans les maisons d'éducation religieuses ou laïques, et que l'on a cessé de considérer comme un excellent exercice de sobriété cette nourriture repoussante dont beaucoup de nos contemporains gardent encore le rancuneux souvenir.

Venons à l'éducation morale. Selon Mme de Maintenon, un grand sentiment doit la dominer : le sentiment du devoir éclairé par la raison. Il ne s'agit pas ici de cette prétendue raison dont plus tard Mme Necker de Saussure, après l'abus qu'on a fait de ce mot, se défiera, non sans cause, et qu'elle accuse de « de rentrer dans le système de l'utile. » Mme de Maintenon entend parler exclusivement de cette raison chrétienne qui, sans être jamais « hérissée, sévère, critique, » dirige toutes les affaires de la vie avec une modération souveraine, que la piété elle-même doit accepter comme son soutien, sous peine de fléchir, et comme son guide sous peine de s'égarer, et qui est tout ensemble, soit qu'on la considère dans ses effets, la réalisation du bien en ce monde, soit qu'on la considère dans sa source, la plus haute faculté de l'âme faite à l'image de Dieu. C'est cette raison qui,

lorsqu'elle s'applique aux choses de la terre, donne à l'homme tant de force contre les faiblesses de sa nature, tant de compassion pour les faiblesses des autres, apaise ses passions, sait prévoir et consoler ses douleurs, lui enseigne à soutenir la prospérité sans trouble et l'adversité sans défaillance, lui apprend cette vertu solide que Mme de Maintenon définit avec tant d'éloquence : « ce qui a une fin éternelle ; » c'est encore cette raison qui lorsqu'elle s'applique à l'autre vie, inspire « la piété droite et simple, » aime Dieu sans s'oublier dans les extases d'un dangereux mysticisme, s'humilie devant lui sans délire, et l'adore avec une confiante sérénité. Voilà ce que Mme de Maintenon prétend former dans les âmes qu'elle dirige, voilà la vérité après laquelle « on sent qu'il n'y a plus rien à chercher parce qu'on est arrivé à ce qui seul est bon sur la terre : » voilà ce souverain bien qui lui arrache, à elle si grave et si réservée, ce cri d'enthousiasme: « oh ! que la vertu est charmante et que le bien est aimable ! » et qui lui semble seul digne de ce cœur humain dont elle connaissait la grandeur lorsqu'elle affirme, en des termes dont Bossuet et Bourdaloue ne dépassent point l'éloquence: « tout ce qui est moins que Dieu ne peut le remplir ! »

Si jeunes que soient ses élèves, Mme de Maintenon croit devoir leur présenter cet idéal : « il faut accoutumer les enfants à la raison dès qu'il peuvent entendre et parler. » C'est du reste le sentiment de la plupart des philosophes ; ils croient que l'enfant est apte à comprendre dès le plus bas âge les vérités pratiques : « prenez, dit Montaigne, les simples discours de la philoso-

phie... ils sont plus aisés à concevoir qu'un conte de Boccace. Un enfant en est capable au partir de la nourrice[1]. » Locke déclare, lui aussi, « qu'il faut raisonner avec les enfants[2]. » Il n'y a en effet aucune complication dans les idées premières : les meilleures sont aussi les plus simples, et elles doivent être bien reçues par ces intelligences que les intérêts, les passions, les sophismes n'ont pas encore troublées :

> Udum et molle lutum es : nunc, nunc properandus et acri
> Fingendus sine rotâ[3].

Mme de Maintenon commence donc son œuvre morale de bonne heure, persuadée d'une part que ces premières impressions s'effaçent malaisément, qu'elles deviennent une sorte d'habitude heureuse pour l'esprit, d'autre part, que développer les bons principes, les appliquer aux circonstances diverses, en arriver, selon la noble expression de l'Imitation « à devenir plus forts que nous-mêmes », est une tâche rude et de jour en jour plus laborieuse, enfin, qu'il faut avoir du temps devant soi pour élever un édifice durable sur les fondements qu'on a posés.

La raison doit donc tout conduire : c'était bien là aussi le sentiment de Bossuet, lorsqu'il la nommait « la principale partie de l'homme[4] », lorsqu'il définissait la vertu;

[1] Montaigne, *Essais*, I, 25.
[2] Locke, *Éducation des enfants*, VIII, 84.
[3] Perse, III, 25.
[4] Bossuet, *Fragment sur l'honneur*.

« une habitude de vivre selon la raison. » C'était là, au dix-septième siècle, le fond de cet enseignement chrétien qui a rarement rencontré, aux diverses époques de son histoire, d'aussi éloquents apologistes. Elle doit tout conduire, ne craindra pas d'ajouter Mme de Maintenon, même la piété, ai-je dit, et, en effet, je l'entends affirmer « que la piété ferait beaucoup plus de bien si elle était réglée par la raison, » que « la piété peut prendre le change, tandis que la raison ne le prend jamais, » que la piété peut être indiscrète, tandis que la raison ne le peut être. » On sera sans doute surpris de ces paroles : on aime à accuser Mme de Maintenon de bigotisme; il convient à l'imagination de plusieurs de se la figurer éprise d'une dévotion outrée. C'est là un préjugé auquel il faut définitivement renoncer, et certes, en bien des rencontres, il nous sera facile de le combattre par des citations pareilles sans qu'il soit nécessaire de recourir aux faux-fuyants du panégyrique.

Quelle sera donc cette piété que Mme de Maintenon enseigne? Ce sera une piété « droite, solide et simple », en un mot ce sera avant tout « celle qui porte à avoir en horreur et à fuir avec soin tout ce qui peut offenser Dieu. » L'âme qui en sera pénétrée ne prendra point pour le bien suprême ces mille petites dévotions, respectables sans doute par l'intention, mais souvent puériles : elle n'y mettra pas « toute la confiance du salut, » et ne les préférera jamais « à ce qui est d'obligation et aux devoirs de son état » ; elle n'entreprendra point d'austérités inutiles, mais prétendra « édifier tout le monde et ne déplaire à personne » ; elle se gardera bien de

s'exagérer ses propres forces, de poursuivre avec un acharnement dangereux une perfection dont elle est incapable encore, «de commencer par où à peine pourrait-on finir;» elle sera douce, calme, réglée par l'esprit de ce saint François de Sales, dont Fénelon vante « la simplicité aimable[1], » Bossuet, « la science pleine d'onction, qui ne brillait que pour échauffer[2], » et dont Mme de Maintenon recommande sans cesse la lecture; elle ne deviendra jamais hypocrite ou scrupuleuse; elle aura cette mansuétude qui attire les esprits, jointe à ce zèle qui les éclaire. La femme du monde conduite avec une telle mesure, et qui réunira en soi cette prudence et cette ardeur, comprendra, selon les avis de son illustre institutrice, « qu'elle fait mieux de bien élever ses enfants et d'instruire ses domestiques, que de passer la matinée à l'église;» loin de pousser au dehors les pieux élans de son cœur, elle préférera, selon les préceptes de Bossuet, « l'action paisible et intérieure qui occupe l'âme en elle-même[3], » elle deviendra, — je cite encore Bossuet prêchant à Saint-Cyr et exposant l'idéal de Mme de Maintenon, — «une mère de famille recommandable par sa vertu, qui sera pour ses enfants une source de grâces et de bénédictions, et qui contribuera, par sa piété et l'exemple de sa conduite, à faire aimer et révérer le Dieu que nous adorons.»

Ajoutons un des principaux caractères de cette piété

[1] Fénelon, *Lettres à la comtesse de Montberon.*
[2] Bossuet, *Panégyrique de saint François de Sales,*
[3] Bossuet, *Sermons sur l'impénitence finale.*

si sage et si modérée, elle sera souriante, disons le mot, elle sera joyeuse. J'admire, en vérité, cette pensée éminemment chrétienne. Elle a été l'ornement de l'enseignement primitif de la religion. Saint Paul a dit : « la joie du cœur est la vie de l'homme. Bannissez la tristesse loin de vous[1]. » Les Pères ont abondé dans ce sens, et le dix-septième siècle a continué cette tradition. Fénelon écrit : « ne prenez point la piété par un certain sérieux triste, austère et contraignant. La joie est très-utile et très-nécessaire pour votre corps et pour votre âme[2]. » Bossuet vante avec enthousiasme « la joie chaste et sévère, la délectation de la justice[3]. » Je lis dans un livre peu connu, écrit au commencement du dix-huitième siècle par un père de l'Oratoire, encore imprégné, si je puis dire, de l'éminente sagesse du siècle précédent, et récemment mis en lumière par M. de Sacy, tout un chapitre consacré à cette doctrine, et ces paroles significatives : « il faut n'avoir pas compris ce que c'est que la religion chrétienne pour se laisser accabler par la douleur[4]. » Mme de Maintenon est imbue de ces principes : « soyez gaies, » dit-elle à ses élèves; elle ajoute, il est vrai, « non pas évaporées, » mais elle ne cesse pas d'insister sur cette douce joie, sur cette « liberté d'esprit », cette piété « sincère, libre, gaie, ronde, » si nécessaire dans les communautés que la tristesse change en pri-

[1] *Ep. aux Eph.*, v. 24 et 30.
[2] Fénelon, *Lettres à un militaire.*
[3] Bossuet, *Sermon sur la circoncision.*
[4] *Conduite d'une dame chrétienne*, par Duguet (1724).

sons, et surtout dans le monde, où une piété mal entendue devient bientôt fatigante pour les autres et insupportable à soi-même.

Mais lorsque nous travaillons à notre perfectionnement, deux mobiles peuvent nous faire agir : l'un est l'amour de Dieu, l'autre le désir d'obtenir une haute renommée parmi les hommes. Faut-il proscrire absolument le second, comme contraire au désintéressement chrétien? Ici encore la pensée de Mme de Maintenon est conforme aux meilleures doctrines de la religion et de la philosophie : « si vous pouvez inspirer aux enfants, dit Locke, l'amour de la réputation et les rendre sensibles à la honte et à l'infamie, dès lors vous aurez mis dans leur âme un principe qui les portera continuellement au bien. » Il reconnaît cependant qu'il ne faut ici rien pousser à l'extrême, et qu'une fin supérieure doit être proposée un jour aux actions humaines : « ce n'est pas là, ajoute-t-il, un vrai principe de vertu, » mais « il faut s'en servir jusqu'à ce que les enfants soient capables de consulter leur propre raison[1]. » Bossuet considère la question sous le même point de vue : « Quoique l'honneur ne soit point nécessaire à l'homme vertueux, il peut toutefois le désirer, pourvu qu'il se contente de le rechercher en faisant de bonnes actions[2]. » Fénelon ne redoute pas davantage qu'on aime « l'honneur qui vient d'une conduite exacte et suivie[3]. » Mme de Mainte-

[1] Locke, *De l'Éducation des enfants*, IV, 57 et 62.
[2] Bossuet, *Fragment sur l'honneur.*
[3] Fénelon, *Éducation des filles*, X.

non, qui avoue humblement en plusieurs endroits avoir eu toute sa vie la passion de la bonne renommée, veut aussi l'inspirer à ses élèves : « le plus grand de tous les malheurs, leur dit-elle, c'est la perte de la réputation, » ce mot revient sans cesse sous la plume : « la réputation, qui est notre trésor, » et ailleurs : « il faudrait être insensés pour ne s'en pas soucier. » Elle sait bien toutefois que « ce serait là un défaut dans une religieuse, » qu'elle même a eu tort « de l'avoir trop désirée autrefois, et plus que le ciel; qu'il faudra mourir à cette délicatesse lorsqu'on sera avancé dans la piété, » mais elle le déclare énergiquement : « avant que d'y mourir il faut y avoir vécu. »

La véritable femme religieuse cependant ne travaille point pour les regards des hommes : elle veut, il est vrai, les édifier lorsqu'ils l'aperçoivent, mais loin de rechercher le monde, elle fait profession de le haïr. Elle est éprise surtout de ces vertus cachées qui s'épanouissent dans la solitude, elle aime cette solitude qui la protége, elle s'y réfugie souvent pour trouver Dieu dans la prière, et pour éviter la vue des erreurs que sa charité déplore. On lui a montré, selon le précepte de Fénelon, « les épines cachées sous les faux plaisirs que le monde donne; » elle n'est pas séduite « par cette image trompeuse du siècle qu'on regarde de loin avec admiration[1]; » elle en dédaigne avec Bossuet « les ennuyeuses délices; » elle sait « qu'il est si peu de chose que les philosophes l'ont quitté, dégoûtés de sa vanité

[1] Fénelon, *Éducation des filles*, XII et XIII.

et de ses misères[1]; » elle préfère rentrer au dedans de soi pour y trouver Dieu. » Telle sera aussi l'élève de Mme de Maintenon : elle aussi a été prévenue « que le monde est plein d'écueils et de périls ; » elle n'ignore point, grâce aux lettres de ses compagnes sorties de l'institution de Saint-Louis, lettres qu'on se plaît à lui faire lire, qu'on ne trouve point dans le monde « la droiture qu'on lui a apprise à Saint-Cyr ; » après avoir redouté de quitter trop tôt « cette sainte maison, où elle a été élevée avec tant de tendresse, » elle sait qu'elle va retourner parmi les hommes dans un temps où « ils sont plus corrompus qu'ils ne l'ont jamais été. » Mme de Maintenon enseigne hardiment ces vérités : elle ne veut pas que ces jeunes filles, lorsque le moment sera venu pour elles de résister aux séductions mondaines, lui puissent reprocher de les avoir tenues dans une sécurité factice. Il leur faudra lutter : elle le leur dit sans détour, mais elle se flatte de leur avoir donné une énergie capable de soutenir leur effort. Elle leur a donné la raison sévère, la piété sérieuse des âmes fortes, et leur a répété dans un magnifique langage « qu'un chrétien sans prière est un soldat sans armes le jour du combat. »

Ce sont là les grandes lignes, si je puis dire, de l'éducation morale telle que la comprend Mme de Maintenon. Il me reste à étudier les conseils secondaires qu'elle prodiguait aux plus grandes élèves comme aux plus petites, sans croire jamais qu'une de ces jeunes âmes

[1] Bossuet, *Sermon pour l'ouverture d'une mission.*

fût incapable de la comprendre, ou qu'aucun de leurs intérêts fût indigne d'attirer ses regards. Je retrouve dans ses moindres avis les principes élevés qu'elle applique aux questions les plus hautes, car c'est le propre des pensées lumineuses d'éclairer aussi bien les grands horizons que les étroites perspectives. « Vous ne sauriez trop leur prêcher, dit-elle aux religieuses, l'édification qu'elles doivent à leur mari, le support, l'attachement à sa personne et à tous ses intérêts, tout le service et les soins qui dépendent d'elles... le soin de l'éducation des enfants qui s'étend bien loin... celui des domestiques et du ménage. » Elle entend que les jeunes filles, au sortir de Saint-Cyr, soient propres à la vie, ce qui est si rare. Un écrivain célèbre l'a dit spirituellement : « On élève soigneusement les filles à faire ce qu'elles ne feront plus une fois qu'elles seront mariées, et à ne pas faire ce qu'elles auront à faire une fois qu'elles auront un ménage et une famille[1]. » C'est là un écueil : Mme de Maintenon s'efforce de l'éviter, et si ses conseils sont suivis, elle doit y parvenir. Elle veut précisément que l'on commence de bonne heure à leur apprendre la vie qu'elles doivent mener un jour. Ces jeunes filles sont pauvres : il convient qu'elles le sachent, afin de ne point se payer de rêveries et de ne point subir de déception. Elle leur cite leurs anciennes compagnes : celle-ci « qui s'entretient par son travail continuel, » celle-là qui est obligée « de servir son père et sa mère, d'aller au marché, et dont le seul plaisir est de venir ici une fois en

[1] M. Saint-Marc-Girardin, *Revue des Deux-Mondes*.

trois mois. » Siérait-il, bien que ces exemples soient des exceptions, de les laisser se bercer de folles espérances? Doivent-elles n'être bonnes « qu'à aller en carrosse pour se réjouir et qu'à tenir compagnie? » Il leur faut donc enseigner, si l'on veut qu'elles puissent être heureuses un jour, les vertus modestes que nulle privation ne rebute, que nul dévouement n'effraye, que nulle illusion n'éblouit; elles doivent s'accoutumer, dès le couvent, à la sobriété, au travail, à l'obéissance, et prendre à cœur mêmes les intérêts matériels de Saint-Cyr : « Si elles ne savent pas ménager ici, dit Mme de Maintenon aux religieuses, le bien de votre maison, elles ne sauront pas ménager celui de leurs parents. »

Quant à l'orgueil de la naissance, Mme de Maintenon s'applique à le modérer. On est étonné de l'entendre, dans une maison où l'on ne recevait que des filles nobles, prononcer de telles paroles. « Ne comptez pour rien votre noblesse; n'en parlez jamais; à quoi vous servirait-elle si vous n'aviez point de vertu? N'est-ce pas elle qui fait la vraie noblesse? » De tels enseignements rentraient à merveille dans cet ordre d'idées pratiques dont il fallait bien qu'elles fussent pénétrées. « Apprenez un peu de tout, leur disait-elle encore; vous ne savez à quoi Dieu vous destine. » Il est convenable aussi qu'elles sachent s'ennuyer, se contraindre, par amour du devoir, et, puisque la plupart devaient retourner dans le monde, qu'elles n'ignorassent point les piéges qu'on pourrait leur tendre. « Comptez, ma chère enfant, écrit-elle à une jeune fille qui sortait de Saint-Cyr, que vous entendrez des discours et des railleries propres à vous faire

tout quitter... on dira que vous ne voulez point manquer à votre routine, que vous avez pris une dévotion de petit peuple. » Elle aborde les questions morales avec une franchise qui épouvanterait la pruderie moderne. Elle met en garde ses élèves contre « cet amour de liberté qui perd, dit-elle, les personnes de notre sexe », elle leur déclare qu'on ne saurait avoir trop de prudence, que « les femmes qui se déshonorent n'ont point résolu de se déshonorer », elle leur expose comment, par quels attraits, par quelles erreurs on les voit conduites à leur perte; elle leur met devant les yeux le redoutable exemple de celles « qui paraissaient très-vertueuses et ont fait de terribles chutes, qui ont scandalisé le monde et les ont perdues devant Dieu et devant les hommes. » Elle n'hésite pas à leur raconter la véridique histoire d'une fille d'honneur de la reine séduite par un grand seigneur et entraînée aux derniers excès par les conséquences de sa faute. Sans s'appesantir sur de telles leçons qu'elle espérait bien devoir être inutiles, elle préfère s'attacher à inspirer des idées droites, à critiquer « les esprits mal faits, ces esprits de travers » qu'elle ne pouvait souffrir. Elle donne même aux élèves de Saint-Cyr quelques notions sur l'organisation du royaume, sur la marche des affaires, sur les systèmes politiques et financiers de son temps, sur l'autorité de Louis XIV, « le prince que nous tenons, dit-elle, de la magnificence de Dieu. » Elle redescend aisément de là aux petites choses, qui ne rebutent pas son zèle : elle donne mille conseils de pratique morale, tels que ceux-ci : « Souffrez beaucoup avant que de vous plain-

dre, » et « si vous voulez être heureuses, regardez ceux qui sont au-dessous de vous et non pas ceux qui sont au-dessus, » et ailleurs : « ne faites jamais dépendre votre bonheur des autres. » Elle voit d'avance ces jeunes filles dans les réunions du monde, et leur dit spirituellement : « si vous voulez être agréables, ne parlez guère de vous. » Elle les instruit enfin sur la civilité qu'elle définit : « ne pas faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît. »

C'était ainsi que cette haute intelligence, après avoir enseigné aux religieuses jusqu'aux plus minces détails de leur conduite, se pliait à montrer aux demoiselles de Saint-Cyr les dangers, les obstacles, les chagrins, les devoirs de la voie qu'elles auraient à suivre. Aussi voyons-nous quel enthousiasme excitait l'éducation de la maison de Saint-Louis. Les plus riches de la cour auraient désiré voir leurs filles si sagement dirigées : la duchesse de Noailles proposait de payer ailleurs la pension de plusieurs élèves, afin de faire entrer ses filles en leur place. La règle et les intentions du fondateur s'y opposaient : Mme de Maintenon refusa ; mais ce fait témoigne « de l'admiration universelle qui accueillait les développements de cette œuvre. » De toutes parts on vantait la raison de celles qui sortaient de cette maison si bien conduite, où l'on voyait, selon l'expression d'un témoin oculaire [1], « des enfants sérieux sans gêne, joyeux sans puérilité, modestes sans affectation, pieux sans

[1] La Chétardie. *Lettres à Mme de Maintenon.*

fausse dévotion, » et où l'on vivait « dans une paix profonde. »

Mais enfin, à vingt ans, arrivait le moment de la quitter : il fallait que les élèves choisissent ou de retourner chez leurs parents avec l'espoir d'un mariage, ou d'entrer en religion. On ne peut pas le dissimuler à ces détracteurs du temps présent, qui vantent sans cesse je ne sais quelle époque idéale où il était facile de marier des filles sans dot, au dix-septième siècle, quelle que fût la bonne réputation des demoiselles de Saint-Cyr, ce n'était point chose facile que de les établir avec les trois mille livres dont les gratifiait, à leur sortie, la générosité du roi. Mme de Maintenon se plaignait souvent « de manquer de gendres, » et il est évident que, dans sa pensée, la plupart eussent été plus sages de préférer les vœux au monde. Mais elle le sait, c'est le petit nombre au contraire qui devait prendre le parti du cloître. C'est pourquoi, on l'a vu, elle entend que l'éducation soit ménagée de façon à faire d'elles de « bonnes séculières. » Elle réprimande souvent les dames de Saint-Louis, sous prétexte qu'il n'est jamais chez elles « question que de couvent, » et elle le déclare aux jeunes filles pour les rassurer sur les intentions qu'on lui pourrait supposer : « Je n'aime pas plus celle qui veut être religieuse, que celle qui ne le veut pas. »

Il faut donc qu'on leur apprenne les devoirs de ces deux états, et c'est là souvent le sujet de ses entretiens et de ses discours. Je dois en convenir, lorsqu'il est question du mariage, elle estime peu le caractère des hommes : si elle reconnaît les défauts des femmes, si

elle avoue qu'elles ont besoin d'être conduites, nous devons être peu flattés de l'entendre dire : « Il se trouve très-peu de bons maris : sur cent, je n'en ai jamais connu deux, et quand je dirais un, je n'exagérerais point. » C'est là une rude misanthropie. « Vous faites les hommes bien méchants, » lui dit-on ailleurs. « Ils le sont en effet, » répond-elle sans hésiter. Beaucoup de gens peut-être n'ont pas su lui pardonner cette prévention excessive : mais, en vérité, faut-il bien sérieusement lui faire un crime d'une opinion qu'elle partage avec beaucoup de fort bons esprits, sans parler d'Alceste ? Quant à son sentiment sur le mariage, peut-être, hélas ! y a-t-il beaucoup de femmes qui ne seraient pas moins sévères. Ne puis-je pas enfin l'excuser d'avoir pensé comme Bossuet ? N'est-ce pas lui en effet qui a prononcé ces paroles capables assurément d'endurcir plus d'un célibataire dans l'impénitence finale ? « Que trouvez-vous, s'écrie-t-il en pleine chaire, que trouvez-vous même dans les mariages qu'on croit les mieux assortis et les plus heureux, sinon des peines, des contradictions, des angoisses ? Laissons là tant de mariages pleins de dissensions scandaleuses : encore une fois, prenons les meilleurs ; il n'y paraît rien de malheureux, mais pour empêcher que rien n'éclate, combien faut-il que le mari et la femme souffrent l'un de l'autre ! »

Néanmoins, j'accuserais Mme de Maintenon de presser fortement sinon sur la volonté, du moins sur l'imagination des jeunes filles pour les amener au cloître, si je m'apercevais soit qu'elle eût redouté qu'on parlât du mariage à Saint-Cyr, soit qu'elle eût dissimulé les de-

voirs de la vocation, les peines et les soucis qui viennent souvent tourmenter dans sa cellule la religieuse recueillie en présence de Dieu. Mais je la trouve au contraire, sur ce point, tout à fait irréprochable. Les religieuses n'osent-elles point faire réciter aux jeunes filles le chapitre *du mariage* dans le catéchisme ? avec quelle énergie elle s'élève contre une pareille erreur : « ce faible doit être détruit ici pour toujours, c'est un travers insoutenable. » Elle proclame assez haut ses principes sur la vocation pour ne devoir pas être soupçonnée : « Il faut des années, dit-elle, pour s'assurer de sa vocation. » A une époque où trop souvent les pères réglaient imprudemment, d'après des motifs intéressés, l'avenir de leurs enfants, elle partage avec Bourdaloue l'honneur d'avoir protesté : tous deux attaquent le même désordre avec une égale sagesse : ces calculs médiocres, qui étaient alors la loi de tant de familles, excitent chez le grand prédicateur et chez l'illustre femme du monde la même indignation : « l'établissement de cette fille coûterait, dit ironiquement Bourdaloue ; sans autre motif, c'est assez pour la dévouer à la religion. » Et plus loin, s'abandonnant à sa généreuse colère : « cependant, s'écrie-t-il, on conduit cette victime dans le temple, on la présente au prêtre, et l'on en fait un sacrifice qui, bien loin de glorifier Dieu et de lui plaire, devient exécrable à ses yeux et provoque sa vengeance [1]. » Mme de Maintenon n'est pas moins énergique sur un ton moins

[1] Bourdaloue, *Sermon sur les devoirs des pères par rapport à la vocation de leurs enfants.*

oratoire : « un homme a plusieurs enfants, dit-elle ; il veut donner son bien à l'aîné, pour cela, il destine les autres selon sa fantaisie, sans consulter Dieu ni leur volonté ; je veux, dit-il, que mon aîné ait mon bien, et, pour cela, je ferai celui-ci d'Église ; je veux marier ma fille, et, pour cela, je ferai les autres religieuses, sans me mettre en peine si elles ont vocation ou non. Voilà un manque de piété solide. » Elle redoute ces terribles extrémités ; son cœur en souffre, sa raison en murmure. Elle sait, comme l'éloquent orateur, « qu'il s'agit de pourvoir des âmes chrétiennes et de les établir dans la voie qui les doit conduire au salut [1]. » De là ses précautions et ses méfiances : il ne s'agit pas de se dire : « je suis sans fortune, il vaut bien mieux me retirer dans un couvent, où je trouverai les choses nécessaires à la vie. » Ces sentiments misérables sont indignes des épouses de Jésus-Christ : « Comptez, dit-elle aux jeunes filles qui penseraient de la sorte, comptez que vous n'avez pas de vocation. » Mais quelles pensées, quels désirs seront assez saints pour justifier une décision aussi solennelle ? On leur a montré la route fausse, on ne leur cache pas la vraie : ce sont des considérations plus hautes qui guideront les âmes à cette suprême résolution : « Je vais choisir une maison austère afin d'y mettre mon salut en sûreté et d'y faire le plus de bien qu'il me sera possible. » Voilà ce que doit se dire une

[1] Bourdaloue, *Sermon sur les devoirs des pères par rapport à la vocation de leurs enfants.*

jeune fille vraiment appelée. Elle sait « qu'il ne lui faut pas une médiocre piété pour un tel état. » Mme de Maintenon lui a tracé d'une main ferme la liste des vertus qu'elle devra poursuivre et enfin obtenir ; elle ne lui a dissimulé ni l'abnégation absolue, ni l'obéissance, ni le désintéressement qu'elle devra sans cesse entretenir dans son cœur, comme la condition même de sa vie et l'accomplissement de promesses irrévocables. Qu'elle pèse tout ce que les devoirs auxquels elle aspire exigeront d'énergie morale, et « si elle n'est pas résolue, qu'elle attende, lui dira Mme de Maintenon ; rien ne presse dans une affaire de tant d'importance. »

Quoi donc ! tant de difficultés pour être heureuse, soit qu'on cherche son bonheur dans le mariage, soit qu'on le cherche dans le cloître ! En effet, Mme de Maintenon ne prétend pas faire obtenir à celles qu'elle dirige un bonheur absolu : c'est assez pour cette vie, si grâce à leur piété sérieuse, grâce à leur raison inflexible, elles peuvent conquérir ici-bas ce bonheur relatif qu'on doit à sa prudence, et surtout ce bonheur intérieur que nulle épreuve ne peut corrompre puisqu'il est indépendant de la destinée, puisqu'il repose sur la base d'une vertu que rien n'ébranle. Que lui importe, dès lors, qu'elles soient mariées ou religieuses ? Elle a atteint le but de l'éducation morale, elle a formé la femme qui est le noble idéal de son esprit, également propre à devenir une chaste épouse et à goûter, dans le cloître, le charme mystérieux du recueillement et de la solitude ; capable, si Dieu l'appelle à vivre au milieu du monde,

d'y conserver, pour l'édification des autres et pour sa propre dignité, le calme dans les douleurs, la modération dans la fortune, la force contre les tentations, la sagesse qui dirige les autres et la douceur qui les attire; capable encore, si elle doit vivre dans une obscure maison religieuse, d'y apporter la joie que nulle contrainte ne dissipe, la résignation que nul rêve ne séduit, la piété heureuse d'elle-même, oublieuse du monde, et qui, préoccupée avant tout de ses devoirs, ignore les regrets superflus.

C'est pour parvenir à ce but que Mme de Maintenon a tant donné à Saint-Cyr de sa vie et de sa pensée, qu'elle a, pendant trente ans, avec un zèle passionné, prodigué les avertissements, les lettres, les conseils. Mais, par un juste retour, cet enseignement dont elle ne croyait retirer d'autre fruit que le perfectionnement des âmes, est devenu pour elle-même un titre de gloire. Ses paroles et ses écrits, recueillis par une intelligente vénération, l'ont placée au rang des moralistes éminents et des écrivains illustres. Ses lettres, auxquelles elle n'attachait aucune importance littéraire, dont elle estimait seulement, disait-elle, « la bonne intention », qu'elle pensait être « remplies de défauts par elles-mêmes », forment un des plus remarquables livres dont s'honore notre littérature religieuse.

On retrouve dans ses moindres œuvres, jusque dans ces *Conversations* et ces *Proverbes* qu'elle destinait uniquement à amuser utilement les élèves de Saint-Cyr, et qu'il ne faut certes pas juger comme des œuvres théâtrales, on y retrouve, dis-je, le style



noble, la forme arrêtée, la sobriété d'expression qui appartiennent en propre au grand siècle. Ses *Lettres édifiantes* et ses *Lettres sur l'éducation*, qui sont ses chefs-d'œuvre, ne sont certainement pas inférieures aux *Lettres spirituelles* de Fénelon. La lecture même en est plus agréable, car le mysticisme où parfois la pensée de Fénelon s'embarrasse est absolument inconnu à cet esprit juste et clair, qui comprenait si bien la mesure, ne poursuit jamais de chimères, envisage avec une merveilleuse lucidité ce que Dieu exige de l'homme et le culte que l'homme doit rendre à Dieu.

Si belles qu'elles soient cependant, ces leçons d'éducation morale ne sont connues que du petit nombre. Certes, un tel oubli n'aurait pas lieu de nous étonner de la part de ceux qui sont encore imbus des préjugés vulgaires dont leur auteur a été si longtemps victime. Que ceux dont les opinions en histoire se fondent sur les Mémoires de Saint-Simon et dédaignent de chercher la vérité soit dans les écrits de celle qu'ils accusent, soit dans les livres sérieux de MM. de Noailles et Th. Lavallée, jugent au-dessous d'eux de méditer ces sages conseils, ceci nous semble naturel ; on ne peut moins attendre d'un aussi remarquable esprit de justice. J'en dirai autant soit des familles où l'on ne songe qu'à dresser des jeunes filles passionnées pour le plaisir, et partageant leur sympathie exclusive entre elles-mêmes et l'argent, soit des institutions où l'on croit avoir travaillé à l'éducation morale parce qu'on mène régulièrement dans les églises des enfants ignorants aussi bien de leur religion que de leurs devoirs. Mais un fait me frappe et je le dé-

plore : c'est que dans la plupart des maisons d'éducation sincèrement religieuses et même des couvents, ces maximes si attrayantes et si sages soient presque complétement inconnues. Je ne veux pas croire, comme on me l'a assuré, que Mme de Maintenon, accusée tant de fois d'être trop pieuse, le paraisse trop peu à certains esprits exaltés. Peut-être cependant, est-ce le propre de la raison d'être en butte à de doubles répugnances, celles des deux excès qu'elle repousse.

Quant à nous, c'est précisément cette modération qui nous charme en cette noble femme, dont les écrits devraient être entre les mains de toutes les institutrices et de toutes les mères. Nulle n'a mieux connu son sexe, ne lui a plus précisément marqué ses véritables devoirs, n'a su mieux le mettre en garde contre les entraînements de la passion, n'a mieux compris ni plus fortement soutenu sa faiblesse. Elle a estimé le cœur des femmes comme il est convenable qu'il soit estimé, en le considérant surtout et avant tout comme capable de dévouement et de sagesse. Elle a enseigné aux jeunes filles comme leurs principales vertus l'obéissance et la modestie ; elle a proposé à leur vie un but élevé, en s'adressant continuellement à leur bonne foi, à leur jugement, à leur droiture. Elle a enfin cette gloire d'avoir cru au perfectionnement des âmes, d'avoir assigné dans cette œuvre à la religion et à la raison la grande place qu'elles y doivent légitimement obtenir, de les avoir éclairées l'une par l'autre, sans jamais souffrir que la raison dédaignât le sentiment religieux, ou que le sen-

timent religieux, privé de la raison, son appui et son guide, dépassât ces limites au delà desquelles il cesse d'être la règle de la vie et des mœurs, pour dégénérer en exaltation périlleuse ou en contemplation stérile.

(1860).

MADAME, DUCHESSE D'ORLÉANS

PRINCESSE PALATINE

1652 — 1722

Correspondance générale, publiée par M. Brunet.

Je n'essayerai ici qu'une esquisse d'une physionomie assez curieuse dont il ne convient pas de s'exagérer l'importance, mais qui se détache avec un certain relief parmi la foule des figures de son siècle. Ce type original a son prix au milieu de cette cour brillante : ces traits heurtés, ces formes grossières, cette expression honnête apparaissent comme une bizarre antithèse à une époque où régnaient une politesse exquise, une étiquette scrupuleuse, et où même la dépravation des mœurs était encore élégante et raffinée.

« Il faut que vous ne vous souveniez guère de moi si vous ne me rangez pas au nombre des laides. Je l'ai toujours été, et je le suis devenue encore plus des suites de la petite vérole. Ma taille est monstrueuse de grosseur; je suis aussi carrée qu'un cube; ma peau est d'un

rouge tacheté de jaune; mes cheveux deviennent tout gris; mon nez a été tout bariolé par la petite vérole, ainsi que mes deux joues; j'ai la bouche grande, les dents gâtées, et voilà le portrait de mon joli visage. » Ainsi parlait d'elle-même la brusque et bavarde princesse qui fut la seconde femme de Philippe, duc d'Orléans, frère de Louis XIV. Elle succédait à cette jeune Henriette d'Angleterre qu'une mort prématurée et surtout les œuvres de Bossuet ont revêtue de tant d'éclat et de grâce aux yeux de la postérité; elle venait prendre à la cour le rang élevé de cette princesse « affable avec dignité, » et qui « savait se dépouiller si obligeamment de sa grandeur [1]; » elle venait occuper cette « grande place » que la fille de Charles Ier « remplissait si bien. » C'était là un rôle difficile à tenir, et cette rude Allemande, dont Saint-Simon disait qu'elle « se faisait craindre par son humeur dure et farouche, » qu'elle « avait la figure et le rustre d'un Suisse [2], » ne pouvait assurément effacer le souvenir de tant de qualités charmantes.

Mais quoi ! en dépit de sa brusquerie et de sa laideur, elle fut plus sérieusement estimée à la cour que n'avait jamais pu l'être la frivole et artificieuse Henriette d'Angleterre. C'est qu'au fond elle était bonne, étonnamment franche, « forte et courageuse. » Saint-Simon le reconnaît, lui qui ne loue guère. Sans doute il fallait en prendre son parti, ce n'était plus là cet esprit souple et

[1] Bossuet, *Oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre.*
[2] Saint-Simon, V et XXXIII.

délicat, cette élégance de formes et cette finesse de langage qui distinguaient la première duchesse d'Orléans. Dès les premiers temps, on eut la mesure de ce qu'avait toujours été, de ce que devait toujours être, la fille de l'Électeur palatin. Elle était venue en France malgré elle : sans ambition, elle eût préféré, fût-ce au plus beau trône du monde, la vie simple des petites principautés allemandes, les libres allures, les mœurs un peu bourgeoises de quelque duché ignoré sur les bords de l'Elbe ou du Weser ; elle garda toute sa vie dans son cœur un souvenir passionné à son pays : « Je regarde comme un grand éloge, écrit-elle souvent, qu'on dise de moi que j'ai le cœur allemand.... Je reviens à regret à Paris, que je trouve très-désagréable ; » et ailleurs : « Un bon plat de choucroûte et des saucissons fumés font, selon moi, un régal digne d'un roi : une soupe aux choux et au lard fait bien mieux mon affaire que toutes les délicatesses dont on raffole ici. » Elle conserva toujours les plus étranges manières qui puissent étonner une cour polie : ignorant ou dédaignant les convenances du langage, elle laissait échapper avec une parfaite naïveté les expressions les moins mesurées ; ses façons d'agir, violentes et souvent ridicules, répondaient à merveille à son style : « J'aurais bien voulu être un garçon, » dit-elle, et elle se peint dans ce mot. Quand son fils épousa l'une des filles du roi et de Mme de Montespan, on sait quel sonore soufflet elle lui appliqua en présence de toute la cour ; elle était si maladroite qu'il lui arrivait sans cesse de nouveaux accidents : tantôt elle tombait de cheval, tantôt elle s'y prenait si

mal pour remonter dans son carrosse qu'elle était « renversée par quelque maudite racine » et restait empêtrée dans les branchages; un autre jour on avait placé son fauteuil sur une estrade, et lorsqu'il fallut sortir, dans sa précipitation elle oublia les degrés, « fit un faux pas » et une chute s'ensuivit; on la releva, à grand'peine je suppose, et elle « ne fit qu'en rire. » Tous ces accidents n'étaient que risibles en effet, et ils amusaient fort la cour. Lorsqu'elle allait à l'église, c'était encore pour les rieurs une occasion de se divertir, car elle s'endormait profondément aussitôt assise, et de plus ronflait très-fort en dormant. C'est elle-même qui raconte ces détails sur sa vie avec un sérieux réjouissant et une complète absence de coquetterie. Elle a bravement pris son parti de sa laideur et de ses ridicules, et sans la blesser le moins du monde, la Dauphine de Bavière a pu lui dire : « ma pauvre chère maman (c'était ainsi qu'elle l'appelait), où prends-tu toutes les sottises que tu fais ? »

Elle avait la manie d'envoyer à ses parents et à ses amis « des volumes de lettres, » dit Saint-Simon. « Lundi, raconte-t-elle, j'ai à écrire aux deux reines d'Espagne, ainsi qu'à la duchesse de Savoie; mardi, j'écrirai à ma fille et à trois de ses enfants; mercredi, j'écris à la duchesse de Hanovre et à Modène; jeudi, j'écris encore à Hanovre; vendredi, j'écris derechef à Lunéville; samedi est le seul jour où je n'aie aucun courrier. » Une grande partie de sa correspondance a péri dans un incendie, et les débris n'avaient été publiés que d'une façon très-incomplète. Grâce aux soins d'un nouvel éditeur, M. G. Brunet, nous avons désormais en

entier ce qui reste de cette correspondance qui ajoute tant de traits curieux à l'ensemble des documents sur la fin du grand règne et sur la régence.

Cette lecture plaît, non pas toutefois que le génie illumine les pages de ce livre. Il est bon ici de ne rien surfaire : ces agréments légers, ces grâces piquantes, ces expressions pittoresques qui nous charment dans un si grand nombre de correspondances, n'apparaissent que rarement sous la plume de Madame. Ses lettres n'ont pas davantage le mérite d'une gravité soutenue, et cependant, je le répète, on les lit avec entraînement, tant les anecdotes qu'elles racontent sont attrayantes par elles-mêmes, tant la simplicité du récit lui donne de prix, tant ce bavardage présente de détails heureusement contés et intéressants pour l'histoire. Ajoutons néanmoins ici que l'histoire se doit défier de ces peintures; que si elle rencontre fréquemment, chez Madame, des vérités incontestables, et toujours une parfaite sincérité, elle ne peut point croire sur parole une femme maussade, aimant peu le monde, disposée à accueillir sans examen une foule de nouvelles, pour le plaisir d'en remplir des pages qu'elle ne destinait certainement pas à la postérité.

Madame n'avait pas le sens des choses politiques; lorsqu'elle prétend expliquer les causes de ce qu'elle voit, comme elle a toujours été tenue loin des affaires par Louis XIV et par le régent, comme elle-même, jalouse de son repos, ne se souciait point d'y être mêlée, elle commet d'inévitables erreurs, et donne, avec une assurance imperturbable, son opinion personnelle comme un fait

certain. Les gens qui aiment beaucoup parler, et elle était de ce nombre, admettent aisément tout ce qui leur sert de prétexte à discourir. Il faut donc s'attendre à retrouver dans cette *Correspondance* l'écho des bruits de la cour et des pamphlets du temps, parfois des anecdotes ingénieuses, mais très-peu de vérité politique, parce que Madame n'était pas à même de la comprendre. D'ailleurs, souvent ses rancunes personnelles obscurcissent son jugement : elle n'est vraiment digne de foi que lorsqu'elle expose des scènes qu'elle a vues, et lorsqu'elle trace le portrait de personnages qu'elle a dû connaître. Ce n'est rien sans doute pour l'histoire exclusivement administrative ou diplomatique ; mais, pour l'histoire qui aime à peindre la physionomie du temps, ces détails contrôlés sont évidemment utiles, et c'est là l'intérêt réel et sérieux des lettres de la duchesse d'Orléans.

J'ai parlé de ses rancunes : il en est deux, plus vives que les autres, et qui apparaissent sans voile à chaque page de la *Correspondance*, l'une contre sa bru, l'autre contre Mme de Maintenon. L'une et l'autre viennent d'un des sentiments les plus vifs de son cœur, à savoir l'horreur des mésalliances. Ce fut avec une indignation immodérée qu'elle reçut les premières propositions du mariage de son fils, le duc de Chartres, avec Mlle de Blois. « Le roi, dit Saint-Simon, savait que Madame était d'une nation qui abhorrait la bâtardise et les mésalliances, et d'un caractère à n'oser se promettre de lui faire jamais goûter ce mariage. » « Elle avait, ajoute le même écrivain, parlé à Monsieur son fils avec toute la force dont elle ne manquait pas et elle en avait tiré parole qu'il ne

consentirait point. » Mais enfin, il fallut céder; elle ne l'a jamais pardonné à sa belle-fille : « Si j'avais pu donner mon sang pour empêcher le mariage de mon fils, je l'aurais fait, » dit-elle vingt-six ans après; ce souvenir lui était alors présent comme au premier jour : elle fut toujours une triste belle-mère. La beauté et les vertus de sa bru ne pouvaient effacer, à ses yeux, la honte d'une telle origine.

Quant à sa haine pour Mme de Maintenon, elle se révèle sans cesse : Madame ne sait pas, sur ce point, ménager les termes. Sa passion est trop vive pour que les convenances en puissent arrêter l'expression impétueuse, et pour que le temps puisse la calmer. La situation de Mme de Maintenon à la cour et son influence sur l'esprit du roi ne permettaient point à la duchesse d'Orléans ce froid dédain qu'une faible ennemie aurait obtenu de son orgueil. Il lui fallait, bon gré, mal gré reconnaître, dans celle qu'elle appelait, avec tant de persistance et si peu de dignité, « la vieille » et même « la vieille guenipe, » une haute intelligence et un rang élevé. C'est pourquoi sa colère, aigrie par le spectacle de ces grands avantages, s'exhale sans cesse par des accusations terribles et de furieuses invectives.

Je sais bien qu'elle lui a écrit, en 1701 et en 1707, des lettres où l'on rencontre des phrases comme celle-ci : « Trouvez bon que je vous assure que je vous tiendrai inviolablement l'amitié que je vous ai promise, » et que Madame était trop franche pour manifester des sentiments qu'elle ne ressentait pas. Mais je sais aussi que Louis XIV avait cherché et était parvenu à les réconci-

lier un instant. Madame rapporte elle-même les paroles du roi; cette réconciliation fut toutefois éphémère. La naissance obscure de celle qui était devenue la femme du grand roi froissait ses idées aristocratiques, et s'il est vrai, comme on l'a dit, qu'elle-même avait secrètement ressenti une vive inclination pour Louis XIV, on comprend mieux encore cette haine compliquée de jalousie; enfin, elle était persuadée, à tort ou à raison, que Mme de Maintenon haïssait le duc d'Orléans. Les caractères de ces deux femmes étaient en outre absolument opposés, et si Mme de Maintenon, plus circonspecte, parle rarement dans ses lettres et toujours convenablement de la princesse, on doit supposer néanmoins qu'elle avait peu de sympathie pour cette altière Allemande. Elle était trop fine pour n'avoir pas deviné là une ennemie.

Madame ne savait point dissimuler sa pensée : elle hait et le déclare sans cesse. Elle croyait fermement que Mme de Maintenon cherchait à lui nuire : « La vieille dame qui est ici en si grande faveur me déteste, écrit-elle. Elle m'a voué, ainsi qu'à mon fils, ce qu'on appelle une haine implacable. » Je ne suis pas tentée de la plaindre, bien qu'elle proteste avoir fait tout au monde pour se concilier une amitié récalcitrante, lorsque je la vois, après la mort de Louis XIV, et lorsque Mme de Maintenon, descendue du faîte des honneurs, cachait dans l'ombre de Saint-Cyr sa majestueuse résignation, poursuivre encore de ses invectives et de ses railleries cette femme désormais sans puissance, et que l'humilité de sa retraite

devait protéger. Elle va jusqu'à oser dire : « Les maîtresses du feu roi n'ont pas terni sa gloire autant que sa vieille guenipe qu'il avait épousée. » Elle l'accable d'épithètes injurieuses, s'étonne de la savoir encore vivante, et semble lui envier ces derniers jours que Mme de Maintenon passa dans le repos et la prière. Ce sont là de tristes passages, et cet emportement resterait comme une tache dans la vie de Madame, si l'on ne pouvait l'excuser en songeant à l'âpreté de son caractère et à son humeur violente. Sous sa plume, les expressions n'ont plus leur valeur réelle : elle les laisse tomber sans réflexion, et ne sait pas plus les mesurer que les contenir.

S'il faut regretter ces pages de sa *Correspondance*, il convient d'honorer en elle sa noble indignation contre les désordres de la régence. Ce n'est pas elle qu'on accusera de n'avoir point pour les méchants

..... ces haines vigoureuses
Que doit donner le vice aux âmes vertueuses.

Sa conscience profondément honnête est révoltée des scandales qu'elle a sous les yeux. L'effronterie de cette débauche la consterne et l'irrite : « Le monde est pire encore que vous ne l'imaginez, dit-elle, et l'on ne peut se faire une idée de tous les vices qui dominent. » Elle ne parle qu'avec horreur de ces débordements : « La fausseté, la malice, la perfidie et l'ambition ne peuvent atteindre un degré plus élevé : pareil spectacle dégoûte de la vie. » Et plus loin : « Il n'y a plus de honte nulle part ; les femmes s'expriment d'une façon encore plus

dévergondée que les hommes. » Elle en vient à s'écrier : Je m'étonne que la France entière ne soit pas engloutie comme Sodome et Gomorrhe ! »

Surexcitée à toute heure par le tableau honteux qui s'offre à ses regards, elle exprime, en termes plus ou moins énergiques, mais toujours soutenus par un sentiment sincère, tout ce qu'elle ressent en face de ces vices marchant à découvert et se glorifiant de leur ignominie. Les mœurs de cette triste époque sont représentées là sans nulle complaisance, et dans toute leur effrayante réalité. Elle ne s'abuse point sur les désordres de son fils et de sa petite-fille, la duchesse de Berry : elle est seulement plus affligée encore en apercevant un tel exemple parti de si près d'elle et de si haut. C'est là que l'histoire peut puiser des documents irrécusables. On sent dans ces lettres, qui deviennent de jour en jour plus sérieuses, que cette société si profondément corrompue penche vers sa ruine, que ce régime tremble jusque dans ses fondements. On comprend que les années suivantes achèveront de l'ébranler, que les hommes formés sous la Régence précipiteront la catastrophe ; l'on s'étonne seulement qu'une telle organisation et de tels excès n'aient pas amené plus tôt un inévitable écroulement.

(1860).

LA

PRINCESSE DES URSINS

Histoire de la princesse des Ursins, par M. Combes. — *Lettres inédites de la princesse des Ursins*, publiées par M. Geffroy.

Charles II d'Espagne venait de mourir. Son testament, l'objet de ses préoccupations les plus douloureuses, des discussions les plus vives dans les conseils de la couronne et des intrigues les plus actives à l'étranger, avait été accepté par Louis XIV au nom de son petit-fils, le duc d'Anjou. Le cabinet de Versailles, espérant rallier le duc de Savoie à sa politique, avait fait épouser à Philippe V la fille de Victor-Amédée II, Marie-Louise, sœur de la jeune duchesse de Bourgogne. C'est alors qu'apparut dans l'histoire une femme déjà bien connue de la cour de France et de la cour de Rome, grâce à son esprit, à son habileté diplomatique, à sa haute position sociale, Marie-Anne de la Trémoille, princesse des Ursins ; c'était sur elle que devaient, pendant quatorze ans, et au milieu de difficultés sans nombre, reposer les destinées de la maison de France en Espagne.

Saint-Simon avait été frappé de l'originalité de cette noble figure. Il parle souvent de la princesse des Ursins dans ses Mémoires ; il la peint avec ce brillant coloris, cette verve, cette fougue de pinceau, ce relief saisissant qui caractérisent ses plus heureux portraits. Il sent bien toutefois qu'elle est digne d'un travail étendu, spécial, savant, et il indique ce sujet d'études à la postérité : « Elle régna en Espagne, dit-il, et son histoire mériterait d'être écrite. » M. François Combes, le premier, a réalisé le vœu de Saint-Simon : aidé par de nombreux documents inédits, par des pièces nouvelles extraites des archives françaises ou étrangères, et surtout soutenu dans ce long travail par une science éclairée, un sens historique excellent et une invincible patience, il a reconstruit dans le plus grand détail l'histoire de cette époque fameuse où la ténacité de la maison de Bourbon a triomphé de l'Europe coalisée et conservé à un prince français la possession légitime d'un des premiers trônes du monde.

Par un singulier hasard, en même temps qu'il recueillait de toutes parts les matériaux de ce grand ouvrage, un professeur distingué, M. A. Geffroy, trouvait à la bibliothèque de Stockholm la copie d'une centaine de lettres inédites de la princesse des Ursins à la maréchale de Noailles et à Mme de Maintenon. Cette correspondance vient également d'être publiée. Nous avions déjà de nombreuses lettres de Mme des Ursins, mais l'intérêt qui doit s'attacher à celles-ci n'en saurait être diminué. Elles sont « une épave, » nous dit leur savant éditeur; mais, réunies à celles qui avaient été sauvées

du naufrage, elles complètent vraisemblablement l'œuvre épistolaire de la princesse. Elles présentent en outre un véritable intérêt littéraire : vives, spirituelles, habiles, éloquentes parfois, en dépit d'inévitables négligences, elles sont bien dignes de la femme qui s'était fait une réputation en ce genre d'écrits dans un temps où le mérite du style était presque commun à tout le monde, où Mme de Sévigné s'était acquis par sa correspondance une renommée incomparable, où l'austère Mme de Maintenon visait à la même gloire et recherchait avec soin les formes du bon langage. La princesse des Ursins n'est certes pas, sous ce point de vue à la hauteur de ces deux femmes célèbres; mais ses lettres doivent être sérieusement estimées par ceux qui, sans se laisser arrêter par des imperfections pardonnables, s'attachent surtout à y considérer la facilité de l'expression, l'éclat et la vigueur de la pensée, souvent la majesté des grandes choses qu'elles racontent et dont elles sont dignes. Étudions donc, d'après cette correspondance, et d'après le livre de M. Combes, le rôle politique de la princesse des Ursins.

Charles II avait laissé l'Espagne en ruine. Toutes les institutions abaissées ou détruites; toutes les ressources de l'État épuisées; l'autorité royale avilie à ce point que le souverain ne pouvait sortir dans Madrid sans être exposé aux plus grossières insultes; l'armée réduite à vingt mille hommes mal vêtus, mal nourris, mal payés; la marine à treize galères ; les charges les plus élevées, les grandesses même vénales; les recettes de l'État détournées par les ministres et les favoris, ou dissipées

par une gestion incapable et souvent frauduleuse; les places fortes, celles même de la frontière, abandonnées; les séditions sans frein; le désordre partout; les masses populaires toujours menaçantes; les grandes maisons rivales ou factieuses; des Conseils qui gouvernaient le roi au nom du peuple et dominaient le peuple au nom du roi; les intrigues des maîtresses; la cour impuissante pour le bien; le tiers-état nul; des divisions, même au sein du clergé; en un mot, une monarchie dégénérée au sommet d'un édifice vermoulu : telle était la succession que le maison d'Autriche laissait à la maison de France. Après un siècle, voilà ce qu'était devenu l'héritage de Charles-Quint et de Philippe II. Le vénérable marquis de Mansèra le disait au roi sans détour : « Vos sujets sont écrasés par la misère, vos trésors sont épuisés; vous n'avez plus ni troupes ni vaisseaux, et d'aucun côté de l'horizon le jour ne se fait voir. »

Considérons maintenant quel était l'homme que le choix de Charles II appelait au gouvernement de cet empire délabré. Philippe V était, comme tous les Bourbons, doux, patient, intelligent même; ses mœurs étaient pures, sa religion sincère; mais il n'avait aucune des qualités des grands rois de sa race : il n'avait pas le génie administratif, il manquait de volonté. On l'avait élevé pour un rang secondaire : on n'avait point songé à raffermir la faiblesse de son caractère, l'indécision de ses idées, son indolence physique et morale. A peine sur le trône, il était fatigué des affaires, incertain au milieu des difficultés, lassé de ses devoirs pénibles. Le marquis de Louville, son compagnon d'enfance, nous le montre

dans ses Mémoires, regrettant la France, épuisé au sortir du conseil : « Je vous assure, écrit-il à Torcy, que ce spectacle est bien douloureux, » et dans une lettre au duc de Beauvilliers : « Le roi me dit hier, dans un accès de mélancolie décourageante, qu'il redeviendrait volontiers duc d'Anjou, et qu'il ne pouvait souffrir l'Espagne. Voilà de quoi faire trembler. » C'étaient là, en effet, des indices effrayants. La cour de Versailles le comprit : on ne pouvait rien attendre de Philippe V. Louville, qu'on avait placé auprès de lui pour relever son courage, avouait son impuissance : on résolut de marier le roi. Louis XIV, il est vrai, dans ses instructions à son petit-fils, lui avait spécialement recommandé de ne se pas laisser conduire par la future reine, quelle qu'elle fût. Mais, en face de cette inertie, ses idées avaient changé : Louville, qui pensait de même, écrivait en propres termes et un peu brutalement à Torcy : « Il faudra mettre auprès de la reine des gens sûrs ; car elle gouvernera le roi, et, si elle se conduit mal, tout sera perdu. » Vers la fin de 1701, Marie-Louise de Savoie devint reine d'Espagne.

On avait désormais un moyen d'action sur Philippe V ; mais il fallait faire en sorte que la reine elle-même fût l'instrument de Louis XIV. On résolut donc de choisir une camerera-mayor qui pût la dominer et qui reçût directement les inspirations du cabinet de Versailles. On avait proposé Mme de Ventadour : mais la princesse des Ursins fut préférée. Marie-Anne de la Trémoille, mariée d'abord au prince de Chalais, puis en secondes noces au duc de Bracciano, l'un des premiers seigneurs de Rome,

avait vendu après la mort de son second mari le duché de Bracciano à don Livio Odescalchi, et gardé seulement le nom d'Orsini (Ursins), célèbre famille romaine dont son mari était le chef. C'est sous ce nom qu'elle est connue dans l'histoire.

Au moment où elle fut désignée pour accompagner Marie-Louise en Espagne, elle avait cinquante-huit ans: mais elle était de cette race privilégiée de femmes qui savent garder jusque dans l'âge le plus avancé les grâces de l'extérieur et les ressources de l'intelligence : « C'était, dit Saint-Simon, la personne qui avait le plus de finesse dans l'esprit sans que cela parût jamais, et de combinaisons dans la tête, et qui avait le plus de talent pour connaître son monde et savoir par où le prendre et le mener. Flatteuse, caressante, insinuante, mesurée. » Elle favorisait à Rome, depuis longtemps, toutes les entreprises de la cour de France ; passionnée pour l'intrigue, connaissant à fond les ressources diplomatiques, aimant à se mêler des affaires politiques et désireuse de faire une grande figure, on la trouve, bien avant son élévation, les yeux fixés vers le cabinet de Versailles, active pour le servir et déjà en correspondance avec les ministres. Nous la voyons dès 1690 discutant avec M. de Croissy l'élection de tel ou tel cardinal à la papauté; amie de Pontchartrain, plus tard, offrant son palais au prince de Monaco, ambassadeur de France [1], puis profitant d'un voyage à Paris pour se lier étroitement avec la maréchale de Noailles, sa parente,

[1] *Recueil de M. Geffroy*, lettres, VI, XIV, XVI.

avec Torcy, avec Mme de Maintenon [1], adoptant toutes les idées de Louis XIV, recevant de Versailles une pension accordée surtout à son crédit, sollicitant bientôt une pension plus forte dans une lettre infiniment spirituelle et où elle s'attache à prouver combien il serait utile au service du roi qu'elle fût plus riche : « Ma maison, dit-elle, est la seule française qui soit ouverte au public. C'est dans ces assemblées que l'on peut parler à des gens qu'il serait difficile de voir ailleurs [2] ; » montant assez haut dans l'estime du cabinet de Versailles pour obtenir le rappel du cardinal de Bouillon, ambassadeur de France à Rome.

La cour n'avait pas cherché sans cause, dès cette époque, à se ménager l'appui de la princesse. L'importante affaire de la succession d'Espagne préoccupait alors les esprits ; cette question présentait encore cet aspect indécis qui laisse le champ libre à toutes les ambitions et à toutes les manœuvres. L'influence de la cour de Rome et celle des Espagnols présents à Rome était nécessaire au succès de la maison de Bourbon. Parmi ces derniers, se trouvait le cardinal Porto-Carrero, archevêque de Tolède, qui rêvait d'être, comme le dit M. Combes, « le Ximénès de l'Espagne. » Mme des Ursins forma une liaison intime avec ce prélat, membre du conseil de Castille, et puissant à la fois sur l'esprit du pape Innocent XI et sur celui du roi Charles II. Elle lui fit entrevoir dans le choix du duc d'Anjou un moyen

[1] M. Combes, p. 23.
[2] *Recueil de M. Geffroy*, lettre xvv.

sûr d'arriver au poste que convoitait son ambition. Elle fit briller à ses yeux « les avantages qu'il pourrait puiser dans la juste gratitude de Louis XIV [1]. » Porto-Carrero fut séduit. En ce moment même, Charles II, inquiet, tourmenté, fatigué de ses doutes, consultait le pape Innocent XI. Celui-ci, que Mme des Ursins par ses menées et par le crédit de Porto-Carrero avait bien disposé pour la France, envoya un avis favorable au duc d'Anjou. Ce conseil fixa les irrésolutions du roi d'Espagne : les Bourbons recueillirent la succession de Charles-Quint.

Les choses en étaient là entre la France et la princesse quand il fallut choisir une camerera-mayor pour la jeune reine. Mme des Ursins avait donné à Louis XIV des gages sensibles de son dévouement ; elle l'avait en quelque sorte enchaîné : elle pouvait avec d'autant plus de sécurité invoquer la reconnaissance de la cour, que dans les circonstances actuelles il était avantageux au cabinet de Versailles de la manifester. Bien affermie de ce côté, elle écrivit directement au duc de Savoie, Philippe V, lui laissant comprendre que la France désirait la voir dans ce poste ; ce prince en référa à Louis XIV. Dès lors son élévation était certaine. Ce choix était le couronnement de la politique française. Elle partit bientôt pour Madrid avec la jeune reine, et, pendant le voyage, elle sut lui plaire. Arrivée en Espagne, elle comprenait déjà sa puissance, et écrivait à Mme de Maintenon : « Rassurez-vous. Je répondrai à la confiance du roi. »

[1] M. Combes, p. 25.

Le but de Louis XIV semblait atteint. La reine gouvernait Philippe V, Mme des Ursins dominait la reine. Saint-Simon explique cet ascendant : « Elle conduisait la reine, dit-il, qui avait mis en elle toute l'affection et la confiance d'une jeune personne qui ne connaissait qu'elle, qui en dépendait entièrement pour sa conduite particulière et pour ses amusements et qui y trouvait toutes les grâces, la douceur, la complaisance et la ressource possibles. » Du reste, cet empire ne fut point celui que la faiblesse et l'incapacité cèdent au génie et à la force : « Marie-Louise n'avait pas été moins soigneusement élevée que Mme la duchesse de Bourgogne, ni moins bien instruite. Elle se trouva née avec de l'esprit, et, dans cette première jeunesse, avec un bon esprit, sage, ferme, suivi, capable de conseil et de contrainte, et qui, déployé et plus formé dans la suite, montra une constance et un courage que les grâces naturelles de ce même esprit relevèrent infiniment. » Une vive sympathie entre ces deux femmes détermina seule l'autorité de la plus âgée sur la plus jeune, et, si la confiance du roi en la camerera-mayor fut un hommage rendu à la supériorité réelle de son intelligence, on peut dire qu'une heureuse conformité de goûts, de vues et de volontés, attacha la reine à la princesse des Ursins.

Deux politiques se trouvaient en présence à Madrid. L'une française à outrance; l'autre espagnole pure, représentée par les grands et inclinant vers l'archiduc d'Autriche, le compétiteur de Philippe V. La première avait pour champions le cardinal Porto-Carrero, « au

titre près, véritable premier ministre [1], » l'archevêque de Séville, Arias, président provisoire du conseil de Castille, le marquis de Louville et toute la maison française du roi; plus tard il fut dirigé par le cardinal et l'abbé d'Estrées, ambassadeurs de France. Le second parti réunissait les noms les plus illustres de la monarchie. Il eut pour chefs, successivement, le comte de Melgar, amirante de Castille, le marquis de Léganez, le duc de Medina-Cœli. La première politique tendait à détruire, par ses idées exclusives, la popularité de Philippe V; la seconde s'apprêtait à le trahir. Elles furent toutes deux réduites à l'impuissance et devinrent funestes à ceux qui osèrent les défendre. Mme des Ursins combattit l'une et l'autre, et prétendit inaugurer en Espagne une politique mixte, écouter le cabinet de Versailles sans anéantir le cabinet de Madrid, satisfaire les justes désirs de l'Espagne et les susceptibilités de la nation, sans dédaigner les avis parfois utiles et les ressources toujours nécessaires de la France. Tel fut aussi le plan adopté par la jeune reine. Mais, pour le réaliser, il fallait avoir le champ libre, il fallait que Mme des Ursins fût délivrée de ses rivaux, et régnât aussi absolument dans les conseils de la couronne que dans l'esprit de la reine et du roi.

Le principal chef du parti autrichien, l'amirante de Castille, devint dangereux le premier. « Il aimait la maison d'Autriche, pour laquelle il avait combattu, sous les règnes précédents, sur terre et sur mer, et dont

[1] V. Combes, p. 87.

il avait reçu les plus grands honneurs. Il détestait au contraire la maison de Bourbon, contre laquelle il s'était hautement prononcé dans le temps où se préparait le dernier testament de Charles II [1]. » Mais il avait en face de lui la vigilance de Mme des Ursins. Elle devina ses intrigues et déjoua ses premières manœuvres; elle n'eut pas toutefois à lutter ouvertement contre lui. Lui-même se rendit justice : il comprit son impuissance, et il eut recours à la trahison. Il eut de fréquentes conférences avec un espion hollandais, conspira avec lui la chute de Philippe V et l'élévation de l'archiduc, enfin, lui livra un plan topographique exact de l'Andalousie et de l'Estramadure. Les cabinets de Vienne et de Londres, assurés d'un tel appui, déclarèrent la guerre à Philippe V. Toutefois, et bien que le gouvernement espagnol fut instruit de ces menées, il manquait encore de cette audace que donnent le long usage du pouvoir et les prospérités éprouvées. Il résolut seulement d'éloigner l'amirante et le nomma à l'ambassade de France, faveur ambiguë qui révélait à la fois ses craintes et sa faiblesse, mais qui du moins ajournait un péril qu'on n'osait pas encore braver de front. L'amirante vit bien qu'en Espagne il était suspect, et qu'en France il serait annulé; néanmoins il feignit de partir; mais il s'arrêta à moitié chemin et alla rejoindre les troupes portugaises réunies à celles des alliés. Le cabinet de Madrid s'était dès lors acquis le droit de le punir : le comte de Melgar fut condamné par coutumace; ses amis furent forcés de

[1] V. Combes, p. 109.

blâmer ouvertement sa conduite; et sa mort lugubre, arrivée peu de temps après, à la suite d'une insulte réservée tôt ou tard à tous les traîtres, enleva son chef à une redoutable faction [1].

Le parti exclusivement français ne trouva pas en Mme des Ursins un moins rude adversaire. Louville, avant même l'arrivée de la princesse, l'avait pressenti : « J'aimerais mieux Mme de Ventadour, » écrivait-il à Torcy. Dès le mois de janvier 1703, il voit son influence détruite, prévoit sa défaite prochaine et rêve un coup d'éclat : le renvoi de la camerera-mayor. Il le déclare au duc de Beauvilliers : « Si de promptes mesures ne sont prises pour tirer le roi catholique de son esclavage, il est perdu. Premièrement, il faut ôter Mme des Ursins; il n'y a pas sur cela à délibérer. » Le mois suivant, il insiste : « Tenez bon, dit-il, faites-la partir; » et, en juillet 1703, pour décider Torcy, il ajoute : « Elle est maintenant détestée des Espagnols. » Mme des Ursins lui rendait bien cette haine, et ne parlait de lui qu'avec un magnifique dédain de grande dame offensée : « Il a plus figuré, écrit-elle au cardinal de Noailles, par les insolences qu'il a dites et qu'il a écrites sur mon sujet, que par le crédit qu'il mérite. Je ne crois pas lui

[1] Voici comment M. Combes raconte sa mort : « Après un repas avec quelques officiers supérieurs, il s'échauffa, il oublia la réserve qu'il avait à garder et accusa le général portugais, comte de Saint-Juan, de l'issue malheureuse des deux siéges d'Alcantara et de Badajoz. Cette parole lui attira une réponse écrasante : « Vous comptiez » donc, monsieur, lui dit le général, que les gouverneurs de ces places » seraient des traîtres comme vous? » Il se mit aussitôt dans une colère horrible et si forte, qu'il fut suffoqué par une vapeur qui devint une apoplexie. »

pouvoir jamais pardonner s'il ne se rétracte auparavant sur tout ce qu'il a avancé contre moi. En vérité, il ne devrait pas être permis à un aussi petit homme d'outrager une femme de mon rang [1]. » Les choses arrivées à ce point, il fallait que l'un des deux tombât. Ce fut le marquis de Louville. Deux courriers venus d'Espagne à Versailles déterminèrent sa chute. Le 22 octobre, une dépêche du duc de Beauvilliers la lui annoncait : « C'en est fait, lui disait le duc, nous sommes perdus. Le parti est pris. On vous rappelle à l'instant. »

L'archevêque de Séville, Arias, qui suivait la même politique, fut renvoyé peu de temps après dans son diocèse. Le duc de Montellano le remplaça dans la présidence de Castille, et un bref du pape, obtenu quelques mois après sa disgrâce, lui enjoignit de ne plus quitter Séville. Restaient Porto-Carrero et le cardinal d'Estrées, récemment nommé ambassadeur de France. C'étaient les plus fermes soutiens de leur cause et les plus redoutables adversaires de la princesse : Porto-Carrero, par sa grande position, par le souvenir des services rendus à l'époque du testament ; le cardinal d'Estrées, par son influence à la cour de Versailles, par la protection des Noailles, par l'appui énergique de tout le parti français. La lutte fut vive ; mais les ressources de Mme des Ursins étaient à la hauteur de cette lutte. Le duc de Montellano, président du conseil de Castille, contre-balança l'autorité, jusqu'alors sans bornes, de Porto-Carrero ; l'inspection des finances, qui avait tou-

[1] *Recuil de M. Geffroy*, p. 457.

jours appartenu au premier ministre, lui fut enlevée. Affaibli par cet échec et par cette rivalité, le cardinal changea brusquement de politique et se mit à la tête du parti anti-français; il refusa de s'asseoir auprès du cardinal d'Estrées et offrit sa démission. S'il fût demeuré ferme en cette voie, peut-être eût-il pu ressaisir un rôle politique dans les rangs de ses nouveaux amis, et eut-il créé de grands embarras au gouvernement. Sur une lettre de Louis XIV, il eut la faiblesse de céder, retira sa démission et rentra au conseil. Mais les factions haïssent et méprisent davantage ceux qui les abandonnent que ceux qui les combattent: cette manœuvre irrita également les Français et les Espagnols successivement reniés. Porto-Carrero était le transfuge de toutes les causes: ce fut un homme anéanti.

Le cardinal d'Estrées avait été, sans le savoir, dans cette affaire, l'instrument de Mme des Ursins. « C'était, selon Saint-Simon, un homme vif, ardent, bouillant, haut à la main, et ne voulant ni de supérieur ni d'égal. » On comprend que la camerera-mayor ne pouvait point souffrir l'ascendant qu'il prétendait usurper. En toute occasion, elle résistait; elle s'opposait au triomphe de sa politique, elle se redressait contre ses formes impérieuses. Cette lutte fatigua Philippe V et la reine. Ils prirent parti pour Mme des Ursins, et ils écrivirent à Louis XIV. D'après cette lettre, « le cardinal d'Estrées était le plus grand obstacle à la paix. Son arrivée à la cour de Madrid en avait banni la bonne harmonie prête à se rétablir. Il n'y avait pas de jour où l'on n'eût à souffrir de son humeur intraitable et altière. » Mme des

Ursins travaillait dans le même sens auprès de Torcy. La cabale du cardinal, pour se venger, « fouilla dans la vie privée de la camerera-mayor, » espérant détruire par des notes scandaleuses son crédit auprès de Louis XIV et de Mme de Maintenon. Cette tactique faillit réussir; Louis XIV rappela Mme des Ursins; mais la reine d'Espagne la défendit avec tant d'instances, que la sévérité de la cour de Versailles fut désarmée. On chercha à réunir les deux adversaires; mais cette réconciliation, si elle fut sincère, ne fut pas durable. L'autorité n'admet point de partage : les difficultés se multiplièrent. Philippe V déclara enfin à Louis XIV « que si, pour conserver sa couronne, il devait se résigner à avoir toujours pour ministre le cardinal d'Estrées, il ne savait ce qu'il choisirait de préférence. » Au mois de septembre 1704, toute la maison française et le cardinal d'Estrées quittaient Madrid.

Toutefois, pour que ce coup fût moins rude à la maison d'Estrées, l'abbé, neveu du cardinal, fut nommé ambassadeur. L'abbé d'Estrées, voyant chanceler son oncle dont il était le secrétaire, l'avait adroitement abandonné. Il avait eu avec Mme des Ursins de nombreuses et secrètes entrevues; il lui avait laissé comprendre qu'à la place du cardinal il suivrait une autre voie, qu'elle aurait en lui un agent fidèle, enfin, qu'il pousserait la complaisance jusqu'à n'expédier jamais en France une dépêche sans la lui communiquer. La camerera-mayor le crut; du reste, elle ne le redoutait pas : « C'était un homme très-médiocre, dit Saint-Simon, et qui, avec de l'honneur et grande envie de bien faire, se méprenait sou-

vent et se faisait moquer de lui. » Mme des Ursins était victorieuse en ce moment, et commençait à gouverner sans rivaux; la faute d'un de ses agents et une double imprudence la perdirent.

La guerre de la succession d'Espagne allait s'ouvrir. Puységur et Berwick furent envoyés avec des troupes pour soutenir Philippe V. Mme des Ursins avait placé un Français, Orry, sa créature, à la tête de l'administration. Lorsque Puységur arriva à Madrid, Orry lui montra, sur le papier, tous les préparatifs de guerre et prétendit qu'ils étaient faits. Le maréchal de Berwick, dans ses Mémoires, affirme qu'Orry avait dit seulement « qu'ils seraient faits. » Quoi qu'il en soit, Puységur fut indigné lorsque, sur les lieux, il ne trouva aucun des magasins de vivres et de munitions dont Orry lui avait parlé. Il se plaignit vivement à Versailles, et le crédit de la camerera-mayor en fut ébranlé. Elle-même, par un inconcevable aveuglement, donna beau jeu à ses ennemis : l'abbé d'Estrées ne lui était pas, au fond, plus favorable que son oncle. Il était mécontent de la position inférieure qui lui avait été faite et que lui-même avait acceptée. Il souffrait surtout de ne pouvoir écrire à son gouvernement aucune dépêche qui ne fût lue par Mme des Ursins ; il songea donc à lui en dérober une, et il rédigea pour Torcy un long mémoire, rempli de plaintes amères et d'attaques violentes contre la princesse. Mais la dépêche fut interceptée. Mme des Ursins la vit, et, irritée spécialement d'un passage ou l'abbé l'accusait d'être mariée avec un « fort petit compagnon, » d'Aubigny, son écuyer, elle écrivit en marge ces seuls

mots : « Oh ! pour mariée, non ! » Puis elle l'envoya à son adresse. Louis XIV fut vivement blessé « qu'elle eût attaqué le respect dû à sa personne et violé le secret entre son ambassadeur et lui [1]. » L'abbé d'Estrées chantait déjà victoire ; néanmoins, Mme des Ursins resta encore à Madrid. Il ne put supporter ce coup et envoya sa démission. La camerera-mayor avait toutefois beaucoup perdu dans l'estime de la cour de France ; elle était sur la pente des fautes qui mènent aux chutes. Elle s'opposa au départ de Philippe V pour l'armée ; c'était résister à la volonté expresse de Louis XIV. Effrayés d'une telle audace, tous ses appuis à Versailles, Torcy, les Noailles, Mme de Maintenon, l'abandonnèrent. Elle reçut l'ordre de quitter Madrid à l'instant même, et de partir pour l'Italie. (Septembre 1704.)

La colère et l'étonnement de Mme des Ursins furent grands à cette nouvelle. Elle exprima son indignation dans une lettre à la maréchale de Noailles : « Enfin, madame, lui dit-elle, le mensonge l'a emporté sur la vérité, et, quoique je puisse dire que jamais personne ne servira le roi avec plus de zèle et de probité que j'ai fait, je me vois traitée comme une criminelle pendant que mes accusateurs triomphent [2]. » Elle devait cependant s'y attendre. Si le cabinet de Versailles lui avait successivement sacrifié Louville, la maison française, Porto-Carrero, le cardinal et l'abbé d'Estrées, c'est que, la voyant plus puissante à elle seule sur le roi et sur la

[1] *Mém. de Saint-Simon*, IV, 105.
[2] *Recueil de M. Geffroy*, lettre LV.

reine que tous ses adversaires ensemble, il avait moins compté sur eux que sur elle pour le succès de ses vues en Espagne. Son concours n'avait certes pas été désintéressé. Dès qu'on vit clairement le jeu de la camereramayor, dès qu'on eut compris qu'elle avait sa politique personnelle et prétendait à l'indépendance, on reconnut qu'on lui avait en vain sacrifié de puissants adversaires, et qu'on n'avait travaillé que pour elle. Ce n'était pas là le plan de la cour de Versailles ; son instrument lui échappait ; elle le brisa. Mais la princesse, soutenue dans sa disgrâce par la puissante amitié de Philippe V et de la reine, se sentait forte encore. Ses espérances ne furent pas déçues.

II

Mme de Maintenon, soit qu'elle ressentît pour Mme des Ursins une affection réelle, soit qu'elle voulût complaire à la duchesse de Bourgogne émue du chagrin de sa sœur, soit enfin qu'elle craignît de voir Louis XIV perdre par ce brusque changement toute autorité sur les affaires d'Espagne, était disposée à la servir. La princesse, pour donner à l'orage le temps de se calmer, sachant bien que les actes promptement résolus sont d'ordinaire les moins durables, désirant d'ailleurs prolonger auprès de la reine un séjour qui, nécessairement temporaire et habilement employé, aigrissait encore les regrets de la séparation, ne se pressait pas de quitter Madrid. Elle demeura quinze jours en cette ville, après avoir reçu l'ordre, et

cinq semaines à sept lieues de la capitale, à Alcala. Cependant Mme de Maintenon représentait à Louis XIV « qu'il était obéi, qu'il jouissait de sa vengeance, que la pitié pouvait avoir lieu après une exécution si éclatante [1]. » Elle obtint que Mme des Ursins n'irait pas en Italie, mais seulement à Toulouse. C'était un premier pas. La princesse en comprit l'importance, et elle écrivit à la maréchale de Noailles, espérant bien que sa lettre serait montrée : « Vous n'ignorez pas mon attachement et mon respect pour Mme de Maintenon, les obligations que je lui ai qui me sont toujours présentes, et le fond que je fais sur la générosité de son cœur [2]. » Toute la correspondance de Toulouse est en ce sens, et, de plus, elle s'y pose adroitement en victime, en femme désabusée des grandeurs humaines, et affligée seulement d'avoir déplu à Louis XIV.

Cette conduite calma les esprits. On s'accoutuma à voir en elle une noble infortunée, résignée à son exil avec une patience antique. D'autre part (bien que les Mémoires du marquis de Saint-Philippe, écrits par un ennemi de la princesse, affirment que cet événement fut regardé par la nation comme une délivrance), il est de fait, et M. Combes le prouve, que, pendant son absence, « le désordre était plus grand peut-être qu'au début même du règne de Philippe V [3]. » Les grands s'entendaient pour abaisser l'autorité royale. L'adminis-

[1] Saint-Simon, VII.
[2] *Recueil de M. Geffroy*, lettre LVI.
[3] V. Combes, p. 186.

tration était désorganisée. Le roi ne savait plus vouloir. Il se défiait de la politique toute française du duc de Gramont, successeur de l'abbé d'Estrées. La reine, froissée dans son orgueil et dans son amitié, ne pardonnait pas à Louis XIV le départ de sa camériste et résistait aux inspirations de Versailles. En même temps, Mme de Maintenon, usant de ces arguments invincibles, défendait, de plus en plus ouvertement, la cause de l'exilée. Peu à peu, pendant les six mois que dura le séjour de la princesse à Toulouse, une opinion d'abord craintive, puis enhardie par les événements, finit par triompher et par faire envisager comme l'unique ressource, au milieu de tant de difficultés sans cesse renaissantes, le retour de Mme des Ursins. Le 16 novembre 1704, Louis XIV, vaincu par tant de considérations, écrivit à la princesse qu'il lui permettait de paraître à Versailles. Dès lors elle était sauvée.

Chacun le comprit. Elle semblait venir pour se justifier; mais l'habile pressentiment de tous devança la clémence du maître. Soit que l'intime résolution du roi perçât dans cette première grâce, soit que l'habileté bien connue de la princesse ne permît pas de douter de son succès, elle fut accueillie, non pas avec ces précautions timides et cette réserve ambiguë qui caractérisent l'incertitude des cours, mais avec cet enthousiasme vif, prompt, décidé, qui ne salue jamais que les faveurs sans ombre et les fortunes affermies. L'ambassadeur d'Espagne, suivi d'une foule de courtisans, alla au-devant d'elle jusque hors les portes de Paris et lui offrit sa demeure pendant le temps de son séjour. Elle y reçut « toute la

France, » comme dirait Saint-Simon, et, le samedi 10 janvier 1705, elle se rendit à Versailles. Elle obtint aisément du roi plusieurs entretiens : Mme de Maintenon y fut admise. Là sans doute on passa moins de temps à justifier le passé déjà accepté qu'à préparer l'avenir. Dans les bals qui furent donnés à la résidence royale, Louis XIV, la duchesse de Bourgogne, les princes, la traitèrent avec la plus affable bienveillance. Elle était la seule française qui pût gouverner l'Espagne, et le cabinet de Versailles, satisfait d'avoir montré sa force, usait désormais vis-à-vis d'elle de cette condescendance majestueuse qui est la flatterie des rois envers les sujets nécessaires.

Elle ne se pressa point de retourner à Madrid. Peut-être voulait-elle jouir de son triomphe, et en écraser longtemps la jalousie frémissante de ses ennemis; peut-être, sûre de partir à sa volonté, prétendait-elle se faire désirer en Espagne. Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas, comme on l'a supposé, qu'elle-même fût lassée de son rôle politique : quel qu'ait été le masque dont sa prudence eût couvert son ambition pendant sa disgrâce, cette ambition est évidente pour l'histoire. Nous n'admettons pas davantage, selon les insinuations de Saint-Simon, qu'éblouie de la faveur royale, elle ait rêvé de supplanter Mme de Maintenon dans la confiance du roi. Esprit éminemment précis et juste, elle avait trop en elle-même la notion du possible pour se bercer de telles chimères.

Avant de partir, elle voulut faciliter la marche politique qu'elle comptait suivre à son retour. Elle envoya

devant elle Orry, le conseiller d'État Amelot, qu'elle avait fait nommer à l'ambassade de France, et le maréchal de Tessé, qui devait commander les troupes. Ces choix étaient excellents : Amelot « était un homme de grand sens, de grand travail et d'esprit [1]. » Orry était un de ces bourgeois habiles et laborieux dont Louis XIV aimait à faire ses ministres, un élève de Colbert, un financier distingué. Tessé « ne voulait se mêler que de la guerre [2], » et montra toujours un grand dévouement à Mme des Ursins et à Philippe V. Ces trois hommes, dès leur arrivée à Madrid, se trouvèrent placés en face de deux difficultés graves. La première était l'opposition des grands ; la seconde, l'invasion étrangère. Des conspirations aristocratiques se tramaient dans la capitale. L'archiduc Charles avait débarqué en Catalogne, et plusieurs seigneurs prétendaient lui frayer le chemin jusqu'à Madrid. Le marquis de Léganez était l'âme de ce complot. Dès l'avénement de Philippe V, il avait éludé de prêter serment au roi ; plus tard, sommé de prendre les armes contre l'archiduc, il avait refusé. Dès lors il était suspect. Son unique refuge était une conspiration : elle le perdit. Arrêté sur l'ordre de la nouvelle administration, il fut conduit au fort de Pampelune, puis à Bordeaux, d'où ses vaines et tardives protestations en faveur de Philippe V ne purent le faire sortir. Ce coup énergique épouvanta les grands et prépara le retour triomphal de la princesse des Ursins.

[1] Saint-Simon.
[2] Tessé à Chamillart (dépôt de la guerre, 1705).

Elle rentra enfin après un an d'absence dans cette Espagne d'où elle était sortie humiliée : elle y rentra acclamée par les populations, accueillie dans toutes les villes comme une souveraine. Les citadelles tiraient le canon sur son passage; la cour d'Espagne alla au-devant d'elle jusqu'à Burgos; le roi et la reine la reçurent à deux lieues de Madrid. Elle revenait affermie par la disgrâce, d'autant plus forte que son absence avait été funeste, traitant désormais de puissance à puissance avec la cour de Versailles, qui, cédant à la nécessité politique reconnue et gracieusement acceptée, l'avait rétablie de sa main sur le faîte, et semblait, par cette préférence signalée, menacer d'avance tous ceux qui prétendraient lutter contre son envoyée souveraine.

La première partie de l'œuvre de la princesse était accomplie. Ses plus dangereux ennemis étaient tombés : elle régnait. Mais il restait encore quelques seigneurs hostiles; elle résolut de les frapper. L'un d'eux, jadis son allié, le duc de Montellano, président de Castille, excitait les soupçons de cette femme ombrageuse. Elle lui laissa voir, dès son retour, une froideur hautaine. Elle craignait, dans ce poste éminent, un homme placé par sa naissance dans les rangs de ses pires ennemis. Montellano, offensé de cette attitude, offrit sa démission. Le roi hésitait, la princesse la fit accepter, et le corrégidor de Madrid, Ronquillo, d'une extraction obscure, fut appelé à la présidence. Amelot ne se défiait pas moins de certains grands du conseil; Mme des Ursins partageait ses défiances, et, soit qu'ils eussent présenté leur démission, soit qu'on la leur eût demandée, le duc

de Montalto et le comte de Monterei furent remplacés par des partisans dévoués de la princesse. La haute aristocratie, indignée de cette manœuvre, s'agita dans une opposition souterraine où se dessina de plus en plus le caractère double du duc de Médina-Cœli. Leurs plans furent déjoués à l'origine, mais nous les verrons bientôt reparaître, et, pour en triompher, il ne fallut pas moins que tout le crédit et toute l'adresse de M[me] des Ursins.

A l'époque où nous sommes parvenus, la guerre était la grande préoccupation des esprits. Les Anglais, alliés de l'archiduc, venaient de prendre Gibraltar. Le comte de Toulouse, au combat indécis de Malaga, avait perdu presque toute sa flotte. Barcelone était investie; dégagée un instant par le maréchal de Tessé, elle céda bientôt et l'archiduc y fut salué roi d'Espagne. Philippe V ne put la reprendre. On proposait déjà un partage de la monarchie: les Bourbons auraient conservé l'Italie et les îles de la Méditerranée; l'archiduc aurait obtenu l'Espagne et les Indes. La princesse opposa toute sa fermeté à ces concessions désastreuses; la guerre continua, plus acharnée que jamais. La situation était terrible: de nombreuses troupes alliées, traversant l'Estramadure, marchaient sur la Castille et préparaient leur jonction avec les rebelles de Catalogne et les Anglais débarqués à Barcelone. Attaqué à la fois à l'est, à l'ouest et au midi, Philippe V n'avait plus de ressources que dans le nord. Le séjour de Madrid était dangereux: la cour se retira à Burgos. Ce fut alors qu'un grand nombre de seigneurs, croyant tout perdu pour les Bourbons,

osèrent se déclarer ouvrement pour l'Autriche. Les uns écrivirent au général portugais pour l'appeler à Madrid, les autres allèrent au-devant des alliés, d'autres introduisirent les ennemis dans Carthagène et dans Valence, et le vieux Porto-Carrero, déshonorant sa carrière par une trahison, ouvrit à l'archiduc les portes de Tolède.

Au milieu de ces désastres, Philippe V trouva un ferme appui dans le dévouement du peuple et dans le zèle infatigable de Mme des Ursins. A Madrid, et dans toutes les provinces de l'Espagne, hormis la Catalogne, les alliés furent reçus avec cette répugnance qui présage un avenir funeste et dément les plus brillantes promesses de la victoire. Mme des Ursins se multipliait : discours, lettres, démarches, elle n'épargna rien pour obtenir des populations l'argent indispensable à la guerre. Elle arrêta ainsi la désertion, consolida dans la Vieille-Castille et jusque dans l'Andalousie l'autorité du roi; elle propagea enfin, si j'ose le dire, le sens du dévouement; elle sut entourer Philippe V de l'austère majesté des infortunes royales souffertes avec courage et consolées par le vigilant amour de la nation. En même temps, son humeur gaie et confiante rassérénait la petite cour de Burgos. Elle renferma en elle-même ses découragements et ses inquiétudes : elle voulut espérer et elle y parvint. Elle chercha et trouva dans sa volonté des consolations justifiées bientôt par les événements. Toute sa correspondance de cette époque, tantôt aimable, spirituelle, affectueuse, tantôt grave, précise, toute politique, pleine de faits, de plans, de détails exacts, digne d'un ministre et d'un grand ministre, montre

l'extraordinaire génie de cette femme[1]. Ce ne fut pas elle seule, sans doute, qui sauva la dynastie, il fallut combattre et vaincre, mais elle fut certainement l'un des plus vigoureux instruments dont le ciel se servit pour faire triompher la plus juste cause.

Peu à peu l'horizon s'éclaircissait. Les alliés, entrés dans Madrid en conquérants, ne trouvèrent dans cette ville aucun des éléments nécessaires à l'établissement définitif de l'archiduc. Leur situation à Madrid ne fut jamais que provisoire; le droit de Philippe V, chassé de sa capitale, demeurait intact et victorieux; dans le sentiment public l'archiduc n'était pas national: de là sa faiblesse. Philippe V rentra bientôt dans Madrid comme un libérateur. Un galion du Mexique lui apporta un million d'écus; la cour de France lui envoya des troupes. Berwick, le 25 avril 1707, défit complétement les alliés près d'Almanza, et le duc d'Orléans se couvrit de gloire par la prise de Lérida, qui avait jadis résisté au grand Condé.

Le crédit de Mme des Ursins grandit encore après ces succès inespérés; Philippo V et le cabinet de Versailles lui témoignèrent une égale reconnaissance. Elle avait montré un dévouement inflexible au milieu des revers, et elle avait donné sa mesure dans l'adversité. Elle profita de cette confiance absolue pour mener à bien une importante réforme. L'Espagne, composée de divers royaumes successivement annexés, n'avait pu encore parvenir à l'unité. Plus que jamais, après les

[1] V. *Recueil de M. Geffroy*, lettres LXX à LXXXVI.

épreuves de 1706, on comprit la nécessité d'une centralisation qui réunît entre les mains de la dynastie nouvelle toutes les forces du gouvernement, qui étouffât les rivalités de province à province, qui facilitât les rapports administratifs et permît une action égale sur les diverses parties de la monarchie. Chaque royaume avait ses lois, ses coutumes, sa constitution (fueros). Déjà en 1705 on avait imposé à l'Aragon certains règlements castillans: on n'avait pas osé plus. La bataille d'Almanza et les succès de 1707 inspirèrent plus d'énergie. Dans le conseil, le parti de Mme des Ursins, appuyé sur l'assentiment de Berwick, vainquit l'opposition de Montellano et des amis de l'ancien système : la *pragmatique*, ou constitution de Castille, devint la loi unique de l'Espagne.

Ce fut vers cette époque que le duc d'Orléans, envoyé par Louis XIV, malgré les défiances de Mme des Ursins, pour soutenir la maison de Bourbon, devint suspect à ceux qu'il venait défendre. Ce point d'histoire est obscur ; mais il est de fait que le duc était le centre de la faction opposée à la princesse : autour de lui se réunirent ceux qu'elle avait froissés et ceux qu'elle avait vaincus. Le moment était mal choisi pour des intrigues; sauver l'État devait être l'unique préoccupation du duc d'Orléans. Les alliés, un instant découragés après Almanza, n'avaient point perdu toute espérance. Leurs succès en Italie et en Allemagne les consolèrent bientôt de ce revers, et leurs armées redevinrent menaçantes. Ce fut alors que le duc d'Orléans, dit-on, conçut l'espérance, sinon de gouverner toute l'Espagne, du moins d'y obtenir les royaumes de Valence, de

Murcie et de Navarre. Lui-même avoua plus tard au duc de Saint-Simon que, voyant chanceler Philippe V, « il s'était laissé aller à l'espoir de se laisser porter à sa place; » de là sa conduite double et ses manœuvres étranges. Il n'aurait pas voulu, sans doute, renverser de sa main le roi d'Espagne, mais il ne désirait pas fermement un triomphe qui ruinait ses propres espérances. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il entretenait avec divers généraux étrangers, entre autres avec le comte de Stanhopè, des négociations suspectes; c'est qu'il entravait à dessein la marche du gouvernement espagnol et semblait, dans toute sa conduite, uniquement préoccupé de ne pas dépasser ce point mal déterminé où commence la trahison. Quoi qu'il en soit, Mme des Ursins, absolument opposée à la politique que le duc d'Orléans voulait faire prévaloir et ne supportant d'ailleurs qu'avec peine l'attitude hostile de ce prince, demanda son rappel et l'obtint.

Elle le poursuivit après son départ dans la personne de ses deux agents, Renaut et Flotte, qu'elle fit arrêter; quant à son ami le maréchal de Bezons, dont la retraite précipitée sur les bords de la Sègre excita l'indignation de la cour d'Espagne [1], il perdit son commandement. Elle dénonça même le duc d'Orléans à Versailles, et ce prince n'évita qu'à grand'peine un scandaleux procès. Il dut renoncer alors à ses espérances en Espagne, si jamais il les avait sérieusement nourries. Un tel éclat,

[1] *Rec. de M. Geffroy*, lettre CXXXVII.

rendait impossible son retour dans la Péninsule. Bientôt sa faction fut dispersée : l'un des seigneurs avec lesquels il avait lié des relations intimes, le duc de Médina-Cœli, ministre des affaires étrangères et chef du parti des grands, fut brusquement arrêté et conduit au château de Ségovie. Soit, comme le prétend Saint-Simon, que « lassé du joug de Mme des Ursins, il eût voulu *pointer de son chef,* » soit que, favorable au duc d'Orléans, peut être même aux alliés, il eût fait volontairement échouer l'expédition que le gouvernement espagnol méditait contre la Sardaigne, soit qu'il eût rêvé une réaction anti-française, il finit ses jours dans une prison d'État.

Tandis que le gouvernement de Philippe V agissait péniblement au milieu de ce dédale de conspirations et d'intrigues, les alliés regagnaient le terrain qu'Almanza leur avait fait perdre. « Malgré tous les efforts de Mme des Ursins, écrivait à Versailles le chevalier du Bourk, son agent, les choses vont mal à Madrid. » La France, découragée et accablée d'ailleurs par ses propres revers, ne semblait plus pouvoir défendre Philippe V ; Louis XIV, quelles que fussent ses intentions secrètes, ne voulait point paraître soutenir son petit-fils ; les Autrichiens battaient complétement Philippe V à Saragosse. Le rude hiver de 1709 avait mis le comble à la détresse générale ; l'archiduc Charles entrait dans Madrid. La cour de Versailles fut terrifiée. Mme de Maintenon, fatiguée de cette guerre éternelle, n'écrivait plus à Mme des Ursins que des lettres froides et parfois ironiques. Elle allait jusqu'à lui dire : « On n'aime pas ici que les dames s'oc-

cupent d'affaires[1]. » Louis XIV, lui-même, conseillait à son petit-fils d'abandonner l'Espagne pour conserver l'Italie. Mme des Ursins, seule, fut inébranlable. Elle eut bien, il est vrai, quelques moments de faiblesse; c'était alors qu'elle écrivait à la maréchale de Noailles: « J'ai prévu, il y a longtemps, le précipice où l'on nous jetait et où l'on se jetait soi-même: je ne sache plus que Dieu qui nous en puisse tirer[2]. » Mais elle fortifiait avec une admirable éloquence Mme de Maintenon, qui semblait désespérer de la protection divine; mais elle inspirait à Philippe V une énergie vraiment digne du trône, et cette noble lettre où le roi d'Espagne déclarait à son grand-père « qu'en dépit des malheurs qu'on lui fait envisager, » il n'abandonnera point son peuple. Mme des Ursins en avait peut-être dicté les termes; toute la gloire en revient à sa fermeté.

Elle avait compris qu'il sied aux souverains dignes de l'être de parler haut, fût-ce au fond de l'abîme, et que ce courage suprême est le premier indice d'un retour de la fortune. Elle l'éprouva bientôt; dès que le roi parut perdu, les animosités des grands cédèrent au patriotisme. Soit qu'ils aient enfin été touchés de tant d'énergie, soit que l'expulsion des Français de toutes les charges de l'État, décrétée par Philippe V sur le conseil de Mme des Ursins, eût bien disposé leurs esprits, « presque tous, par un soudain réveil de la fidélité chevaleresque, » se soumirent à la maison de Bourbon. « L'archiduc

[1] *Rec. de M. Geffroy*, 395.
[2] *Rec. de M. Geffroy*, CXLI.

attendit en vain leurs hommages et leurs serments. » Au moment où il entrait dans la capitale, « la curiosité elle-même n'attira personne sur son passage; une solitude et une tristesse lugubres régnaient sur toutes les places publiques [1]. » Il n'alla même pas jusqu'au palais royal; il sortit par la porte d'Alcala en prononçant ces mots : « C'est une ville déserte [2]. » Enfin Vendôme, que Philippe V et Mme des Ursins avaient à grand'peine obtenu de Louis XIV, remporta, le 10 décembre 1710, la glorieuse victoire de Villaviciosa. La maison de Bourbon était définitivement affermie sur le trône de Charles-Quint. Philippe V couchait le soir de la bataille sur un lit de drapeaux; la cause autrichienne était perdue; et Mme des Ursins, qui, malgré l'Europe coalisée, malgré Louis XIV hésitant et inquiet, malgré tant de désastres, n'avait jamais tremblé, recevait le titre d'Altesse et voyait sa politique constante couronnée par les événements.

On sait comment la paix fut rétablie, comment la chute du ministère whig et l'élévation de l'archiduc à l'Empire après la mort de Joseph Ier amenèrent successivement l'Angleterre et les autres puissances alliées aux traités qui confirmèrent Philippe V dans la paisible possession de la monarchie espagnole. Nous n'insisterons pas sur ces détails non plus que sur divers actes de politique intérieure qui suivirent à Madrid la victoire de Villaviciosa. Signalons seulement ceux auxquels la prin-

1 Combes, p. 437 et 438.
2 *Mém. de Saint-Philippe*, II, 385.

cesse des Ursins prit une part active. Le premier fut la conséquence de la centralisation administrative dont nous avons parlé : l'abolition du Conseil exclusivement nommé Conseil de Castille; elle y fit substituer un Conseil d'État dont les membres pouvaient être choisis dans toute l'Espagne, et qui devint le centre du gouvernement. Le second fut la réforme de l'administration des finances; Orry fut dans ces mesures l'instrument de la princesse et justifia la longue estime dont elle avait honoré ses talents. Ce fut ainsi qu'après avoir sauvé successivement la monarchie d'une politique exclusivement française et des prétentions factieuses des grands, après avoir contribué à la défaite de l'Autriche, Mme des Ursins cherchait à affermir sur des bases solides le pouvoir de Philippe V et à préparer l'avenir de l'Espagne.

Elle ne devait pas toutefois jouir longtemps des fruits de son triomphe. Jamais elle n'avait paru mieux affermie, et elle était à la veille de disparaître pour jamais de la scène du monde. Un malheur inattendu vint la frapper; la reine Marie-Louise, qui l'avait soutenue de son affection confiante dans les plus rudes épreuves, mourut presque subitement (1714). Mme des Ursins perdit en elle sa plus grande force; ce fut le signal lointain de sa chute. Il sembla en même temps, non que son énergie fût diminuée ou son intelligence obscurcie, mais que sa prudence ordinaire l'eût abandonnée. Peut-être, élevée si haut, ne redoutait-elle plus de revers et se croyait-elle assez sûre de l'estime ou de l'admiration universelle pour tout oser. Quoi qu'il en soit, et comme si elle était frappée de vertige, elle détruisit de ses

mains, non pas son édifice politique, mais l'édifice de sa fortune.

Sa première imprudence fut d'attaquer l'Inquisition espagnole. L'Espagne n'était pas mûre pour cette réforme, accomplie seulement un siècle plus tard. Mme des Ursins, beaucoup moins, selon nous, d'après une opinion religieuse préconçue que dans le but de fortifier l'autorité royale, prétendit la supprimer brusquement. Loin de nous certes la pensée de défendre l'Inquisition espagnole. Mais on ne peut se dissimuler que cette institution avait vigoureusement défendu Philippe V, et aux yeux du peuple faisait en quelque sorte partie de l'Espagne elle-même. Il semblait que les idées françaises seules exigeassent cette réforme, et dès lors elle était suspecte. La princesse échoua : mais elle s'était créé volontairement de nombreux ennemis, qui, dès ce moment, travaillèrent à sa ruine.

Vers le même temps elle nourrissait une pensée vraiment étrange dans cet esprit si ferme et si droit. Elle caressait l'espoir d'une souveraineté indépendante pour elle-même sur les bords du Rhin. Philippe V, subjugué par elle et aveuglé d'ailleurs par sa reconnaissance, lui concéda le comté de Limbourg par acte solennel [1]. Il fallait, au moment du traité d'Utrecht, faire reconnaître cet acte par les puissances. La reine Anne, qui d'abord, pour obtenir quelques avantages de la cour d'Espagne, avait promis son concours, se refusa plus tard à tenir ses engagements. La maison d'Autriche résista. Ce fut

[1] V. *Rec. de M. Geffroy*, appendice, p. 480.



en vain qu'en présence de ces obstacles Mme des Ursins demanda en échange du comté de Limbourg la principauté de la Roche-en-Ardennes ; en vain elle laissa entendre au cabinet de Versailles qu'elle comptait, aussitôt après l'avoir obtenue, la céder à la France contre un équivalent viager en Touraine. Cette prétention retardait la conclusion du traité. Louis XIV fut indigné de voir les négociations entravées, et d'être amené à une lutte nécessaire contre la volonté de son petit-fils. Pour Mme de Maintenon, soit que l'intérêt de la France, compromis par ces longueurs, eût seul provoqué sa résistance, soit, comme le déclare Saint-Simon, que « cette souveraineté dont elle-même se trouvait si peu à portée eût offensé son orgueil en lui faisant sentir la distance des rangs et des naissances, » elle s'opposa au désir de son ancienne amie, et la paix fut conclue d'autorité par Louis XIV. Mais le roi garda rancune à la princesse qui l'avait poussé à cette extrémité. D'ailleurs la dynastie avait été cruellement frappée. Le duc de Bourgogne et son fils aîné, le duc de Bretagne, étaient morts. L'héritier du trône était un enfant de trois ans. La cour prévoyait la régence du duc d'Orléans, ennemi personnel de Mme des Ursins, et il était dangereux, en la laissant à la tête des affaires d'Espagne, de préparer peut-être, pour l'avenir, une funeste rivalité.

L'orage s'amoncelait ainsi sur le front de cette femme impérieuse, qui, soutenue contre ses ennemis tant qu'elle était nécessaire, subit la loi commune des favoris, et chancela dès qu'elle parut inutile. Une ressource lui restait : remarier Philippe V. Elle voulait trouver

une reine qui pût remplacer pour elle Marie-Louise et raffermir son crédit ébranlé. Son incertitude fut grande : elle sentait bien qu'en dépit de ses services passés son avenir dépendait de son choix. Enfin elle jeta les yeux sur Élisabeth Farnèse, fille du duc de Parme, et pensa que la reconnaissance d'une si extraordinaire fortune lui attacherait à jamais une princesse qui, sans elle, n'aurait jamais pu prétendre à une telle union. Mais elle voulut savoir si Élisabeth Farnèse était de celles qu'on gouverne, et elle s'en ouvrit à un homme obscur alors et depuis célèbre, Albéroni, envoyé de Parme à Madrid. Celui-ci fut ébloui de ce bonheur inattendu ; il comprit aussitôt quels avantages il se pouvait promettre de ce mariage négocié par lui ; il trouva d'ailleurs chez Mme des Ursins un esprit bien disposé d'avance, désireux de le croire, et qu'un singulier aveuglement portait à consulter un homme intéressé au mensonge. Sa réponse fut telle que la voulait Mme des Ursins et que le plus simple raisonnement la devait faire prévoir. Il exalta la douceur, la modestie, les qualités éminentes d'Élisabeth Farnèse, affermit les idées encore incertaines de la princesse, et le mariage fut résolu. Albéroni partit pour le négocier à Parme. Mme des Ursins était jouée.

A peine cette décision fut-elle prise, qu'elle s'en repentit. Soit que des indiscrétions lui eussent révélé le véritable caractère d'Élisabeth Farnèse, soit qu'elle eût pressenti les manœuvres de l'Inquisition auprès de la future reine, soit qu'elle eût redouté le courroux de Louis XIV qui n'avait pas été consulté, soit que l'attitude triomphante de ses ennemis l'eût éclairée, elle prétendit

tout rompre. Elle envoya dans ce but un courrier à Parme. Mais ce courrier fut emprisonné par le gouvernement ducal dès son arrivée en cette ville et ne put remplir sa mission. Le mariage par procuration fut célébré le 16 août 1714. Cette opposition maladroite et tardive dégagea la princesse Farnèse de toute gratitude, fournit aux ennemis de Mme des Ursins une arme victorieuse, parut justifier d'une façon éclatante leurs accusations et décida de sa ruine.

Sa disgrâce fut prompte, décisive, cruelle. Le plan avait été évidemment concerté longtemps à l'avance. Dès la première fois qu'elle se présenta devant la nouvelle reine, celle-ci, d'abord froide et hautaine, s'emporta bientôt jusqu'à une extraordinaire violence. Mme des Ursins, stupéfaite, se voulut défendre : « la reine alors, redoublant de furie et de menaces, se mit à crier qu'on fît sortir cette folle de sa présence et de son logis, et l'en fit mettre dehors par les épaules [1] ; » puis elle donna l'ordre qu'elle fût, à l'instant, dans le même costume, au milieu du plus rude hiver, par une nuit obscure, conduite à la frontière. Pendant ce terrible voyage de quinze jours, cette femme de soixante-douze ans, qui avait gouverné l'Espagne et qui maintenant, abandonnée du roi qu'elle avait sauvé, offrait le spectacle d'une chute si soudaine, ne put même obtenir de se reposer une nuit, de changer de vêtements, et manqua de vivres. Elle étonna néanmoins ses gardes par sa fermeté, sa patience, sa grandeur d'âme. Elle ne

[1] *Mém. de Saint-Simon.*

fut libre qu'à Saint-Jean-de-Luz. Elle partit aussitôt pour Versailles où elle espérait trouver encore des appuis. Mais c'était une illusion dernière, son rôle politique était achevé.

Elle trouva la cour de France préoccupée et dans la solennelle attente de la fin du grand règne, ses partisans timides ou dispersés, ses ennemis superbes, Louis XIV mourant, Mme de Maintenon dédaigneuse et inquiète sur sa propre destinée, le duc d'Orléans triomphant. L'empressement qui avait signalé l'époque de sa première disgrâce avait disparu avec la faveur royale. Elle passa quelques jours presque dans la solitude, reçut de rares amis dont la fidélité craintive sollicita du futur régent la grâce de ne point paraître lâche en face d'une si grande infortune. Saint-Simon fut de ce nombre. Le reste, qui l'avais jadis accueillie et fêtée, parut avoir déjà couvert son nom de ce suprême oubli qui est le sceau des chutes irrévocables. Mme des Ursins mesura la profondeur de son désastre et comprit la vanité de ses espérances. Cependant la santé du roi déclinait de jour en jour : elle craignit de se trouver en France sous le gouvernement du duc d'Orléans. Elle partit, effrayée, redoutant même d'être poursuivie. Quand elle arriva à Chambéry, Louis XIV venait de rendre le dernier soupir. Elle alla d'abord se fixer à Gênes, puis à Rome, et sut conserver dans la disgrâce une immuable majesté. Ses lettres de cette époque portent l'empreinte du calme de cette âme forte. Elle avait aimé le pouvoir, mais elle ne laissa voir aucun regret. Elle eut le difficile courage de la solitude, qui donne tant de grandeur à la retraite

des hommes tombés. Jusqu'au dernier instant elle demeura fière de son œuvre passée, satisfaite du témoignage de sa conscience. L'ingratitude de tant de gens qu'elle avait comblés ne put émouvoir sa résignation impassible : « Cela retourne à leur honte et non à la mienne, écrit-elle avec un accent sublime, et je les méprise trop pour souhaiter de m'en venger [1]. » D'ailleurs, après tant de fatigues, d'ennuis et de périls, peut-être trouvait-elle dans le calme nouveau de la vie ces jouissances pacifiques chères parfois aux âmes que la fortune a troublées longtemps et définitivement déçues : « Je m'aperçois de plus en plus, disait-elle encore, que le repos est le plus grand bien de tous [2]. »

Nous ne croyons pas qu'il faille ajouter foi aux insinuations de Louville, qui, au temps de sa seconde mission en Espagne (1717), semble l'accuser d'intriguer encore à Madrid. Elle avait trop fortement manié les affaires, elle avait trop l'expérience des cours et connaissait trop bien les lois inflexibles de la politique pour n'avoir pas appris dans ce long usage à juger sainement les choses de ce monde et à distinguer les signes mystérieux des choses condamnées. Si nous la retrouvons, dans ces dernières années, gouvernant à Rome la maison du prétendant Jacques III d'Angleterre, c'est peut-être, comme le croit Saint-Simon, qu'elle aimait y retrouver « une idée de cour et un petit fumet d'affaires ; » c'est surtout, selon nous, pour échapper

[1] *Rec. de M. Geffroy*, CLXVII.
[2] *Rec. de M. Geffroy*, CLXVII.

aux difficultés matérielles de la vie et jouir d'une grande existence qu'elle jugeait nécessaire à la dignité de sa vieillesse. Elle eut la joie de voir arriver à Rome, disgraciés comme elle, le grand inquisiteur del Giudice, qui l'avait desservie, et Albéroni qui l'avait trompée. Elle-même s'éteignit à près de quatre-vingts ans, le 5 décembre 1722.

« Personne ne sembla s'être aperçu qu'elle fût disparue, » dit philosophiquement Saint-Simon, qui ajoute aussitôt : « Ce fut néanmoins une personne extraordinaire dans le cours de sa longue vie. »

(1859).

LA DUCHESSE D'ABRANTÈS

ET

SON CERCLE SOUS L'EMPIRE ET LA RESTAURATION

Je n'ai pas à écrire ici l'histoire de la duchesse d'Abrantès : cette aimable femme, qui connut dans leurs extrêmes la bonne et la mauvaise fortune sans que la première ait changé son cœur ni la seconde abattu son courage, a raconté sa vie dans ses *Mémoires* avec trop d'exactitude, et ces *Mémoires* sont trop connus pour qu'il me soit permis d'insister longuement sur les faits. J'essayerai seulement de restituer quelques traits, de saisir quelques attitudes de cette physionomie, et de grouper à l'entour quelques rapides esquisses du monde où elle s'est rencontrée. Je m'efforcerai de donner ainsi ce que je crois être la note juste sur un caractère remarquable de ce siècle et sur l'aspect général de la société où la duchesse d'Abrantès a brillé par l'éclat de sa haute fortune d'abord, et toujours par son esprit.

Je ne cache point que je n'ai pas connu la duchesse

d'Abrantès: je n'étais qu'un enfant lorsqu'elle mourut, mais je regarde cette circonstance comme favorable à cette étude. Aussi bien, lorsqu'il s'agit des grandes individualités historiques que des figures plus modestes, comme est celle que je veux peindre, je me défie toujours un peu des souvenirs personnels. Si l'écrivain qui fait appel à sa mémoire donne parfois à quelques détails un caractère plus saisissant, il est certain d'autre part qu'il est exclusif, disposé à repousser sans examen les témoignages qui contredisent le sien, accepte aveuglément tout ce dont il croit se souvenir, juge de toutes choses d'après les préventions de son temps et ses sentiments particuliers, et ne parvient que rarement à donner aux figures leur véritable contour. Il n'en est pas moins très-nécessaire pour celui qui, par lui-même, n'a aucune donnée sur le personnage dont il veut présenter les lignes et l'expression au lecteur, de rechercher assidûment les souvenirs des autres : périlleux pour qui les accepterait sans étude, ils sont féconds pour qui les contrôle avec soin. C'est d'après ces notions que j'ai préparé ce travail : j'ai cherché la duchesse d'Abrantès d'abord dans ses ouvrages, car je suis très-persuadé que tout écrivain se peint dans ses livres pour qui sait les comprendre : j'ai interrogé les récits des contemporains, car j'ai pu converser avec plusieurs de ceux qui l'ont connue ; enfin j'ai obtenu de précieux détails auprès de sa famille dont j'ai été rapproché par les heureux hasards de la vie mondaine. C'est ainsi que je crois être arrivé à me former une idée vraie de cette femme élégante et spirituelle qui a su réunir autour

d'elle tant d'amitiés illustres, tant d'hommes éminents par leur mérite ou par leur naissance, qui a eu l'honneur d'avoir un des derniers salons littéraires de France, un salon où, exilée du reste du monde, la conversation, cette grâce éminemment française, s'est quelque temps réfugiée.

I

Laure de Permon appartenait par sa mère à une famille corse, grecque d'origine, portant le grand nom de Comnène et que des traditions rappelées et nettement exposées dans les *Mémoires* rattachent à la souche des empereurs d'Orient. Ce fut sans doute à cette haute origine aussi bien qu'à la distinction de ses manières et de son esprit que, au sortir de la Révolution, Mme de Permon sa mère dut l'avantage, précieux pour une femme accoutumée au ton de la bonne compagnie alors dispersée un peu partout en Europe, excepté à Paris, de recevoir dans son petit salon bon nombre de gentilshommes qui avaient échappé à grand'peine pendant la tourmente à la terrible procédure du tribunal révolutionnaire. Assurément ils ne venaient point chercher dans cette simple demeure des plaisirs éclatants et le luxe qui seuls séduisent aujourd'hui nos générations amies du faste et du bruit. Mme de Permon, aussi bien que ses hôtes, avait perdu sa fortune, et dans ces réunions intimes où survivait aux événements le bon goût de l'ancienne cour, tous ces naufragés, satisfaits avant

tout de se sentir vivants après tant d'épreuves, se plaisaient à retrouver, sinon les élégances du passé, du moins son langage et quelques visages aimés. On n'était certes pas sans inquiétude, et le sol tremblait encore; on voyait au dehors des parvenus étranges, des mœurs bizarres, tout ce frémissement qui suit les orages; les amis de Mme de Permon, qui ne comprenaient pas qu'au milieu de ce désordre s'élaborait une nouvelle forme de la société, qu'eux-mêmes représentaient un état social disparu pour jamais, considéraient toutes choses de ce temps avec un mélange de surprise et d'effroi. Imaginez ces habitués de Versailles et de Trianon se trouvant tout à coup, sans fortune, sans honneurs, sans plaisirs, dans ce Paris du Directoire où dominait une tourbe insolente et grossière, où parmi les maîtres du jour, gorgés d'un or acquis dans des spéculations véreuses, il en était peu dont les mains n'eussent point quelques taches de sang; où de grotesques parodies de l'antique transformées en fêtes nationales réunissaient les anciens énergumènes des clubs et des émeutes, et des femmes sorties on ne sait de quels bas-fonds, où ces parades indécentes, cette anarchie des idées, cet abrutissement des consciences, ces orgies après ces crimes, ces débauches cyniques après ces fureurs délirantes, s'étalaient en plein soleil sur des places publiques occupées la veille encore par des échafauds. Ce qu'il y avait de grand et de noble dans la Révolution semblait avoir disparu : c'était la lie des idées et des hommes que la France devait épuiser. Quelle fortune pour ces gens de bonne compagnie, pauvres esprits politiques à coup sûr, mais

aimables et subissant une grande infortune avec dignité, que ce salon où l'on saluait, où l'on se tenait, où l'on devisait comme autrefois! C'est là que Laure de Permon fut élevée, qu'elle prit ce ton du grand monde, qu'elle rencontra ces amitiés de haut parage, conservées par elle durant toute sa vie à travers toutes les vicissitudes de sa destinée. Elle disait plaisamment plus tard, faisant allusion à ces réunions intimes, n'avoir jamais vu un uniforme avant son mariage, et elle ajoutait : « J'étais plus familiarisée avec les habits râpés des amis de ma mère qu'avec les habits brodés. »

Il ne faut cependant pas prendre ces mots au pied de la lettre, et croire qu'en demeurant isolée de la bruyante société de ce temps, Mme de Permon ne vit absolument que des personnes de l'ancien régime. Elle chercha plusieurs fois à distraire sa fille de cette existence austère, et la mena dans ces bals par souscription où se réunissaient alors ceux qui essayaient de reconstituer une société mondaine. Personne ne donnait de fêtes chez soi et, lorsqu'on voulait danser, il fallait chercher ces soirées payantes et nécessairement fort mêlées de l'hôtel de Hanovre et de l'hôtel Thélusson. C'était là, il faut bien le dire, de singulières cohues, où l'on ne peut plus comprendre aujourd'hui que d'honnêtes gens aient pu se rendre. Il y en avait beaucoup cependant qui bravaient cette confusion des rangs et cette dissemblance des manières pour y trouver les plaisirs chers à la jeunesse de tous les temps, le bruit, la lumière, le mouvement. On y rencontrait d'ailleurs une sorte d'amusement dont il faut bien que la nature humaine se contente à

défaut d'autre, celui d'être un peu au courant de ce qui se dit, de ce qui se passe, de ce qui se fait au dehors du cercle où l'on a coutume de vivre. On tâchait de s'écarter un peu du gros de la foule et de former entre soi, — je veux dire entre gens bien élevés, — une petite colonie dans quelque coin. Là, on n'admettait à l'intimité que des personnes de son monde, on se divertissait à rire des grossiers ridicules qui s'épanouissaient plus loin, de ceux-ci qui outraient les modes disgracieuses du jour, de ceux-là qui discouraient dans un style inconnu aux oreilles délicates, de tels jeunes gens parés d'accoutrements grotesques, de telles femmes trop peu vêtues qui, sans avoir les formes sculpturales de Mme Tallien, imitaient ses tuniques grecques et montraient comme elle sur des sandales leurs pieds nus ornés dè bagues d'or.

Ces divertissements, même combinés de la sorte, plaisaient peu toutefois à Mme de Permon : elle ne parut que rarement dans ces bals et leur préféra toujours son intérieur et ses amis. Au nombre de ces derniers se trouva bientôt une famille dont le nom obscur alors et qui ne rappelait aucun souvenir de l'ancienne cour était destiné à remplir le monde. Souvent on voyait venir chez Mme de Permon une dame corse qu'on appelait Mme Bonaparte; elle était liée par une amitié d'enfance avec la maîtresse de ce salon hospitalier; auprès d'elle se tenaient ses filles, Élisa, Caroline, et celle dont on admirait le majestueux profil, cette belle Pauline dont le visage semblait avoir été modelé d'après un camée antique. Parfois — c'étaient de grands jours, et ils étaient rares, — elle

amenait un de ses fils, un jeune officier maigre et pâle, aux longs cheveux noirs, que Mme de Permon avait vu tout enfant et qui, bientôt général et illustre entre tous, reparut chez elle plus tard, reçu désormais à la fois en ami et en triomphateur, après ses immortelles campagnes en Italie et en Orient. Ce fut lui qui présenta dans ce salon d'ancien régime un homme nouveau, son aide de camp Junot, qui devait devenir un de ses lieutenants les plus aimés, et qui, peu après général, demanda et obtint la main de Mlle Laure de Permon.

« Je n'ai jamais été jolie, » dit quelque part la duchesse d'Abrantès dans ses Mémoires. Est-ce là un aveu qui contienne une arrière-pensée? Ce serait au moins vraisemblable si l'expression était juste : il est souvent adroit en effet d'abandonner tout d'abord ce qu'on ne peut pas défendre, et, en déployant une sincérité peu méritoire en vérité, mais qui paraît avoir son prix, d'inspirer confiance à l'avenir pour tous les détails qu'on donnera sur les autres ou sur soi-même. Mais pour la duchesse d'Abrantès il n'en saurait être ainsi, par la raison que ce mot est inexact et que la bonne foi de cette aimable femme, ignorante de toute ruse, ne saurait être soupçonnée. Si donc elle parle ainsi d'elle-même, c'est avec une parfaite naïveté, c'est qu'elle n'avait point placé dans sa figure cet amour-propre qui seul à nos yeux donne du prix aux avantages que nous possédons; c'est surtout qu'accoutumée à admirer avec une pleine franchise les éclatantes beautés du temps, Mme Regnault de Saint-Jean d'Angély, Mme Récamier, la princesse Pauline, Mme Tallien et tant d'autres, elle n'avait

jamais connu l'envie, avait pris son parti de son infériorité, avait toujours cherché dans son esprit un genre de succès plus vrai et plus durable. Dès lors il ne lui en coûte pas du tout de constater, sans fades réticences, ce qui, relativement parlant, lui a de tout temps paru un fait et n'a jamais fait souffrir sa nature simple et bienveillante.

Maintenant est-il vrai qu'elle n'ait pas été jolie? Le terme est rude, et je n'ai guère vu que les femmes notoirement laides risquer cet aveu avec une telle sérénité. On comprend donc que je n'aie pas appris sans étonnement combien cette fois il est, je ne dirai pas seulement exagéré, mais injuste. Il existe aujourd'hui peu de gens qui aient connu Mme d'Abrantès dans sa jeunesse, mais tous ceux qui l'ont vue sous la Restauration et dans ses dernières années sont d'accord pour reconnaître qu'elle avait les traits fort réguliers, et que, jeune, elle a dû être charmante. Cette présomption est confirmée par ses portraits. J'ai eu entre les mains, il y a peu de jours, une exquise miniature de Quaglia, et qui, faite au plus tard vers 1810, représente la duchesse avant trente ans. Eh bien, j'ai vu peu de figures plus nobles et plus sympathiques. Sous des cheveux noirs ramassés en mille petites boucles selon la mode du temps, apparaît un front peu élevé, mais large et intelligent : les yeux noirs, de grandeur moyenne, ont cette expression à la fois hautaine et douce, familière à certaines femmes du monde dont elle représente à la fois la grande situation et la bienveillance, cette limpidité brillante qui révèle l'esprit en éclairant toute la physionomie : le nez,

légèrement courbé au centre, est admirablement modelé : la précision des lignes en accentue fermement les contours; la bouche est ordinaire, car le portrait n'en montre pas le principal ornement qui était des dents magnifiques; la pureté de l'ovale est irréprochable; le col long et le teint extrêmement peu coloré offrent ces tons chauds et bruns qui donnent tant de vie et de séduction à la beauté des femmes du Midi. Il y a dans cette figure, dont la ressemblance nous est affirmée par d'irrécusables témoignages, une animation extraordinaire et une suprême dignité. Ce n'est point là certainement la beauté un peu massive des femmes illustres du dix-septième siècle, ce n'est pas davantage la grâce sémillante et les fins regards des femmes qui brillaient à la cour du roi Louis XV, c'est un type nouveau comme le siècle et la société elle-même où il était appelé à se produire, et qui n'en ont sans doute que médiocrement compris les formes sévères, l'énergie intense, l'accentuation juste, le dessin correct mais sans richesse, le charme intellectuel avant tout, l'effet tempéré mais pénétrant. On lit sur ce visage de la noblesse et de l'esprit, beaucoup de courage et de fermeté, point de rêverie, une honnêteté intime, et je ne sais quoi d'ironique sans âpreté.

On aime à étudier l'expression de ce regard, bien qu'il n'ait rien de profond ni de vague : c'est qu'on y sent un assez bizarre mélange d'idées sérieuses et superficielles. La duchesse était en effet un composé de ces deux principes qui semblent s'exclure, la gravité et la mobilité. Elle n'avait pas l'ombre de coquetterie, elle savait être

supérieure à la fortune, son enjouement sincère laissait place à côté de lui à des réflexions austères, elle était plus susceptible de tristesse que de mélancolie ; mais facile à distraire, elle avait le goût pour ainsi dire inné de toutes les élégances extérieures, de tout ce qui plaît aux yeux ou à l'intelligence dans le cercle des choses littéraires ou mondaines, la grâce fort séduisante d'un esprit capable d'application mais sans pédanterie, charmant et sans morgue bien qu'avec dignité, enfin, ce qui lui a toujours été funeste, elle ignorait absolument l'ordre et l'économie intérieurs, elle professait un dédain trop réel pour les détails matériels de la vie. En somme les qualités de cette nature heureuse ont été l'admiration et la joie de tous ceux qui l'ont connue, et ses défauts n'ont jamais nui qu'à elle-même. La postérité n'a pas le droit d'être bien sévère pour ces défauts-là.

Laure de Permon se trouva, par son mariage, occuper l'une des plus hautes positions de la société nouvelle, et s'il était vrai, ou à peu près, qu'elle n'ait guère vu d'uniformes avant d'épouser le général Junot, elle eut, aussitôt mariée, un salon où vinrent briller, couverts de broderies, la plupart des hommes éminents du Consulat et bientôt de l'Empire. Elle passait sa vie au milieu des splendeurs du monde officiel, et y obtenait un genre de succès tout à fait à part, dont elle était digne sans doute, mais qui tenait surtout à l'époque où elle se produisit dans le monde, à la scène même où elle était appelée à paraître. Voici comment : l'Empereur qui, à côté de son génie, avait tant de tact et une si heureuse

faculté d'appréciation, même pour les choses les plus futiles, ne se faisait pas la moindre illusion sur le monde qui formait sa cour et savait parfaitement, bien qu'il n'eût jamais vu les élégances de l'ancien régime, qu'il régnait à Versailles un ton et des manières complétement étrangers à la société de parvenus qui s'épanouissait autour de lui. Il estimait sans doute ces grâces à leur juste valeur, et comprenait trop bien son temps pour regretter outre mesure les agréments superficiels d'une société dont ces raffinements mêmes annonçaient la décadence. Les hommes nouveaux, sortis de la Révolution comme lui et arrivés par leur mérite à la fortune, représentaient à ses yeux une toute autre puissance intellectuelle et sociale: mais il ne pouvait pas se dissimuler qu'ayant toujours vécu soit au milieu des camps, soit dans le Paris du Directoire, ils manquaient de cette distinction que donne seule la longue fréquentation de la bonne compagnie. Les uns étaient des généraux éminents, les autres des hommes rompus à la pratique des affaires, aptes à seconder le pouvoir dans son œuvre d'organisation; ni les uns ni les autres, sauf de rares exceptions, n'avaient ce poli, cette délicatesse de la parole et des manières qui ajoute, quoi qu'en disent les gens mal élevés, tant de charme même à ces deux qualités si supérieures, le courage et le mérite. Disons encore que leurs femmes, qui n'avaient point leurs talents et qui souvent étaient parties de bas, violaient parfois tous les usages avec la plus imperturbable assurance. Un très-petit nombre de gens élevés par leurs places et leur fortune connaissaient alors les plus simples no-

tions du monde, et une femme telle que Laure de Permon, qui eût été reçue avec honneur dans les réunions de l'ancienne cour, était une inappréciable merveille. Aussi Napoléon, qui était heureux de la réunir aux quelques dames vraiment élégantes qu'il voulait proposer comme exemple à sa cour, favorisa-t-il de tout son pouvoir le mariage de Junot, et voulut-il tenir avec Joséphine le premier enfant de son aide-de-camp sur les fonts baptismaux. Il avait certes beaucoup d'amitié pour le duc d'Abrantès dont il connaisait l'intrépide valeur et le dévouement passionné, mais bien qu'il ne fût pas sans se défier un peu des émigrés reçus affectueusement par la duchesse, il vit toujours avec complaisance dans les hautes régions officielles une femme dont la présence à sa cour flattait son amour-propre de souverain, et dont l'influence devait contribuer à former la haute société nouvellement édifiée par son génie.

On sait combien il tenait à implanter à sa cour les façons d'agir du plus grand monde et des cercles aristocratiques d'autrefois, mais il faut bien avouer que ce désir l'entraîna dans un système de libéralités excessives. Il est vrai qu'après la Révolution il était nécessaire de reconstituer des fortunes considérables, mais Napoléon me semble avoir souvent ici forcé la ligne, et l'exagération même de ces bienfaits entraîna plusieurs des grands seigneurs du nouveau régime aux désordres et aux profusions tant reprochés aux gentilhommes du temps passé; de telles situations, imprévues et splendides, qui n'étaient pas seulement la richesse, mais en-

core la surabondance des biens de ce monde, devaient tourner la tête de ceux qui les avaient obtenues sans passer à travers ces épreuves lentes et douloureuses qui trempent les caractères pour la prospérité. Ce fut le malheur des hommes élevés rapidement sous l'Empire que les circonstances les aient portés si vite sur les sommités au delà desquelles il n'y a plus que le vertige et la chute. Ils n'avaient pas connu ces grandeurs dès l'enfance, ils y parvenaient avant d'avoir subi les utiles enseignements de l'adversité. Sans doute, pendant quelques années, ils avaient vécu de la rude vie du soldat et noblement gagné leurs grades ; mais là encore ils avaient rencontré un avancement extraordinaire et ils n'avaient assisté qu'à des victoires. Enfants gâtés de la fortune, ils ignoraient le prix des dons qu'elle leur avaient prodigués, et si plusieurs après les avoir reçus sans ivresse en usèrent avec modération, un très-grand nombre de ces héros superbes furent éblouis par ces faveurs inespérées; les uns, comme on le vit à la fin de l'Empire, perdirent sur ces hauteurs le sentiment de la fidélité et du dévouement ; les autres ne connurent jamais dans l'exercice de ces biens immenses la mesure et la prudence qui en augmentent les ressources, en ennoblissent l'usage et en sauvegardent la durée.

Le duc d'Abrantès malheureusement fut de ces derniers. On a peine à croire qu'avec dix-huit cent mille francs de revenu, il fût souvent gêné et endetté. Il est certain cependant que d'une part ses prodigalités et le luxe inouï de sa maison, d'autre part le défaut absolu d'ordre dans sa conduite et dans ses comptes, mi-

naient lentement l'édifice de cette prodigieuse fortune. Leur splendide hôtel de la rue des Champs-Élysées était le théâtre d'un gaspillage dont il est difficile de se faire une idée exacte, car le désordre était partout. Pour n'en citer qu'un exemple, on n'imagine pas le nombre de domestiques, de chevaux, d'équipages, qui remplissaient cette somptueuse demeure : les enfants avaient leur maison à part, une livrée spéciale, des voitures à eux seuls destinées. C'était en toutes choses, et de la base au sommet, une représentation princière : les fêtes que donnait la duchesse, les dîners auxquels étaient conviés les grands dignitaires de l'empire, rivalisaient avec les réceptions des membres de la famille impériale ; l'écrin de la duchesse valait cinq cent mille écus, et tous les soirs une foule élégante se pressait dans des salons éblouissants.

C'était dans ces réunions journalières, restreintes relativement, et qui reposaient un peu du tumulte des fêtes officielles, que la duchesse se plaisait surtout. Si elle assistait très-rarement aux grands bals donnés ailleurs que chez elle, ce n'était point qu'elle aimât la retraite, c'est d'abord qu'elle se souciait peu du foyer des autres, ensuite qu'elle trouvait un très-noble et très-délicat plaisir à recevoir sans cesse des amis anciens ou récents, enfin que chez elle on causait et qu'elle essayait de renouer ainsi la tradition des salons intelligents et lettrés du dernier siècle. Sa maison avait ce caractère particulier qu'on y voyait mêlés des noms antiques et nouveaux, et que les esprits si différents des émigrés et des célébrités politiques ou militaires du régime impérial,

pouvaient y échanger leurs jugements sur les hommes et sur les choses. C'était un spectacle étrange qu'un salon où se réunissaient les personnages placés par les événements aux deux extrémités de l'horizon : les uns abattus, les autres élevés par la plus terrible commotion sociale qui fut jamais, apportant sur ce terrain pacifique les idées opposées de deux époques séparées par tant de débris, représentant ceux-ci le passé, ceux-là l'avenir du monde civilisé. La duchesse était le trait d'union entre ces survivants du grand naufrage et ceux qui avaient grandi sur les ruines de l'ancienne monarchie, entre ces brillants gentilshommes d'une France disparue pour toujours, et ces glorieux défenseurs d'une France nouvelle, jeune et triomphante, qui ne prévoyait guère alors les revers dont elle devait payer sa résurrection providentielle, sa grandeur présente et sa grandeur future.

Non-seulement de telles réceptions étaient curieuses, mais on en comprend aisément le prix. On peut dire justement, je crois, et sans rien surfaire, que pour la part et dans la mesure de l'influence qui appartient à des réunions mondaines, elles contribuaient à l'éducation de la société qui venait de naître. Aujourd'hui où le bon esprit des diverses classes rend si faciles et si agréables les relations entre gens de bonne compagnie, nous avons peine à nous rendre compte des obstacles que rencontrèrent les esprits d'élite du premier empire pour former des salons au sortir de la révolution. Ils avaient devant eux bien des éléments sans doute, mais dissemblables et souvent antipathiques : les luttes ci-



viles avaient laissé de l'aigreur dans toutes les âmes : les traditions du temps passé avaient à peu près toutes disparu, le temps présent errait au hasard sans avoir rencontré encore la pleine intelligence de soi-même, le sentiment de ses forces, et la libre disposition de ses ressources. Tout était à faire dans cet ordre d'idées, si l'on ne voulait essayer, au profit de quelques petits cercles, un triste pastiche des réunions de l'ancien régime, et galvaniser une société morte, ou laisser les choses dans le chaos où elles se trouvaient à la fin du Directoire. Je lis dans un ouvrage récent sur Mme de Staël [1] les lignes suivantes qui peignent bien, selon moi, la situation de ce temps-là : « Quand l'ordre et la sécurité essayèrent de renaître après l'orage qui avait tout renversé en France, les personnes élevées dans l'époque antérieure, chez lesquelles s'étaient conservés le besoin et le goût de la conversation, se trouvèrent singulièrement isolées au sein de générations nouvelles qui ne concevaient même plus qu'imparfaitement l'idée des salons d'autrefois. » C'était donc une petite révolution après la grande qu'il fallait accomplir, et un tel renouvellement ne se pouvait achever qu'avec lenteur. En dépit des impatients, la transformation des salons ne saurait être brusque : le temps, des influences heureuses dont l'action, insensible d'abord, ne parvient qu'à la longue à exercer beaucoup d'empire sur les esprits, un peu d'indifférence ou de lassitude sur bien des points,

[1] *Mme de Staël et la grande-duchesse Louise*, par l'auteur des *Souvenirs de Mme Récamier.*

une série de faits qui modifient peu à peu les idées, adoucissent les angles, confondent les habitudes, tout un travail à la fois politique, social et littéraire, pouvaient seuls, sur les ruines de bien des préventions et des répugnances, organiser une haute société élégante sans être trop exclusive, aristocratique et démocratique tout ensemble, pénétrée des bonnes traditions d'autrefois et du sévère esprit des temps nouveaux. Les mœurs générales changent moins vite que les opinions, et il est plus aisé de fonder des constitutions, des lois, un État même, que de former entre les hommes ces rapports de goûts, d'idées, de langage, ces sympathies réciproques dont un salon composé avec tact et intelligence est l'expression visible et parfois la brillante image.

Il est certain qu'à l'époque dont nous parlons, il y eut plus d'une tentative dans ce sens. Pour n'en citer qu'une seule, le salon de Mme de Staël, dans les premiers jours de l'empire, avait prétendu inaugurer cette fusion des idées sans laquelle il n'y a point, à proprement parler, de société possible et durable. Mais, malheureusement ces réunions, comme on sait, furent bientôt interrompues : il y eut, entre Napoléon et Mme de Staël, bien des malentendus, des froissements, des susceptibilités; je n'ai pas à insister sur cette question très-délicate : l'issue de cette lutte fut l'exil de Mme de Staël, et s'il est incontestable que la vie de l'illustre écrivain fut attristée par cet éloignement arbitraire, on peut dire que les défiances de Napoléon coûtèrent bien cher à la société même qu'il voulait constituer et dont l'esprit de Mme de Staël eût été l'une des gloires.

Du moins se trouvait-il, heureusement pour ces délicatesses du caractère français que l'usage du monde maintient et développe, un certain nombre de salons où se préparait l'alliance des deux sociétés de l'ancien et du nouveau régime, et au premier rang apparaissait celui de la duchesse d'Abrantès. On rencontrait alors chez elle — et je ne cite ici que des noms connus de tout le monde — des grands personnages de l'empire, tels que le duc et la duchesse de Raguse, le maréchal Ney, le duc de Bassano, Masséna, Duroc, Lannes, Rovigo, Cambacérès, et des gentilshommes d'ancienne roche qui avaient vu la cour de Versailles : on y voyait entre autres le marquis de la Vaupallière, qui avait été présenté dans le monde à la fin de la Régence, avait assisté à cette lente agonie de l'ancien régime qui fut le règne de Louis XV, et revenait, après avoir émigré, mourir en France presque centenaire ; le duc Archambauld de Talleyrand-Périgord, dont la fille, la comtesse Just de Noailles, depuis duchesse de Poix, avait été l'amie de Laure de Permon bien avant que celle-ci eût épousé Junot ; enfin, et fort souvent, l'un des hommes les plus distingués du temps, le comte Louis de Narbonne. Il n'y a plus rien à dire sur cet ancien ministre de Louis XVI, qui avait été un instant au pouvoir à une époque où le pouvoir était un péril : M. Villemain, dans une étude récente [1] a dessiné avec son art habituel tous les traits de cette belle figure ; il nous a fait connaître cette intelligence d'élite et il a résumé en quelques mots l'opi-

[1] Villemain, *Souvenirs contemporains.*

nion des contemporains de M. de Narbonne : « A la fin du dernier siècle, dit-il, et dans les premières années du nôtre, ils ne croyaient pas avoir rencontré un esprit plus rare et plus cultivé, un cœur plus généreux, un homme plus aimable dans le commerce de la vie, et plus hardi, plus sensé, plus capable de grandes choses. » On comprend aisément l'amitié de la duchesse d'Abrantès pour cette noble nature. M. de Narbonne réunissait en soi, comme elle, le charme d'un autre âge et l'intelligence du présent. Il était de ce petit nombre de gens d'élite qui enseignaient au siècle nouveau, par la seule influence de leur mérite, tout ce qu'il ignorait des grâces du passé, sans l'effaroucher par des regrets ou des tendances contraires aux conditions de sa vie. Ajoutons encore à la liste très-incomplète de ces amis assidus, le célèbre cardinal Maury, qui venait régulièrement tous les soirs. Les enfants de la duchesse se souviennent encore d'avoir entendu retentir avec étonnement dans le salon de leur mère la voix puissante et sonore du grand orateur qui, à la tribune de l'assemblée Constituante, avait été le seul rival digne de Mirabeau.

Tels furent à peu près les plus célèbres hôtes de Mme d'Abrantès sous l'empire. Napoléon s'inquiétait de savoir dans ces réunions tant de gens de l'ancien régime, et il se plaignit un jour, avec amertume, à Junot, de ce que la duchesse recevait, disait-il, « beaucoup de ses ennemis. » C'était vrai, mais comme l'esprit général de ce salon et le plus grand nombre de ceux qui s'y rencontraient sans cesse étaient complétement favorables à l'empire, je crois que l'empereur, loin de redouter ce

mélange des opinions les plus opposées et des hommes les plus divers, aurait dû, connaissant d'ailleurs le dévouement très-sincère de la duchesse et de Junot, se féliciter de voir accueillir dans une maison officielle des gens qui y apportaient les formes extérieures de l'ancienne cour, qui, entourés de ses lieutenants les plus fidèles, y recueillaient forcément, et par un contact journalier, beaucoup d'idées nouvelles, et qui, pour rappeler le mot de M. de Narbonne à propos de sa mère, s'ils ne l'aimaient pas encore, en étaient déjà à l'admiration. C'était beaucoup, quoique ce ne fût pas très-difficile.

Mais quoi ? il s'était rencontré dans le cercle de la duchesse de ces gens comme il y en a toujours eu dans les cours, dont la prétendue fidélité se croit en droit d'être plus ombrageuse que le souverain lui-même, et qui enveniment, par leurs rapports, les choses les plus innocentes. Napoléon ajouta foi à des récits perfides, d'autant plus aisément qu'après avoir eu beaucoup et peut-être un peu trop de goût pour la duchesse, s'il faut en croire quelques expressions hasardées par elle-même dans ses Mémoires, et s'être vu assez brusquement éconduit, il en était venu à ne l'aimer guère. La faveur de Junot et de sa femme décrut rapidement, et, si ce changement dans les sentiments de Napoléon provint de plusieurs autres causes très-graves que je n'ai pas à discuter ici, il est certain que le salon de la duchesse y contribua pour sa petite part. Quand le duc d'Abrantès mourut, en 1813, il était en disgrâce. Il avait été nommé gouverneur de l'Illyrie peu de temps aupara

vant, ce qui équivalait presque à un exil, et sa fin fut empoisonnée par la pensée qu'il avait déplu à ce maître qui avait toujours été l'objet de son culte fervent. Cette mort soudaine et les malheurs des jours qui suivirent interrompirent violemment le cours de ces années prospères pendant lesquelles la duchesse d'Abrantès était demeurée à la tête de la société de son temps. Les épreuves allaient venir, et sa fortune qui, grâce à Napoléon, avait été si rapide et si brillante, devait disparaître avec lui dans le même orage.

II

Je passe rapidement sur la physionomie, très-singulière cependant, du salon de la duchesse pendant que les alliés occupaient Paris. Elle avait reçu fréquemment durant l'empire des diplomates étrangers et des voyageurs de distinction : elle crut devoir leur ouvrir encore sa porte lorsqu'ils se présentèrent à cette époque funeste, et deux souverains, le roi de Prusse et l'empereur Alexandre, lui firent le triste honneur de lui rendre plusieurs fois visite. Peut-être eût-il été plus digne d'elle de fermer son salon pendant ces jours de deuil. Il faut bien dire cependant que, s'il est très-facile aujourd'hui de blâmer sa conduite, il est moins aisé d'apprécier exactement la disposition générale des esprits en ces moments de trouble et d'effroi, l'opportunité plus ou moins

grande de concessions peu importantes en elles-mêmes, et la pression de circonstances qui laissaient peu de ressources à la volonté : la duchesse était veuve avec quatre enfants très-jeunes, et la plupart de ses amis étaient dispersés. Je n'insiste pas, ne voulant pas introduire de considérations politiques dans un travail purement littéraire ni entrer dans une discussion qui dépasserait la mesure et dénaturerait les formes de cette étude. Je me bornerai à faire remarquer que le patriotisme de Mme d'Abrantès, en dépit de ces réceptions que je ne puis accepter sans réserve, demeura inébranlable, et n'a jamais été contesté. Ce fut avec la douleur d'une Française qu'elle assista à ces désastreuses invasions : il ne faut donc pas donner à son attitude durant l'occupation de Paris un sens politique qu'elle n'eut jamais. Lorsqu'on réfléchit à toutes les bassesses, à toutes les joies honteuses, à toutes les manifestations lâches et intéressées qui accueillirent l'entrée des alliés dans la capitale de l'empire, à l'indifférence des uns, à la platitude des autres, on ne peut pas refuser son indulgence à une femme qui, gardant une gravité triste et l'intégrité de ses opinions, subit avec un peu de faiblesse peut-être le despotisme des circonstances, ne fut point héroïque, il est vrai, allons plus loin, ne sut pas se défendre d'un puéril mouvement de vanité en présence de cette élite de l'Europe, et de ces personnes souveraines respectueusement assidues auprès d'elle, mais après tout ne laissa jamais fléchir en son cœur sa fidélité envers Napoléon et le sentiment des humiliations de la patrie.

Tout en s'entretenant avec l'empereur Alexandre qui goûtait fort l'élégant atticisme de son esprit, elle souffrait de sentir les alliés maîtres de ce Paris qui avait tant de fois retenti du bruit de leurs revers, et songea même un instant à ménager, dans son hôtel, une entrevue, qui eût été décisive, entre le czar et Napoléon. Ce plan échoua, mais si c'est la récompense des belles âmes que de nobles projets leur soient inspirés, quelle qu'en doive être l'issue, la duchesse l'obtint le jour où elle conçut cette pensée qui honore sa mémoire, et assurément elle en était digne.

III

Franchissons quelques années. Nous retrouvons Mme d'Abrantès sous la Restauration. Les temps sont bien changés pour elle : sa fortune est anéantie, sa position sociale détruite : elle a préféré pour ses fils le titre de Français à la richesse qui leur était offerte par un prince étranger. On sait avec quelle indignation elle repoussa la proposition du roi de Prusse qui consentait à laisser aux fils de Junot les dotations de leur père en Allemagne pourvu qu'ils acceptassent la nationalité prussienne. Il avait fallu abandonner, à la chute de l'empire, ces châteaux et ces domaines situés à l'étranger que Napoléon avait donnés successivement au duc d'Abrantès. Les biens situés en France n'avaient pas suffi pour le payement des dettes énormes que Junot avait

laissées : la duchesse, pour combler ce gouffre, vendit son merveilleux écrin. Il ne resta à son fils aîné qu'un majorat de douze mille francs de rente inscrites sur le grand livre. Mais Mme d'Abrantès n'était pas femme à s'attrister longtemps de ces désastres : son caractère présentait un mélange de légèreté et de noblesse qui la faisait supérieure à l'adversité. D'ailleurs de nombreux amis continuaient à venir souvent auprès d'elle, et leur fidélité, qui avait survécu à la ruine, lui sauvait ce qui est particulièrement pénible aux âmes délicates, la solitude qui suit ordinairement de pareils revers.

Son salon prit dès lors un caractère nouveau. Ce n'était plus ce grand cercle officiel où nous avons vu confondus naguère les noms illustres du présent et du passé. La duchesse n'occupait plus la situation qui avait donné cet aspect à ses réunions sous l'empire. D'ailleurs, parmi ceux qu'elle avait le plus aimés, les uns étaient déchus de leurs emplois et venaient en simples particuliers dans cette demeure où ils avaient brillé autrefois comme fonctionnaires, les autres avaient quitté l'armée et de leurs grades passés ne conservaient plus que le titre, d'autres enfin étaient morts ou dispersés. Parmi les vieillards de l'ancien régime dont la duchesse avait tant estimé la grâce et l'esprit, la plupart s'étaient éteints. Parmi les officiers supérieurs de l'empire, que de vides encore! c'étaient Lannes, Bessières, Duroc, Ney, qu'elle avait pleurés tour à tour; de ces deux amis si fidèles, le cardinal Maury et le comte de Narbonne, l'un était rélégué en Italie dans une solitude où il finit bientôt tristement ses jours, l'autre, après la campagne

de Russie, avait succombé aux suites de ses fatigues et de ses blessures.

Tout un monde nouveau succédait à celui de l'empire. Parmi les courtisans des Bourbons, la duchesse avait bien des amis sans doute, mais elle se tint désormais écartée des régions politiques. Elle ne se livra cependant à aucune opposition intempestive, et sut avoir ce bon esprit qui est un si grand charme chez une femme, de se tenir à l'écart de ces arènes où les hommes seuls ont le pénible devoir de lutter et de souffrir. Elle représenta toujours dans son salon avec beaucoup de tact un esprit de conciliation qui, sans être de l'indifférence, en avait les ressources pacifiques. Les opinions les plus diverses de cette époque active et bruyante s'y rencontraient comme sur un terrain neutre où il n'y avait de place que pour les plaisirs de l'esprit, et où la concorde était tout ensemble un devoir de politesse et comme le parfum de l'air qu'on y respirait. D'ailleurs un mouvement imprévu venait de se produire. La France, rassasiée de succès militaires, tournait d'un autre côté sa pensée et sa force. Ce pays semble parfois lassé de gloire : c'est une erreur, il ne fait qu'en changer. C'était aux lettres qu'il appartenait de consoler la France de ses revers. Alors apparut toute une jeune école pleine de vie et d'espérance. Elle apportait avec elle des formes littéraires inconnues, une audace heureuse, les secrets de la couleur et de l'harmonie. Sa voix trouvait des accents émus et sonores, des rhythmes habilement cadencés au gré d'une fantaisie brillante ; fille de la liberté, cette école en avait les emportements; par-

fois même dans son impatiente ardeur elle méconnaissait à la fois la justice et la règle : mais pour briser avec des traditions inféconds, pour lutter avec les esprits rétrogrades ou envieux, pour s'imposer à la société surprise, pour affranchir la pensée longtemps réduite en servitude, il lui fallait une force que rien ne surmonte, une volonté que rien n'arrête, une foi qui ne connaît point de scepticisme. Or c'est le malheur des facultés humaines qu'elles s'emportent toujours au delà du but quand elles ont la vigueur de l'atteindre. La grande question est qu'elles y parviennent : les excès n'ont qu'un temps, et l'œuvre demeure. L'œuvre de cette jeune école est demeurée : on a oublié les violences qu'elle ne pouvait pas éviter peut-être, et la liberté littéraire domine les ruines des systèmes qu'elle a vaincus.

La duchesse d'Abrantès qui avait vu s'épanouir dans son salon les splendeurs de l'Empire, eut ce bonheur singulier de voir naître et grandir autour d'elle la pensée féconde qui devait renouveler la littérature épuisée. C'est ainsi qu'elle fut mêlée aux deux plus grands événements qui remuèrent ce siècle jusqu'au moment de sa mort, l'Empire et la révolution littéraire qui le suivit. Toutes ces grandes choses dans l'ordre politique et dans l'ordre intellectuel s'agitèrent à côté d'elle, dépassant assurément les limites de son influence de toute la hauteur des hommes qui les ont dirigées, mais éclairant tour à tour de leurs rayonnements ce salon où elles aimaient à s'abriter.

Ce fut donc désormais à la fois aux lettrés et aux gens du

monde que fut ouverte cette maison hospitalière ; elle ne leur offrait plus les splendeurs du luxe et le prestige de la puissance : le luxe avait disparu avec la fortune, la puissance avait suivi l'Empire dans l'abîme; la duchesse n'habitait plus cet hôtel où tous les grands hommes de l'épopée impériale étaient apparus tour à tour ; elle avait un simple appartement et un petit jardin. Mais dans ce petit jardin elle cultivait des fleurs, et elle aimait passionnément les fleurs; dans cet appartement elle recevait tous ces illustres de la pensée dont le règne était venu après celui des illustres de la guerre. Si parfois de pénibles soucis troublaient son âme, elle en était distraite par les nobles jouissances de l'esprit au milieu des amis qu'elle réunit autour d'elle jusqu'à ses derniers jours.

Son salon sous la Restauration et les premières années de la monarchie de Juillet fut de ceux qui ont une importance réelle sur leur temps. Il continuait dans un autre ordre d'idées, mais avec une égale puissance, le rôle conciliateur de son salon sous l'Empire. De même qu'autrefois la société officielle s'y mêlait aux plus nobles gentilshommes, de même alors elle accoutumait les gens du monde à comprendre et à admirer les penseurs nouveaux qui avaient surgi. Ainsi, sous l'influence de cet esprit sans préjugés, de cette femme qui, dans le temps même de sa fortune, avait recherché avec ardeur l'instruction la plus solide comme l'ornement d'une position si haute, et qui avait reçu de la nature, avec une imagination brillante, des aptitudes si délicates et si justes à la fois, ainsi, dis-je, la nouvelle forme de la poésie et de

l'art passait des régions littéraires dans les régions mondaines, pénétrait dans les intelligences et préparait l'opinion publique à saluer ses triomphes.

La plupart de ces hommes dont quelques-uns étaient déjà illustres, dont le plus grand nombre devait obtenir une certaine célébrité, étaient les amis de la maison. Pour ne parler que des plus connus, MM. de Chateaubriand, Balzac, Victor Hugo, Alex. Dumas, Soumet, Alex. Guiraud, Alfred et Paul de Musset, les uns tout à fait intimes, les autres accueillis avec une bonne grâce qui ne se démentit jamais, aimaient venir dans ce salon où l'on ne demandait compte aux gens ni de leurs opinions, ni de leur naissance, mais seulement de leur distinction personnelle et de leur esprit. Victor Hugo, jeune alors et passionné pour les souvenirs de l'ère impériale, y était à la fois salué comme un maître et chéri comme un fils. Parfois la duchesse, quand le poëte la venait voir dans le jour, l'emmenait dans son jardin pour lui montrer ses fleurs bien-aimées; si elle trouvait alors la terre desséchée à l'entour de leurs tiges, elle les voulait arroser elle-même, et l'auteur des *Orientales* lui portait ses arrosoirs. En été on dînait souvent dans ce jardin qui était la joie de la duchesse, et Victor Hugo un soir y improvisa quelques-uns de ses plus beaux vers. Plus tard, après la mort de Mme d'Abrantès, il n'oublia pas cette amitié si vraie et si profonde; il chanta cette noble femme auprès de qui sa Muse avait toujours trouvé le plus affectueux accueil: c'est avec une émotion sincère qu'il s'écriait en la pleurant:

Dans notre ciel sinistre et sur nos tristes jours,
Ton noble esprit planait avec de nobles ailes,
Comme un aigle souvent, comme un ange toujours!

Car forte pour tes maux et bonne pour les nôtres,
Livrée à la tempête et femme en proie au sort
Jamais tu n'imitas l'exemple de tant d'autres,
Et d'une lâcheté tu ne te fis un port!

Ces vers peignent bien l'âme de la duchesse en tout temps et sa vie dans ses derniers jours; ils résument la pensée de tous ceux qui l'ont connue, c'est-à-dire aimée et estimée, et aussi le sentiment de la postérité qui respecte et admire en elle une des plus charmantes physionomies de ce siècle.

Balzac fut aussi l'un des fidèles du salon de Mme d'Abrantès. Il était saisi parfois d'enthousiasme devant elle, en songeant qu'elle avait vu Napoléon jeune homme, général, consul, empereur, dans l'intimité et dans les splendeurs de la vie publique, à tous les degrés de sa fortune, et il ne pouvait se lasser d'interroger les souvenirs de la duchesse. Ce fut à lui qu'elle dut l'idée d'écrire ses Mémoires: jamais auparavent elle n'avait songé à tenir une plume et elle n'avait dépensé son esprit qu'en des conversations éphémères. Elle se mit au travail avec ardeur, et en moins de cinq années, elle eut terminé ces dix-huit volumes pleins de faits curieux, d'anecdotes amusantes, de détails précieux sur tant d'hommes célèbres et de mémorables événements. On a beaucoup discuté la valeur historique de ces Mémoires: sur ce point il faudrait s'entendre; d'abord la sincérité de la duchesse est au-dessus de toute

discussion : elle n'a jamais dénaturé sciemment un fait ni un caractère. Ajoutons que cet ouvrage où figurent bien des personnages connus n'a jamais donné lieu à la moindre réclamation. En doit-on conclure qu'il ne s'y rencontre pas d'erreurs? Évidemment non : il y en a dans tous les Mémoires, et il tombe sous le sens qu'en racontant des faits à dix, vingt et trente ans d'intervalle, il est impossible de se préserver absolument d'oubli ou d'inexactitude. Quant aux conversations, il est clair qu'on n'en peut guère rapporter que le sens général, et enfin, quelle que soit du reste l'impartialité de l'écrivain, des Mémoires ont toujours, au point de vue historique, l'immense défaut que je signalais en commençant cette étude, d'être écrits par des témoins oculaires, c'est-à-dire sans défiance et sans critique. Ils sont précieux, il est vrai, aux historiens, parce que ceux-ci les soumettent à l'analyse, ne se servent de tels matériaux qu'après les avoir contrôlés et ne les acceptent que sous bénéfice d'inventaire, mais des Mémoires ne peuvent avoir la prétention d'être exacts comme l'histoire savante. Ce sont des récits plus ou moins agréables, où il y a beaucoup de vrai d'ordinaire, mêlé à beaucoup d'erreurs dans les jugements et dans la mise en scène, bien des portraits exacts mais inachevés, et en somme la couleur générale de l'époque dont ils indiquent heureusement parfois les plus délicates nuances. C'est à ce point de vue qu'il faut considérer ceux de la duchesse d'Abrantès et c'est avec ces réserves qu'il convient de les accepter. Peu d'ouvrages de ce genre donnent aussi fidèlement l'impression du temps qu'ils décrivent. On les voudrait

plus châtiés sans doute, disant avec plus de précision tout ce qu'ils veulent dire : on sent trop que Mme d'Abrantès écrivait comme elle parlait, sans modérer son abondance ni circonscrire sa pensée dans des lignes sévères ; mais ils sont d'une lecture attachante et facile, et l'on parvient à regret au dernier volume, tant on a pris de plaisir à suivre depuis son origine jusqu'à son déclin la fortune de Napoléon, de ses lieutenants et de la société sous l'Empire.

Balzac a donc rendu, non-seulement à l'auteur dont ces Mémoires ont fait la réputation littéraire, mais à l'histoire anecdotique qui peut y puiser bien des renseignements utiles, un véritable service en mettant à la duchesse, pour ainsi dire, la plume dans la main. C'était dignement reconnaître l'hospitalité de ce salon dont il fut l'un des illustres et dont tous ceux qui y furent admis ont toujours conservé le souvenir. J'ai cité quelques-unes des personnes célèbres qui s'y rencontraient ; je dois ajouter Gavarni, qui fit plus tard de la duchesse sur son lit de mort un merveilleux portrait, et j'en pourrais nommer bien d'autres si je ne craignais les énumérations superflues. Quant aux gens du grand monde, il en venait bon nombre attirés par les traditions aristocratiques de la maison, le charme de la duchesse et l'agrément de ce cercle où l'on voyait ces écrivains dont on parlait partout. Il nous faut rappeler entre tous le comte de Rambuteau, qui fut depuis préfet de la Seine, Mme Guiccioli, aujourd'hui marquise de Boissy, le comte de Forbin, directeur des musées sous la Restauration, un de ces grands seigneurs comme on aime à en voir dans ces fonc-

tions élevées, qui ont autant d'esprit, de goût pour les choses d'art que de distinction et de grâce. Le comte de Forbin était un artiste lui-même, et tous ceux qui l'ont connu ont conservé le souvenir de sa bienveillance, de son tact, des qualités charmantes de sa noble nature aussi bien que de son talent. Je dois nommer encore parmi les amis de la duchesse le marquis de Custine,qui avait vu toute l'Europe, qui a laissé d'agréables relations de voyage, un homme d'esprit s'il en fut, d'une conversation exquise, avec du trait, du mordant, de la finesse, qui, lui aussi, avait un salon où Duprez chantait souvent, où venaient Victor Hugo, Choppin, Lamartine, mais qui, hélas! commit une tragédie... laquelle fut jouée, grâce à l'argent de l'auteur, ce qui était justice, et tomba... ce qui était justice encore. Et puisque je parle du théâtre,je ne pourrais clore cette liste des principaux amis de Mme d'Abrantès sans rappeler le comte Jules de Castellane qui, dans son hôtel du faubourg Saint-Honoré, a donné si longtemps d'agréables comédies. La duchesse a dirigé pendant quelque temps cette troupe d'amateurs, elle lui a fait jouer une petite pièce de sa façon, *Mme Geoffrin*, et elle animait tout, auteurs et public, de sa verve et de sa gaîté.

On sent combien ces qualités heureuses donnaient de charme à ces réunions. La duchesse était une parfaite maîtresse de maison, qui dirigeait à merveille la conversation et parlait avec beaucoup de grâce et parfois d'éloquence. Elle n'avait pas l'esprit du trait et s'écriait souvent en riant: « Mon Dieu! qu'ils sont

donc heureux ceux qui trouvent des mots! » En revanche elle avait, ce qui vaut mieux, une agréable façon de dire les choses et de raconter, l'art d'amener les sujets qui faisaient briller l'esprit des autres, et chez elle on s'amusait fort. Elle ne pouvait souffrir les cartes et disait plaisamment qu'elle ne connaissait pas le roi de pique; mais comme elle était excellente musicienne, on faisait chez elle beaucoup de bonne musique; parfois même, quand il y avait assez de jeunesse, on dansait au piano. La duchesse aimait du reste tous les arts, elle dessinait heureusement d'après nature, et elle était très-exercée à tous ces petits talents de femme qui donnent tant de grâce aux femmes les plus spirituelles. Elle brodait à merveille, elle apprenait à ses filles, et cela avec un bon goût extrême, à faire leurs chapeaux et leurs robes, leur inspirait l'amour de ce travail manuel que les femmes ne dédaignent jamais impunément.

C'était une intelligence bien délicate et bien rare et à laquelle rien n'eût manqué si elle avait connu l'économie et l'ordre dans la maison; faute de comprendre ces indispensables conditions de la vie, elle fut attristée dans ses derniers jours par des embarras d'argent; elle s'efforçait de soutenir sa dépense par un travail littéraire assidu, et elle y parvenait, mais au prix de quelles fatigues! Elle avait quitté son appartement entouré de verdure et de fleurs, et ce fut dans une nouvelle demeure qu'elle ressentit les premières atteintes du mal cruel dont elle devait mourir. Au milieu de ses souffrances, elle se plaignait surtout de ne plus voir ces fleurs et ces feuillages qu'elle avait toujours aimés. On la transporta

dans une maison de santé de Chaillot sur le bord de la Seine, pour lui rendre au moins pendant quelques jours la douce contemplation de ces belles choses qui souriaient à sa pensée. Elle apercevait de sa fenêtre un jardin étendu et Paris dans le lointain. Ce fut là qu'elle s'éteignit entourée de ses enfants et confiante en Dieu. Il ne manquait autour de son lit de mort que son second fils, retenu loin d'elle par les austères devoirs de l'état militaire, et qui arriva trop tard pour recueillir son souffle suprême. Et ici qu'il me soit permis de m'incliner en passant devant la grave figure de ce dernier représentant d'un nom illustre, qui, né en Espagne, au bruit du canon, dans le tumulte d'une ville assiégée, périt héroïquement en Italie, à Solferino. Noble vie de soldat écoulée entre deux victoires, commencée sur un champ de bataille du premier empire, terminée sur le plus glorieux champ de bataille du second, en ce jour à jamais illustre où l'héritier de Napoléon a renouvelé les merveilles de Marengo et d'Austerlitz.

Tous les amis de la duchesse furent douloureusement émus en apprenant qu'ils ne devaient plus revoir celle dont ils avaient appris depuis de longues années à estimer également le cœur et l'esprit. Mme Récamier, sa contemporaine et son amie, vint passer en prières auprès de son lit la journée qui suivit sa mort, et son cercueil fut suivi par un grand nombre de ces hommes éminents à divers titres, dont les noms vivront avec le sien dans la mémoire de la postérité.

Quelque temps après, le bruit se répandit dans Paris que la municipalité, par une économie sordide, avait re-

fusé un morceau de marbre nécessaire à l'érection d'un monument sur sa tombe. Un grand poëte se fit l'organe de l'indignation qui avait accueilli cette nouvelle et protesta avec énergie, dans cette même pièce de vers dont j'ai déjà cité un fragment. Heureusement c'était là une erreur. Les enfants de Mme d'Abrantès n'avaient rien demandé à la Ville et entendaient honorer seuls la tombe de leur mère. Ils refusèrent même une forte somme qui leur vint de l'étranger, et qui leur fut remise par les mains d'une dame russe, la princesse H***, de la part d'une inconnue. Plus tard seulement la fille aînée de la duchesse apprit que cette inconnue était l'impératrice de Russie, qui s'était rencontrée jadis avec Mme d'Abrantès à Nice et envoyait pour orner son monument funéraire ce témoignage d'affectueux souvenir. Telle était en effet la duchesse qu'il était impossible de l'oublier : l'avenir lui gardera une place parmi ces femmes d'élite dont la mémoire lui reste chère, et dont on voit apparaître de siècle en siècle le noble esprit et le regard charmant, comme la parure des sérieuses époques de l'histoire.

(1862).

FIN

Paris. — Imprimerie VALLÉE et Ce, 15, rue Breda.

TABLE

Paris. — Imprimerie VALLÉE, 15, rue Breda.